ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

Rapport Annuel 2017











Qui nous sommes

L'Organisation mondiale du commerce s'occupe des règles régissant le commerce entre les pays. Sa principale fonction est de favoriser autant que possible la bonne marche, la prévisibilité et la liberté des échanges.

Comment utiliser le rapport

Le Rapport annuel 2017 commence par un message du Directeur général de l'OMC et un bref aperçu de l'année écoulée. Il donne ensuite une description plus détaillée des domaines d'activité de l'OMC au cours des 12 derniers mois.

Pour en savoir plus

Site Web: www.wto.org/fr

Questions d'ordre général: enquiries@wto.org

Téléphone: +41 (0)22 739 51 11

Il existe également une application pour télécharger le rapport sur votre tablette ou votre smartphone.



pour iPad et iPhone



pour Android

Rapport Annuel

2017


Un commerce
inclusif


OMC
WORLD TRADE ORG




DIALOGUES
sur le commerce


WORLD TRADE ORGANIZATION
OMC

1. Introduction 2

Message du Directeur général Roberto Azevêdo 2

Comprendre l'OMC 4

Bref historique 6

2. Panorama 2016 8

L'année en bref 10

Événements de 2016 20

3. Les Membres 22

Accession à l'OMC 24

Une composition mondiale 28

4. Négociations commerciales 30

Les règles commerciales ne peuvent pas être modifiées sans l'accord de tous les Membres de l'OMC, qui doivent parvenir à un consensus dans le cadre de négociations.

5. Mise en œuvre et suivi 44

Les divers conseils et comités de l'Organisation veillent à ce que les Accords de l'OMC soient convenablement mis en œuvre. Les politiques et pratiques commerciales de tous les Membres font l'objet d'un examen périodique.

6. Règlement des différends 104

Les Membres de l'OMC soumettent des différends à l'OMC lorsqu'ils considèrent qu'il est porté atteinte à leurs droits au titre des accords commerciaux. Le règlement des différends relève de la compétence de l'Organe de règlement des différends.

7. Soutien au développement et renforcement des capacités commerciales 120

L'OMC s'efforce d'aider les pays en développement à renforcer leurs capacités commerciales et leur accorde des délais plus longs pour mettre en œuvre les accords commerciaux. Des centaines de cours de formation sont organisés chaque année à l'intention des fonctionnaires de ces pays.

8. Communication 138

L'OMC entretient un dialogue régulier avec les milieux d'affaires, les organisations non gouvernementales, les parlementaires, les autres organisations internationales, les médias et le grand public pour renforcer la coopération et faire mieux connaître les questions commerciales.

9. Secrétariat et budget 166

Le Secrétariat de l'OMC emploie plus de 600 personnes au bénéfice d'un contrat régulier. Il coordonne les activités de l'OMC. Le budget annuel de l'OMC est financé pour l'essentiel par les contributions de ses Membres.

Structure de l'OMC 178

Présidents des organes de l'OMC (au 31 décembre 2016) 179

Membres de l'OMC (au 31 décembre 2016) 180

Abréviations et autres renseignements 181

Télécharger l'application 182

Message du Directeur général Roberto Azevêdo

Après le succès de la dixième Conférence ministérielle tenue à Nairobi en décembre 2015, un net renforcement du niveau d'engagement a été observé en 2016 dans nombre de nos domaines d'activité. L'année a été marquée par une discussion intense entre les Membres sur un large éventail de questions et par un regain d'intérêt d'autres parties prenantes.

Cet engagement accru s'est concrétisé par le nombre élevé de Membres qui ont présenté des instruments en vue de la ratification de deux importants accords conclus cette année dans le cadre de l'OMC, à savoir l'Accord sur la facilitation des échanges (AFE) et un amendement de l'Accord de l'OMC sur la propriété intellectuelle, lequel a pour but d'améliorer l'accès des pays les plus pauvres aux médicaments essentiels. Cette accélération des ratifications a mené à l'entrée en vigueur des deux accords au début de 2017 – un moment véritablement historique pour l'OMC.

L'AFE est à ce jour l'accord commercial mondial le plus important du XXIe siècle. Il vise à accélérer la circulation transfrontières des marchandises en simplifiant les procédures douanières et en les rendant plus transparentes, ce qui se traduit par des avantages économiques majeurs. Les grands bénéficiaires de l'Accord seront les pays en développement et les pays les moins avancés lesquels auront en outre aussi accès à des programmes d'assistance technique et de renforcement des capacités qui les aideront à le mettre en œuvre.

L'amendement de l'Accord de l'OMC sur la propriété intellectuelle est aussi très important. Il assure aux pays en développement une voie juridique pour accéder aux médicaments à des prix plus abordables. En vertu de cet amendement, des versions génériques de médicaments brevetés peuvent être exportées vers les pays qui n'ont pas la capacité de fabriquer eux-mêmes les génériques des médicaments dont ils ont besoin. Ce faisant, l'Accord pourrait aider ces pays à mieux maîtriser des maladies comme le VIH/SIDA, la tuberculose et le paludisme.

Ces progrès ont redynamisé les travaux de l'OMC et fourni une impulsion pour notre onzième Conférence ministérielle qui se tiendra à Buenos Aires en décembre de cette année – la première du genre à avoir lieu en Amérique du Sud. Conscients de cette échéance, les Membres ont été très actifs dans leurs discussions. Les groupes de négociation de Doha ont poursuivi leurs travaux et un certain nombre de nouveaux textes et idées ont été présentés – couvrant un large éventail de questions dont l'agriculture, la pêche et les subventions, les services, le commerce électronique et les mesures liées aux petites et moyennes entreprises. J'espère que nous pourrons maintenir cet élan et cet engagement positif jusqu'à la réunion de Buenos Aires. Il y a aussi des domaines concernant lesquels un mandat spécifique a été donné pour la onzième Conférence ministérielle, comme la détention de stocks publics à des fins de sécurité alimentaire. Toute décision prise à Buenos Aires devra inclure des dispositions concernant le développement et le soutien des pays les moins avancés.

Les discussions en cours ici, à Genève, ont été positivement renforcées par l'engagement de parties prenantes très diverses. À l'initiative de la Chambre de commerce internationale et du B-20, branche du G-20 représentant les entreprises, un événement a été organisé à l'OMC en mai 2016 qui a réuni plus de 60 dirigeants d'entreprises pour discuter des difficultés qu'ils rencontrent dans leurs opérations commerciales et examiner comment l'OMC peut les aider à les surmonter. Les participants représentaient des entreprises de toutes tailles de différents secteurs, de pays développés et en développement. Cet événement s'inscrivait dans le cadre des «Dialogues sur le commerce», une initiative visant à donner à diverses parties prenantes, y compris les organisations syndicales, les associations de consommateurs et les milieux universitaires, la possibilité de discuter des questions relatives au commerce. En septembre 2016, bon nombre de ces acteurs sont venus à l'OMC pour participer au Forum public, qui est notre événement phare annuel en matière de communication et qui a attiré plus de 1 100 participants, lesquels ont assisté à 100 séances, ce qui est le plus fort taux d'affluence et le plus grand nombre de séances de l'histoire du Forum.

Le soutien en matière de formation et de renforcement des capacités que l'OMC offre à ses Membres est une autre activité importante de communication. En 2016, plus de 18 000 participants ont bénéficié de cette formation, qui vise à aider les fonctionnaires gouvernementaux à mieux comprendre le système commercial multilatéral. Certains des participants venaient des deux Membres les plus récents de l'OMC – l'Afghanistan et le Libéria – qui ont tous deux accédé à l'Organisation en juillet, portant à 164 le nombre total des Membres, lesquels représentent 98% environ du commerce mondial.

Les fondateurs de l'OMC n'avaient peut-être pas conçu l'assistance technique et le renforcement des capacités comme un élément central de nos travaux – mais ils le sont



«Nous devons redoubler d'efforts pour que les avantages du commerce profitent à un plus grand nombre, en particulier dans les pays les plus vulnérables. Le rôle de l'OMC consiste à travailler avec les gouvernements pour les aider à élaborer des politiques permettant de relever les nombreux défis de l'économie actuelle – des politiques qui fassent du commerce une partie de la solution.»

incontestablement aujourd'hui. En outre, ces initiatives sont essentielles pour que le commerce puisse pleinement jouer son rôle de moteur du développement comme prévu dans les nouveaux objectifs de développement durable. Une évaluation indépendante réalisée en 2016 a montré que nous continuons à offrir un niveau élevé d'assistance technique liée au commerce. Certaines initiatives de l'OMC, comme l'Aide pour le commerce, le Fonds pour l'application des normes et le développement du commerce, le Mécanisme pour l'Accord sur la facilitation des échanges et le Cadre intégré renforcé, qui a lancé sa phase deux en 2016, portent également leurs fruits. Nous attendons avec intérêt la tenue, en juillet 2017, du sixième Examen global de l'Aide pour le commerce qui est un moment important pour examiner et renforcer ces travaux.

Sur nos 164 Membres, deux tiers ont participé d'une façon ou d'une autre au système de règlement des différends de l'OMC, qui a connu en 2016 son année la plus chargée à ce jour. Sur l'ensemble de l'année, environ 520 différends commerciaux ont été soumis à l'OMC. Face au nombre croissant de différends portés devant l'OMC, j'ai continué à réaffecter des ressources à nos divisions juridiques pour que les affaires puissent être examinées en temps voulu. Le recours régulier au système de règlement des différends aussi bien par des pays en développement que par des pays développés indique clairement l'importance que les Membres attachent au système et la confiance qu'ils placent en lui.

Néanmoins, il nous faut reconnaître que le commerce mondial traverse une passe difficile. La croissance économique est faible; la croissance du commerce est faible; la menace du protectionnisme ne peut être ignorée; et nous devons relever les défis que continuent de représenter à l'échelon mondial la pauvreté, les inégalités et le sous-développement. Nous devons redoubler d'efforts pour que les avantages du commerce profitent à un plus grand nombre, en particulier dans les pays les plus vulnérables. Le rôle de l'OMC consiste à travailler avec les gouvernements pour les aider à élaborer des politiques permettant de relever les nombreux défis de l'économie actuelle – des politiques qui exploitent l'effet levier du commerce comme partie de la solution. Le commerce n'est peut-être pas la panacée qui en soi créera de la croissance, mais c'est un ingrédient essentiel et nécessaire de toute stratégie visant un développement social et économique durable. Dans ce contexte, un engagement concerté au niveau international est plus important que jamais.

Les structures du système commercial multilatéral ont été édifiées en réponse directe aux enseignements de l'histoire. Elles représentent la meilleure tentative qui ait été faite pour s'assurer que les erreurs du passé ne soient pas répétées. Ce sont des outils qui nous permettent de faire face à de nombreux problèmes au centre du débat d'aujourd'hui. Nos rapports de suivi du commerce ont montré que les mesures restrictives à l'importation appliquées depuis octobre 2008 et encore en vigueur couvrent à peine 5% des importations mondiales. Ce pourcentage pourrait bien sûr être encore plus faible, mais cela montre que le système a fonctionné. Malgré la crise financière et l'impact qu'elle a eu sur l'économie, nous n'avons pas observé de montée importante du protectionnisme, ni en aucun cas de répétition de ce qui s'était passé dans les années 1930, où l'escalade des droits de douane et des mesures unilatérales avaient alimenté la spirale à la baisse, amputant des deux tiers les échanges mondiaux et conduisant à terme à la Grande Dépression. Compte tenu de cela, je suis convaincu que l'OMC est maintenant plus importante que jamais. Nous devons œuvrer ensemble au renforcement du système commercial dans l'intérêt de la stabilité économique mondiale et de manière à ce que les avantages du commerce pour soutenir l'emploi, la croissance et le développement puissent se répandre le plus loin et le plus largement possible.

Enfin, pour terminer sur une note plus personnelle, j'aimerais remercier les Membres de l'OMC de m'avoir confié un deuxième mandat de Directeur général à partir de septembre 2017. Je suis convaincu que l'OMC est aujourd'hui plus forte. De plus, dans une économie mondiale de plus en plus interdépendante, je crois qu'il est de notre responsabilité de veiller à renforcer la coopération économique mondiale – et de laisser aux générations futures un système commercial qui fonctionne bien. Je suis impatient de travailler avec les Membres au cours des quatre prochaines années pour assumer cette responsabilité.



Roberto Azevêdo
Directeur général

Message du Directeur général Roberto Azevêdo
www.wto.org/dg_f

Comprendre l'OMC

Il y a plusieurs manières de considérer l'Organisation mondiale du commerce. C'est une organisation qui s'occupe de l'ouverture commerciale. C'est une enceinte où les gouvernements négocient des accords commerciaux. C'est un lieu où ils règlent leurs différends commerciaux. C'est une organisation qui administre le système mondial de règles commerciales. L'OMC aide les pays en développement à renforcer leur capacité commerciale. C'est essentiellement un lieu où les gouvernements Membres tentent de régler les problèmes commerciaux qui les opposent.

Qui nous sommes

L'OMC est née de négociations visant à réduire progressivement les obstacles au commerce. Les pays, confrontés à de tels obstacles, ont voulu les réduire et les négociations ont permis d'ouvrir les marchés. Mais l'ouverture des marchés n'est pas le seul objectif de l'OMC. En effet, dans certaines circonstances, ses règles préconisent le maintien d'obstacles au commerce – par exemple pour protéger les consommateurs ou l'environnement ou pour empêcher la propagation de maladies.

Au cœur du système, il y a les Accords de l'OMC, qui ont été négociés et signés par la plupart des nations commerçantes du monde. Ces textes énoncent les règles régissant le commerce international. Il s'agit essentiellement de contrats qui obligent les gouvernements à maintenir leurs politiques commerciales dans les limites convenues. Bien qu'ils aient été négociés et signés par les gouvernements, leur but est d'aider les producteurs de biens et de services, les exportateurs et les importateurs à exercer leurs activités, tout en permettant aux gouvernements d'atteindre des objectifs sociaux et environnementaux.

Le but primordial du système est de faire en sorte que le commerce soit aussi libre que possible – dès lors que cela n'a pas d'effets secondaires indésirables – car cela est important pour stimuler la croissance économique et l'emploi et pour favoriser l'intégration des pays en développement dans le système commercial international. Cela passe en partie par la suppression des obstacles. Mais il faut aussi veiller à ce que les individus, les entreprises et les gouvernements sachent quelles règles commerciales sont appliquées dans le monde et aient l'assurance qu'elles ne seront pas modifiées brusquement. Autrement dit, les règles doivent être «transparentes» et prévisibles.

Bien souvent, les relations commerciales mettent en jeu des intérêts contradictoires. Les accords, y compris ceux qui sont négociés à grand-peine dans le cadre de l'OMC, ont souvent besoin d'être interprétés. La façon la plus harmonieuse de régler ces divergences est de recourir à une procédure neutre reposant sur des bases juridiques convenues. C'est le but du processus de règlement des différends prévu dans les Accords de l'OMC.

Ce que nous défendons

Les Accords de l'OMC sont longs et complexes parce que ce sont des textes juridiques qui portent sur un large éventail d'activités. Mais ils s'articulent tous autour de quelques principes fondamentaux simples qui constituent la base du système commercial multilatéral.

Non-discrimination

Un pays ne doit pas faire de discrimination entre ses partenaires commerciaux; il ne doit pas non plus faire de discrimination entre ses propres produits, services et ressortissants et ceux des autres pays.

Plus d'ouverture

L'abaissement des obstacles au commerce est l'un des moyens les plus évidents d'encourager les échanges; ces obstacles comprennent les droits de douane (ou tarifs) et les mesures telles que les interdictions à l'importation ou les contingents, qui limitent les quantités de façon sélective.

Prévisibilité et transparence

Les entreprises, les investisseurs et les gouvernements étrangers devraient avoir l'assurance que des obstacles au commerce ne seront pas érigés de façon arbitraire. La stabilité et la prévisibilité encouragent l'investissement et la création d'emplois et permettent aux consommateurs de profiter pleinement des avantages de la concurrence – plus large choix et prix plus bas.

Plus de compétitivité

En décourageant les pratiques «déloyales» telles que les subventions à l'exportation et la vente de produits à des prix de dumping, c'est-à-dire à des prix inférieurs à la valeur normale pour gagner des parts de marché; les questions sont complexes, et les règles tentent d'établir ce qui est loyal et déloyal et d'indiquer comment les gouvernements peuvent réagir, notamment en imposant des droits d'importation additionnels calculés de manière à compenser le dommage causé par le commerce déloyal.

Plus d'avantages pour les pays moins développés

En leur laissant plus de temps pour s'adapter et une plus grande flexibilité et en leur accordant des privilèges spéciaux; plus des trois quarts des Membres de l'OMC sont des pays en développement et des pays en transition vers une économie de

Comprendre l'OMC
www.wto.org/questcequelomc





marché. Les Accords de l'OMC leur accordent des périodes de transition pour leur permettre de s'adapter aux dispositions de l'OMC et dans le cas de l'Accord sur la facilitation des échanges, pour leur accorder un soutien pratique en vue de la mise en œuvre de l'Accord.

Protection de l'environnement

Les Accords de l'OMC permettent aux Membres de prendre des mesures pour protéger non seulement l'environnement, mais aussi la santé des personnes et des animaux et pour préserver les végétaux. Toutefois, ces mesures doivent être appliquées de la même manière aux entreprises nationales et aux entreprises étrangères. Autrement dit, les Membres ne doivent pas utiliser les mesures de protection de l'environnement comme un moyen de dresser des obstacles au commerce.

Ce que nous faisons

L'OMC est conduite par les gouvernements Membres. Toutes les grandes décisions sont prises par l'ensemble des Membres, soit au niveau des ministres (qui se réunissent normalement au moins tous les deux ans) soit au niveau des ambassadeurs ou des délégués (qui se rencontrent régulièrement à Genève). Même si elle est conduite par ses États Membres, l'OMC ne pourrait pas fonctionner sans son Secrétariat, qui coordonne ses activités. Le Secrétariat emploie plus de 600 personnes. Ses experts – juristes, économistes, statisticiens et experts en communication – aident quotidiennement les Membres à faire en sorte, entre autres, que les négociations avancent de façon harmonieuse et que les règles du commerce international soient convenablement appliquées et respectées.

Négociations commerciales

Les Accords de l'OMC portent sur les marchandises, les services et la propriété intellectuelle. Ils énoncent les principes de la libéralisation et les exceptions autorisées. Ils contiennent les engagements pris par les différents pays pour réduire les droits de douane et les autres obstacles au commerce et pour ouvrir les marchés de services. Ils établissent les procédures à suivre pour régler les différends. Les accords ne sont pas statiques; ils sont renégociés périodiquement, et de nouveaux accords peuvent être ajoutés, comme cela a été le cas lors des Conférences ministérielles de Bali et de Nairobi, en 2013 et 2015. Les négociations continuent sur les questions du Programme de Doha pour le développement, que les Ministres du commerce des Membres de l'OMC avait lancé à Doha (Qatar), en novembre 2001.

Mise en œuvre et suivi

Les Accords de l'OMC obligent les gouvernements à assurer la transparence de leurs politiques commerciales en notifiant à l'OMC les lois en vigueur et les mesures adoptées. Les divers conseils et comités de l'Organisation veillent à ce que ces prescriptions soient respectées et à ce que les Accords de l'OMC soient convenablement mis en œuvre. Les politiques et pratiques commerciales de tous les Membres font l'objet d'un examen périodique, pour lequel le pays concerné et le Secrétariat de l'OMC établissent chacun un rapport.

Règlement des différends

La procédure de règlement des différends commerciaux prévue dans le cadre du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends de l'OMC est indispensable pour faire respecter les règles et donc pour assurer le déroulement harmonieux des échanges. Les pays soumettent leurs différends à l'OMC lorsqu'ils estiment qu'il est porté atteinte aux droits que leur confèrent les Accords. Les décisions rendues par des experts indépendants nommés spécialement sont fondées sur l'interprétation des Accords et des engagements pris par les différents pays.

Renforcement des capacités commerciales

Les Accords de l'OMC renferment des dispositions spéciales applicables aux pays en développement qui prévoient notamment des périodes plus longues pour la mise en œuvre des Accords et des engagements, des mesures visant à accroître les possibilités commerciales de ces pays et la fourniture d'une assistance pour les aider à renforcer leurs capacités commerciales, à gérer les différends et à appliquer les normes techniques. Chaque année, l'OMC organise des centaines de missions de coopération technique dans les pays en développement et dispense de nombreux cours à Genève à l'intention des fonctionnaires gouvernementaux. L'initiative Aide pour le commerce vise à aider les pays en développement à se doter des compétences et des infrastructures nécessaires pour accroître leurs échanges commerciaux.

Communication

L'OMC entretient un dialogue régulier avec les organisations non gouvernementales, les parlementaires, les autres organisations internationales, les médias et le grand public sur divers aspects de l'Organisation et des négociations de Doha en cours, afin d'intensifier la coopération et de mieux faire connaître ses activités.

Comprendre l'OMC
www.wto.org/questcequelomc

Bref historique

L'OMC a vu le jour le 1er janvier 1995, succédant à l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce qui régissait le commerce mondial depuis 1948. Au cours des 20 dernières années, l'OMC a largement contribué à la solidité et à la stabilité de l'économie mondiale, aidant à stimuler la croissance du commerce et à régler de nombreux différends commerciaux et à soutenir l'intégration des pays en développement dans le système commercial.

1994

Avril
Signature de l'Accord de Marrakech instituant l'Organisation mondiale du commerce.



1995

Janvier
L'OMC voit le jour le 1er janvier.

Mai
M. Renato Ruggiero (Italie) prend ses fonctions de Directeur général de l'OMC.



1996

Décembre
La première Conférence ministérielle se tient à Singapour.

L'Accord sur les technologies de l'information est conclu.



1997

Décembre
Soixante-dix Membres de l'OMC concluent un accord multilatéral sur l'ouverture de leur secteur des services financiers.



1998

Mai
La deuxième Conférence ministérielle se tient à Genève.



1999

Septembre
M. Mike Moore (Nouvelle-Zélande) devient Directeur général de l'OMC.



Novembre
La troisième Conférence ministérielle se tient à Seattle (États-Unis).

2000

Janvier
Début des négociations sur les services.

Mars
Début des négociations sur l'agriculture.



2001

Novembre
Quatrième Conférence ministérielle à Doha (Qatar).

Lancement du Programme de Doha pour le développement.

La Chine devient le 143ème Membre de l'OMC.



2002

Septembre
M. Supachai Panitchpakdi (Thaïlande) est élu Directeur général de l'OMC.



Bref historique
www.wto.org/questcequelomc

2003

Septembre
La cinquième Conférence ministérielle se tient à Cancún (Mexique).



2005

Septembre
M. Pascal Lamy (France) devient Directeur général de l'OMC.



Décembre
La sixième Conférence ministérielle se tient à Hong Kong, Chine.

L'initiative Aide pour le commerce est lancée et la Déclaration de Hong Kong est adoptée.

2006

Septembre
Le premier Forum public de l'OMC est organisé à Genève.



2007

Janvier
Le Viet Nam devient le 150ème Membre de l'OMC.

Novembre
Le premier Examen global de l'Aide pour le commerce a lieu à Genève.



2009

Avril
Le Directeur général, M. Pascal Lamy, est réélu pour un second mandat de quatre ans.

Septembre
Première Journée portes ouvertes de l'OMC à Genève.

Novembre
Septième Conférence ministérielle, organisée à Genève.



2010

Janvier
Lancement du «Programme de chaires» destiné à soutenir les universités des pays en développement.

PROGRAMME DE CHAIRES DE L'OMC

2011

Décembre
La huitième Conférence ministérielle se tient à Genève.



2012

Août
La Russie devient le 156ème Membre de l'OMC.



2013

Septembre
Roberto Azevêdo (Brésil) devient le Directeur général de l'OMC.



Décembre
La neuvième Conférence ministérielle se tient à Bali (Indonésie). Le «paquet de Bali» est adopté.

2014

Avril
L'Accord révisé de l'OMC sur les marchés publics entre en vigueur.

Novembre
Approbation du texte juridique final de l'Accord sur la facilitation des échanges, adopté initialement à Bali en 2013.

2015

Décembre
La dixième Conférence ministérielle se tient à Nairobi (Kenya). Le «paquet de Nairobi» est adopté. L'extension de l'Accord sur les technologies de l'information est approuvée.



2016

Juillet
Le Libéria devient le 163ème Membre de l'OMC.

L'Afghanistan devient le 164ème Membre de l'OMC.



Bref historique
www.wto.org/questcequelomc



Panorama 2016

En 2016, de nombreux Membres de l'OMC ont ratifié l'Accord sur la facilitation des échanges, ouvrant la voie à son entrée en vigueur au début de 2017. De nombreux Membres ont aussi accepté un amendement de l'Accord de l'OMC sur la propriété intellectuelle, qui a pris effet au premier trimestre de 2017. Cet amendement assure aux pays en développement une voie juridique pour accéder à des médicaments abordables. Dès le milieu de 2016, les Membres de l'OMC se sont engagés de manière constructive dans plusieurs domaines des négociations commerciales, commençant les travaux en vue de la prochaine Conférence ministérielle de l'OMC, qui se tiendra en Argentine en décembre 2017.

L'année en bref 10

Négociations commerciales 10

Mise en œuvre et suivi 12

Règlement des différends 14

Soutien au développement et renforcement des capacités commerciales 16

Communication 18

Événements de 2016 20

Négociations commerciales

Les Membres de l'OMC ont centré leurs travaux sur la mise en œuvre des décisions adoptées aux Conférences ministérielles de Nairobi et de Bali et sur l'examen des résultats possibles pour la onzième Conférence ministérielle, qui se tiendra à Buenos Aires en décembre 2017.

Au deuxième semestre, les négociations commerciales se sont intensifiées, avec la présentation, par des Membres de l'OMC, de plusieurs propositions, notamment sur l'agriculture, les services et les subventions à la pêche. En tant que Président du Comité des négociations commerciales, le Directeur général Roberto Azevêdo a souligné qu'il fallait approfondir les discussions de manière significative dans les mois à venir.

Le Directeur général, M. Azevêdo, a souligné qu'il fallait que les Membres de l'OMC soient clairs sur le résultat final qu'ils souhaitent obtenir et fassent preuve de flexibilité pour tenir compte des circonstances des autres Membres.

Le Directeur général a indiqué que les Membres de l'OMC devaient prendre toutes les mesures possibles, soulignant que, sur n'importe quelle question, ce ne serait pas le bout du chemin, mais une première étape. Le pragmatisme restait un ingrédient essentiel. Il était important d'équilibrer les éléments pour tenir compte des intérêts et des positions divergents des Membres et pour répondre aux besoins des pays développés, en développement et moins avancés.



Les Membres de l'OMC s'accordent sur le fait qu'il est important d'avancer sur les aspects relatifs au développement de tous les sujets de négociations.

Les Membres de l'OMC se sont attachés à mettre en œuvre les décisions adoptées aux Conférences ministérielles de Nairobi et de Bali.

En décembre, les Présidents des groupes de négociation ont donné des informations à jour sur leurs activités et ont examiné la marche à suivre en 2017, notamment les domaines où des résultats seraient possibles à la onzième Conférence ministérielle. Ils ont souligné qu'il y avait un engagement constructif sur plusieurs questions, ce qui était une évolution positive que l'on n'avait pas vue depuis un certain temps, mais que, dans certains domaines, un engagement plus important était nécessaire.

Le Directeur général Azevêdo a indiqué que, lors de ses consultations à Genève et de ses visites dans les capitales, il avait constaté une volonté partagée d'assurer le succès de la onzième Conférence ministérielle et une conviction commune qu'il était important de soutenir l'engagement ministériel pendant les préparatifs de la Conférence. Il a fait remarquer qu'il était plus probable d'obtenir des résultats en progressant pas à pas plutôt qu'en faisant de grands bonds et que les Membres de l'OMC s'accordaient sur le fait qu'il était important d'avancer sur les aspects relatifs au développement de toutes les questions.

Le Directeur général Azevêdo a insisté sur la nécessité d'intensifier les travaux en 2017, car il subsistait des divergences dans de nombreux domaines. Il a proposé de faciliter les échanges entre les Membres de l'OMC qui

L'année en bref
www.wto.org/domaine



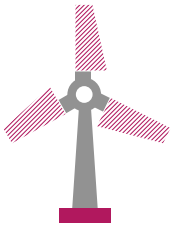
Les Membres de l'OMC ont commencé à se concentrer sur la onzième Conférence ministérielle, qui se tiendra à Buenos Aires en décembre 2017.

soumettent des propositions et les délégations qui ont exprimé un intérêt pour des questions spécifiques afin qu'ils puissent échanger des vues et voir comment avancer sur ces questions.

Les négociations sur un accord sur les biens environnementaux (ABE) se sont poursuivies entre 18 participants représentant 46 Membres de l'OMC. En décembre, une réunion des ministres et des hauts fonctionnaires des 18 participants, tenue à Genève, a fait de «réels progrès» et a ouvert la voie à de nouvelles discussions.

Un accord sur les biens environnementaux permettrait de réduire les droits de douane sur une large gamme de produits liés à l'environnement qui servent à produire de l'énergie propre et renouvelable, à améliorer l'efficacité de l'énergie et des ressources, à lutter contre la pollution atmosphérique et à répondre à d'autres préoccupations environnementales. Les avantages du nouvel accord seraient étendus à tous les Membres de l'OMC.

Voir pages 30-43.



46

Quarante-six Membres de l'OMC participent à des négociations sur un accord sur les biens environnementaux.

Mise en œuvre et suivi

Une étape majeure pour le système commercial mondial a été franchie au début de 2017, lorsque le premier accord multilatéral conclu pendant les 21 années d'existence de l'OMC, est entré en vigueur. Après la ratification de l'Accord sur la facilitation des échanges (AFE) par le Rwanda, Oman, le Tchad et la Jordanie en février 2017, l'OMC a obtenu le nombre nécessaire d'acceptations de la part des 164 Membres de l'OMC pour que l'Accord entre en vigueur.

L'AFE vise à rationaliser, simplifier et normaliser les procédures douanières. En facilitant la circulation des marchandises à travers les frontières, il permettra de réduire les coûts du commerce dans le monde entier. Il est prévu qu'une mise en œuvre complète de l'AFE réduira les coûts du commerce des Membres de l'OMC de 14,3% en moyenne. On s'attend à ce que l'Accord réduise le temps nécessaire pour importer et exporter des marchandises d'un peu plus d'un jour et demi et de presque deux jours respectivement, soit une réduction de 47% et de 91% par rapport à la moyenne actuelle. D'ici à 2030, l'Accord pourrait ajouter 2,7 points de pourcentage par an à la croissance du commerce mondial et plus de 0,5 point de pourcentage par an à la croissance du PIB mondial.

L'Accord est unique en son genre, car il permet aux pays en développement et aux pays les moins avancés de fixer leur propre calendrier de mise en œuvre, en fonction de leurs capacités. Un Mécanisme pour l'Accord sur la facilitation des échanges a été créé pour contribuer à faire en sorte que ces pays reçoivent l'assistance nécessaire pour tirer pleinement parti de l'AFE.

Une autre étape majeure a été l'entrée en vigueur de l'amendement de l'Accord de l'OMC sur les aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce (ADPIC), qui assure aux pays en développement une voie juridique pour accéder à des médicaments abordables conformément aux règles de l'OMC. C'est la première fois, depuis la création de l'Organisation en 1995, qu'un accord de l'OMC est modifié.

L'amendement est entré en vigueur en janvier 2017 après l'acceptation du protocole d'amendement par les deux tiers requis des Membres de l'OMC. L'amendement rend permanent un mécanisme facilitant l'accès des Membres de l'OMC les

14,3%

Il est prévu que l'AFE réduira les coûts du commerce des Membres de l'OMC de **14,3**% en moyenne.



La mise en œuvre de l'Accord sur la facilitation des échanges (AFE), en février 2017, devrait faciliter la circulation des marchandises à travers les frontières.

L'année en bref
www.wto.org/domaine



L'entrée en vigueur de l'amendement de l'Accord sur les ADPIC en janvier 2017 assure aux pays en développement une voie juridique pour accéder à des médicaments abordables.

164 Le Libéria et l'Afghanistan ont accédé à l'OMC en juillet 2016, portant à **164** le nombre total de Membres de l'OMC.

23 L'OMC a examiné les politiques commerciales de **23** Membres en 2016.

plus pauvres à des médicaments génériques abordables produits dans d'autres pays.

L'offre de l'Argentine d'accueillir la onzième Conférence ministérielle a été acceptée par le Conseil général, l'organe de décision suprême de l'OMC à Genève. Le Conseil a convenu que la Conférence se tiendrait à Buenos Aires en décembre 2017. L'Argentine sera le premier pays d'Amérique du Sud à accueillir cet événement biennal.

Le Libéria et l'Afghanistan sont devenus les 163ème et 164ème Membres de l'OMC en juillet 2016. Plus tard dans l'année, le Conseil général est convenu d'entamer des négociations en vue de l'accession à l'OMC de la Somalie et du Timor-Leste.

Les autres conseils et comités de l'OMC ont continué à se réunir régulièrement pendant l'année pour veiller à ce que les accords et les règles de l'OMC soient convenablement mis en œuvre. L'OMC a par ailleurs continué à assurer le suivi du commerce.

Le dernier rapport de suivi du commerce a révélé une légère baisse du nombre de mesures restrictives pour le commerce introduites par les Membres. Entre le milieu d'octobre 2015 et le milieu d'octobre 2016, en moyenne 15 mesures de ce type ont été mises en place chaque mois, contre le chiffre record de 20 mesures par mois enregistré en 2015. Sur les 2 978 mesures restrictives pour le commerce enregistrées depuis 2008 pour les Membres de l'OMC, 740 avaient été supprimées à la mi-octobre 2016.

En 2016, l'Organe d'examen des politiques commerciales (OEPC) a examiné les politiques et pratiques commerciales de 23 Membres de l'OMC, ce qui porte à 452 le nombre total d'examens des politiques commerciales effectués depuis la création de l'OEPC en 1989.

Voir pages 44-103.

Règlement des différends

Le système de règlement des différends de l'OMC a connu l'année la plus chargée à ce jour, avec une moyenne de 22 procédures de groupe spécial, d'arbitrage et d'appel en cours chaque mois. L'Organe de règlement des différends (ORD) a reçu 17 demandes de consultations, première étape du processus de règlement des différends, et a établi 8 nouveaux groupes spéciaux.

Sur les 17 demandes de consultations, 3 correspondaient à des plaintes déposées par le Brésil contre l'Indonésie, les États-Unis et la Thaïlande. Trois plaintes ont également été déposées par les États-Unis, les trois contre la Chine concernant trois questions différentes: les droits d'exportation sur les matières premières, le soutien interne accordé aux producteurs agricoles et l'administration par la Chine de ses contingents tarifaires pour le blé, le riz et le maïs. Les autres plaintes ont été déposées par la Chine (2), l'Union européenne (2), l'Inde (2), le Japon (2) et la Turquie, qui le faisait pour la première fois depuis 2003.

17 En 2016, les Membres ont porté **17** nouveaux différends devant l'OMC.

520 **Cinq cent vingt** différends commerciaux ont été portés devant l'OMC depuis la création de l'Organisation en 1995.

Depuis la création de l'Organisation en 1995, quelque 520 différends commerciaux ont été portés devant l'OMC par les Membres. Les deux tiers des Membres de l'OMC ont participé au système d'une façon ou d'une autre. Le plus grand nombre de différends a été soumis par les États-Unis (112), suivis par l'Union européenne (97), le Canada (35) et le Brésil (30). Le principal défendeur de dans les différends soumis à l'OMC était les États-Unis (129), suivi par l'Union européenne (83), la Chine (38) et l'Inde (24).

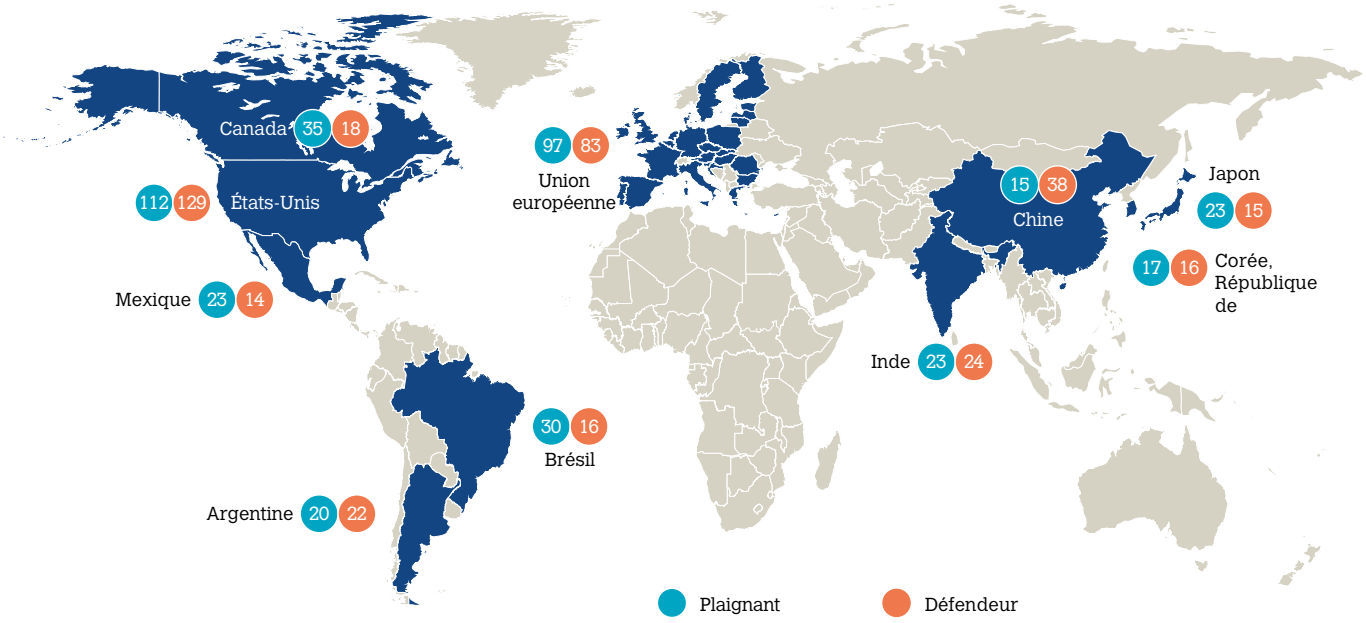
Les différends ont trait à une large gamme de préoccupations commerciales et portent souvent sur des problèmes mondiaux comme la santé humaine, les énergie renouvelables, la conservation des ressources naturelles et, plus récemment,



L'Organe de règlement des différends a désigné deux nouveaux membres de l'Organe d'appel: Mme Zhao Hong de Chine, (à droite) et M. Hyun Chong Kim de Corée (au centre).

L'année en bref
www.wto.org/domaine

Membres de l'OMC ayant participé le plus fréquemment à des différends, de 1995 à 2016



le blanchiment d'argent et l'évasion fiscale. Au total, onze rapports de groupes spéciaux ont été distribués en 2016.

Pendant l'année, le système de règlement des différends a commencé à bénéficier des mesures prises pour répondre au défi du nombre croissant de différends soumis par les Membres de l'OMC. L'une de ces mesures a consisté à réaffecter des postes vacants aux divisions juridiques et à assurer un effectif suffisant pour les affaires relatives à des mesures correctives commerciales, qui sont un domaine où l'activité est particulièrement intense.

À la fin de 2016, la Division des règles de l'OMC, qui s'occupe des différends relatifs aux mesures correctives commerciales et aux subventions, disposait du personnel nécessaire pour tous ces différends. Cela a été possible principalement grâce au recrutement de plus de juristes et à une plus grande flexibilité dans l'affectation du personnel.

L'Organe d'appel a eu une année chargée en 2016, car huit rapports des groupes spéciaux ont fait l'objet d'un appel et six rapports de l'Organe d'appel ont été distribués. Thomas Graham, qui était alors Président de l'Organe d'appel, avait fait une conférence sur la situation de l'Organe d'appel lors d'un événement en novembre. Il a souligné que le nombre d'appels, le nombre de questions examinées en appel et le nombre de pages des communications avaient considérablement augmenté au cours des dernières années. Il a exhorté les Membres de l'OMC à travailler avec l'Organe d'appel afin de «maintenir, nourrir et préserver la confiance et la crédibilité que le système de règlement des différends a acquises au fil des années».

L'ORD a désigné deux nouveaux membres de l'Organe d'appel, Mme Hong Zhao (Chine) et M. Hyun Chong Kim (Corée), pour un mandat de quatre ans commençant le 1er décembre 2016.

S'adressant à l'Organe d'appel en janvier 2017, le Directeur général Azevêdo a déclaré: «Le recours au système de règlement des différends a assuré le respect des règles négociées, contribuant ainsi à la sécurité et à la prévisibilité dans le commerce international … L'Organe d'appel a prouvé sa valeur par sa rigueur dans l'examen des décisions des groupes spéciaux et sa clarification des droits et des obligations des Membres dans le cadre des Accords de l'OMC visés. L'expérience et les connaissances que Mme Zhao et M. Kim apportent à l'Organe d'appel arrivent à point nommé».

Voir pages 104-119.

L'année en bref
www.wto.org/domaine

Soutien au développement et renforcement des capacités commerciales

Le soutien au développement et le renforcement des capacités commerciales ont pris beaucoup d'importance à l'OMC et sont maintenant au centre des activités de l'Organisation. Les travaux dans ce domaine se déroulent en grande partie dans le cadre du Comité du commerce et du développement (CCD), qui a organisé un événement commémoratif en novembre 2016 pour marquer sa centième session.

Les Membres de l'OMC, les représentants d'autres organisations internationales et des universitaires ont réfléchi à la manière dont le commerce avait évolué depuis la première réunion du Comité 20 ans plus tôt et à ce qu'il fallait faire pour que le commerce continue à apporter un soutien aux pays en développement dans l'avenir.

«C'est un moment important pour le CCD, pour l'OMC et pour la communauté du commerce et du développement en général», a dit le Directeur général, M. Azevêdo, dans une allocution. «Je pense que c'est un moment où il faut réfléchir – et se montrer ambitieux. Nous devons songer à ce que l'OMC peut faire de plus pour permettre à plus de gens d'utiliser le commerce comme outil de développement» a-t-il ajouté.

En juin, l'OMC a accueilli une réunion de l'ONU sur l'aide fournie aux pays en développement sans littoral (PDSL) pour qu'ils bénéficient du commerce. Le Directeur général, M. Azevêdo, a déclaré à cette réunion que le renforcement des capacités dans le cadre de l'Initiative Aide pour le commerce de l'OMC pouvait être particulièrement bénéfique pour les PDSL et que la mise en œuvre de l'Accord sur la facilitation des échanges serait essentielle pour réduire les délais de transit qui peuvent avoir une grande incidence sur ces pays.

Les versements au titre de l'Aide pour le commerce ont atteint 39,8 milliards de dollars EU en 2015, montant le plus élevé enregistré pour une seule année. L'OMC et l'OCDE ont lancé en 2016 l'exercice de suivi et d'évaluation de l'Aide pour le commerce, dont le but est d'examiner les priorités de cette aide avant l'Examen global de l'Aide pour le commerce, qui aura lieu à l'OMC en juillet 2017.

100

Le Comité du commerce et du développement a célébré sa **centième** session en novembre 2016.

En 2016, le Cadre intégré renforcé a lancé la phase deux de son programme, qui vise à aider les pays les moins développés (PMA) à utiliser le commerce comme outil de croissance. La phase deux durera jusqu'en 2022. Pendant la phase un (2009-2015), 142 projets, réalisés dans 51 des pays les plus pauvres du monde, ont reçu un financement total de 202 millions de dollars EU. La plupart visaient à aider les PMA à améliorer leur capacité commerciale et à créer des emplois permettant à la population de sortir de la pauvreté.

En 2016, le Secrétariat de l'OMC a organisé 315 activités d'assistance technique pour aider les fonctionnaires gouvernementaux à mieux comprendre les règles de l'OMC et le système commercial multilatéral. Plus de 18 400

A4T Examen global 2017
AIDE POUR LE COMMERCE

39,8

Les versements au titre de l'Aide pour le commerce ont atteint **39,8 milliards de dollars EU** en 2015, montant le plus élevé enregistré pour une seule année.

L'année en bref
www.wto.org/domaine



Le Secrétariat de l'OMC a organisé 315 activités d'assistance technique en 2016 pour aider les fonctionnaires gouvernementaux à mieux comprendre les règles de l'OMC et le système commercial multilatéral.

participants ont bénéficié de ces activités de formation, contre environ 15 000 en 2015. Au total, 10 279 participants de 147 pays (contre 7 523 en 2015) se sont inscrits aux cours d'apprentissage en ligne, l'Afrique comptant le grand nombre de participants (38%), suivie par l'Amérique Latine (21%) et l'Asie et le Pacifique (20%).

Un rapport d'évaluation externe sur le fonctionnement de l'assistance technique de l'OMC a été publié en octobre 2016. Il indiquait que ces activités avaient contribué de plus en plus efficacement à l'amélioration de la capacité des pays en développement à mettre en œuvre les règles commerciales multilatérales et à participer au commerce mondial. Le rapport recommandait en outre des mesures pour améliorer l'organisation des cours de formation sur la base des leçons apprises au cours des cinq années précédentes.

S'exprimant lors d'une réunion du Comité du commerce et du développement en janvier 2017, le Directeur général, M. Azevêdo, a dit: «Lorsque l'OMC a été créée il y a plus de 20 ans, l'assistance technique n'était pas un élément majeur de nos travaux. Aujourd'hui, en revanche, c'est l'un des principaux résultats de l'Organisation. L'assistance technique est indéniablement devenue un élément central des activités de l'OMC».

CIR Cadre intégré renforcé
Le commerce pour le développement des PMA

Le CIR a lancé la phase deux de son programme, qui vise à aider les pays les moins avancés à utiliser le commerce comme outil de croissance.

Voir pages 120-137.

L'année en bref
www.wto.org/domaine

Communication

L'intérêt pour l'OMC a considérablement augmenté en 2016. Cela a amené à lancer l'initiative des «Dialogues sur le commerce», destinée à favoriser l'engagement de diverses parties prenantes. Plusieurs réunions ont eu lieu pendant l'année avec la participation de représentants du secteur privé, des ONG, des milieux universitaires, des syndicats et des consommateurs.

Dans le cadre des Dialogues sur le commerce, l'OMC a organisé une réunion de dirigeants d'entreprise, à la demande de la Chambre de commerce internationale et du B-20, groupe représentant les entreprises des pays membres du G-20.

L'événement a réuni plus de 60 dirigeants d'entreprise pour discuter des défis et des possibilités qui se présentent à eux dans la conduite des opérations commerciales et pour réfléchir à la façon dont l'OMC pourrait répondre aux besoins actuels des entreprises. Les participants représentaient des entreprises de toutes tailles, de pays développés et en développement et de divers secteurs.

Outre le programme de négociation actuel, les dirigeants d'entreprise ont exhorté l'OMC à aborder un large éventail de questions, comme le commerce électronique, les règles permettant de faciliter les flux de services et d'investissements, le soutien au micro, petites et moyennes entreprises, les actions en faveur du financement du commerce et beaucoup d'autres sujets.

Le Forum public, qui a eu lieu en septembre, a été la principale activité de communication de l'année pour l'OMC. Il a attiré plus de 1 100 participants qui ont assisté à la centaine de séances organisées pendant cet événement de 3 jours. Le Forum offre aux représentants des milieux d'affaires, des milieux universitaires et des organisations non gouvernementales un cadre unique pour se rencontrer et discuter des grandes questions d'actualité relatives au commerce et au développement. Toutes les séances sont organisées par les participants. En 2016, le thème du Forum était «un commerce inclusif».

Les participants ont souligné la nécessité de promouvoir la participation accrue des femmes et des petites entreprises au commerce et de veiller à ce que des politiques efficaces soient mises en place pour aider les pauvres et ceux qui peuvent perdre leur emploi à cause du commerce. Dans ses remarques liminaires, le Directeur général, M. Azevêdo, a souligné qu'il fallait veiller à ce que les bonnes politiques soient adoptées pour que les bénéfices du commerce soient plus largement partagés.

100 Plus de 100 séances ont eu lieu lors du Forum Public de 2016.



L'événement inaugural des Dialogues sur le commerce de l'OMC a réuni plus de 60 dirigeants d'entreprise pour discuter de la manière dont l'OMC peut répondre aux besoins actuels des entreprises.

En juillet, le Directeur général, M. Azevêdo, a assisté à la réunion des Ministres du commerce du G-20 à Shanghai, où il a lancé l'Indicateur des perspectives du commerce mondial de l'OMC, qui vise à donner une indication précoce des tendances du commerce mondial. En septembre, il a assisté au Sommet

L'année en bref
www.wto.org/domaine



Le Forum Public, principale activité de communication de l'année pour l'OMC, a attiré plus de 1 100 participants pendant les 3 journées de l'événement en septembre 2016.

des grands pays développés et en développement du G-20 à Hangzhou (Chine). En novembre, il a présenté au Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-Moon, la Décision ministérielle sur la concurrence à l'exportation, qui constitue une contribution essentielle à la réalisation de l'Objectif de développement durable des Nations Unies, intitulé «Faim zéro».

Dans le cadre de son initiative «Dialogues sur le commerce», l'OMC a lancé une série de conférences qui permettent à des experts techniques de faire part de leurs vues, sur des questions d'actualité, comme la relation entre le commerce et le marché du travail. Le but de ces conférences est d'encourager une discussion éclairée sur ces sujets à un moment où les attitudes négatives à l'égard du commerce et de la mondialisation se répandent.



L'indicateur des perspectives du commerce mondial de l'OMC a été lancé en juillet dans le but de donner une indication précoce des tendances du commerce mondial.

Voir pages 138-165.

L'utilisation les divers moyens de communication de l'OMC avec le public a encore augmenté. Le site Web de l'OMC a enregistré presque 1,7 million de visites par mois en 2016, alors que le nombre d'abonnés à sa page Facebook et à son compte Twitter est passé à 250 000 et 275 000, respectivement.

1,7 | Le site Web de l'OMC a enregistré presque **1,7** million de visites par mois en 2016.

L'année en bref
www.wto.org/domaine

Événements de 2016

Janvier

- Le Directeur général, M. Azevêdo, assiste au Forum économique mondial à Davos.



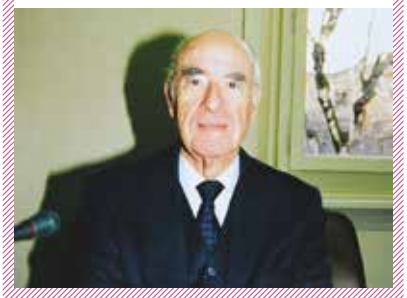
Février

- L'Ambassadeur Harald Neple (Norvège) est élu Président du Conseil général.



Mars

- Le Directeur général, M. Azevêdo, rend hommage à Julio Lacarte-Muró, le tout premier Président de l'Organe d'appel, décédé le 4 mars.



Avril

- Le Directeur général, M. Azevêdo, et les Chefs de secrétariat de plusieurs organisations internationales rencontrent la Chancelière allemande Angela Merkel pour discuter des perspectives de l'économie mondiale.



Mai

- Le Directeur général, M. Azevêdo, rend hommage à John Jackson, un pionnier de l'étude du droit commercial international, décédé en novembre 2015.



- Le Directeur général, M. Azevêdo, s'exprime sur la situation du commerce mondial au World Trade Symposium à Londres.



- Le Forum de l'OMC et de la Banque mondiale sur le rôle du commerce dans l'éradication de la pauvreté a lieu à l'OMC.



Juin

- L'OMC organise l'événement inaugural des «Dialogues sur le commerce».



Événements de 2016
www.wto.org/news2016_f

- Le Libéria devient le 163ème Membre de l'OMC.



- L'Afghanistan devient le 164ème Membre de l'OMC.



- Deux nouveaux membres de l'Organe d'appel sont désignés. Mme Zhao Hong (Chine) et M. Hyun Chong Kim (Corée).



- L'OMC lance le nouvel Indicateur des perspectives du commerce mondial à une réunion ministérielle à Shanghai pour donner une indication précoce des tendances du commerce mondial.



- Le processus de sélection du Directeur général débute; M. Azevêdo confirme qu'il est prêt à assumer un second mandat.



- Le Directeur général, M. Azevêdo, présente au Secrétaire général de l'ONU Ban Ki-Moon la décision de l'OMC sur la concurrence à l'exportation, qui permet d'atteindre une cible essentielle des Objectifs de développement durable des Nations Unies.



Juillet

Septembre

Octobre

Novembre

Décembre

- Le Directeur général, M. Azevêdo, participe au Sommet du G-20 à Hangzhou (Chine).



- Les Membres de l'OMC acceptent l'offre de l'Argentine d'accueillir la Conférence ministérielle en 2017.



- Les Comores entament des négociations en vue de leur accession à l'OMC.



- Le Forum public de l'OMC met en avant la nécessité d'un commerce inclusif.



- L'OMC lance le Rapport sur le commerce mondial intitulé «Égaliser les conditions du commerce pour les PME».



- Les négociations en vue de l'accession à l'OMC de la Somalie et du Timor-Leste commencent.



Événements de 2016
www.wto.org/news2016_f



Les Membres

- Le Libéria et l'Afghanistan ont accédé à l'OMC en juillet 2016, portant à 164 le nombre total de Membres.
- En décembre 2016, les Membres de l'OMC sont convenus d'entamer les négociations en vue de l'accession de la Somalie et du Timor-Leste.
- Vingt et un gouvernements sont actuellement en train de négocier leur accession à l'OMC.

Accession à l'OMC 24

Une composition mondiale 28

Accession à l'OMC

Le Libéria et l'Afghanistan sont devenus les 163ème et 164ème Membres de l'OMC en 2016. Les Membres sont convenus d'entamer les négociations en vue de l'accession de la République fédérale de Somalie et de la République démocratique du Timor-Leste et de les accueillir en tant qu'observateurs auprès de l'OMC. Les Comores ont engagé les négociations en vue de leur accession, alors que les Groupes de travail chargés de l'accession du Bélarus et du Soudan ont repris leurs travaux après 12 et 13 ans d'interruption, respectivement.

Le Libéria est devenu le 163ème Membre de l'OMC le 14 juillet 2016, suivi par l'Afghanistan qui est devenu le 164ème Membre de l'Organisation le 29 juillet 2016. La Somalie et le Timor-Leste ont franchi la première étape du processus d'accession à l'OMC en adressant leur demande d'accession au Directeur général. À une réunion du Conseil général tenu le 7 décembre, les Membres sont convenus d'engager des négociations en vue de leur accession. Deux groupes de travail ont été établis pour examiner leurs demandes respectives.

Le Libéria et l'Afghanistan sont devenus Membres de l'OMC 30 jours après avoir notifié au Directeur général de l'OMC l'acceptation formelle de leurs documents d'accession. Leur accession augmente le nombre de pays moins avancés (PMA) Membres de l'OMC et rapproche l'Organisation de son objectif de participation universelle. Les PMA représentent un cinquième des Membres de l'OMC.

Les documents d'accession, ou modalités d'accession, contiennent des engagements spécifiques obligeant les pays à respecter les règles de l'OMC, notamment des engagements concernant l'accès aux marchés pour les marchandises et les services. Le processus d'accession à l'OMC favorise l'intégration des nouveaux Membres dans l'économie mondiale, et en échange les pays accédants s'engagent à libéraliser leur régime commercial.

La durée des processus d'accession dépend de la volonté de négociation du pays accédant de la mesure dans laquelle ses règles commerciales sont déjà compatibles avec celles de l'OMC et de la teneur et de la complexité de l'objet des négociations, qui diffère d'un cas à l'autre.

Libéria

Le Libéria a accédé à l'OMC après huit ans de négociations sur ses modalités d'accession avec les Membres de l'OMC. C'était le huitième PMA à avoir négocié son accession à l'OMC depuis la création de l'Organisation en 1995.

Avant l'accession du Libéria, le Secrétariat de l'OMC a organisé, au Libéria, les 27-29 juin, un atelier national sur la mise en œuvre des engagements pris par le pays en vue de son accession à l'OMC et a examiné comment le Libéria pouvait tirer parti de son accession dans le cadre du Programme de l'OMC pour les pays les moins avancés et les accessions (aussi appelé Programme de la Chine). C'était la première activité d'assistance technique postaccession organisée par le Secrétariat de l'OMC et parrainée par le Programme de la Chine (voir plus loin).

Informations de base sur l'accession à l'OMC

Depuis la création de l'OMC en 1995, 36 Membres ont accédé à l'Organisation, dont la Chine, la Russie et l'Arabie saoudite, et 21 États ou territoires douaniers distincts souhaitent y accéder. L'OMC est ouverte aux États ou aux territoires douaniers jouissant d'une entière autonomie dans la conduite de leurs relations commerciales extérieures. Pour devenir Membre, un gouvernement doit mettre ses politiques économique et commerciale en conformité avec les règles et principes de l'OMC et doit négocier avec les différents partenaires commerciaux sur les niveaux minimums garantis d'accès à leurs marchés intérieurs pour les marchandises et les services.



Le Libéria est devenu le 163ème Membre de l'OMC le 14 juillet 2016.

Accession à l'OMC
www.wto.org/membres

«L'accession du Libéria témoigne de la volonté de l'OMC de soutenir la participation des PMA au système commercial multilatéral», a dit le Directeur général Roberto Azevêdo. «L'accession à l'OMC aidera le Libéria à tirer parti du commerce international et de l'investissement qui sont essentiels pour renforcer l'économie et améliorer la vie de la population» a-t-il ajouté.

Libéria

Rapport du Groupe de travail de l'accession	
Nombre de paragraphes contenant des engagements	31
Accès aux marchés pour les marchandises	
Taux de droit consolidé final moyen	
Toutes les marchandises	26,7%
Produits agricoles	23,8%
Produits non agricoles	27,2%
Accès aux marchés pour les services	
Secteurs	11
Sous-secteurs	102

Afghanistan

L'Afghanistan a accédé à l'OMC environ 12 ans après avoir commencé les négociations sur ses modalités d'accession avec les Membres de l'OMC.

«C'est un jour historique pour l'Afghanistan et pour son intégration dans l'économie mondiale» a dit le Directeur général Roberto Azevêdo. «Nous en sommes arrivés là grâce à l'engagement du Président Mohammad Ashraf Ghani et du gouvernement afghan. L'accession à l'OMC sera une pierre angulaire du développement futur du pays.»

L'Afghanistan a également ratifié l'Accord de l'OMC sur la facilitation des échanges (AFE) (voir page 73) et a déposé l'instrument d'acceptation, signifiant son acceptation formelle, le jour même de son accession.

Afghanistan

Rapport du Groupe de travail de l'accession	
Nombre de paragraphes contenant des engagements	37
Accès aux marchés pour les marchandises	
Taux de droit consolidé final moyen	
Toutes les marchandises	13,5%
Produits agricoles	33,6%
Produits non agricoles	10,3%
Accès aux marchés pour les services	
Secteurs	11
Sous-secteurs	104



L'Afghanistan est devenu le 164ème Membre de l'OMC le 29 juillet 2016.

Somalie

La Somalie a demandé à accéder à l'OMC le 12 décembre 2015. Les Membres sont convenus d'établir un groupe de travail pour les négociations en vue de son accession à la réunion du Conseil général du 7 décembre 2016. Mme Faduma Abdulahi Mohamud, Ambassadrice et Représentante permanente de la Somalie à Genève, a déclaré: «De nombreux pays en développement, en particulier les PMA comme la Somalie, aspirent à accéder à l'OMC, entre autres, parce que l'OMC favorise la réduction des obstacles au commerce, la concurrence loyale et la non-discrimination et encourage le développement et les réformes économiques tout en ménageant des flexibilités pour permettre un ajustement.»



Le 7 décembre 2016, les Membres de l'OMC sont convenus d'établir un groupe de travail pour les négociations en vue de l'accession de la Somalie.

Accession à l'OMC
www.wto.org/membres

La Somalie, qui est un PMA, compte environ 11 millions d'habitants. D'après le Rapport sur le développement humain de 2012, le PIB par habitant de la Somalie est d'environ 284 dollars EU, alors que la moyenne pour l'Afrique subsaharienne est de 1 300 dollars EU. L'élevage est le pilier de l'économie: 60% de la population dépend de la production animale.

Timor-Leste

Le Timor-Leste a demandé à accéder à l'OMC le 7 avril 2015. Les Membres sont convenus d'établir un groupe de travail pour son processus d'accession à la réunion du Conseil général du 7 décembre 2016. M. Estanislau Aleixo da Silva, Ministre coordonnateur des affaires financières et Ministre de l'agriculture et de la pêche du Timor-Leste, a déclaré: «Le Timor-Leste donne la priorité à l'accession à l'OMC car elle contribuera à l'amélioration continue de l'infrastructure, du capital humain et des capacités administratives pour accélérer la croissance et la diversification économique.»

Le Timor-Leste est également un PMA. Il compte environ 1,2 million d'habitants. Environ 72% des ménages du Timor-Leste vivent en milieu rural et dépendent de l'agriculture. Le PIB par habitant du Timor-Leste était de 988 dollars EU en 2015, ce qui équivaut à 8% de la moyenne mondiale.



Le 7 décembre 2016, les Membres de l'OMC sont convenus d'établir un groupe de travail pour les négociations en vue de l'accession du Timor-Leste.

Comores

La première réunion du Groupe de travail de l'accession des Comores s'est tenue le 6 décembre 2016. Les Comores ont exprimé le souhait de conclure les négociations en vue de son accession d'ici à la onzième Conférence ministérielle, qui se tiendra en décembre 2017 à Buenos Aires.



Le Groupe de travail de l'accession des Comores a tenu sa première réunion le 6 décembre 2016.

Bélarus

Les Membres ont salué la reprise des négociations en vue de l'accession du Bélarus à l'OMC lorsque le Groupe de travail de l'accession de ce pays s'est réuni le 24 janvier 2017 – 12 ans après sa dernière réunion formelle. À la réunion, la première depuis mai 2005, M. Andrei Yeudachenka, Premier Vice-Ministre des affaires étrangères du Bélarus, a souligné que l'accession à l'OMC était une priorité pour son pays.

Soudan

Les négociations en vue de l'accession du Soudan ont repris le 31 janvier 2017, soit 13 ans après la dernière réunion du Groupe de travail. Dans une déclaration, le Ministre de la coopération internationale du Soudan, M. Osman Ahmed Fadul Wash, a souligné l'attachement du gouvernement au processus d'accession. Il a invité les Membres de l'OMC à accélérer les négociations, ajoutant qu'il espérait que le Soudan serait en position d'accéder à l'OMC d'ici à la onzième Conférence ministérielle.

Assistance technique

En 2016, les gouvernements accédants ont été invités à participer à plus de 100 activités d'assistance technique organisées par l'OMC, notamment des séminaires, des ateliers, des cours avancés de politique commerciale, des cours d'apprentissage en ligne et des forums sur la politique commerciale. Le Secrétariat de l'OMC a poursuivi la mise en œuvre du Programme de la Chine pour les pays les moins avancés et les accessions (le Programme de la Chine),

Accession à l'OMC
www.wto.org/membres

qui vise à aider les PMA accédants et à renforcer la participation des PMA Membres à l'OMC. Dans le cadre du programme, quatre stagiaires (de l'Angola, de l'Iran, du Mali et du Tadjikistan) participeront au programme de stages au Secrétariat de l'OMC en 2016 et 2017.

Plusieurs missions techniques ont été effectuées dans les pays accédants et dans les pays qui ont exprimé le souhait d'accéder à l'OMC, afin de les aider dans leurs processus et demandes d'accession. Les bénéficiaires de ces missions étaient le Bhoutan, la Bosnie-Herzégovine, le Liban, le Soudan, le Timor-Leste et le Turkménistan.

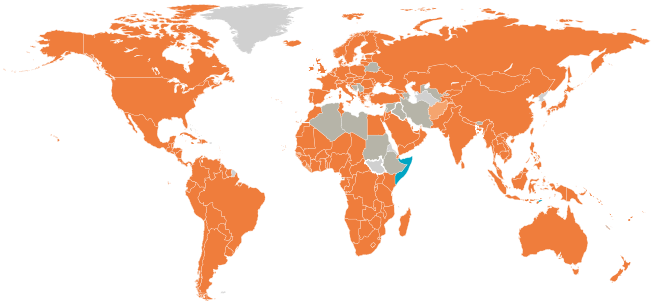
Le Secrétariat de l'OMC a entrepris plusieurs activités d'assistance technique en 2016. Le premier Forum sur la politique commerciale destiné à l'Asie centrale s'est tenu à Ashgabat (Turkménistan), en mai 2016. Organisé en partenariat avec la Commission économique de l'ONU pour l'Europe, ce forum a porté principalement sur les accessions à l'OMC et les réformes intérieures connexes et sur l'intégration régionale.

Le premier cours de formation sur le commerce des services destiné aux gouvernements accédants a été organisé du 28 novembre au 2 décembre. Parmi les participants figuraient 27 fonctionnaires de 14 gouvernements. Sous l'égide du Programme de la Chine, le Secrétariat de l'OMC a également organisé la toute première formation spécifique sur l'après-accession pour le Libéria (voir ci-dessus) et l'Afghanistan. Le cours pour l'Afghanistan a eu lieu en juillet à Bangkok (Thaïlande).

WTO OMC

21

21 gouvernements négocient actuellement leur accession à l'OMC.



164

Le Libéria et l'Afghanistan ont accédé à l'OMC en juillet 2016, portant à 164 le nombre total de Membres de l'OMC.

Le Secrétariat de l'OMC a poursuivi ses travaux sur les accessions avec d'autres institutions: la Banque mondiale, le Cadre intégré renforcé (voir page 130), le Centre du commerce international, la Commission économique de l'ONU pour l'Europe, la Commission économique et sociale de l'ONU pour l'Asie et le Pacifique et la Direction générale suédoise du commerce extérieur.

La connaissance des activités relatives aux accessions a été encore renforcée grâce au dialogue avec les groupes régionaux à l'OMC et au rapport annuel du Directeur général sur les accessions à l'OMC.

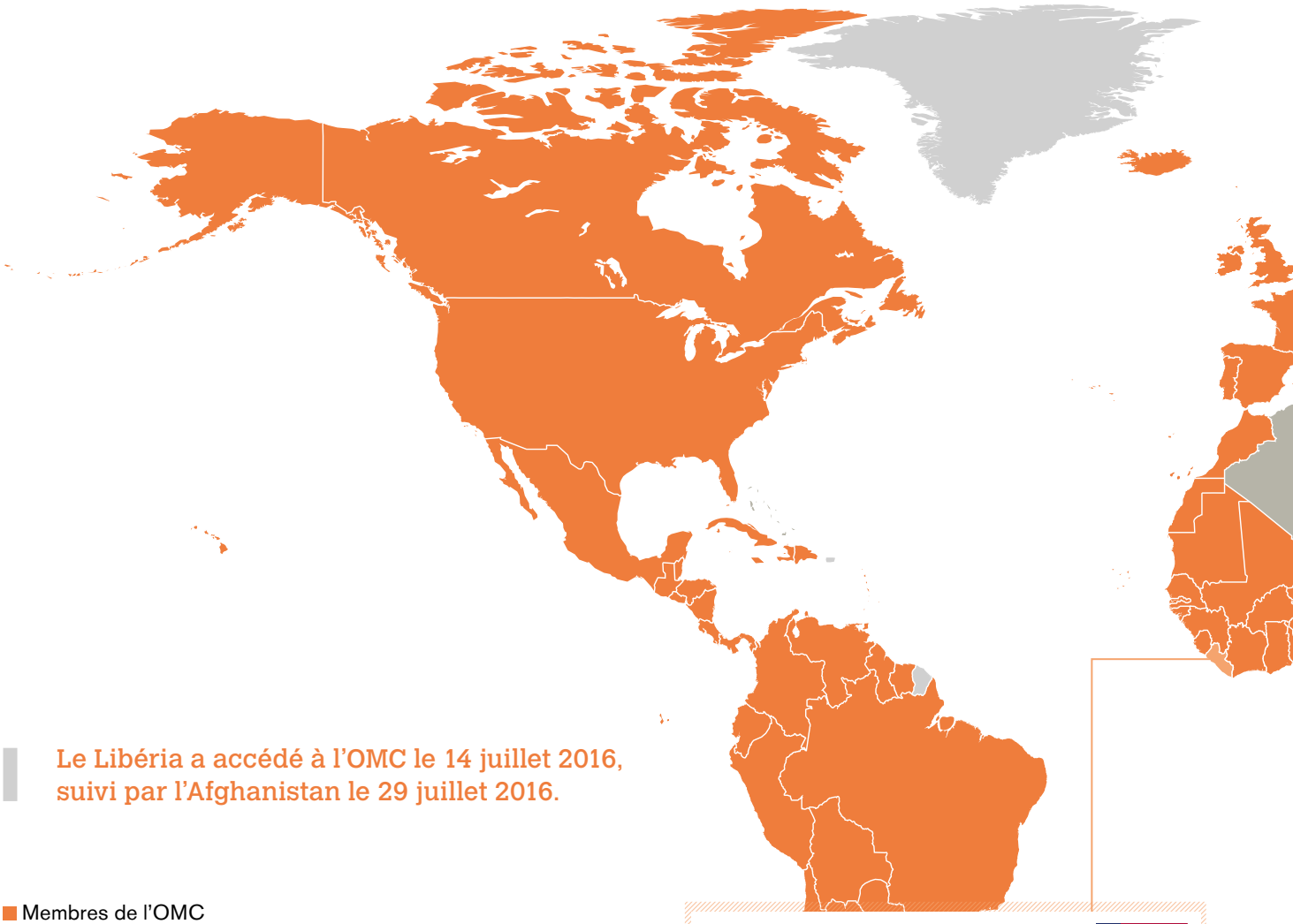
Portail d'information sur les accessions

En 2016, le Secrétariat de l'OMC a lancé le Portail d'information sur les accessions (AIP), qui contient des renseignements sur toutes les accessions en cours ou achevées depuis 1995 ainsi que des renseignements connexes, tels que le processus pour devenir Membre de l'OMC, les activités d'assistance technique, les publications pertinentes et d'autres ressources.

Accession à l'OMC
www.wto.org/membres

Une composition mondiale

Les 164 Membres de l'OMC représentent 98% du commerce mondial.



Le Libéria a accédé à l'OMC le 14 juillet 2016, suivi par l'Afghanistan le 29 juillet 2016.

- Membres de l'OMC
- Nouveaux Membres en 2016
- Observateurs
- Nouveaux observateurs en 2016
- Non-Membres

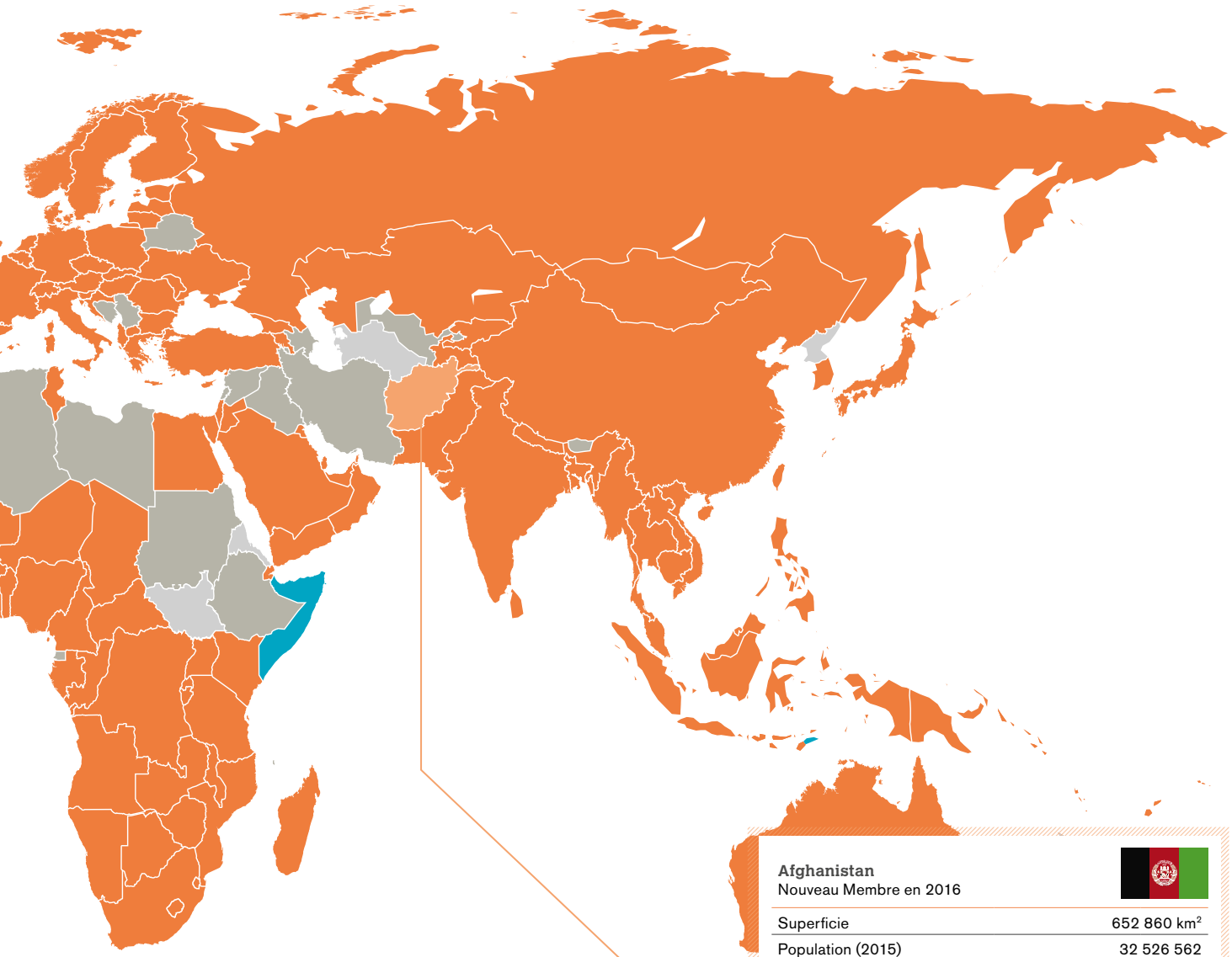
Source: OMC et Banque mondiale.

Pour une liste complète des Membres de l'OMC et des observateurs, voir page 180.

Libéria
Nouveau Membre en 2016

Superficie	111 370 km²
Population (2015)	4 503 438
PIB (millions de $EU courants, 2015)	2 053
PIB par habitant ($EU, 2013-2015)	456
Commerce par habitant ($EU, 2013-2015)	359
Commerce (% du PIB, 2013-2015)	78,7
Rang dans le commerce mondial (2015) – Exportations	Marchandises: 171 Services commerciaux: 163
Rang dans le commerce mondial (2015) – Importations	Marchandises: 149 Services commerciaux: 152

Une composition mondiale
www.wto.org/accessions_f



Afghanistan
Nouveau Membre en 2016

Superficie	652 860 km²
Population (2015)	32 526 562
PIB (millions de $EU courants, 2015)	19 199
PIB par habitant ($EU, 2013-2015)	625
Commerce par habitant ($EU, 2013-2015)	171
Commerce (% du PIB, 2013-2015)	27,4
Rang dans le commerce mondial (2015) – Exportations	Marchandises: 164 Services commerciaux: 136
Rang dans le commerce mondial (2015) – Importations	Marchandises: 120 Services commerciaux: 113

La carte ne vise pas à indiquer les territoires non métropolitains/d'outre-mer ni le statut de ces territoires au regard des Accords de l'OMC.

Une composition mondiale
www.wto.org/accessions_f



Négociations commerciales

- Les Membres de l'OMC ont intensifié leur engagement dans plusieurs domaines de négociation dans la perspective de la prochaine Conférence ministérielle, en décembre 2017.
- Les Présidents des Groupes de négociation ont souligné qu'il y avait un engagement constructif sur plusieurs questions mais que les Membres de l'OMC devaient s'engager davantage.
- Les négociations entre 46 Membres de l'OMC sur un accord sur les biens environnementaux ont encore progressé. Une réunion en décembre 2016 a ouvert la voie à la poursuite des discussions.

Les négociations commerciales en 2016 32

Agriculture 34

Accès aux marchés pour les produits non agricoles 36

Services 37

Aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce (ADPIC) 39

Commerce et développement 40

Commerce et environnement 40

Règles de l'OMC 42

Mémorandum d'accord sur le règlement des différends 43

Les négociations commerciales en 2016

Les Membres de l'OMC se sont attachés à mettre en œuvre les résultats des Conférences ministérielles de Nairobi et de Bali et à donner suite aux instructions formulées par les Ministres à Nairobi concernant les négociations commerciales. Après un premier semestre de réflexion, il y a eu à partir de juillet un regain d'engagement des Membres dans un esprit constructif, dans plusieurs domaines des négociations dans la perspective de la onzième Conférence ministérielle qui doit se tenir en décembre 2017 à Buenos Aires. Conforté par le succès des Conférences de Bali et de Nairobi, le secteur privé a demandé à l'OMC d'obtenir de nouveaux résultats pour favoriser la croissance et le développement.

La Conférence de Nairobi et les travaux futurs

Après la Conférence ministérielle de Nairobi, en décembre 2015, les Membres de l'OMC ont concentré leurs travaux sur deux grands domaines. Premièrement, ils se sont efforcés de mettre en œuvre les résultats des Conférences ministérielles de Nairobi (2015) et de Bali (2013) sur la concurrence à l'exportation (voir page 35), le coton, les questions concernant les pays les moins avancés (PMA), l'Accord sur la facilitation des échanges (voir page 73), une solution permanente concernant la détention de stocks publics à des fins de sécurité alimentaire (voir page 35) et un mécanisme de sauvegarde spéciale (voir page 35). Deuxièmement, ils se sont efforcés de donner suite aux instructions des Ministres concernant les questions restantes du Programme de Doha pour le développement (PDD) et les questions ne relevant pas du PDD.

La Déclaration ministérielle de Nairobi reconnaissait qu'il n'y avait pas de consensus sur la manière de poursuivre le PDD. Mais elle disait aussi que les Ministres étaient fermement déterminés à faire avancer les négociations sur les questions de Doha restantes. Le développement doit être au centre des travaux et la priorité doit être donnée aux préoccupations et aux intérêts des PMA. Les Ministres ont chargé les Membres de «trouver des moyens de faire progresser les négociations» et ont demandé au Directeur général de rendre compte régulièrement de ces efforts au Conseil général. Certaines décisions prises par les Ministres à Nairobi appellent des actions de suivi spécifiques, notamment une «négociation», par exemple sur la détention de stocks publics à des fins de sécurité alimentaire.

Les Ministres sont convenus que la priorité devait être accordée aux travaux qui n'ont pas encore abouti à des résultats, mais ils ont aussi reconnu que certains Membres souhaitaient examiner des questions ne relevant pas du PDD et que d'autres ne le souhaitaient pas. Ils sont convenus que toute décision de lancer des négociations au niveau multilatéral sur ces questions devrait être convenue par la totalité des Membres.

Pendant le premier semestre, les Membres ont, pour l'essentiel, engagé une réflexion sur ce que devaient être les prochaines étapes. Dans leurs discussions ils ont clairement mis l'accent sur le fait que le développement devait être au centre des travaux et sur la priorité à donner aux questions concernant les PMA. En mai, le Président du Comité des négociations commerciales, le Directeur général, Roberto Azevêdo, a indiqué que rien de ce qu'il avait entendu ne laissait présager une avancée sur

Informations de base sur les négociations commerciales

À la quatrième Conférence ministérielle de l'OMC, tenue à Doha (Qatar) en novembre 2001, les Membres de l'OMC sont convenus de lancer un nouveau cycle de négociations commerciales. Ils sont également convenus d'entreprendre des travaux sur d'autres questions, en particulier la mise en œuvre des accords actuels de l'OMC. L'ensemble est appelé Programme de Doha pour le développement.
Les négociations se déroulent dans le cadre du Comité des négociations commerciales (CNC) et de ses organes subsidiaires, qui sont des conseils et comités permanents réunis en session extraordinaire ou des organes de négociation créés spécialement. Les organes de négociation font rapport au CNC qui supervise la conduite générale de leurs travaux.

Les négociations commerciales en 2016
www.wto.org/tnc_f



En sa qualité de Président du Comité des négociations commerciales, le Directeur général, Roberto Azevêdo, a rendu compte régulièrement des activités des groupes de négociation.

les questions restantes du PDD. Les difficultés étaient essentiellement politiques et tenaient à des divergences fondamentales quant à la conception de ce que chacun devait apporter et de la manière dont il devait contribuer. Les positions ne se rejoignaient pas. Le Président trouvait toutefois encourageant de voir que personne n'abandonnait; on continuait à explorer de nouvelles idées et de nouveaux concepts.

En dehors des questions centrales de Doha, à savoir l'agriculture, l'accès aux marchés pour les produits non agricoles (AMNA) et les services, les Membres souhaitaient examiner à ce stade d'autres questions, notamment les subventions à la pêche, la politique de la concurrence, les micro, petites et moyennes entreprises (MPME), la facilitation des investissements, le commerce électronique, les normes privées et les obstacles non tarifaires (ONT).

De la réflexion à l'action

À partir du mois de mai, le Président a souligné qu'il était important de passer à un processus axé sur des propositions si les Membres voulaient obtenir des résultats pour la onzième Conférence ministérielle, qui se tiendrait à Buenos Aires en décembre 2017. Les Membres devaient établir rapidement et fermement leurs priorités pour les négociations, c'est-à-dire qu'ils devaient être plus précis sur les questions qu'ils souhaitaient aborder et la façon de les traiter. La créativité, l'ouverture d'esprit et l'engagement politique continu et renforcé des capitales seront importants, a ajouté le Président.

Les voies possibles

Le Président a souligné que les Membres devaient mieux comprendre les voies de négociation qui s'offraient à eux. Dans la Déclaration de Nairobi, il est dit que toute négociation multilatérale sur des questions ne relevant pas du PDD doit être approuvée par consensus. Certains Membres veulent entamer des discussions sur certaines questions avant que l'on détermine si des négociations multilatérales sont nécessaires ou souhaitables, a dit le Président.

Le Directeur général, M. Azevêdo, a précisé que, quelle que soit l'approche retenue, celle-ci devrait être inclusive et ouverte à tous les Membres, du moins pour commencer, et permettre à tous d'y prendre une part active et constructive. Une approche multilatérale était préférable, et les futures négociations devraient être menées avec flexibilité, en reconnaissant pleinement la diversité des situations des Membres, et en suivant l'exemple de l'Accord sur la facilitation des échanges (AFE). Une assistance technique devrait être prévue, car c'était un facteur essentiel de réussite.

La perspective de Buenos Aires

À partir de juillet, il y a eu un regain d'engagement dans les négociations à Genève. Des Membres de l'OMC ont présenté plusieurs documents, notamment sur l'agriculture, les services et les subventions à la pêche. Le Président a souligné qu'il fallait approfondir considérablement les discussions dans les mois à venir en mettant toujours plus l'accent sur les questions relatives au développement et aux PMA.

Plusieurs autres questions ont été abordées au cours d'échanges entre les Membres qui ont eu lieu sous diverses formes, notamment dans le cadre d'ateliers informels sur des questions comme les MPME, le commerce électronique et le commerce numérique. En particulier, plusieurs communications ont été présentées sur le commerce électronique.

En septembre, compte tenu des difficultés auxquelles était confronté le système commercial mondial, le Président a exhorté les Membres à redoubler d'efforts pour continuer à produire des réformes commerciales qui génèrent une croissance plus inclusive et des gains en termes de développement. Ces difficultés étaient liées notamment à la révision à la baisse des prévisions de croissance du commerce mondial pour 2016 (voir page 96), ramenées à 1,7%, leur plus bas niveau depuis la crise financière de 2008, et à l'inquiétude générale suscitée par la montée de la rhétorique anti commerce. Il est important que les Membres approfondissent leurs discussions sur ce qu'ils souhaitent réaliser à la onzième Conférence ministérielle et se concentrent sur la façon d'y arriver, a dit le Président.

Plusieurs questions ont commencé à attirer une attention particulière. Il s'agissait notamment de la détention de stocks publics à des fins de sécurité alimentaire et

Les négociations commerciales en 2016
www.wto.org/tnc_f

d'autres questions agricoles, comme le soutien interne (subventions), les services, les PME, le commerce électronique, la facilitation du commerce des services et les subventions à la pêche. Le Président a souligné que, pour avancer, les auteurs des propositions devaient préciser à quel résultat final ils souhaitaient arriver et qu'il fallait faire preuve de flexibilité pour tenir compte de la situation des différents Membres.

La priorité immédiate était d'approfondir les discussions entre les Membres pour délimiter les questions pour la onzième Conférence ministérielle. Le Président a souligné que les Membres devaient prendre toutes les mesures possibles sachant que, sur n'importe quelle question, ce ne serait pas le bout du chemin, mais seulement une première étape. Le pragmatisme restait un ingrédient essentiel. Il était important d'équilibrer les différents éléments afin de tenir compte des positions et des intérêts différents des Membres et de répondre aux besoins des pays développés, des pays en développement et des pays les moins avancés.

En décembre, les Membres et les présidents des groupes de négociation ont fait le point sur leurs activités et ont examiné la voie à suivre en 2017, y compris pour la onzième Conférence ministérielle. Les présidents ont signalé un regain d'engagement sur plusieurs questions, dans un esprit constructif, ce qui était une évolution positive, comme on n'en n'avait pas vu depuis longtemps; mais dans certains domaines, la situation n'avait guère changé.

Le Président a aussi rendu compte de ses consultations à Genève et de ses visites dans les capitales. Les discussions qu'il a eues avaient comme dénominateur commun une volonté partagée d'arriver à des résultats concrets à la onzième Conférence ministérielle et la conviction que l'engagement soutenu des Ministres était important tout au long du processus préparatoire. Le Président a aussi souligné que l'on avait plus de chances d'obtenir des résultats en avançant pas à pas et que tout le monde reconnaissait qu'il fallait progresser sur le volet «développement» et «PMA» dans chaque domaine.

Le Président a souligné que, si les Membres pouvaient considérer 2016 comme une année de discussions et de débats constructifs, il fallait néanmoins intensifier les travaux en 2017. Il subsiste des divergences de vues dans de nombreux domaines. Il y a aussi des convergences de vues, mais avec des approches différentes. Pour 2017, le Président proposait de faciliter les échanges entre les auteurs de propositions et les délégations intéressées par des questions spécifiques afin qu'ils puissent en discuter ensemble et voir comment avancer sur ces questions.

Agriculture

En 2016, les Membres de l'OMC se sont attachés à déterminer quels pourraient être les prochains résultats des négociations sur l'agriculture, en particulier à la onzième Conférence ministérielle, en décembre 2017. La majorité des Membres de l'OMC considèrent qu'un résultat sur le soutien interne (subventions agricoles) et sur le coton est une priorité pour la Conférence. Le Président de la Session extraordinaire du Comité de l'agriculture, M. Vangelis Vitalis (Nouvelle-Zélande), a estimé que l'état des discussions était «encourageant». Il a tenu de nombreuses consultations avec les Membres, notamment des sessions spécifiques sur la détention de stocks publics à des fins de sécurité alimentaire et sur un mécanisme de sauvegarde spéciale.

Les Membres de l'OMC ont travaillé de manière intensive pour déterminer ce qui pourrait constituer les prochains résultats des négociations sur l'agriculture. De l'avis général, l'agriculture devrait faire partie des résultats de la onzième Conférence ministérielle, qui aura lieu en Argentine en décembre 2017. De nombreux Membres ont dit cependant qu'il serait difficile d'envisager un résultat sur l'agriculture si l'on ne progressait pas dans les autres domaines du Programme de Doha pour le développement (PDD).

Les Membres ont présenté diverses communications sur le soutien interne afin de faire avancer les négociations et de cibler les subventions ayant des effets de distorsion des échanges. Plusieurs pays exportateurs de produits agricoles faisant partie du Groupe de Cairns ont présenté un document statistique sur le soutien interne accompagné d'une série de questions, portant notamment sur la façon d'obtenir «des réductions progressives substantielles du

Informations de base sur l'agriculture

Les négociations sur l'agriculture ont commencé en 2000, conformément à l'engagement pris par les Membres, pendant le Cycle d'Uruguay (1986-1994), de poursuivre la réforme du commerce des produits agricoles. Elles ont été intégrées dans le Cycle de Doha lors de son lancement en 2001. D'une manière générale, l'objectif est de réduire les distorsions du commerce des produits agricoles dues aux tarifs élevés et à d'autres obstacles, aux subventions à l'exportation et au soutien interne. Les négociations ont lieu dans le cadre du Comité de l'agriculture de l'OMC réuni en session extraordinaire. Elles tiennent compte des sensibilités sociales et politiques dans ce secteur et des besoins des pays en développement.

Agriculture
www.wto.org/negag



L'Ambassadeur Vangelis Vitalis a présidé les négociations sur l'agriculture en 2016.

soutien et de la protection». Les pays les moins avancés (PMA) ont demandé ce que les Membres étaient prêts à faire pour contribuer à un résultat, notamment en ce qui concerne les produits présentant un intérêt pour eux (dont le coton).

Aucune des idées ou des options présentées n'a recueilli un consensus, mais les débats ont montré un regain d'intensité et de créativité. «Le niveau d'engagement pendant ces discussions et, donc, l'état de nos négociations me paraissent encourageants» a déclaré l'Ambassadeur Vitalis en novembre, à la réunion de clôture de la session de 2016. Il a ajouté que le nombre important de questions et de communications distribuées par les Membres témoignait de la détermination de tous de dialoguer sur la question du soutien interne et, «plus particulièrement, sur ce qui [était] faisable pour la Conférence à Buenos Aires».

De nombreux Membres de l'OMC ont estimé que les négociations sur l'accès aux marchés (essentiellement sur les droits de douane) étaient également une priorité. Certains considéraient cependant que les progrès dans ce domaine dépendraient de l'évolution des négociations dans d'autres domaines. Vers la fin de 2016, les Membres ont intensifié leurs travaux sur cette question et plusieurs ont avancé des idées pour faire progresser les négociations sur des questions spécifiques concernant l'accès aux marchés, comme les produits tropicaux, la progressivité des droits (augmentation des droits de douane le long de la chaîne de transformation), les crêtes tarifaires (droits relativement élevés sur certains produits), la conversion des droits de douane en droits ad valorem (taux de droits proportionnels à la valeur estimée des produits) et les produits spéciaux (produits pour lesquels les pays en développement doivent bénéficier d'une flexibilité accrue pour l'accès aux marchés).

Le Président a dit aux Membres qu'il percevait «un regain d'intérêt» pour les négociations sur l'accès aux marchés pour les produits agricoles. «On est clairement passé à la vitesse supérieure dans ces négociations», a déclaré l'Ambassadeur Vitalis, soulignant que, même si la question de l'accès aux marchés n'était pas une priorité aussi importante que le soutien interne, elle occupait maintenant une place plus grande dans les négociations sur l'agriculture.

Concurrence à l'exportation

Un petit groupe de Membres de l'OMC ont dit vouloir poursuivre les négociations sur la concurrence à l'exportation, l'une des réussites majeures de la dixième Conférence ministérielle de Nairobi, en 2015. À Nairobi, les Ministres ont pris la décision historique d'éliminer les subventions à l'exportation de produits agricoles. En règle générale, les pays développés devaient les éliminer immédiatement, tandis que les pays en développement avaient des délais plus longs pour le faire.

Certains Membres de l'OMC ont fait valoir qu'il restait des questions en suspens concernant la concurrence à l'exportation. Le Canada a distribué un document demandant le renforcement des règles en matière de financement des exportations. Mais la plupart des Membres ont estimé que si l'on essayait d'aller au-delà de ce qui a été convenu à Nairobi sur la concurrence à l'exportation, cela détournerait l'attention des autres questions.

Détention de stocks publics à des fins de sécurité alimentaire

Plusieurs sessions spécifiques ont été consacrées à la question de la détention de stocks publics à des fins de sécurité alimentaire. Les auteurs de propositions considèrent que les stocks achetés à des prix administrés sont nécessaires pour assurer la sécurité alimentaire, mais d'autres craignent qu'en l'absence de disciplines appropriées, ces programmes entraînent une surproduction et des stocks trop importants, ce qui pourrait faire baisser les prix et affecter les revenus des agriculteurs et la sécurité alimentaire dans d'autres pays.

La neuvième Conférence ministérielle, tenue à Bali en 2013, a fixé comme échéance pour résoudre la question la onzième Conférence ministérielle. En attendant qu'une solution permanente soit trouvée, l'OMC autorise la constitution de stocks alimentaires à certaines conditions.

Les Membres campent sur leurs positions. Ils considèrent que la sécurité alimentaire est un objectif légitime de politique publique, mais ils ne sont toujours pas d'accord sur la façon de définir la solution permanente. Ils reconnaissent néanmoins l'existence d'un mandat clair et l'échéance de 2017 pour régler la question.

Mécanisme de sauvegarde spéciale

Plusieurs discussions spécifiques sur le mécanisme de sauvegarde spéciale ont eu lieu en 2016. Une sauvegarde spéciale permettrait aux pays en développement de relever temporairement leurs tarifs pour faire face à une poussée des importations ou à une baisse des prix. Les Membres ne sont pas d'accord sur le point de savoir si l'on peut chercher à obtenir un résultat sur cette question indépendamment de l'avancement des discussions globales sur l'accès aux marchés pour les produits agricoles et aussi sur les liens entre le MSS et les autres questions en suspens dans les négociations.

Agriculture
www.wto.org/negag

Le G-33, Groupe des pays en développement importateurs de produits alimentaires, et le Groupe des pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP) font valoir qu'un MSS répondrait aux objectifs des pays en développement en matière de sécurité alimentaire et de développement rural. Toutefois, les grands pays exportateurs de produits agricoles (parmi lesquels il y a des pays en développement) craignent encore qu'un MSS limite leurs exportations. Ils font valoir que des compromis en matière d'accès aux marchés seront nécessaires pour compenser.

Coton

L'immense majorité des Membres de l'OMC ont indiqué clairement que les subventions au coton (voir la page 125) devraient faire partie de tout résultat sur le soutien interne. C'est la première priorité pour des pays producteurs de coton du Groupe Coton-4 (Mali, Tchad, Bénin et Burkina Faso), qui ont le soutien de nombreux Membres, notamment d'autres PMA. Ce sujet a été abordé dans plusieurs communications distribuées par les Membres en 2016.

Le processus de transparence et de suivi concernant le coton, prévu dans la Décision ministérielle de Bali et prolongé par la Décision ministérielle de Nairobi, s'est poursuivi en 2016. Deux discussions spécifiques sur les faits nouveaux pertinents liés au commerce concernant le coton ont eu lieu en juillet et en novembre. Comme les années précédentes, le Secrétariat de l'OMC a établi une note d'information rassemblant les renseignements et les données présentés dans les notifications et les communications des Membres. Les Membres ont entendu des exposés du Comité consultatif international du coton sur le marché mondial du coton, les tendances du commerce et les évolutions récentes concernant les mesures prises par les gouvernements en faveur du coton.

Restrictions à l'exportation

Parmi les questions abordées dans les négociations, l'importance d'une plus grande transparence dans l'application des restrictions à l'exportation de produits alimentaires a été évoquée par des Membres de l'OMC importateurs. Une note sur cette question, présentée en 2016 par Singapour, a suscité l'intérêt de nombreux Membres.



L'Ambassadeur Didier Chambovey a présidé les négociations sur l'accès aux marchés à partir d'octobre 2016.

Accès aux marchés pour les produits non agricoles

En 2016, le Groupe de négociation sur l'accès aux marchés pour les produits non agricoles s'est réuni trois fois, principalement pour assurer la transparence des consultations menées par le Président sur la marche à suivre dans les négociations sur l'accès aux marchés pour les produits non agricoles (AMNA). En octobre, il a élu l'Ambassadeur Didier Chambovey (Suisse) à la présidence. Les deux Présidents ont indiqué que les discussions sur la marche à suivre avaient peu progressé.

Au premier semestre de 2016, le Président d'alors, Remigi Winzap (Suisse), a tenu une série de réunions bilatérales pour prendre l'avis des Membres sur la manière de relancer les négociations sur l'AMNA après la Déclaration ministérielle de Nairobi. Dans la Déclaration, les Ministres ont réaffirmé que «tous les Membres restent fermement déterminés à faire avancer les négociations» sur les questions restantes

Informations de base sur l'accès aux marchés pour les produits non agricoles

Les produits non agricoles sont les produits qui ne sont pas visés par l'Accord sur l'agriculture. Cela va des produits manufacturés aux combustibles et aux produits de la pêche. Ces produits représentent ensemble plus de 90% du commerce mondial des marchandises. Les négociations visent à réduire ou, selon qu'il sera approprié, à éliminer les droits de douane ainsi que les obstacles non tarifaires au commerce, notamment pour les produits dont l'exportation présente un intérêt pour les pays en développement. Elles sont conduites par le Groupe de négociation sur l'accès aux marchés pour les produits non agricoles.

Accès aux marchés pour les produits non agricoles
www.wto.org/negamna_f

du Programme de Doha pour le développement (PDD), y compris l'AMNA. À la première réunion du Groupe en 2016, l'Ambassadeur Winzap a indiqué que les Membres semblaient «chercher un point d'appui pour les discussions de l'après-Nairobi». Selon lui, les Membres avaient essentiellement trois avis différents sur les négociations.

Le groupe le plus nombreux souhaitait continuer à travailler sur les questions relatives à l'AMNA (droits de douane et obstacles non tarifaires), parallèlement aux autres questions de Doha. Un deuxième groupe de Membres, beaucoup moins nombreux, ne voyait pas «l'avantage comparatif de l'OMC à servir encore de cadre aux négociations sur l'accès aux marchés», et n'était donc pas particulièrement enthousiaste à l'idée de poursuivre les travaux sur l'AMNA pour le moment. Un troisième groupe, comprenant quelques Membres, était soit indifférent quant à la poursuite des travaux sur l'AMNA à ce stade, soit peu enclin à engager de nouvelles réductions tarifaires compte tenu du «contexte macroéconomique difficile».

La situation n'avait pas changé quand l'Ambassadeur Winzap a présenté son dernier rapport en tant que Président, en juillet 2016. Il a dit qu'il y avait toujours une «absence d'avancées» dans les négociations générales sur l'accès aux marchés. Toutefois, plusieurs Membres semblaient désireux de poursuivre les travaux sur les obstacles non tarifaires, par exemple en améliorant l'échange de renseignements entre les Membres sur des questions telles que la transparence, les bonnes pratiques réglementaires, l'étiquetage des produits alimentaires ou l'étiquetage électronique (mise en ligne des informations destinées aux utilisateurs).

Le nouveau Président, l'Ambassadeur Didier Chambovey (Suisse), a officiellement pris ses fonctions le 20 octobre. Il a engagé des consultations sur les résultats possibles dans le domaine de l'AMNA pour la prochaine Conférence ministérielle de l'OMC, qui doit avoir lieu en décembre 2017 à Buenos Aires. À une réunion informelle du Groupe en novembre, le Président a indiqué que ses conclusions n'étaient guère différentes de celles de son prédécesseur. «Les avis sont très partagés et difficilement conciliables», a-t-il déclaré.

Le Président a dit qu'il sentait que les choses bougeaient plus sur des questions comme les obstacles non tarifaires que dans les négociations sur l'abaissement des droits, mais qu'il n'y avait pas de soutien unanime en faveur de ces discussions. De plus, certains Membres pensaient qu'il serait difficile de conclure un accord contraignant dans ce domaine. Globalement, il n'y avait pas eu de «changement ou d'évolution sur le fond» dans les positions des Membres, a-t-il dit, ajoutant : «Cela fait très longtemps qu'aucun document n'a été présenté au Groupe de négociation.»

Le Président a cependant encouragé ceux qui voulaient avoir une discussion sur l'AMNA à amorcer le processus avec des idées et des propositions nouvelles.



L'Ambassadeur Marcelo Cima a présidé les négociations sur les services en 2016.

Services

En 2016, les Membres de l'OMC ont exprimé un vif intérêt pour la relance des négociations sur les services lors des réunions de la Session extraordinaire du Conseil du commerce des services.

Le Président de la Session extraordinaire, l'Ambassadeur Marcelo Cima (Argentine) a dit, à la réunion de novembre, que des progrès étaient possibles si les demandes de négociation étaient réalistes, si un leadership était exercé et si les considérations d'équilibre, de flexibilité et de développement étaient dûment prises en compte. Il a appelé les négociateurs à présenter des propositions spécifiques et à se concentrer à la fois sur le processus et sur le fond.

Les Membres de l'OMC ont désigné trois domaines comme des priorités possibles pour les négociations: la réglementation intérieure, l'accès aux marchés et les aspects du commerce électronique liés aux services. La plupart des

Informations de base sur les services

Dans la majorité des pays, les services constituent la principale activité économique, si on les mesure en pourcentage de la production totale, et sont la principale source d'emplois. L'Accord général sur le commerce des services (AGCS) exige que les Membres de l'OMC ouvrent progressivement le commerce des services en engageant des séries de négociations. À la Conférence ministérielle de Doha, en novembre 2001, les négociations sur les services ont été intégrées au Programme de Doha pour le développement. Elles sont supervisées par le Conseil du commerce des services réuni en session extraordinaire et par ses organes subsidiaires, notamment le Groupe de travail de la réglementation intérieure et le Groupe de travail des règles de l'AGCS.

Services
www.wto.org/negservices

délégations ont indiqué que la réglementation intérieure était pour elles une question clé, comme en témoignent les diverses propositions soumises au Groupe de travail de la réglementation intérieure (voir ci-après).

Plusieurs Membres de l'OMC ont indiqué que l'accès aux marchés était une autre priorité. Un certain nombre de délégations ont dit que des progrès étaient attendus depuis longtemps parce que les engagements pris dans le cadre de l'Accord général sur le commerce des services (AGCS) n'avaient pas suivi le rythme de l'ouverture des échanges dans le monde. Plusieurs délégations ont souligné qu'il existait depuis longtemps un décalage important entre les engagements pris par les Membres et les règles qu'ils appliquent, souvent plus libérales. Certains Membres considéraient qu'il fallait s'attacher à réduire l'écart entre les engagements formels et les pratiques actuelles.

Plusieurs Membres de l'OMC ont mis en avant le commerce électronique comme une troisième priorité possible. Ils ont souligné le rôle important des services, qui constituent l'infrastructure de base du commerce électronique (par exemple les services de télécommunication et de distribution) et le fait qu'une large gamme de services sont fournis par voie électronique.

Des déclarations d'intérêt général et concernant l'accès aux marchés et le commerce électronique ont été examinées, mais aucune proposition de négociation spécifique n'a été présentée et les discussions se poursuivront en 2017.

Réglementation intérieure

En 2016, les négociations ont porté en grande partie sur les aspects réglementaires du commerce des services. Elles se sont déroulées dans le cadre du Groupe de travail de la réglementation intérieure. Les Membres de l'OMC sont convenus de travailler sur la base du mandat intégral du Groupe de travail, c'est-à-dire d'élaborer les disciplines nécessaires pour faire en sorte que les prescriptions et procédures en matière de licences et de qualifications ne constituent pas des obstacles non nécessaires au commerce des services.

Un groupe de Membres de l'OMC (Australie, Chili, Colombie, Japon, Mexique, Norvège, Pérou, République de Corée, Taipei chinois et Union européenne) a présenté un projet de proposition sur l'administration des mesures réglementaires concernant les délais de présentation et de traitement des demandes, les droits, et les examens qui peuvent être exigés pour obtenir l'autorisation de fournir des services.

Les éléments figurant dans cette proposition s'appuient sur des projets de textes antérieurs et sur les pratiques récemment adoptées par ses auteurs dans le cadre d'accords préférentiels sur les services. Ils ont été présentés comme la pierre angulaire de disciplines plus vastes qui comporteraient d'autres éléments, comme des obligations pour l'élaboration de mesures réglementaires et la transparence, et des dispositions sur le développement.

L'Inde a présenté une nouvelle proposition visant à réduire les obstacles auxquels se heurtent les services et les fournisseurs de services, tels que des redevances élevées, des procédures opaques et pesantes et des prescriptions complexes concernant les licences et la circulation des personnes. La proposition traite de l'administration des mesures réglementaires et elle vise à accroître la transparence, à faciliter la fourniture de services selon les quatre «modes» (voir page 75) et à promouvoir la coopération entre les autorités de réglementation des Membres de l'OMC.

Pour les services fournis selon le «mode 3» (établissement par une société étrangère d'une filiale ou d'une succursale dans un autre pays pour y fournir des services), la proposition suggère de simplifier la création d'entreprises au moyen d'un «guichet unique». Pour le mouvement transfrontières des fournisseurs de services (ou «mode 4»), elle suggère de simplifier les procédures de délivrance des permis de travail et de visas et de faire en sorte que les mesures relatives aux impôts et taxes, aux redevances et aux cotisations de sécurité sociale ne désavantagent pas injustement les fournisseurs de services étrangers.

Les Membres de l'OMC ont été nombreux à participer aux discussions sur ces propositions. Les Membres ont reconnu qu'il fallait cibler et intensifier les travaux si l'on voulait avancer en 2017.

Règles de l'AGCS

Étant donné le contexte général des négociations, le Groupe de travail des règles de l'AGCS n'a guère progressé dans ses discussions techniques sur les mesures de sauvegarde d'urgence, les marchés publics et les subventions.

Services
www.wto.org/negservices

Aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce (ADPIC)

Le Président du Conseil des ADPIC réuni en session extraordinaire a tenu des consultations avec les Membres de l'OMC pour voir comment faire avancer les négociations sur un registre des indications géographiques. Le Conseil a poursuivi ses délibérations sur l'application à l'Accord sur les ADPIC des «plaintes en situation de non-violation», mais les positions des Membres sont restées très éloignées.



L'Ambassadeur Dacio Castillo a présidé les négociations sur les ADPIC en 2016.

Négociations sur un registre des indications géographiques (IG)

Le Président du Conseil des ADPIC réuni en session extraordinaire, l'Ambassadeur Dacio Castillo (Honduras), a tenu des consultations avec les Membres de l'OMC pour voir comment faire avancer les négociations sur le registre des indications géographiques. Tout en soulignant que ces négociations restaient importantes, les Membres étaient divisés sur le point de savoir s'il était réaliste d'espérer un résultat dans ce domaine à la onzième Conférence ministérielle à Buenos Aires, en décembre 2017. Il n'y a guère eu de progrès non plus sur le fond de la question ou sur de nouvelles approches des négociations.

Le registre est destiné à faciliter la protection des IG pour les vins et les spiritueux. Il s'agit des indications (y compris les noms de lieux ou les autres termes ou symboles associés à un lieu) utilisées pour indiquer qu'un produit est originaire d'un lieu qui lui confère des qualités, une réputation, ou d'autres caractéristiques particulières.

Les Membres de l'OMC ont depuis longtemps des divergences de vues sur les effets juridiques de la création d'un registre des IG et sur la question de savoir si ces effets s'appliqueraient à tous les Membres ou uniquement à ceux qui choisissent de participer au registre. Ils sont restés divisés sur la question des produits visés et sur le point de savoir si, conformément au mandat de négociation, le registre devrait être limité aux IG pour les vins et les spiritueux ou s'il pourrait s'appliquer aussi à d'autres produits tels que les produits alimentaires et les produits agricoles. Des divergences subsistent en outre sur le point de savoir s'il faut établir un lien entre les négociations sur le registre des IG et les autres questions de mise en œuvre relatives aux ADPIC (voir ci-après).

Informations de base sur les ADPIC

Le Programme de Doha pour le développement prescrit des négociations sur un système multilatéral de notification et d'enregistrement des indications géographiques (IG) pour les vins et les spiritueux. Ces négociations sont menées par le Conseil des aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce (ADPIC) réuni en session extraordinaire. En session ordinaire, le Conseil des ADPIC s'occupe de la mise en œuvre d'autres décisions ministérielles importantes, notamment celles qui concernent le transfert de technologie et le règlement des différends. La Déclaration ministérielle de Hong Kong charge le Directeur général de tenir des consultations sur certaines questions de mise en œuvre relatives aux ADPIC mentionnées dans la Déclaration de Doha.

Questions de mise en œuvre en suspens

En 2016, la question de savoir si l'obligation d'accorder, conformément à l'Accord sur les ADPIC, un niveau de protection «plus élevé» aux IG pour les vins et les spiritueux devrait être étendue à d'autres produits est restée dormante. Il y a des divergences parmi les Membres sur le point de savoir si l'octroi de cette protection plus élevée favoriserait le commerce des produits concernés ou imposerait une charge juridique et commerciale inutile. La question de l'éventuelle «extension des IG» est la première des deux «questions de mise en œuvre en suspens» dans le domaine des ADPIC au sujet desquelles la Déclaration ministérielle de Hong Kong de 2005 avait demandé au Directeur général de mener des consultations.

La seconde question concerne la relation entre l'Accord sur les ADPIC et la Convention sur la diversité biologique (CDB), en particulier le point de savoir si l'Accord sur les ADPIC devrait contribuer davantage – et, dans l'affirmative, comment – à la promotion de l'objectif de la CDB d'assurer le partage équitable des avantages découlant de l'utilisation des ressources génétiques dans la recherche et l'industrie.

Aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce (ADPIC)
www.wto.org/negadpic_f



L'Ambassadeur Tan Yee Woan a présidé les négociations sur le commerce et le développement en 2016.

Commerce et développement

En 2016, la Présidente de la session extraordinaire du Comité du commerce et du développement, l'Ambassadrice Tan Yee Woan (Singapour), a tenu des réunions informelles avec les groupes de négociation qui envisagent de présenter des propositions révisées concernant le traitement spécial et différencié en faveur des pays en développement.

La Présidente a eu plusieurs réunions informelles avec les coordonnateurs et les points focaux du Groupe des PMA (pays les moins avancés), du Groupe ACP (Afrique, Caraïbes et Pacifique), du Groupe africain et avec d'autres Membres.

Pendant la préparation de la dixième Conférence ministérielle, tenue à Nairobi en 2015, et pendant la Conférence elle-même, la Présidente et les membres de la Session extraordinaire ont travaillé dur pour aplanir les divergences sur une série de propositions concernant le traitement spécial et différencié (TSD) en faveur des pays en développement. Mais les points de vue sont restés trop éloignés et aucun texte n'a pu être soumis aux Ministres.

Le TSD désigne la flexibilité ménagée aux pays en développement dans les Accords de l'OMC, notamment sous la forme de délais de mise en œuvre plus longs. Les divergences entre les Membres de l'OMC portent notamment sur la définition des bénéficiaires du TSD.

Lors des réunions informelles, les auteurs des propositions ont réaffirmé l'importance qu'ils attachent à l'industrialisation de leur économie et ont redit que cela reste l'objectif des flexibilités qu'ils cherchent à obtenir par le renforcement des dispositions en matière de TSD. Les travaux reprendront en session extraordinaire dès que des propositions révisées auront été présentées.

Informations de base sur le commerce et le développement

De nombreux Accords de l'OMC renferment des dispositions qui confèrent aux pays en développement des droits spéciaux et autorisent les pays développés à leur accorder un traitement plus favorable qu'aux autres Membres. Dans le cadre du Cycle de négociations de Doha, le Comité du commerce et du développement, réuni en session extraordinaire, réexamine ces dispositions relatives au «traitement spécial et différencié» afin de les rendre plus précises, plus effectives et plus opérationnelles.

Commerce et environnement

Le Président de la Session extraordinaire du Comité du commerce et de l'environnement a tenu régulièrement des consultations informelles avec les Membres de l'OMC pour discuter de la marche à suivre dans les négociations au titre du Programme de Doha pour le développement. Un groupe de Membres de l'OMC participe à des négociations distinctes, en dehors du Comité, sur un accord sur les biens environnementaux.



L'Ambassadeur Syed Tauqir Shah a présidé les négociations sur le commerce et l'environnement en 2016.

Informations de base sur le commerce et l'environnement

TLes négociations sur le commerce et l'environnement, qui font partie du Programme de Doha pour le développement, se déroulent dans le cadre de sessions extraordinaires du Comité du commerce et de l'environnement. Elles visent à faire en sorte que les politiques commerciales et environnementales se soutiennent mutuellement.

Commerce et développement
www.wto.org/developmentnegs

Commerce et environnement
www.wto.org/negenvironnement

Accord sur les biens environnementaux

Les négociations en vue d'un accord sur les biens environnementaux (ABE) se sont poursuivies entre 18 participants représentant 46 Membres de l'OMC. Une réunion des ministres et des hauts fonctionnaires des pays participants, qui a eu lieu en décembre à Genève, a permis de réaliser de «réels progrès» et a ouvert la voie à la poursuite des négociations.

Un accord sur les biens environnementaux permettrait de réduire considérablement les droits de douane sur toute une gamme de produits pouvant aider les pays à faire face à certains des problèmes environnementaux les plus pressants. Les négociations ont démarré en juillet 2014.

Les participants ont proposé des produits utilisés pour diverses fonctions bénéfiques pour l'environnement comme la production d'énergie propre et renouvelable, l'amélioration de l'efficacité énergétique et de l'utilisation des ressources, la réduction de la pollution de l'air, de l'eau et des sols, la gestion des déchets solides et dangereux, la lutte contre le bruit, et la surveillance de la qualité de l'environnement. Lorsque les négociations seront achevées, les résultats seront incorporés dans les listes d'engagements OMC des participants. Cela signifie que tous les Membres de l'OMC bénéficieront d'un meilleur accès aux marchés des participants à l'accord.

Les négociateurs ont mené sept séries de négociations en 2016. Les ministres et les hauts fonctionnaires des pays participants se sont réunis à Genève en décembre pour tenter de conclure les négociations. Malgré des discussions constructives, les participants ne sont pas parvenus à s'entendre sur les produits visés et sur d'autres questions de mise en œuvre. Ces discussions intenses ont cependant ouvert la voie à la poursuite des négociations.

Le Directeur général, Roberto Azevêdo, a dit que la réunion de Genève avait permis «de réels progrès vers un accord» et a appelé à poursuivre les travaux pour réussir à conclure l'ABE. «Il ne s'agit pas d'un accord commercial habituel car il porte principalement sur la protection d'un bien mondial commun: l'environnement. Le système commercial devrait être en mesure de contribuer positivement et concrètement à la lutte contre la dégradation de l'environnement. Je suis convaincu que toutes les délégations qui ont pris part à ces discussions ont la volonté d'atteindre cet objectif et de tirer parti des réalisations récentes comme l'Accord de Paris sur le changement climatique et le Programme de développement durable à l'horizon 2030 des Nations Unies» (voir la page 83).

Les participants à l'ABE sont les suivants: Australie; Canada; Chine; Corée; Costa Rica; États-Unis; Hong Kong, Chine; Islande; Israël; Japon; Liechtenstein; Nouvelle-Zélande; Norvège; Singapour; Suisse; Taipei chinois; Turquie; et Union européenne (représentant l'Allemagne, l'Autriche, la Belgique, la Bulgarie, la Croatie, le Danemark, l'Espagne, l'Estonie, la Finlande, la France, la Grèce, la Hongrie, l'Irlande, l'Italie, la Lettonie, la Lituanie, le Luxembourg, Malte, les Pays-Bas, la Pologne, le Portugal, la République de Chypre, la République tchèque, la Roumanie, le Royaume-Uni, la Slovaquie, la Slovénie et la Suède).



Les ministres et les hauts fonctionnaires représentant les 46 Membres de l'OMC qui négocient un accord sur les biens environnementaux se sont réunis à l'OMC en décembre 2016.

En 2016, le Président de la Session extraordinaire, l'Ambassadeur Syed Tauqir Shah (Pakistan), a tenu des consultations sur le chapitre «environnement» du Programme de Doha pour le développement (PDD), cherchant des moyens de faire avancer les négociations sur le mandat. Mais la situation n'a pas changé depuis la période qui a précédé la Conférence ministérielle de Nairobi en décembre 2015.

Les négociations portent sur la relation entre les règles actuelles de l'OMC et les obligations commerciales spécifiques énoncées dans les accords environnementaux multilatéraux (AEM), les procédures pour l'échange régulier d'informations entre les secrétariats des AEM et les comités de l'OMC pertinents, et la réduction ou, le cas échéant, l'élimination des obstacles tarifaires et non tarifaires au commerce des biens et services environnementaux.

À Nairobi, les Ministres, reconnaissant l'importance des travaux de l'OMC sur le commerce et l'environnement, ont déclaré: «Nous reconnaissons le rôle que l'OMC peut jouer s'agissant de contribuer à la réalisation des Objectifs de développement durable à l'horizon 2030» (voir page 146). En 2016, les Membres de l'OMC ont réaffirmé l'importance qu'ils attachent à la question du commerce et de l'environnement, notant les évolutions décisives intervenues au niveau international, comme l'Accord de Paris sur le changement climatique et le Programme de développement durable à l'horizon 2030.

Commerce et environnement
www.wto.org/negenvironnement

Règles de l'OMC

Le Groupe de négociation sur les règles a poursuivi ses travaux sur les règles de l'OMC relatives à l'antidumping, aux subventions, aux mesures compensatoires et aux accords commerciaux régionaux (ACR). De nombreuses délégations pensaient qu'un accord sur les subventions à la pêche pourrait être un résultat de la onzième Conférence ministérielle de l'OMC, en décembre 2017, et plusieurs propositions ont été présentées à cet effet.

En 2016, les subventions à la pêche ont dominé les travaux du Groupe de négociation sur les règles, et le Président Wayne McCook (Jamaïque) a déclaré que, pour de nombreux Membres de l'OMC, un résultat sur ce point constituait un «domaine d'action crucial» pour la onzième Conférence ministérielle de l'OMC, qui aura lieu à Buenos Aires en décembre 2017.

À la dernière réunion du Groupe en décembre 2016, les Membres ont examiné trois nouvelles propositions visant à obtenir un résultat à la Conférence. Les propositions présentées par l'Union européenne, par le Groupe ACP et par six Membres d'Amérique latine (Argentine, Colombie, Costa Rica, Panama, Pérou et Uruguay) visent toutes à atteindre la cible concernant la pêche indiquée dans les Objectifs de développement durable (ODD) des Nations Unies, adoptés en 2015. Ensuite, à la première réunion de 2017, en janvier, le Groupe des PMA a présenté une nouvelle proposition concernant des disciplines multilatérales sur les subventions à la pêche.

Il est demandé, dans l'ODD 14.6, d'interdire les subventions à la pêche qui contribuent à la surcapacité et à la surpêche, de supprimer celles qui favorisent la pêche illicite, non déclarée et non réglementée (INN) et de s'abstenir d'en accorder de nouvelles, d'ici à 2020. Il est également reconnu, dans cet objectif, que l'octroi d'un traitement spécial et différencié efficace et approprié aux pays en développement et aux pays les moins avancés doit faire partie intégrante des négociations sur les subventions à la pêche menées dans le cadre de l'OMC.



L'Ambassadeur Wayne McCook a présidé les négociations sur les règles de l'OMC en 2016.

Ces propositions ont toutes pour but d'atteindre l'objectif des Nations Unies d'établir des disciplines efficaces, d'accorder un traitement spécial et différencié aux pays en développement et aux pays les moins avancés, et d'obtenir un résultat à la onzième Conférence ministérielle à Buenos Aires. Les auteurs demandent que les négociations soient menées de façon indépendante, c'est-à-dire sans être liées aux autres questions abordées dans le cadre des négociations sur les règles.

Les Membres étaient généralement favorables à des avancées sur les subventions à la pêche, conformément à l'ODD 14.6, mais le Président a noté que plusieurs d'entre eux avaient évoqué la question de l'équilibre dans les négociations sur les règles, c'est-à-dire la nécessité de faire en sorte que toute avancée sur les subventions à la pêche aille de pair avec des progrès sur d'autres questions relevant des quatre piliers des négociations sur les règles. Certains Membres considèrent que les questions concernant les règles sont liées entre elles et qu'il ne faut pas faire de sélection parmi ces questions.

Le Président a indiqué au Groupe de négociation que plusieurs délégations lui avaient dit, lors des consultations, qu'elles voyaient aussi une possibilité d'avancer sur la question des mesures correctives commerciales, qui englobe les mesures antidumping et les mesures compensatoires. Toutefois, d'autres délégations lui avaient dit que, bien que leur intérêt pour ce domaine demeure, elles considéraient que le moment n'était pas encore venu d'essayer d'obtenir des résultats sur cette question à Buenos Aires.

Informations de base sur les règles de l'OMC

À la Conférence ministérielle de Doha, en 2001, les Membres sont convenus d'engager des négociations pour clarifier et améliorer les règles de l'OMC concernant l'antidumping, les subventions et les mesures compensatoires, et les accords commerciaux régionaux. Il a été expressément fait mention de disciplines sur les subventions à la pêche et, à la Conférence ministérielle de Hong Kong en 2005, les Membres se sont déclarés largement favorables au renforcement de ces disciplines, notamment par l'interdiction de certaines formes de subventions contribuant à la surcapacité et à la surpêche. S'agissant des accords commerciaux régionaux, le Conseil général a établi, en décembre 2006, un mécanisme pour la transparence, à titre provisoire.



L'ODD 14.6 demande l'interdiction de certaines formes de subventions à la pêche.

Règles de l'OMC
www.wto.org/negregles

Malgré des efforts intensifs, la dernière Conférence ministérielle, tenue à Nairobi en décembre 2015, n'a abouti à aucun résultat dans aucun domaine des négociations sur les règles, hormis les ACR. Les Ministres ont réaffirmé la nécessité de faire en sorte que les ACR ne se substituent pas à des progrès dans les négociations multilatérales et ont donné pour instruction au Comité des accords commerciaux régionaux d'examiner les implications systémiques des ACR pour le système commercial multilatéral et leur lien avec les règles de l'OMC (voir page 88). La Conférence ministérielle est également convenue que les Membres de l'OMC s'emploieraient à transformer le mécanisme pour la transparence, actuellement provisoire, en un mécanisme permanent.

Pendant l'année, les travaux se sont poursuivis au sein du Groupe technique, enceinte dans laquelle les délégations échangent des informations sur leurs pratiques antidumping. Le Groupe technique s'est réuni en avril et en octobre 2016 et a échangé des renseignements sur les pratiques des Membres concernant divers aspects du calcul des marges de dumping, notamment la correspondance des produits, les ajustements et les autres méthodes de détermination de la valeur normale.

Mémorandum d'accord sur le règlement des différends

En juillet 2016, l'Ambassadeur Stephen Ndung'u Karau (Kenya) est devenu président de la Session extraordinaire de l'Organe de règlement des différends. Il a tenu une série de réunions et de consultations informelles sur les questions identifiées dans un rapport établi en 2015 par son prédécesseur, l'Ambassadeur Ronald Saborío Soto (Costa Rica).

En juillet, le Président a indiqué à la Session extraordinaire que les Membres de l'OMC reconnaissaient l'importance des travaux accomplis dans le cadre des négociations concernant le Mémorandum d'accord sur le règlement des différends. En dépit de divergences de vues sur les résultats qu'il est possible d'obtenir, les Membres ont tous confirmé qu'ils étaient disposés à continuer de participer activement aux négociations pour améliorer et clarifier les règles et les procédures régissant le règlement des différends à l'OMC.

Informations de base sur le Mémorandum d'accord sur le règlement des différends

En novembre 2001, à la Conférence ministérielle de Doha, les Membres de l'OMC sont convenus d'engager des négociations pour améliorer et clarifier le Mémorandum d'accord – les règles et procédures régissant le règlement des différends à l'OMC. Ces négociations, menées dans le cadre des sessions extraordinaires de l'Organe de règlement des différends, s'inscrivent dans le Programme de Doha pour le développement, mais ne font pas formellement partie de l'«engagement unique».



L'Ambassadeur Stephen Ndung'u Karau a présidé les négociations relatives au Mémorandum d'accord sur le règlement des différends à partir de juillet 2016.

En décembre 2015, le Président des négociations sur le Mémorandum d'accord, qui était alors l'Ambassadeur Ronald Saborío Soto (Costa Rica), a dit qu'il y avait une convergence entre les Membres de l'OMC dans certains domaines et que des progrès importants avaient été faits dans d'autres. Bien qu'ils ne soient pas parvenus à des accords spécifiques à temps pour la Conférence ministérielle de décembre à Nairobi, les participants reconnaissaient l'importance systémique de cette négociation, qui pouvait déboucher sur des résultats pratiques et tangibles au bénéfice de tous les Membres.

Les 12 questions examinées comprennent les droits des tierces parties, la composition des groupes spéciaux, le renvoi (renvoi d'affaires par l'Organe d'appel aux groupes spéciaux pour une action supplémentaire), les solutions mutuellement convenues (y compris la suspension de la procédure d'appel à la demande conjointe des parties), les renseignements strictement confidentiels, la chronologie et l'après-rétorsion (la procédure à suivre si les parties ne sont pas d'accord sur le point de savoir s'il y a eu mise en conformité avec les décisions rendues dans le cadre du règlement des différends, avant l'autorisation de mesures de rétorsion – chronologie – ou après – après-rétorsion).

Parmi les autres questions à l'examen figurent la transparence (par exemple l'ouverture des audiences au public) et les mémoires *d'amici curiae* (lorsque quelqu'un qui n'est pas partie à une affaire fournit un mémoire non demandé), les délais pour les consultations, les préoccupations spécifiques des pays en développement (y compris le traitement spécial et différencié en faveur des pays les moins avancés), la flexibilité et le contrôle exercé par les Membres (notamment des questions comme celle de savoir s'il faut autoriser les parties à demander conjointement la suppression de parties d'un rapport de groupe spécial ou de l'Organe d'appel), et les moyens d'assurer une mise en conformité rapide et effective avec les décisions de l'OMC par les Membres dont il a été constaté qu'ils ne les avaient pas respectées.

Mémorandum d'accord sur le règlement des différends
www.wto.org/negdifferends



Mise en œuvre et suivi

- L'Accord sur la facilitation des échanges de l'OMC est entré en vigueur en février 2017; c'est le premier accord commercial multilatéral conclu depuis la création de l'OMC il y a 21 ans.
- Un amendement de l'Accord de l'OMC sur la propriété intellectuelle est entré en vigueur en janvier 2017, facilitant l'accès des pays en développement à des médicaments abordables.
- Le dernier rapport de suivi du commerce de l'OMC indique une légère diminution du nombre de mesures restrictives pour le commerce introduites par les Membres de l'OMC.

Conseil général 46

Commerce des marchandises 49

Accès aux marchés 51
Agriculture 52
Balance des paiements 55
Mesures sanitaires et phytosanitaires 55
Obstacles techniques au commerce 58
Subventions et mesures compensatoires 61
Pratiques antidumping 62
Évaluation en douane 64
Règles d'origine 64
Licences d'importation 66
Sauvegardes 67
Mesures concernant les investissements et liées au commerce 68
Accord sur les technologies de l'information 69
Entreprises commerciales d'État 70
Commerce des aéronefs civils 71

Facilitation des échanges 72

Commerce des services 75

Aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce (ADPIC) 78

Commerce et environnement 83

Commerce et transfert de technologie 87

Accords commerciaux régionaux 88

Examens des politiques commerciales 92

Examens des politiques commerciales en 2016 94

Rapports de suivi du commerce 96

Commerce, dette et finances 99

Accord sur les marchés publics 101

Informations de base sur la mise en œuvre et le suivi

Les différents conseils et comités de l'OMC veillent à ce que les Accords soient correctement mis en œuvre. Les politiques et pratiques commerciales de tous les Membres de l'OMC font l'objet d'un examen périodique.

Conseil général

En 2016, le Conseil général de l'OMC a supervisé la mise en œuvre des décisions prises aux Conférences ministérielles de Bali et de Nairobi et a suivi l'avancement des négociations commerciales sur la base des rapports du Directeur général. Il a également examiné les progrès accomplis dans le cadre du programme de travail sur le commerce électronique. En décembre, le Conseil général a approuvé l'établissement de deux nouveaux groupes de travail chargés des accessions de la Somalie et du Timor-Leste. Il a décidé que la onzième Conférence ministérielle se tiendrait à Buenos Aires (Argentine) en décembre 2017.

Décisions de Bali et de Nairobi

Le Président du Conseil général, Harald Neple (Norvège), a présenté régulièrement des rapports sur la mise en œuvre des Décisions ministérielles de Bali et de Nairobi dans les conseils et comités permanents de l'OMC. Ces rapports ont porté notamment sur ce qu'il est convenu d'appeler les «travaux ordinaires» – plaintes en situation de non violation ou motivées par une autre situation dans le domaine des ADPIC (voir la page 78), programme de travail sur le commerce électronique (voir ci dessous), petites économies (voir la page 125), Aide pour le commerce (voir la page 127) et commerce et transfert de technologie (voir la page 87) – et sur les décisions ministérielles figurant dans les paquets de Bali et de Nairobi.

Le Président a donné au Conseil général des informations sur les travaux en cours au Comité de l'agriculture, concernant par exemple la mise en œuvre de la Décision de Nairobi sur la concurrence à l'exportation (voir la page 35), et sur les questions concernant les pays en développement et les pays les moins avancés (PMA). Ces questions portent notamment sur le mécanisme de surveillance (voir la page 122), l'accès aux marchés en franchise de droits et sans contingent pour les PMA (voir la page 122), les règles d'origine préférentielles pour les PMA (voir la page 65) et l'application de la dérogation concernant les services pour les PMA. Le Président a aussi rendu compte régulièrement de l'état des ratifications de l'Accord sur la facilitation des échanges (AFE), qui est entré en vigueur en février 2017 (voir la page 73).

Informations de base sur le Conseil général

Le Conseil général est chargé d'exécuter les fonctions de l'OMC et de prendre les mesures nécessaires à cette fin entre les Conférences ministérielles, en plus des tâches spécifiques que lui assigne l'Accord instituant l'OMC.

Le Directeur général, en sa qualité de Président du Comité des négociations commerciales, a fait régulièrement rapport au Conseil général sur les progrès des négociations commerciales (voir la page 32) et sur la mise en œuvre des instructions concernant les négociations données par les Ministres à Nairobi.

Onzième Conférence ministérielle de l'OMC

En 2016, le Président du Conseil général a tenu des consultations sur la date et le lieu de la onzième Conférence ministérielle. Les gouvernements de l'Argentine et de l'Uruguay ont offert d'accueillir la Conférence. L'Uruguay a ensuite retiré son offre au profit de l'Argentine. À la suite des consultations, le Conseil général est convenu que la onzième Conférence ministérielle se tiendrait à Buenos Aires en décembre 2017. L'Argentine sera le premier pays d'Amérique du Sud à accueillir cet événement bisannuel. La dernière Conférence ministérielle s'est tenue à Nairobi en décembre 2015.

Groupes de travail de l'accession de la Somalie et du Timor Leste

En décembre, le Conseil général a décidé d'établir des groupes de travail chargés de négocier les modalités d'accession de la République fédérale de Somalie et de la République démocratique du Timor Leste (voir la page 26). En attendant, il est convenu de les accueillir en qualité d'observateurs à l'OMC.

En 2016, le Conseil général a examiné d'autres questions concernant les accessions, notamment la désignation de M. l'Ambassadeur Kemal Madenoğlu (Turquie), de M. l'Ambassadeur Gustavo Miguel Vanerio Balbela (Uruguay) et de M. Ryosuke Kuwana (Japon) pour présider les groupes de travail chargés de l'accession du Bélarus, de l'Algérie et du Soudan, respectivement, ainsi que le Rapport annuel du Directeur général sur les accessions.

Conseil général
www.wto.org/cg_f



L'Ambassadeur Harald Neple a été élu Président du Conseil général en février 2016.

Programme de travail sur le commerce électronique

En juillet et en décembre, conformément à la Décision de Nairobi sur le commerce électronique, le Conseil général a procédé à un examen périodique pour évaluer les progrès réalisés dans le domaine du commerce électronique, qui concerne la production, la distribution, la commercialisation, la vente ou la livraison de marchandises et de services par voie électronique.

Le programme de travail sur le commerce électronique est mené sous les auspices du Conseil général, le Conseil du commerce des services, le Conseil du commerce des marchandises, le Conseil des aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce (ADPIC) et le Comité du commerce et du développement étant chargés d'examiner les différents aspects du commerce électronique et de faire rapport à ce sujet au Conseil général.

À la réunion de juillet, M. Alfredo Suescum, Ambassadeur du Panama et ami du Président du Conseil général pour le commerce électronique, a rendu compte des consultations tenues en juin et de la onzième Discussion spécifique sur le commerce électronique, qui avait eu lieu en juillet. Il a indiqué que les positions restaient divergentes, notamment sur la question de savoir si le moratoire actuel sur l'application de droits de douane aux transmissions de données électroniques devait devenir permanent. Les Membres ont cependant exprimé plus d'intérêt pour la poursuite des discussions sur le commerce électronique. Cet intérêt accru s'est traduit par la présentation de communications par les Membres sur des questions très diverses relatives au commerce électronique.

En décembre, le Président a rendu compte d'autres consultations sur le commerce électronique tenues avec les Membres. Il a dit que de nombreuses délégations avaient souligné qu'il fallait poursuivre les travaux sur le commerce électronique conformément au mandat de 1998, c'est-à-dire en examinant et en approfondissant les aspects de la question qui touchent au commerce. Certaines délégations étaient prêtes à poursuivre les discussions, notamment sur l'établissement éventuel de règles, tandis que d'autres estimaient que l'on donnait au commerce électronique un degré de priorité plus élevé qu'aux questions de Doha qui les intéressaient. De nombreuses délégations ont reconnu les avantages potentiels du commerce électronique, tout en soulignant qu'il fallait régler en premier les problèmes structurels et les problèmes d'infrastructure.

Au cours des discussions du Conseil général, certains Membres ont dit qu'ils espéraient voir des progrès d'ici à la onzième Conférence ministérielle. Certains ont suggéré d'examiner les domaines dans lesquels les règles de l'OMC pouvaient faire la différence et de se concentrer sur les questions plus simples, sur lesquelles un consensus était possible – c'est-à-dire les questions réalisables et réalistes. D'autres ont souligné qu'il fallait aborder les défis du développement et maintenir un processus ascendant, conduit par les Membres.

Désignation des Présidents des organes de l'OMC

À la réunion de mai, certains Membres ont demandé au Président du Conseil général de tenir des consultations sur la nécessité ou non de clarifier les lignes directrices concernant la désignation des présidents des organes de l'OMC. Ces consultations ont eu lieu au cours du deuxième semestre de 2016. À la réunion de décembre, le Président a présenté un rapport au Conseil général, soulignant qu'il était important de commencer le processus de sélection assez tôt afin de laisser aux coordonnateurs de groupe assez de temps pour consulter leurs mandants respectifs.

Dérogations au titre de l'article IX de l'Accord sur l'OMC

En 2016, le Conseil général a examiné plusieurs demandes de dérogation à des obligations au titre de l'Accord sur l'OMC et a accédé à ces demandes, comme cela est indiqué dans le tableau 1. Il a également réexaminé les dérogations pluriannuelles suivantes:

- Canada – Programme CARIBCAN, dérogation accordée le 28 juillet 2015 jusqu'au 31 décembre 2023
- Traitement préférentiel en faveur des PMA, dérogation accordée le 27 mai 2009 jusqu'au 30 juin 2019
- États Unis – Ancien territoire des îles du Pacifique, dérogation accordée le 27 juillet 2007 jusqu'au 31 décembre 2016
- États Unis – Loi relative au redressement économique du Bassin des Caraïbes, dérogation accordée le 5 mai 2015 jusqu'au 31 décembre 2019
- Philippines – Traitement spécial pour le riz, dérogation accordée le 24 juillet 2014 jusqu'au 30 juin 2017

Conseil général
www.wto.org/cg_f

- Traitement préférentiel pour les services et fournisseurs de services des PMA, dérogation accordée le 17 décembre 2011 jusqu'au 31 décembre 2030
- Système de certification du processus de Kimberley pour les diamants bruts, dérogation accordée le 12 décembre 2012 jusqu'au 31 décembre 2018
- Union européenne – Application du traitement préférentiel autonome aux pays des Balkans occidentaux, dérogation accordée le 30 novembre 2011 jusqu'au 31 décembre 2016
- Cuba – Article XV:6 du GATT de 1994, prorogation de la dérogation accordée le 14 février 2012 jusqu'au 31 décembre 2016

Autres questions

Le Conseil général a pris note d'un certain nombre de préoccupations relatives au commerce et à la mise en œuvre. Les autres questions examinées par le Conseil général en 2016 concernaient, entre autres, les rapports réguliers sur le programme de travail sur les petites économies, les aspects du coton relatifs à l'aide au développement et le nouveau programme de travail biennal sur l'Aide pour le commerce ayant pour thème «Promouvoir la connectivité».

Par ailleurs, le Conseil général a examiné régulièrement les rapports du Comité du budget de l'OMC et s'est penché sur les questions relatives au Régime des pensions de l'OMC, tenant notamment des consultations sur la nomination des membres, des suppléants et du Président du Comité de gestion du Régime des pensions.

Dans le cadre de sa fonction de supervision, le Conseil général a procédé à un examen de fin d'année des activités de l'OMC sur la base des rapports annuels de ses organes subsidiaires.

En outre, le Conseil général a examiné un rapport du Groupe consultatif commun du Centre du commerce international (ITC), qui est l'organe de décision de l'ITC, institution chargée de la promotion du commerce des pays en développement et qui est parrainée conjointement par l'OMC et la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED).

Tableau 1: Dérogations au titre de l'article IX (Prise de décisions) de l'Accord sur l'OMC

En 2016, le Conseil général a accordé les dérogations ci après à des obligations découlant des Accords de l'OMC.

Membre(s)	Type	Décision du	Date d'expiration	Décision
Argentine, Chine et Union européenne	Introduction des modifications du Système harmonisé 2002 dans les listes de concessions tarifaires de l'OMC	7 décembre 2016	31 décembre 2017	WT/L/996
Argentine, Brésil, Chine, Israël, Malaisie, Mexique, Nouvelle Zélande, Philippines, République dominicaine, Suisse, Thaïlande et Union européenne	Introduction des modifications du Système harmonisé 2007 dans les listes de concessions tarifaires de l'OMC	7 décembre 2016	31 décembre 2017	WT/L/997
Argentine; Australie; Brésil; Canada; Chine; Colombie; Corée, République de; Costa Rica; El Salvador; États Unis; Fédération de Russie; Guatemala; Honduras; Hong Kong, Chine; Inde; Israël; Macao, Chine; Malaisie; Mexique; Norvège; Nouvelle Zélande; Pakistan; Philippines; République dominicaine; Singapour; Suisse; Territoire douanier distinct de Taiwan, Penghu, Kinmen et Matsu; Thaïlande; et Union européenne	Introduction des modifications du Système harmonisé 2002 dans les listes de concessions tarifaires de l'OMC	7 décembre 2016	31 décembre 2017	WT/L/998
Argentine; Brésil; Canada; Chine; Colombie; Corée, République de; Costa Rica; El Salvador; États Unis; Fédération de Russie; Hong Kong, Chine; Norvège; Nouvelle Zélande; Paraguay; Suisse; Territoire douanier distinct de Taiwan, Penghu, Kinmen et Matsu; Union européenne; et Uruguay	Introduction des modifications du Système harmonisé 2017 dans les Listes de concessions de l'OMC	7 décembre 2016	31 décembre 2017	WT/L/999
États Unis	Ancien territoire sous tutelle des îles du Pacifique	7 décembre 2016	31 décembre 2026	WT/L/1000
États Unis	Préférences commerciales accordées au Népal	7 décembre 2016	31 décembre 2025	WT/L/1001
Union européenne	Application du traitement préférentiel autonome aux pays de la partie occidentale des Balkans	7 décembre 2016	31 décembre 2021	WT/L/1002
Cuba	Article XV:6 – Prorogation de la dérogation	7 décembre 2016	31 décembre 2021	WT/L/1003

Conseil général
www.wto.org/cg_f

Commerce des marchandises

En 2016, le Conseil du commerce des marchandises a examiné de nombreuses préoccupations commerciales, dont dix nouvelles préoccupations, ce qui montre qu'il sert de plus en plus de cadre à l'expression de préoccupations concernant des mesures, des politiques et des pratiques jugées potentiellement discriminatoires ou restrictives pour le commerce. La Chine et le Pakistan ont présenté une proposition visant à faire avancer le programme de travail de l'OMC sur le commerce électronique. Le Conseil a également examiné plusieurs demandes de dérogation.

Des Membres de l'OMC ont exprimé des préoccupations commerciales aux trois réunions que le Conseil du commerce des marchandises a tenues en 2016.

L'Ukraine a soulevé la question des mesures prises par la Russie, qui affectent le transit international des marchandises par la route et le rail, en particulier à partir de l'Ukraine. Elle a dit que ces mesures n'étaient ni transparentes ni justifiées, et qu'elles étaient appliquées de manière non uniforme et astreignante. Adoptées le 1er janvier 2016, ces restrictions interdisent tout transit international de marchandises par la route et le rail entre l'Ukraine et le Kazakhstan par le territoire de la Russie. L'Ukraine a indiqué que les marchandises devaient passer par le Bélarus, ce qui augmentait la distance de 900 km et majorait de 30% les coûts de transit. Elle a ajouté que cette question ne concernait pas seulement l'Ukraine et qu'elle méritait l'attention de tous les Membres de l'OMC.

L'Union européenne, la Turquie, le Canada, l'Australie, le Japon, les États Unis et la Suisse se sont associés à l'Ukraine en exprimant leurs préoccupations au sujet des mesures prises par la Russie. La Turquie a dit que depuis le début de 2016, la Russie interdisait l'importation de 20 catégories de produits d'origine turque.

Pour sa part, la Russie s'est déclarée préoccupée par certains aspects du programme de surveillance des États Unis destiné à empêcher la pêche illicite, non déclarée et non réglementée (INN) (voir la page 85). La Russie a dit que les mesures des États Unis non seulement exigeaient des renseignements figurant déjà dans les déclarations en douane, les connaissements et les instruments commerciaux, mais aussi obligeaient les importateurs à conserver pendant cinq ans certains renseignements supplémentaires qui n'étaient pas clairement spécifiés. Les États Unis ont indiqué que leur programme de surveillance pouvait faire l'objet d'observations et que les préoccupations seraient transmises à leurs autorités centrales.

L'Union européenne, le Japon et les États Unis ont fait part de leurs préoccupations au sujet des prix minimaux à l'importation appliqués par l'Inde pour près de 173 produits en fer ou en acier. Les importations ne sont pas autorisées si le prix est inférieur au prix minimal à l'importation. Ces trois Membres ont déclaré que les prix minimaux à l'importation étaient incompatibles avec l'article XI du GATT (Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce) relatif aux restrictions quantitatives. Le Japon et l'Union européenne ont également contesté la mesure de sauvegarde appliquée par l'Inde aux produits plats laminés à chaud. L'Inde a aussi pris note des préoccupations soulevées au sujet de l'augmentation des droits de douane pour 96 lignes tarifaires concernant des biens d'équipement, y compris le secteur des technologies de l'information et de la communication (TIC).

Des préoccupations ont également été soulevées au sujet du décret de l'Inde prévoyant l'enregistrement obligatoire de certains produits électroniques, qui exige que les produits étrangers subissent de nouveaux essais dans des laboratoires indiens pour démontrer qu'ils sont conformes aux normes indiennes, alors que celles ci sont identiques aux normes internationales existantes. Le Chili, la Nouvelle Zélande,

Informations de base sur le commerce des marchandises

Le Conseil du commerce des marchandises est chargé de veiller au fonctionnement de tous les Accords de l'OMC relatifs au commerce des marchandises. Il est composé de tous les Membres de l'OMC et fait rapport au Conseil général.
Il comprend onze comités subsidiaires qui traitent de sujets spécifiques, tels que l'agriculture, l'accès aux marchés, les subventions, les obstacles techniques au commerce, les mesures sanitaires et phytosanitaires, les licences d'importation et l'évaluation en douane. Ces différents comités sont également composés de tous les Membres de l'OMC. Les Groupes de travail des entreprises commerciales d'État et de l'Accord sur les technologies de l'information (ATI) relèvent aussi du Conseil du commerce des marchandises.

Commerce des marchandises
www.wto.org/marchandises

la Chine et d'autres Membres ont salué la décision de l'Inde de rouvrir plusieurs ports qui étaient fermés aux importations de pommes, mais ils ont demandé à l'Inde d'expliquer plus en détail le traitement appliqué aux importations dans les différents ports. L'Inde a répondu que les prix minimaux à l'importation pour l'acier n'étaient pas encore appliqués, que les sauvegardes prêtaient toujours à controverse et que les restrictions dans les ports avaient été levées.

La Russie, soutenue par la Chine, a fait part d'une préoccupation déjà soulevée devant le Comité des pratiques antidumping au sujet des pratiques antidumping de l'Union européenne et de la méthode qu'elle emploie dans ses enquêtes visant les produits plats en acier laminés à froid originaires de Russie et de Chine, en particulier au sujet du rejet par les autorités de l'UE des données présentées par les exportateurs russes. La Russie contestait aussi la manière dont les autorités de l'UE chargées des enquêtes déterminaient les prix à l'exportation des marchandises visées, prix qu'elle estimait être artificiellement bas. L'Union européenne a répondu que ses enquêtes antidumping respectaient des normes de qualité élevées et qu'elle avait déjà répondu à ces préoccupations. Elle a ajouté que sa méthode était conforme aux règles de l'OMC.

La Nouvelle Zélande a fait part de ses préoccupations au sujet des droits de douane imposés par Sri Lanka sur le lait écrémé et la poudre de lait, qui dépassaient le droit consolidé ad valorem de 20%, question qui avait été soulevée au cours des trois dernières années au Comité de l'agriculture. Sri Lanka a reconnu qu'il y avait infraction et a indiqué qu'elle traiterait la question à la mi 2016.

La Nouvelle Zélande, soutenue par l'Australie, le Chili, les États Unis, le Mexique et l'Union européenne, a exprimé ses préoccupations au sujet de plusieurs mesures adoptées par les autorités provinciales canadiennes, en particulier les règlements concernant le vin appliqués par la Colombie Britannique. Ces Membres ont affirmé que les règlements en question établissaient une discrimination à l'encontre des vins importés car seuls les vins nationaux étaient autorisés à la vente dans les rayons des magasins d'alimentation. Il en allait de même pour certains vins et spiritueux dans l'Ontario. Le Canada a répondu que son gouvernement collaborait étroitement avec les provinces concernées pour faire en sorte que leurs politiques soient conformes aux obligations du Canada dans le cadre de l'OMC. Il a cependant ajouté que la mesure appliquée par la Colombie Britannique existait depuis des décennies et était protégée par de nombreux accords auxquels le Canada était partie.

Le Japon a fait part de ses préoccupations au sujet de la taxe de la Chine sur les effets personnels importés (bagages à main). Cette taxe, appliquée en avril 2016, combine un droit de douane, une taxe sur la valeur ajoutée (TVA) à l'importation et une taxe sur la consommation, lesquelles existaient auparavant. Or selon le Japon, pour certains produits, le taux combiné est supérieur à la somme des trois droits existants.

La Russie a indiqué que certaines mesures prises par la Croatie avaient des effets négatifs sur les importations de produits pétroliers et de biocarburants en provenance de pays tiers, y compris de la Russie. Ces mesures comprennent des prescriptions en matière d'autorisation préalable et l'utilisation obligatoire de certains entrepôts. La Russie a souligné qu'elles n'étaient pas appliquées aux importations en provenance des États membres de l'UE ni à celles des membres de l'Espace économique européen et de la Turquie. L'Union européenne a dit qu'elle examinerait la question avec la Croatie.

Le Japon a exprimé des préoccupations au sujet des droits imposés par la Turquie sur les pneumatiques importés, qui, selon lui, étaient plus élevés que les droits indiqués dans les engagements qu'elle avait pris dans le cadre de l'OMC. La Turquie a dit qu'elle examinait cette question et a assuré aux Membres que ses politiques étaient conformes à ses engagements dans le cadre de l'OMC.

L'Union européenne s'est dite préoccupée par les mesures de certification obligatoire appliquées par la Russie pour le ciment. Selon elle, ces mesures constituaient une interdiction de facto des importations de ciment en provenance de l'UE. Elle a dit que les certificats approuvés précédemment avaient été annulés. La Russie a répondu que ces mesures étaient justifiées en raison de la forte baisse de la qualité du ciment et qu'elles étaient appliquées de façon non discriminatoire. Elle a dit que cette prescription s'appliquait à tous les fabricants et que 290 certificats avaient été délivrés depuis mars 2016, dont 51 à des entreprises étrangères.

Le Conseil a également examiné plusieurs préoccupations commerciales déjà portées à son attention dans le passé, notamment: les restrictions à l'importation appliquées par le Nigéria; les mesures appliquées aux produits de la mer par la Chine; les restrictions à l'importation et à l'exportation de l'Indonésie; les mesures appliquées par l'Équateur à des fins de balance des paiements; la détermination de la valeur transactionnelle par l'Ukraine; et les taxes discriminatoires du Pakistan.

Demandes de dérogation

Le Conseil a approuvé quatre demandes de dérogation collectives visant à proroger les délais fixés pour la mise à jour des listes tarifaires conformément aux modifications du Système harmonisé (2002, 2007, 2012 et 2017) (voir les pages 52). Il a approuvé deux demandes de dérogation des États Unis visant à proroger la dérogation concernant l'ancien territoire sous tutelle des îles du Pacifique et certaines préférences commerciales accordées au Népal. Il a également prorogé une dérogation concernant l'application par l'Union européenne d'un traitement préférentiel autonome aux pays de la partie occidentale des Balkans et il a approuvé la prorogation de la dérogation accordée à Cuba pour faciliter le respect par Cuba de l'article XV:6 du GATT de 1994, qui concerne les Membres de l'OMC qui ne sont pas membres du Fonds monétaire international (FMI).

Le Conseil a pris note des informations communiquées par la Jordanie concernant l'établissement d'un nouveau programme dans le cadre de l'OMC visant à remplacer son programme de subventions à l'exportation en faveur des producteurs nationaux, en particulier des petites et moyennes entreprises (PME). La Jordanie continuera de communiquer au Conseil des renseignements actualisés sur l'établissement de son nouveau programme.

Le Conseil a aussi examiné un projet de décision sur la Procédure pour l'introduction des modifications du Système harmonisé 2017 dans les Listes de concessions au moyen

Commerce des marchandises
www.wto.org/marchandises

de la base de données sur les Listes tarifaires codifiées (LTC). Il est convenu de transmettre le projet de décision pour adoption au Conseil général.

En ce qui concerne l'élargissement de l'UE de 2013 (Croatie), le Conseil est convenu de proroger le délai fixé pour le retrait de concessions jusqu'au 1er juillet 2017. S'agissant de l'accession de la République kirghize à l'Union économique eurasiatique (UEE), le Conseil a prorogé jusqu'au 12 février 2018 la période pendant laquelle les Membres intéressés peuvent retirer des concessions substantiellement équivalentes. De même, le Conseil a prorogé jusqu'au 2 janvier 2018 le délai fixé pour le retrait de concessions accordées à la République d'Arménie, à la suite de son accession à l'UEE.

Commerce électronique

Suite à la Décision de la Conférence ministérielle de Nairobi de poursuivre le programme de travail de l'OMC sur le commerce électronique, la Chine et le Pakistan ont proposé que les discussions sur le commerce électronique soient axées sur la promotion et la facilitation du commerce transfrontières de marchandises effectué via Internet. Présentant sa proposition à la réunion du Conseil de novembre, la Chine a dit que les besoins des pays en développement devraient être pris en considération dans tout résultat. Selon elle, il fallait donner la priorité aux «questions simples», afin de réaliser des «progrès pragmatiques» à la onzième Conférence ministérielle, qui se tiendra à Buenos Aires en décembre 2017.

Plusieurs Membres ont affirmé qu'il était important de chercher à obtenir des résultats à la onzième Conférence ministérielle. Certains étaient favorables aussi à la prise en compte des besoins et des préoccupations des pays en développement dans les délibérations. Certains Membres ont souligné qu'il était important de poursuivre les discussions sur d'autres aspects du commerce électronique, tels que le commerce des services en ligne et les engagements en faveur de la protection des consommateurs, de la protection des données et des droits de la propriété intellectuelle. Plusieurs délégations ont dit qu'il était nécessaire de rendre permanent le moratoire sur l'imposition de droits de douane sur les transmissions électroniques, au lieu de continuer à le renouveler tous les deux ans.

Plusieurs Membres ont dit qu'ils préparaient un document d'orientation indiquant les éléments de fond et de position. La Chine a dit que, pour faire avancer les discussions sur le commerce électronique, il faudrait organiser un séminaire sur le commerce électronique et le commerce des marchandises sous les auspices du Conseil du commerce des marchandises. Plusieurs Membres ont soutenu l'idée d'organiser une réunion informelle conjointe des organes de l'OMC compétents.

Autres questions

En 2016, huit accords de libre échange (ALE) conclus par des Membres de l'OMC ont été notifiés au Conseil.

La Chine a rappelé aux Membres la date d'expiration de la section 15 a) ii) de son Protocole d'accession et les a invités à modifier la méthode employée ou à en adopter une nouvelle pour remplacer la méthode du pays de substitution ou du pays analogue en rapport avec les pratiques antidumping. Certains Membres ont dit qu'ils ne partageaient pas l'interprétation de la Chine selon laquelle l'expiration d'une disposition de son Protocole d'accession obligeait les Membres à cesser d'utiliser la méthode du pays tiers.

Accès aux marchés

Les Membres ont soulevé neuf préoccupations commerciales lors des deux réunions formelles du Comité de l'accès aux marchés en 2016. Le Comité a bien progressé dans la mise à jour des listes d'engagements des Membres tenant compte des dernières normes de classification tarifaire internationales et il a adopté des procédures pour l'introduction de la dernière modification de la classification. Les Membres ont exprimé leur déception face au petit nombre de notifications reçues concernant des restrictions quantitatives.

Préoccupations commerciales

Les Membres de l'OMC ont soulevé neuf préoccupations commerciales lors des deux réunions formelles du Comité de l'accès aux marchés. L'Union européenne considérait que la nouvelle loi de l'Argentine visant à promouvoir son secteur des pièces détachées pour automobiles établissait une discrimination à l'encontre des importations (voir la page 68). L'Union européenne considérait aussi que l'interdiction des exportations de cuirs et peaux bruts imposée par la Russie restreignait indûment le commerce. La Corée, les États Unis, le Japon et l'Union européenne considéraient que les droits de douane sur les produits de télécommunication appliqués par l'Inde dépassaient ses droits consolidés.

Le Japon considérait que les prix minimaux à l'importation appliqués par l'Inde pour les produits en fer ou en acier établissaient une discrimination à l'encontre des exportations du Japon et constituaient une restriction quantitative interdite (voir la page 49). La Russie s'est dite préoccupée

Informations de base sur l'accès aux marchés

Le Comité de l'accès aux marchés surveille la mise en œuvre des concessions tarifaires et non tarifaires qui ne relèvent de la compétence d'aucun autre organe de l'OMC. Il veille aussi à ce que les listes d'engagements des Membres soient tenues à jour et soient modifiées pour tenir compte des amendements du Système harmonisé (SH). Cela est important pour permettre de comparer les droits de douane inscrits dans les listes d'engagements des Membres avec ceux qui sont effectivement appliqués. Le SH, administré par l'Organisation mondiale des douanes, permet aux pays de classer sur une base commune les marchandises entrant dans les échanges. Il a été mis à jour quatre fois depuis 1996.

Accès aux marchés
www.wto.org/accesmarches

par le Règlement de la Croatie relatif à l'importation et à la distribution de certains produits du pétrole et du biodiesel (voir la page 50). La Suisse s'est de nouveau interrogée sur le niveau des droits d'importation du Bahreïn sur les cigarettes, ainsi que sur les conséquences d'une augmentation éventuelle des droits appliquée par le Royaume d'Arabie saoudite.

La Thaïlande s'est dite préoccupée par le fait que la Corée n'avait pas fini de convertir les mesures non tarifaires en droits de douane (ce qu'il est convenu d'appeler la «tarification») et avait introduit un contingent tarifaire pour le riz. Les États Unis considéraient que l'augmentation par Oman des droits de douane sur les produits du tabac dépassait son engagement consolidé.

Système harmonisé

Le Comité a poursuivi ses travaux pour faire en sorte que les listes d'engagements des Membres de l'OMC tiennent compte des amendements apportés par l'Organisation mondiale des douanes (OMD) à la nomenclature du Système harmonisé. Ces amendements, apportés tous les quatre ou cinq ans, sont généralement désignés par l'année où ils entrent en vigueur. Après le SH96, il y a eu le SH2002, le SH2007, le SH2012 et le SH2017. Ces exercices de «transposition» permettent de garantir que les listes des Membres sont à jour et que les obligations tarifaires sont transparentes, ce qui permet de comparer les droits de douane appliqués avec les obligations juridiques des Membres dans le cadre de l'OMC.

La transposition du SH96 et du SH2002 est achevée pour presque tous les Membres de l'OMC. En 2016, des progrès modestes ont été faits dans la transposition du SH2007, avec la modification de plus de 105 listes certifiées ou en cours de certification, contre 102 en 2015. Le Comité a commencé ses travaux sur la transposition du SH2012 en adoptant une méthode détaillée, identique à celle qui a été employée pour la transposition du SH2007. Toutefois, cette méthode comprend aussi les mesures proposées pour améliorer l'efficacité et la qualité des travaux, y compris plusieurs simplifications du processus de transposition et une procédure normalisée pour vérifier les communications des Membres. Le Comité est convenu en outre des procédures générales à suivre pour la transposition du SH2017, qui ont été transmises au Conseil général pour adoption.

Le Secrétariat de l'OMC a publié une mise à jour de son rapport intitulé «État des listes des Membres de l'OMC», qui regroupe tous les instruments juridiques se rapportant aux listes d'engagements des Membres. Pour la première fois, le Secrétariat a aussi établi un rapport sur les renégociations au titre de l'article XXVIII du GATT concernant la modification des listes des Membres, afin d'accroître la transparence et de suivre l'état d'avancement de ces négociations.

Bases de données

Le Secrétariat de l'OMC a établi un rapport sur la Base de données intégrée (BDI), qui contient des renseignements sur les droits appliqués et les importations notifiés par les Membres, ainsi que sur la Base de données sur les listes tarifaires codifiées (LTC), qui donne des renseignements sur les obligations juridiques figurant dans les listes d'engagements des Membres. Le Secrétariat a également fourni des informations sur l'utilisation des renseignements contenus dans les bases de données, sur l'état d'avancement du développement de logiciels et sur l'assistance technique disponible.

La couverture des données de la BDI s'est considérablement améliorée au cours des dernières années, mais il subsiste des lacunes importantes. Les données de la BDI doivent maintenant être complétées par des données provenant d'autres sources. C'est pourquoi le Secrétariat de l'OMC a encouragé les Membres à communiquer les données pertinentes pour aider à combler les lacunes.

Restrictions quantitatives

En 2016, le Comité a reçu 15 nouvelles notifications concernant des restrictions quantitatives à l'importation et à l'exportation présentées par l'Afghanistan; le Brésil; le Canada; Cuba; les États Unis; Hong Kong, Chine; le Japon; Macao, Chine; Maurice; le Mexique, le Nicaragua; la Russie; le Taipei chinois; l'Ukraine; et l'Uruguay.

L'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT) prévoit l'élimination générale des restrictions quantitatives, y compris les prohibitions et autres restrictions au commerce qui ne prennent pas la forme d'un droit de douane ou d'une taxe. Ces restrictions sont cependant autorisées dans certaines circonstances bien définies. Les Membres sont tenus de communiquer des renseignements détaillés sur les restrictions quantitatives qu'ils appliquent, y compris sur leur justification au regard des règles de l'OMC.

Les Membres de l'OMC ont exprimé leur déception face au nombre, toujours faible, de notifications et au respect insuffisant de la prescription.

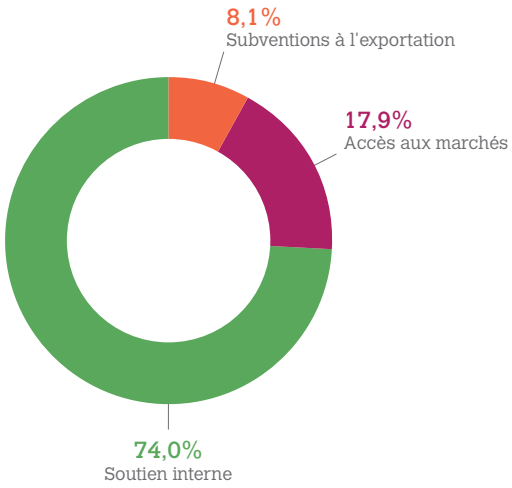
Agriculture

Le Comité de l'agriculture a continué à examiner comment les Membres de l'OMC respectent leurs engagements en matière de subventions et d'accès aux marchés, et a débattu des questions que cela soulève. Le nombre de questions posées à des Membres a atteint le record de 362, avec une augmentation du nombre de questions adressées aux pays en développement. Le Comité a tenu sa première session spécifique sur la concurrence à l'exportation depuis que la Conférence ministérielle de Nairobi a décidé d'interdire aux pays développés de recourir à des subventions à l'exportation pour les produits agricoles. Il a examiné un document révisé d'un groupe de Membres décrivant les tendances en matière de soutien interne.

Aux 4 réunions qu'il a tenues en 2016, le Comité de l'agriculture a examiné environ 80 notifications de mesures

Agriculture
www.wto.org/agriculture_f

Figure 1: Questions sur les notifications posées dans le cadre du Comité de l'agriculture en 2016, par domaine



commerciales agricoles présentées par les Membres de l'OMC, contre 58 en 2015. Les Membres ont posé 196 questions sur ces différentes notifications.

L'examen des progrès accomplis par les Membres de l'OMC dans la mise en œuvre de leurs engagements en matière de subventions et d'accès aux marchés au titre de l'Accord sur l'agriculture repose en grande partie sur leurs notifications. Les Membres peuvent aussi poser des questions sur les mesures agricoles qui n'ont pas encore été notifiées. L'article 18:6 de l'Accord permet aux Membres de soulever à tout moment toute question concernant la mise en œuvre des engagements. En 2016, les Membres ont posé 146 questions dans le cadre du Comité, ce qui est aussi le nombre le plus élevé en une année à ce jour. La figure 1 donne un aperçu, par domaine, du nombre de questions posées sur les notifications.

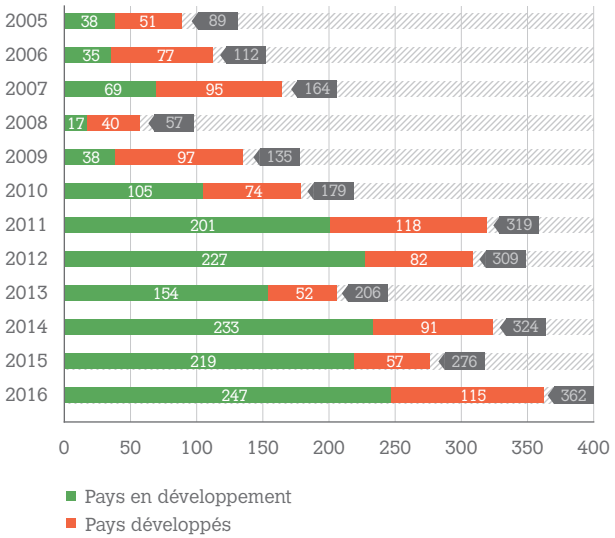
La figure 2 indique le nombre de questions sur les notifications posées chaque année aux pays développés et aux pays en développement. En 2016, sur un total de 362 questions posées (comprenant les questions sur différentes notifications, les questions sur les notifications tardives, les questions au titre de l'article 18:6 et les questions posées au titre de la catégorie «autres questions»), le nombre le plus élevé à ce jour, 247 l'ont été à des pays en développement. Les Membres ont posé de nombreuses questions au Brésil et à la Chine au sujet des mesures de soutien interne (subventions) qu'ils avaient notifiées. La notification du Brésil portait sur son programme de soutien interne pour 2013-2014 et celle de la Chine portait sur la période 2009-2010.

Plus de la moitié des questions sur les notifications soulevées au cours des 21 dernières années (1995-2016) portaient sur le soutien interne. En 2016, les questions sur les programmes de soutien interne sont restées prédominantes, malgré un recul en pourcentage à 74%, contre 87,5% en 2015. Le nombre de questions sur l'accès aux marchés a presque triplé en pourcentage pour atteindre 17,9%. En 2016, 63 questions relatives à la mise en œuvre ont été posées – dont 51 pour la première fois – par 15 Membres de l'OMC. Les questions restantes avaient été examinées au moins une fois au cours des années précédentes.

Bien que les pays en développement aient encore été moins actifs que les pays développés, posant moins de questions, leur participation au processus d'examen dans le cadre du Comité a augmenté au fil du temps. En 2016, les pays en développement ont posé 24 questions au titre de l'article 18:6, ce qui est plus que dans toute autre année.

La question des notifications tardives a été abordée à plusieurs reprises au cours des discussions du Comité en 2016. Certains Membres de l'OMC ont de nouveau exprimé des préoccupations spécifiques au sujet des notifications tardives, en particulier celles qui concernent le soutien interne et les subventions à l'exportation. Ces préoccupations concernaient notamment les importations de l'UE dans le cadre des contingents tarifaires, les politiques de soutien interne de la Chine et de la Thaïlande, et les politiques de la Turquie en matière de soutien interne et de subventions à l'exportation. Les autres questions abordées au Comité concernaient notamment les préoccupations de l'Ukraine qui considérait que les restrictions imposées par la Russie au transit par son territoire des produits agricoles acheminés d'Ukraine au Kazakhstan par la route ou par le rail étaient de fait une interdiction frappant les produits ukrainiens (voir la page 49),

Figure 2: Questions sur les notifications posées aux pays en développement, 2005-2016



Informations de base sur l'agriculture

L'Accord sur l'agriculture vise à réformer le commerce dans le secteur agricole et à faire en sorte que les politiques des Membres de l'OMC soient davantage axées sur le marché. Les règles et les engagements s'appliquent à l'accès aux marchés, au soutien interne et à la concurrence à l'exportation, ainsi qu'aux restrictions et prohibitions à l'exportation. Le Comité de l'agriculture, réuni en session ordinaire, surveille la mise en œuvre de l'Accord. Il est également chargé de suivre l'application de la Décision ministérielle de Marrakech relative aux pays en développement importateurs nets de produits alimentaires, qui fixe des objectifs concernant l'aide alimentaire et d'autres formes d'assistance aux pays bénéficiaires.

Agriculture
www.wto.org/agriculture_f

les questions sur les subventions à l'exportation d'oignons de l'Inde, la taxe sur le café appliquée par la Grèce et la politique du Canada concernant la vente de vins (voir la page 50).

Les renseignements fournis dans les notifications sont indispensables pour de nombreuses autres activités de surveillance du Comité, y compris pour la contribution des Membres à ses discussions et pour l'examen des tendances du commerce des produits agricoles. En 2016, le Comité a examiné l'évolution du soutien interne notifié sur la base d'un document révisé présenté par le Groupe de Cairns (groupe de pays exportateurs de produits agricoles), contenant les toutes dernières données notifiées au Comité par les dix principaux pays exportateurs de produits agricoles.

Les Membres de l'OMC ont noté le rôle important du soutien interne dans la réalisation des objectifs concernant la sécurité alimentaire et les moyens d'existence dans les pays en développement et ont fait part de leur préoccupation continue au sujet du respect insuffisant des engagements concernant la notification du soutien interne. Au total, 30 Membres n'ont jamais notifié leur soutien interne.

Le Comité a aussi continué à examiner la croissance du commerce mondial des produits agricoles dans le contexte des engagements en matière de subventions à l'exportation. Une note d'information établie par le Secrétariat de l'OMC a montré l'évolution du commerce mondial de plusieurs produits agricoles ou catégories de produits agricoles considérés comme étant plus susceptibles de faire l'objet de subventions à l'exportation. Les discussions ont été facilitées par les renseignements additionnels communiqués par certains Membres de l'OMC, qui ont permis d'élargir l'analyse. De nombreux Membres ont souligné que les données disponibles provenaient des notifications et ont demandé instamment que celles ci soient présentées en temps utile afin de renforcer l'examen des tendances dans ce domaine.

Concurrence à l'exportation

En juin, le Comité a tenu sa première discussion spécifique sur la concurrence à l'exportation depuis que les Ministres ont décidé à Nairobi en décembre 2015 de supprimer les subventions à l'exportation de produits agricoles dans tous les pays développés. Les pays en développement bénéficient de délais plus longs. Les discussions visent à accroître la transparence et à améliorer la surveillance de la concurrence à l'exportation. La question de la concurrence à l'exportation englobe les subventions à l'exportation, les crédits à l'exportation, les garanties de crédit à l'exportation et les programmes d'assurance, l'aide alimentaire internationale et les entreprises commerciales d'État exportatrices de produits agricoles.

Les discussions étaient fondées sur un document d'information du Secrétariat de l'OMC, qui compilait les renseignements communiqués par les Membres sur leurs politiques en matière de concurrence à l'exportation. À la réunion, les Membres ont échangé des questions et des réponses sur les mesures spécifiques en rapport avec la mise en œuvre de la Décision de Nairobi. Le Groupe de Cairns a présenté un document qui tirait de l'analyse plusieurs conclusions essentielles. Il y était dit que le recours à des subventions à l'exportation avait fortement diminué au cours des deux dernières décennies. Parmi les 16 Membres de l'OMC qui ont des listes d'engagements leur permettant de subventionner leurs exportations agricoles, plusieurs ont confirmé leur intention de modifier formellement leurs listes.

Autres résultats des Conférences ministérielles

Le Comité a examiné la suite donnée aux autres Décisions ministérielles, en particulier la Décision ministérielle de Bali sur l'administration des contingents tarifaires et la Décision de Bali sur la détention de stocks publics à des fins de sécurité alimentaire. Les Membres n'ont pas fourni de nouveaux renseignements sur le suivi prévu au titre de ces deux décisions.

S'agissant des contingents tarifaires, les droits contingentaires sont inférieurs, souvent de beaucoup, aux droits hors contingent. Les Ministres ont déclaré que les Membres de l'OMC devaient notifier au Comité les taux d'utilisation de leurs contingents tarifaires. La non utilisation de contingents signifie que les exportateurs manquent des ventes potentielles. De même, sur la question de la détention de stocks publics à des fins de sécurité alimentaire (voir la page 35), les Membres sont censés présenter des notifications au Comité dans certains cas. Par exemple, ils doivent lui indiquer s'ils dépassent ou sont sur le point de dépasser les limites convenues en matière de soutien interne.

Amélioration de la transparence et processus d'examen

Le Secrétariat a tenu une séance d'information sur l'amélioration de la transparence dans le cadre des travaux du Comité. Il a fait une présentation sur les sources d'information en ligne qui sont utiles pour les travaux du Comité, en mettant l'accent sur le Système de gestion des renseignements relatifs à l'agriculture (AG-IMS). Grâce à ce système, les Membres de l'OMC peuvent analyser les renseignements notifiés et échanger des questions et des réponses. La séance a en outre donné un aperçu du nouveau système de présentation en ligne des notifications concernant l'agriculture.



Agriculture
www.wto.org/agriculture_f

Les Membres de l'OMC ont partagé leurs expériences concernant la préparation et la présentation des notifications et les examens de la mise en œuvre dans le cadre de l'Accord sur l'agriculture. Certains Membres estimaient que le manque d'informations et de connaissances techniques était l'une des raisons pour lesquelles seulement une petite partie des Membres se conformaient pleinement à leurs obligations de transparence. Les Membres ont avancé des idées pour renforcer les travaux du Comité, y compris en ciblant les besoins des Membres, notamment des pays les moins avancés, au moyen d'activités d'assistance technique sur mesure, telles que des ateliers sur les notifications, afin de combler les lacunes.

Atelier sur les notifications

Étant donné la complexité des notifications relatives à l'agriculture, les activités de formation et d'assistance technique destinées aux fonctionnaires gouvernementaux chargés d'établir ces notifications sont essentielles pour renforcer la fonction de suivi du Comité. En juillet 2016, le Secrétariat a tenu un atelier sur les notifications relatives à l'agriculture afin de faciliter l'établissement et l'examen de ces notifications.

Dans le cadre de cet atelier, 31 fonctionnaires chargés des notifications en poste dans les capitales ont reçu une formation. Des exercices pratiques liés au processus d'examen du Comité et une formation pratique sur l'utilisation de l'AG-IMS étaient au programme.

Balance des paiements

En 2016, le Comité des restrictions appliquées à des fins de balance des paiements a poursuivi ses consultations avec l'Équateur en vue d'examiner les surtaxes à l'importation que le pays avait adoptées à des fins de balance des paiements. L'Équateur devait supprimer la mesure en juin 2016, mais il l'a prorogée jusqu'en juin 2017.

Informations de base sur la balance des paiements

Le Comité des restrictions appliquées à des fins de balance des paiements est chargé d'examiner toutes les restrictions à l'importation imposées par les Membres de l'OMC à des fins de balance des paiements. Conformément aux règles de l'OMC, les Membres peuvent prendre des mesures pour sauvegarder leur situation financière extérieure et (dans le cas des pays en développement) pour assurer un niveau de réserves suffisant pour l'exécution de leurs programmes de développement économique. Lorsqu'ils adoptent des mesures à des fins de balance des paiements, les Membres doivent privilégier celles qui perturbent le moins les échanges.

En mars 2015, l'Équateur a imposé une surtaxe tarifaire temporaire à des fins de balance des paiements pour une durée maximale de 15 mois en raison de la «conjoncture très défavorable», notamment de la forte baisse des prix du pétrole, l'un de ses principaux produits d'exportation. Cette surtaxe s'appliquait à 38% des lignes tarifaires à des taux allant de 5% pour les biens d'équipement et les produits primaires «non essentiels» à 45% pour les produits de consommation finale, avec des taux intermédiaires de 15% et 25%.

Cette surtaxe s'applique à tous les partenaires commerciaux de l'Équateur, sauf la Bolivie et le Paraguay, qui en sont exemptés en raison de leur statut de pays «relativement moins développé» sur le plan économique dans le cadre de l'Association latino américaine d'intégration. En octobre 2015, l'Équateur a présenté un calendrier pour l'élimination progressive de la mesure.

L'Équateur a ramené le taux de 45% à 40% à compter de janvier 2016. Après le tremblement de terre d'avril 2016, il a informé le Comité qu'il appliquerait partiellement le calendrier de réduction progressive en éliminant le taux de 5%, mais qu'il reporterait d'un an la suppression totale de la mesure. En octobre 2016, l'Équateur a informé l'OMC qu'il ramenait le taux supérieur de la surtaxe de 40% à 35% et le taux de 25% à 15%.

Le Comité a tenu des consultations avec l'Équateur en février, en juin et en novembre 2016. Les Membres ont salué les efforts faits par le pays pour réduire les taux de la surtaxe à l'importation et le nombre de lignes tarifaires concernées. Ils ne sont cependant pas parvenus à un consensus sur la question de savoir si la mesure est conforme aux règles de l'OMC ou s'il s'agit de la mesure la plus appropriée pour faire face aux problèmes de balance de paiements de l'Équateur. Il est prévu que le Comité poursuive ses consultations avec l'Équateur en 2017.

Mesures sanitaires et phytosanitaires

En 2016, le Comité des mesures sanitaires et phytosanitaires (SPS) a examiné toute une série de problèmes commerciaux spécifiques, concernant aussi bien des maladies, comme la grippe aviaire et la peste porcine africaine, que des parasites des végétaux et de nouveaux aliments. Les Membres de l'OMC ont indiqué que, sur les 416 problèmes commerciaux soulevés depuis 1995, 148 avaient été résolus. Les versions pilotes du nouveau système de présentation des notifications et du nouveau système de gestion des renseignements ont été testées par un groupe de Membres dans le cadre d'un projet en cours visant à moderniser les systèmes en ligne concernant les mesures SPS.

Balance des paiements
www.wto.org/balancedespaiements

Mesures sanitaires et phytosanitaires
www.wto.org/sps_f

Problèmes commerciaux spécifiques

Le Comité a examiné de nombreux problèmes commerciaux spécifiques à chacune des trois réunions qu'il a tenues en 2016. Treize nouveaux problèmes ont été soulevés et des problèmes déjà abordés ont été examinés de nouveau. Les mesures examinées concernaient aussi bien des maladies, comme la grippe aviaire et la peste porcine africaine, que des parasites des végétaux, des radionucléides, des perturbateurs endocriniens, de nouveaux aliments, des produits biotechnologiques et des questions relatives aux processus d'approbation.

Les nouveaux problèmes commerciaux ont été soulevés par la Namibie au sujet des certificats zoosanitaires révisés de l'Afrique du Sud pour l'importation de bovins, d'ovins et de caprins; par Israël à propos du règlement du Costa Rica sur les pesticides et les substances apparentées; par le Brésil à propos des restrictions imposées par l'UE sur les exportations de porc en provenance de l'État de Santa Catarina; et par l'UE concernant les restrictions à l'importation appliquées par la Chine en raison du virus de Schmallenberg et de l'influenza aviaire hautement pathogène et les restrictions à l'importation visant certains produits d'origine animale en provenance d'Allemagne imposées par la Fédération de Russie.

Deux problèmes commerciaux ont été déclarés résolus. L'un concernait les mesures du Mexique visant les importations de fleurs d'hibiscus et l'autre, les conditions d'importation relatives aux phtalates (produits chimiques utilisés dans les matières plastiques) présents dans les vins et spiritueux imposées par la Chine.

Les Membres de l'OMC ont indiqué que, sur les 416 problèmes commerciaux soulevés depuis 1995, 148 avaient été résolus. Une solution partielle a été trouvée pour 32 autres problèmes, ce qui signifie que la solution n'a pas été acceptée par tous les Membres ayant soulevé le problème ou qu'une solution a été trouvée pour quelques uns seulement des produits concernés. Globalement, environ 43% des problèmes commerciaux spécifiques soulevés au Comité SPS depuis 1995 ont été totalement ou partiellement résolus. Pour les 57% restants, les Membres de l'OMC n'ont pas indiqué qu'une solution avait été trouvée.

Notifications présentées par les pays en développement

Comme le montre la figure 3, le nombre total de notifications SPS a augmenté régulièrement au fil des ans, ce qui a permis d'améliorer la transparence des activités des Membres de l'OMC. En 2016, 1 389 notifications ont été présentées. Sur ce nombre, 935 étaient des notifications périodiques (contre 1 166 en 2015) et 97, des notifications de mesures d'urgence (contre 114 en 2015).

Les notifications indiquent aux partenaires commerciaux que des modifications vont être apportées aux prescriptions du Membre importateur, et que – s'il n'y a pas de problème sanitaire urgent – les partenaires disposent d'un certain délai pour présenter des observations avant leur entrée en vigueur. En cas de problème sanitaire urgent, les Membres présentent une notification de mesures d'urgence dès l'entrée en vigueur du règlement, mais ils doivent continuer à recevoir et examiner les observations formulées par les partenaires commerciaux. Si des modifications sont apportées à un règlement déjà notifié, ou si un Membre souhaite informer ses partenaires commerciaux de la date d'adoption ou d'entrée en vigueur d'un règlement, le Membre peut présenter un addendum.



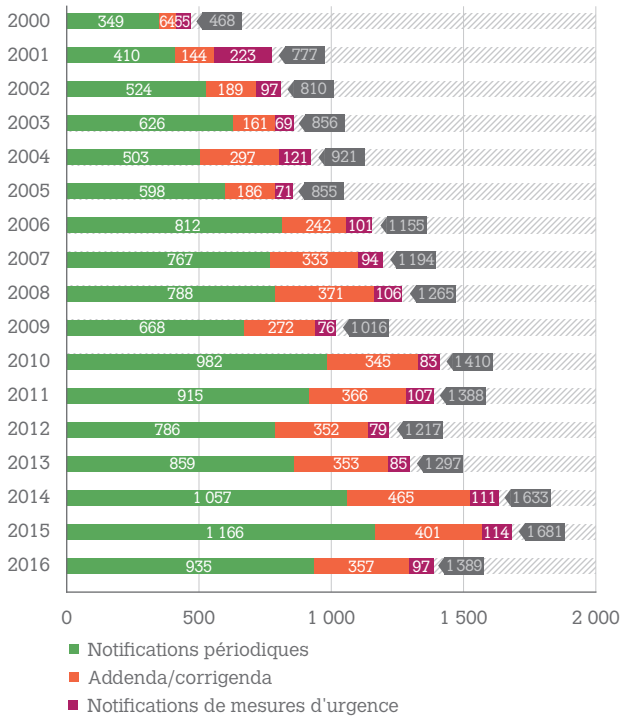
416

Le Comité des mesures sanitaires et phytosanitaires a examiné 416 problèmes commerciaux spécifiques depuis 1995.

Informations de base sur les mesures sanitaires et phytosanitaires

L'Accord sur l'application des mesures sanitaires et phytosanitaires (SPS) établit les droits et obligations des Membres de l'OMC lorsqu'ils prennent des mesures pour assurer la sécurité sanitaire des produits alimentaires, protéger la santé des personnes contre les maladies propagées par les plantes ou les animaux, protéger la santé des animaux et préserver les végétaux contre les parasites et les maladies ou prévenir les autres dégâts dus aux parasites. Les gouvernements doivent s'assurer que leurs mesures SPS sont fondées sur des principes scientifiques.

Figure 3: Nombre de notifications SPS par année, 2000-2016



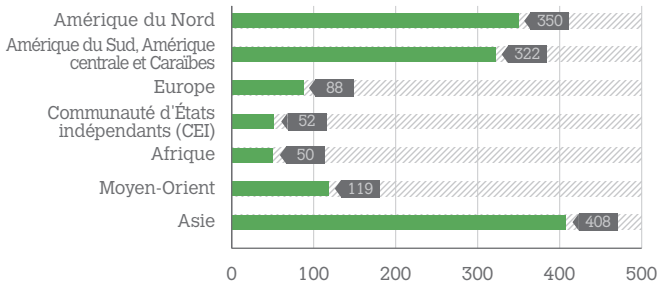
Mesures sanitaires et phytosanitaires
www.wto.org/sps_f

Figure 4: Part des notifications SPS présentées par les pays en développement, 2000-2016

En 2016, les pays en développement ont été à l'origine de 62% des notifications SPS (voir la figure 4). Depuis 2008, les pays en développement ont présenté plus de 50% des notifications concernant des réglementations nouvelles ou modifiées en matière de sécurité sanitaire des produits alimentaires, de santé des animaux ou de préservation des végétaux ayant un effet sur le commerce international. Les pays en développement ont présenté 862 des 1 389 notifications distribuées en 2016. Trois pays en développement ont présenté des notifications pour la première fois – l'Afghanistan, le Kazakhstan et la République démocratique du Congo.

La figure 5 montre la ventilation par région des notifications SPS, qui met en évidence le nombre très élevé de notifications présentées par les Membres de l'OMC des Amériques et d'Asie. En 2016, 3 régions ont présenté plus de notifications qu'en 2015: l'Europe, avec 88 notifications (contre 82 en 2015), la Communauté d'États indépendants (CEI), avec 52 notifications (contre 42 en 2015) et le Moyen Orient, avec 119 notifications (contre 94 en 2015).

Figure 5: Nombre de notifications SPS par région



Respect des obligations en matière de transparence

Le Comité a continué d'examiner les améliorations qui pourraient être apportées aux obligations des Membres de l'OMC en matière de transparence. Il a notamment examiné une proposition conjointe du Chili et de l'Union européenne, qui suggère de créer une plate forme pour la publication, sur le site Web de l'OMC, des traductions non officielles des règlements notifiés et de mener en 2017 des discussions informelles pour savoir comment les Membres décident de notifier des règlements en tant que mesures de facilitation des échanges. La proposition suggère en outre de créer une page Web avec des liens vers les sites sur lesquels les Membres publient leurs règlements SPS définitifs. Le Comité est convenu d'organiser, en mars 2017, une réunion sur la notification des mesures de facilitation des échanges.

Le projet en cours visant à moderniser les systèmes en ligne concernant les mesures SPS a avancé avec le lancement de la deuxième phase en septembre 2016. Le groupe pilote de Membres volontaires a testé l'interopérabilité du Système de gestion des renseignements SPS (SPS IMS) et du Système de présentation des notifications SPS (SPS NSS), ainsi que le fonctionnement du nouveau SPS IMS.

En novembre 2016, un nouveau système d'alerte en ligne (ePing), mis en place pour aider les organismes gouvernementaux et les petites et moyennes entreprises (PME) à suivre les derniers développements relatifs aux prescriptions réglementaires concernant le commerce international, a été lancé conjointement par l'OMC, le Département des affaires économiques et sociales de l'ONU et le Centre du commerce international (ITC) à l'occasion d'une réunion extraordinaire du Comité des obstacles techniques au commerce à l'OMC (voir la page 60).

Normes privées

Le Comité SPS n'a pas avancé dans le quatrième examen de la mise en œuvre de l'Accord SPS, commencé en 2014 en raison d'un désaccord persistant sur une recommandation concernant les futurs travaux du Comité sur les normes privées. Bien que plusieurs Membres aient travaillé ensemble pour trouver une solution, ils n'ont pas réussi à aplanir les divergences.

En octobre 2015, le Président alors en exercice, M. Felipe Hees (Brésil), a présenté un ensemble d'éléments concernant les normes SPS privées pour tenter de débloquer la situation. Cet ensemble d'éléments contient un projet de définition pratique de l'expression «normes SPS privées», des recommandations à inclure dans le rapport sur le quatrième examen et trois actions futures du Comité concernant les normes privées.

Les Membres espéraient que l'ensemble d'éléments permettrait de trouver des compromis et aiderait à résoudre le problème. En 2016, plusieurs consultations ont eu lieu avec les Membres de l'OMC, mais le Comité n'a pas progressé sur le texte des recommandations concernant les normes privées. Le Comité était divisé aussi sur une nouvelle proposition de la Chine demandant l'élaboration de lignes directrices concernant les normes privées. Ces normes préoccupent de plus en plus les pays en développement, dont beaucoup ont exhorté à poursuivre les efforts pour trouver un compromis.

Mesures sanitaires et phytosanitaires
www.wto.org/sps_f

Harmonisation internationale des normes

Quatre nouvelles questions ont été soulevées dans le cadre de la procédure du Comité visant à surveiller le processus d'harmonisation internationale des normes. Deux d'entre elles, soulevées par les États Unis, concernaient les restrictions en rapport avec l'ESB qui ne sont pas conformes à la norme de l'Organisation mondiale de la santé animale (OIE) et les prescriptions en matière de certificats phytosanitaires pour les produits alimentaires transformés.

Les deux autres questions concernaient les mesures visant le sperme et le matériel de reproduction de bovins plus strictes que la norme de l'OIE (question soulevée par l'Argentine); et l'application de la norme internationale pour les mesures phytosanitaires (NIMP) n° 13 sur la notification de non-conformité (question soulevée par le Sénégal).

L'Accord SPS encourage les Membres de l'OMC à porter à l'attention du Comité SPS toutes les normes internationales dont l'application ou la non-application cause des problèmes commerciaux, ou les cas où il manque une norme internationale dont l'existence faciliterait les échanges.

Atelier sur les pesticides

En octobre 2016, le Comité SPS a organisé un atelier sur les limites maximales (LMR) de résidus de pesticides, qui a réuni près de 180 participants, dont des délégués en poste à Genève et dans les capitales, des représentants d'organismes de réglementation et d'organisations intergouvernementales et des intervenants du secteur privé.

Il a été expliqué que la diversité des LMR de pesticides à respecter sur les différents marchés d'exportation peut constituer un obstacle coûteux au commerce, en particulier pour les petites entreprises et pour les exportateurs des pays en développement. Les participants ont discuté des difficultés rencontrées pour établir des LMR pour les cultures dites «mineures» (cultures dont l'intérêt commercial pour les fabricants de pesticides est insuffisant pour qu'ils produisent les ensembles de données nécessaires pour une évaluation des risques qui permettrait l'établissement d'une LMR) et des incidences du recours à des LMR par défaut.

Lorsque les pesticides ne sont pas enregistrés, les LMR sont souvent fixées à des niveaux tels que même de très faibles quantités trouvées dans les produits commercialisés peuvent conduire à une interruption des échanges. Les participants ont fait des propositions concernant les travaux futurs, notamment sur la transparence et l'harmonisation accrues, et sur la façon de garantir la meilleure utilisation possible des ressources limitées dont on dispose pour établir des LMR et éviter la duplication des travaux.

Obstacles techniques au commerce

En 2016, les Membres de l'OMC ont lancé le programme de travail triennal du Comité des obstacles techniques au commerce (OTC), convenu en 2015, dont l'un des piliers consiste en discussions sectorielles sur la coopération dans le domaine de la réglementation. Les deux premières séances ont porté sur l'efficacité énergétique et l'étiquetage des produits alimentaires. Les Membres ont soulevé la 500ème préoccupation commerciale spécifique, ce qui représentait une étape importante pour cet élément clé des travaux du Comité. Le lancement du système ePing, système d'alerte mondial sur le commerce, a accru la transparence des réglementations relatives aux produits. Les Membres ont présenté un nombre record de 2 324 notifications en 2016.

Séances thématiques sur la coopération dans le domaine de la réglementation

Dans le cadre de son programme de travail actuel, le Comité OTC cherche à renforcer la coopération entre les Membres de l'OMC dans le domaine de la réglementation, en organisant des séances thématiques spécifiques sur une base sectorielle. Alors que les préoccupations commerciales spécifiques (voir ci-après) peuvent donner lieu à des différends, la coopération dans le domaine de la réglementation vise à éviter ce genre de problèmes.

La première séance a porté sur l'efficacité énergétique et a souligné qu'il était important d'aligner les normes et les réglementations pour économiser l'énergie et lutter contre le changement climatique. Il s'agit de normes minimales en matière de performance énergétique qui s'appliquent à des produits tels que les appareils ménagers, les téléviseurs et les automobiles. Ces normes prescrivent des moyens de tester l'efficacité énergétique et réglementent les systèmes de gestion de l'énergie. Les Membres ont souligné qu'il fallait harmoniser autant que possible les prescriptions nationales avec les normes internationales car les entreprises risquent d'avoir des difficultés

Informations de base sur les obstacles techniques au commerce

L'Accord sur les obstacles techniques au commerce (OTC) vise à faire en sorte que les règlements, les normes et les procédures d'essai et de certification appliqués par les Membres de l'OMC ne créent pas d'obstacles non nécessaires au commerce. Le nombre de règlements adoptés par les pays a continué de croître en réponse aux exigences des consommateurs, qui veulent des produits sûrs et de qualité, et face à la nécessité de protéger la santé et de lutter contre la pollution et la dégradation de l'environnement.

Obstacles techniques au commerce
www.wto.org/otc_f

pour exporter si elles doivent se conformer à une multiplicité de normes pour obtenir un label «économe en énergie».

Au cours de la deuxième séance, les Membres de l'OMC ont examiné la question de l'étiquetage des produits alimentaires et de l'étiquetage nutritionnel. Dans ce domaine, l'un des principaux défis pour les Membres est d'accroître la cohérence entre les travaux menés en parallèle dans le cadre du Codex Alimentarius (Code alimentaire) de l'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et de l'Organisation mondiale de la santé. Le Comité a également tenu cinq autres séances thématiques pendant l'année sur des questions transversales: les bonnes pratiques réglementaires (y compris l'évaluation de l'impact des réglementations), les procédures d'évaluation de la conformité, les normes, la transparence et l'assistance technique.

Préoccupations commerciales spécifiques

Les Membres de l'OMC ont soulevé 82 préoccupations commerciales spécifiques (PCS), y compris la 500ème préoccupation soulevée depuis 1995, ce qui a mis en lumière l'importance de ce pilier des travaux du Comité (voir la figure 6). Saluant cette étape importante, le Directeur général Roberto Azevêdo a dit: «Ces travaux semblent techniques mais en fait ils se rapportent à toutes sortes de questions concrètes qui nous intéressent tous – de l'utilisation de produits chimiques dans les jouets jusqu'à la teneur en sucre, en sel et en graisses de nos aliments.»

Les mesures examinées visaient une large gamme de produits et concernaient notamment la consommation d'alcool, l'étiquetage des produits alimentaires, la sécurité des jouets, les dispositifs médicaux, les produits pharmaceutiques et, de plus en plus, les produits des technologies de l'information (TI). Les mesures pour ces derniers, les mesures concernant notamment la gestion et l'élimination des déchets électroniques, les règlements visant à assurer la sécurité des TIC, l'utilisation des technologies 4G/LTE dans les smartphones, et d'autres réglementations, telles que les procédures d'évaluation de la conformité pour les produits électroniques et les produits des TI. Les déchets électroniques font référence aux appareils électroniques mis au rebut, comme les téléphones mobiles et les ordinateurs.

Les Membres de l'OMC ont recours au Comité pour exprimer leurs préoccupations au sujet des mesures qu'ils jugent non conformes à l'Accord OTC. Il peut s'agir de normes, de procédures d'essai et de certification, de réglementations ou de prescriptions en matière d'étiquetage imposées par le pays importateur.

Les nouvelles préoccupations soulevées en 2016 avaient trait notamment à la nouvelle réglementation de l'Inde sur les déchets électroniques, à l'enregistrement obligatoire des fabricants en Égypte et aux messages d'avertissement sanitaire concernant le tabac et l'alcool en Corée, qui semblaient établir un lien entre la consommation d'alcool et certains types de cancer.

Seules 31 des préoccupations soulevées étaient nouvelles, ce qui est beaucoup moins qu'en 2014 (47) et en 2013 (42).

Les pays en développement ont soulevé 10 nouvelles préoccupations en 2016, contre 14 en 2015, mais une de plus que les pays développés. Douze nouvelles préoccupations ont été soulevées conjointement par des pays en développement et des pays développés (voir la figure 7).

Figure 6: Préoccupations commerciales spécifiques soulevées au Comité OTC, de 1995 à 2016

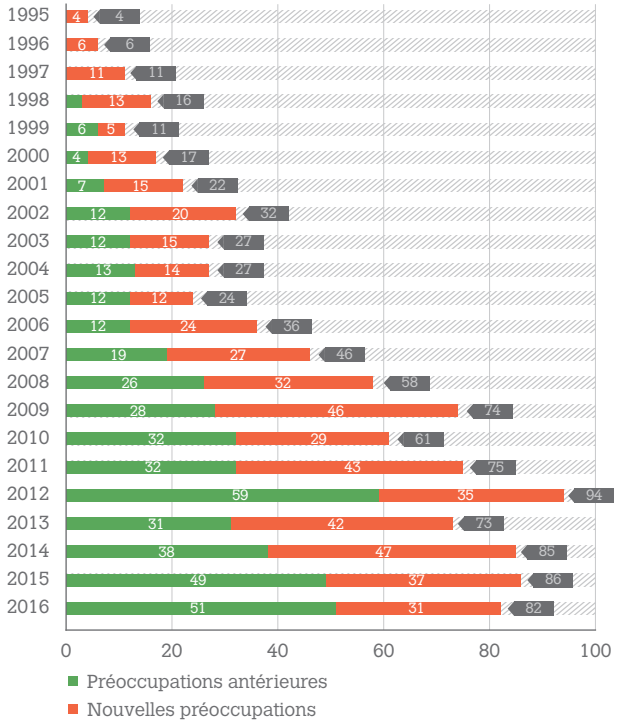
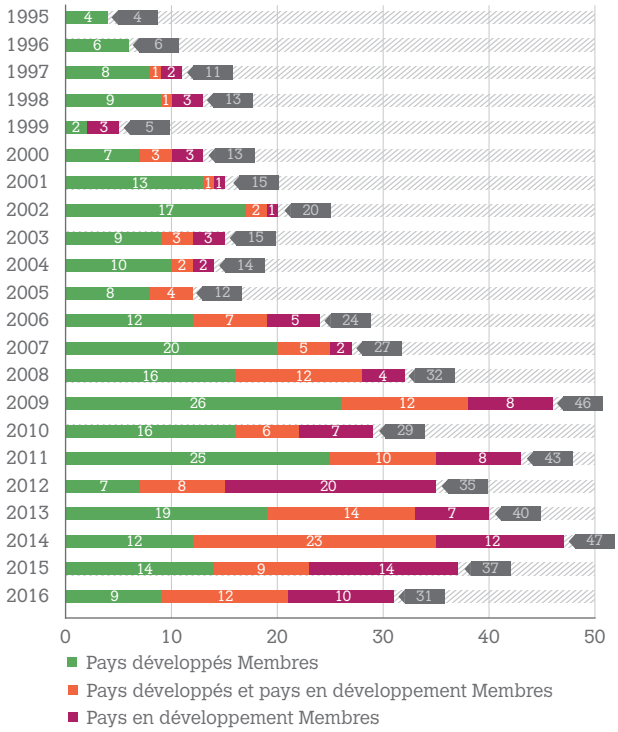
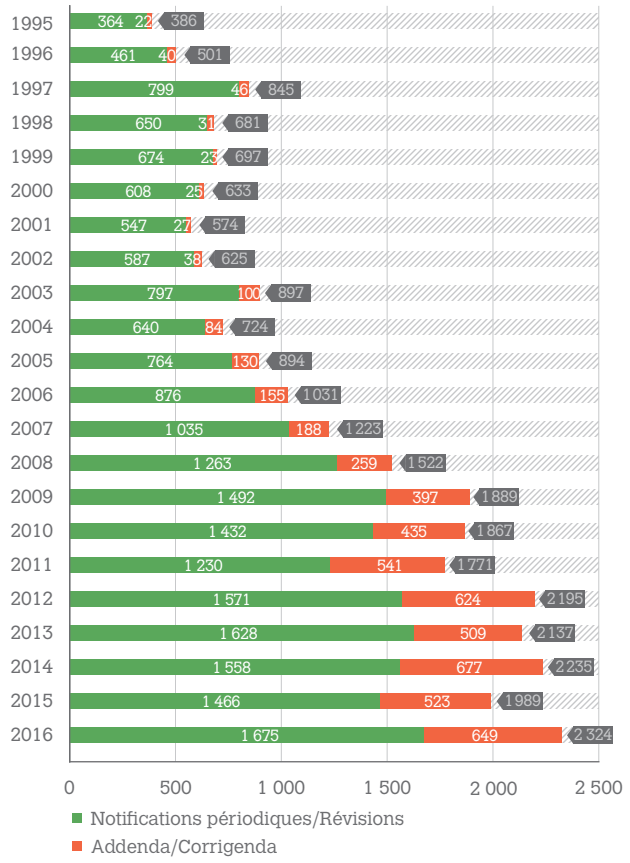


Figure 7: Nouvelles préoccupations commerciales spécifiques soulevées par les pays en développement et les pays développés, 1995-2016



Obstacles techniques au commerce
www.wto.org/otc_f

Figure 8: Notifications OTC, de 1995 à 2016



Notifications

En 2016, les Membres de l'OMC ont présenté un nombre record de 2 324 notifications concernant des projets de mesures nouvelles (ou modifiées) (voir la figure 8), chiffre le plus élevé depuis 1995. Plus de 60% des notifications OTC ont été présentées via le portail Web de l'OMC, contre 52% en 2015. Ce système permet au Secrétariat de l'OMC de publier les notifications dans les deux jours suivant leur réception. En outre, il permet aux Membres de suivre le statut des notifications présentées au moyen d'une interface utilisateur et il facilite la préparation de notifications analogues grâce à des modèles.

Renforcement des capacités

La demande d'assistance technique liée aux OTC a considérablement augmenté au cours des dernières années. En 2016, le Secrétariat de l'OMC a organisé 37 activités de formation, dont 5 ateliers régionaux, 7 ateliers nationaux et 3 cours avancés sur l'Accord OTC dispensés à Genève.

Ces activités visaient à aider les participants à mieux comprendre l'Accord OTC, à examiner les difficultés liées à la mise en œuvre de cet accord et à participer plus activement aux travaux du Comité OTC. Un accent particulier a été mis sur les questions relatives à la transparence et sur la coordination au niveau national. Plusieurs activités de formation ont porté également sur l'Accord SPS.

Observateurs

Le Comité a accordé le statut d'observateur ad hoc à l'Organisation régionale des normes et de la qualité de la CARICOM. Composée des organismes nationaux de normalisation des membres de la CARICOM, cette organisation vise à promouvoir l'harmonisation des systèmes et des normes de métrologie.

En 2016, les représentants de diverses organisations ayant le statut d'observateur – Organisation africaine de normalisation, États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique, Bureau international des poids et mesures, Commission FAO/OMS du Codex Alimentarius, Commission électrotechnique internationale, Organisation internationale de métrologie légale, Organisation internationale de normalisation, Organisation pour la coopération et le développement économiques, Commission économique pour l'Europe de l'ONU et Organisation mondiale de la santé – ont informé le Comité OTC de leurs activités récentes, y compris dans le domaine de l'assistance technique.

ePing

Fruit d'une collaboration tripartite entre l'OMC, le Centre du commerce international (ITC) et le Département des affaires économiques et sociales de l'ONU, le système d'alerte mondial sur le commerce «ePing» (www.epingalert.com) a été officiellement lancé en novembre 2016. Le système fournit des renseignements pertinents sur les prescriptions relatives aux produits sur les marchés d'exportation par l'envoi quotidien ou hebdomadaire d'alertes par courrier électronique concernant les notifications SPS et OTC relatives aux produits et aux marchés



Le système «ePing», qui envoie régulièrement des alertes au sujet des notifications SPS et OTC, a été lancé à l'OMC en novembre 2016.

Obstacles techniques au commerce
www.wto.org/otc_f

qui intéressent les utilisateurs. Tous les ans, l'OMC reçoit plus de 3 500 notifications OTC et SPS (voir la page 55) qui portent sur des mesures projetées susceptibles d'affecter le commerce international. En améliorant l'accès à ces renseignements, ePing aidera à éviter les perturbations causées par ces mesures.

Un outil de gestion des points d'information, qui fait partie intégrante de ce système en ligne, facilite l'échange de renseignements et le dialogue aux niveaux national et international. Les parties prenantes peuvent suivre et commenter les nouvelles dispositions réglementaires, et/ou s'y adapter, ce qui permet d'éviter une perturbation des échanges et de traiter rapidement les éventuels problèmes commerciaux.

Subventions et mesures compensatoires

Le Comité des subventions et des mesures compensatoires (SMC) s'est efforcé d'améliorer la situation concernant le respect des délais et le caractère exhaustif des notifications des Membres de l'OMC et d'encourager un plus grand nombre de Membres à notifier leurs programmes de subventions. De nombreux Membres se sont dits très préoccupés par la situation actuelle des notifications. Le Comité a examiné la situation des notifications des Membres qui avaient bénéficié d'une prorogation du délai d'élimination des subventions à l'exportation.

En 2016, le Comité SMC a examiné les notifications des Membres de l'OMC relatives aux subventions spécifiques et à la législation en matière de droits compensateurs, les rapports semestriels sur les actions en matière de droits compensateurs et les notifications *ad hoc* de mesures compensatoires préliminaires et finales. Les présidents – Mitsuhiro Fukuyama (Japon) à la réunion tenue au printemps et Jin-dong Kim à la réunion tenue à l'automne – ont appelé l'attention des Membres sur le faible respect de l'obligation fondamentale de transparence qu'est l'obligation de notifier les programmes de subventions.

À la réunion de l'automne, M. Kim a demandé instamment aux 63 Membres qui n'avaient pas encore présenté leur nouvelle notification complète concernant les subventions pour 2013 et aux 89 Membres qui n'avaient pas encore présenté cette notification pour 2015 de le faire dans les plus brefs délais. Cinquante-sept Membres n'avaient pas encore présenté leur notification pour 2011. Selon le Président, nombre d'entre eux «n'avaient jamais présenté de notifications ou ne l'avaient fait que dans un passé lointain». «La faiblesse chronique du respect de cette obligation fondamentale en matière de transparence constituait un vrai problème pour le bon fonctionnement de l'Accord (SMC)», a-t-il ajouté.

Le Comité a poursuivi l'examen des nouvelles notifications complètes pour 2015, qui est la dernière période de notification, et des notifications pour les périodes antérieures. Il a aussi continué à examiner les moyens d'améliorer la situation en ce qui concerne le respect des délais et le caractère exhaustif des notifications, et les autres renseignements sur les mesures commerciales relevant de l'Accord SMC. Il a poursuivi l'examen d'une proposition des États-Unis concernant les procédures pour les questions et réponses lorsque des Membres en interrogent d'autres au sujet de programmes de subventions non inclus dans leurs notifications. Il a aussi examiné la proposition de l'Australie concernant les renseignements supplémentaires à inclure dans un recueil du Secrétariat de l'OMC sur les notifications relatives aux subventions.

Les deux présidents ont demandé instamment aux pays en développement qui n'avaient pas encore présenté de notification finale concernant l'élimination de leurs programmes de subventions de présenter cette notification. Dix-neuf pays en développement avaient obtenu une dernière prorogation de deux ans, jusqu'à la fin de 2015, pour l'élimination de ces programmes. Les notifications finales en matière de transparence concernant l'élimination des subventions devaient être présentées au plus tard à la fin de juin 2016. Le Comité a examiné les notifications finales reçues et la situation des notifications des Membres qui ne les avaient pas encore présentées. Le 31 décembre 2016, seuls 7 Membres, sur 19 au total, avaient présenté leur notification finale en matière de transparence.

Les pays les moins avancés (PMA) et les pays en développement dont le revenu national brut par habitant est inférieur à 1 000 dollars EU par an, en dollars constants de 1990, ne sont pas visés par la prohibition des subventions à l'exportation. D'après les calculs de la Banque mondiale, 14 Membres de l'OMC étaient encore dans cette dernière catégorie en 2016.

Le Comité a aussi examiné les notifications relatives aux mesures compensatoires (voir la figure 9). Au 30 juin 2016, il y avait 126 mesures compensatoires notifiées en vigueur (droits définitifs et engagements). En outre, le Comité est revenu sur une demande faite par les États-Unis à la Chine au sujet de ses programmes de soutien à la pêche. Il a aussi examiné la demande de renseignements adressée par le Brésil au Canada au sujet de l'aide au lancement accordée au constructeur d'avions canadien Bombardier et une demande de l'UE à la Chine. De plus, le Comité est revenu sur la question soulevée par les États-Unis concernant l'élimination par l'Inde des subventions à l'exportation pour les textiles et les vêtements.

Le Comité a commencé à examiner une proposition des États-Unis visant à améliorer les renseignements notifiés sur les subventions à la pêche, que plusieurs Membres de l'OMC ont soutenue mais qui n'a pas fait l'objet d'un consensus.

Informations de base sur les subventions et les mesures compensatoires

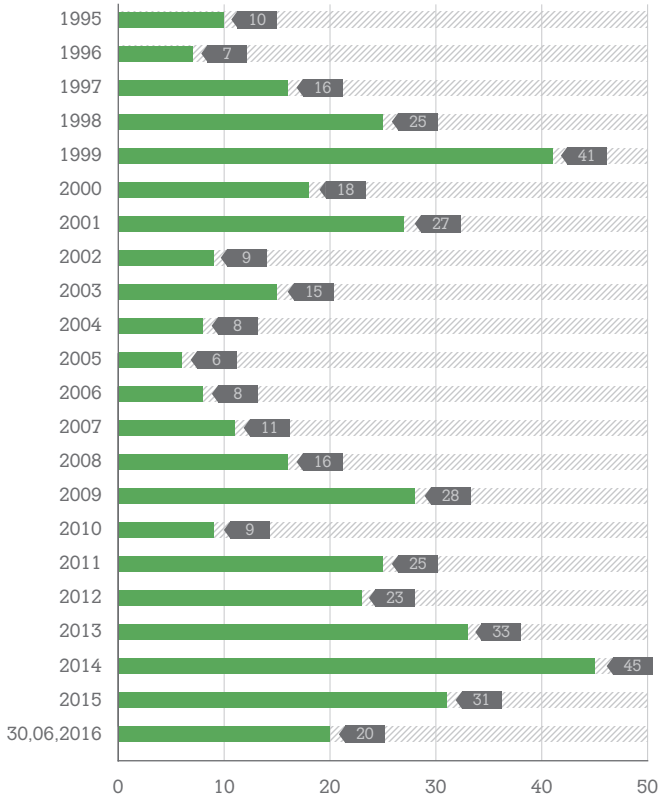
L'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires (SMC) réglemente l'utilisation des subventions par les Membres de l'OMC et les mesures qu'ils peuvent prendre pour contrer les effets des subventions lorsque des importations subventionnées causent un dommage aux producteurs nationaux d'un produit. Le Comité SMC sert de cadre à l'examen par les Membres de la mise en œuvre de l'Accord SMC et de toute question s'y rapportant.

Subventions et mesures compensatoires
www.wto.org/smc_f

Le Comité a aussi examiné une proposition du Brésil suggérant d'établir un groupe de travail de la mise en œuvre pour les mesures compensatoires, avec un mandat identique à celui du Groupe de travail de la mise en œuvre des mesures antidumping. Le Brésil proposait que le groupe serve de cadre à des échanges de vues entre les Membres sur les questions techniques relatives à la mise en œuvre des mesures compensatoires et des mesures de sauvegarde. Plusieurs Membres de l'OMC ont soutenu cette proposition, mais d'autres ont estimé que le groupe envisagé devrait s'occuper de l'ensemble de l'Accord SMC, en particulier des notifications concernant les subventions.

Enfin, à la réunion d'octobre, le Comité a examiné un document intitulé «Subventions et surcapacité – suite à donner au processus du G-20», présenté par les États-Unis, le Japon, le Mexique et l'Union européenne. Les coauteurs proposaient que le Comité examine si l'Accord SMC devait être modifié pour réglementer efficacement les subventions qui contribuent à la surcapacité dans certains secteurs.

Figure 9: Ouvertures d'enquêtes en matière de droits compensateurs par Membre notifiant, du 1er janvier 1995 à la fin de juin 2016*



* La figure 9 couvre les enquêtes ouvertes jusqu'à la fin de juin 2016. Les données pour le second semestre de 2016 ne sont pas encore disponibles.

Pratiques antidumping

De janvier à juin 2016, les Membres de l'OMC ont ouvert 145 nouvelles enquêtes antidumping, ce qui représente une forte augmentation par rapport aux 108 enquêtes ouvertes pendant la même période de 2015. C'est l'Inde qui a ouvert le plus grand nombre d'enquêtes, à savoir près du tiers du total, suivie par les États-Unis. L'acier a encore été un sujet de préoccupation majeur. Le Comité des pratiques antidumping a examiné plusieurs nouvelles notifications de législations, les rapports semestriels sur les actions antidumping et les notifications *ad hoc* d'actions antidumping préliminaires ou finales présentées par les Membres.

Au premier semestre de 2016, c'est de loin l'Inde et les États-Unis qui ont ouvert le plus grand nombre d'enquêtes antidumping. L'Inde en a ouvert 48, soit 4 fois plus que pendant la même période de 2015, et les États-Unis 24, chiffre en nette progression par rapport aux 15 enquêtes de la période précédente. L'Argentine, l'Australie, le Canada, le Maroc, le Pakistan, la Thaïlande et l'Union européenne ont aussi ouvert plus d'enquêtes. D'autres utilisateurs fréquents des enquêtes antidumping, comme le Brésil, la Chine, le Mexique et la Turquie, ont ouvert moins d'enquêtes. Après l'Inde et les États-Unis, les pays qui ont ouvert le plus grand nombre d'enquêtes étaient le Pakistan (12), l'Australie (11) et le Taipei chinois (8) (voir la figure 10).

Les préoccupations concernant l'acier ont encore dominé les discussions du Comité des pratiques antidumping. À la réunion du Comité d'avril, plusieurs Membres ont dit qu'ils pensaient que la surcapacité dans le secteur de l'acier et les distorsions qui en résultent dans le commerce de l'acier entraînaient une augmentation des enquêtes ouvertes en matière de mesures antidumping et de sauvegarde concernant les produits sidérurgiques.

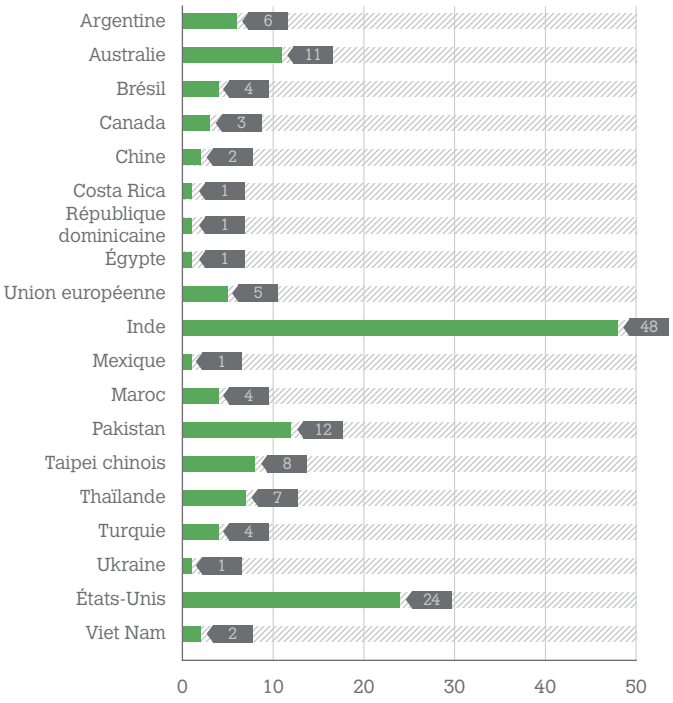
Le Japon a dit que 41 nouvelles enquêtes antidumping portant sur les importations d'acier avaient été ouvertes en 2015. Il a ajouté qu'il craignait que l'offre excédentaire d'acier soit due principalement à l'augmentation de la capacité de production non justifiée sur le plan économique dans les pays émergents

Informations de base sur les pratiques antidumping

Les Membres de l'OMC peuvent appliquer des mesures «antidumping» aux importations d'un produit lorsque l'entreprise exportatrice exporte ce produit à un prix inférieur à celui qu'elle pratique normalement sur son marché intérieur et que les importations faisant l'objet d'un dumping causent ou menacent de causer un dommage à la branche de production nationale. Le Comité des pratiques antidumping offre aux Membres de l'OMC la possibilité de débattre de toute question en rapport avec l'Accord antidumping.

Pratiques antidumping
www.wto.org/antidumping_f

Figure 10: Ouvertures d'enquêtes antidumping par Membre notifiant, du 1er janvier 2016 à la fin de juin 2016*



* La Figure 10 couvre les enquêtes ouvertes jusqu'à la fin de juin 2016. Les données pour le second semestre de 2016 ne sont pas encore disponibles.

et qu'elle entraîne le recours accru à des mesures correctives commerciales au niveau mondial. Il a demandé aux Membres d'examiner si leurs enquêtes respectaient les prescriptions strictes établies dans les règles de l'OMC. Le Brésil a repris à son compte les préoccupations du Japon au sujet du recours accru à des mesures de défense commerciale dans le secteur de l'acier et a dit que cette tendance s'amplifiait.

Les Membres de l'OMC qui ont pris des mesures antidumping ont utilisé le modèle de présentation révisé, adopté en 2008, pour leurs rapports semestriels. Bon nombre d'entre eux ont utilisé le modèle de présentation de renseignements minimaux, révisé en 2009, pour présenter leurs notifications ad hoc. Cette obligation de notification est mieux respectée. Après la mise au point d'un outil plus spécifique de réponse automatique aux notifications électroniques, la plupart des Membres ont présenté toutes leurs notifications par voie électronique.



145

Les Membres de l'OMC ont ouvert 145 nouvelles enquêtes antidumping de janvier à juin 2016, contre 108 pendant la même période de 2015.

À ses réunions du printemps et de l'automne, le Comité des pratiques antidumping a examiné les rapports semestriels portant sur le second semestre de 2015, présentés par 41 Membres de l'OMC, et les rapports portant sur le premier semestre de 2016, présentés par 45 Membres. Il a également examiné les notifications *ad hoc* d'actions antidumping préliminaires ou finales présentées aux 2 réunions par 34 Membres de l'OMC. Au 30 juin 2016, 45 Membres avaient notifié, à l'OMC 1 598 mesures antidumping en vigueur (droits définitifs et engagements).

Le Comité a examiné les nouvelles notifications de législation présentées par les Membres suivants: Arabie saoudite, Australie, Bahreïn, Brésil, Canada, Colombie, Émirats arabes unis, États-Unis, Inde, Kazakhstan, Koweït, Oman, Pakistan, Qatar, République dominicaine, République kirghize, Russie, Seychelles et Vanuatu. Les questions écrites en suspens posées au sujet de la notification de législation du Cameroun sont restées à l'ordre du jour des réunions d'avril et d'octobre.

Le Groupe de travail de la mise en œuvre, qui sert de cadre à l'échange de renseignements sur les pratiques des Membres, a tenu deux réunions en 2016 et a examiné de la question de la collecte et de la compilation des données relatives au dommage et le traitement des renseignements confidentiels dans les enquêtes antidumping. Certains Membres de l'OMC ont présenté des exposés ou des documents décrivant leurs pratiques, tandis que d'autres ont contribué à la discussion en posant des questions ou en formulant des observations.

Figure 11: Ouvertures d'enquêtes antidumping par année, du 1er janvier 1995 à la fin de juin 2016*

* La figure 11 porte sur les enquêtes ouvertes jusqu'à la fin de juin 2016. Les données relatives au deuxième semestre de 2016 ne sont pas encore disponibles.

Pratiques antidumping
www.wto.org/antidumping_f

Évaluation en douane

Le Comité de l'évaluation en douane a examiné la législation nationale des Membres de l'OMC concernant l'évaluation en douane et les réponses reçues à une liste de questions type. Il a achevé l'examen de la législation de cinq Membres et a reçu une nouvelle notification et une nouvelle réponse à la liste de questions. Le Comité a poursuivi l'examen d'une proposition de l'Uruguay visant à actualiser la méthode de détermination de la valeur en douane des logiciels destinés à des équipements de traitement des données.

Examen des législations nationales

Le Comité de l'évaluation en douane a achevé l'examen de la législation de l'Afrique du Sud, l'Équateur, du Mali, de Moldova et de l'Ukraine. Il a poursuivi l'examen des législations des pays suivants: Belize, Cabo Verde, Colombie, Gambie, Guinée, Honduras, Monténégro, Népal, Nicaragua, Nigéria, Royaume de Bahreïn, Russie, Rwanda et Sri Lanka. Il a en outre commencé à examiner la législation des Îles Salomon. De plus, il a reçu la réponse du Kazakhstan à la liste de questions type, un questionnaire qui facilite l'examen des législations nationales par le Comité.

À la fin de 2016, le bilan des notifications laissait encore à désirer; seulement 97 Membres de l'OMC avaient notifié leur législation nationale et 65 Membres avaient répondu à la liste de questions.

Proposition de l'Uruguay

Le Comité a poursuivi l'examen de la proposition de l'Uruguay visant à actualiser une décision prise 30 ans plus tôt, qui autorisait les Membres de l'OMC à déterminer, aux fins de l'évaluation en douane, la valeur des logiciels et des données sur la base du coût du support informatique (CD, par exemple) sur lequel ils sont transportés d'un pays à un autre.

Informations de base sur l'évaluation en douane

La valeur en douane d'un produit joue un rôle essentiel dans le calcul des droits d'importation *ad valorem*. Un taux de droit «*ad valorem*» est un taux exprimé en pourcentage de la valeur des marchandises importées; c'est le type de droit le plus couramment utilisé dans le commerce international. L'Accord sur l'évaluation en douane a pour but d'établir un système équitable d'évaluation en douane des marchandises. Le Comité de l'évaluation en douane supervise cet accord ainsi que l'Accord sur l'inspection avant expédition.

Suivant cette proposition, la décision du Comité sur l'évaluation des supports informatiques de logiciels destinés à des équipements de traitement des données serait mise à jour pour tenir compte du fait que les logiciels sont de plus en plus souvent importés au moyen de nouveaux types de supports informatiques, tels que les mémoires flash USB ou autres dispositifs similaires, qui pourraient ne pas relever de la définition actuelle du «support informatique». Cette proposition est largement soutenue mais est toujours examinée par le Comité.

Inspection avant expédition

En 2016, le Comité a reçu deux nouvelles notifications relatives à l'inspection avant expédition – une du Kazakhstan et une du Vanuatu. L'inspection avant expédition est la pratique qui consiste à recourir à des sociétés privées pour vérifier les détails de l'expédition, tels que le prix, la quantité et la qualité des marchandises commandées à l'étranger. L'Accord sur l'inspection avant expédition reconnaît que les principes énoncés dans l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT) s'appliquent aux activités des organismes d'inspection avant expédition prescrites par les gouvernements.

Règles d'origine

En 2016, le Comité des règles d'origine a organisé, à des fins de transparence et de formation, des séances sur les règles d'origine non préférentielles, avec la participation de représentants du secteur privé qui ont souligné l'impact de ces règles sur le commerce international. De plus, le Comité a examiné la mise en œuvre par les Membres de l'OMC de la Décision ministérielle de Nairobi sur les règles d'origine préférentielles, qui vise à permettre aux exportations des pays les moins avancés (PMA) de bénéficier plus facilement d'un accès préférentiel aux marchés. Les PMA ont présenté un projet de modèle pour la notification des règles d'origine préférentielles, qui sera examiné plus en détail en 2017.

Règles d'origine non préférentielles

En 2016, le Comité des règles d'origine a tenu deux séances d'information sur les règles d'origine non préférentielles. Pendant ces séances, des représentants du secteur privé ont expliqué comment les entreprises satisfont aux prescriptions en matière de règles d'origine non préférentielles.
Ces séances faisaient partie d'un exercice de transparence et de formation que les Membres étaient convenus de lancer en 2014, en raison de l'impasse dans laquelle se trouvait depuis longtemps le programme de travail du Comité pour l'harmonisation des règles d'origine.

Évaluation en douane
www.wto.org/evaluationdouane

Règles d'origine
www.wto.org/origine

L'Accord de l'OMC sur les règles d'origine demandait aux Membres de l'OMC de négocier et d'adopter des règles d'origine communes. Les règles harmonisées seraient ensuite utilisées par tous les Membres dans le cadre de leurs échanges commerciaux non préférentiels. Les règles d'origine non préférentielles sont celles qui s'appliquent en l'absence de préférences commerciales – c'est-à-dire lorsque le commerce est effectué sur la base de la nation la plus favorisée (NPF). Les négociations sur le programme de travail pour l'harmonisation ont été interrompues de fait autour de 2007 en raison de divergences sur la manière dont les règles harmonisées seraient combinées avec les autres réglementations commerciales, concernant, par exemple, l'antidumping ou l'étiquetage. Les Membres avaient des vues divergentes sur la question de la finalisation du programme de travail.

L'objectif de cet exercice de transparence et de formation est d'entendre des points de vue différents et d'en apprendre davantage sur la manière dont les règles d'origine non préférentielles existantes affectent le commerce international et les entreprises. De nombreux intervenants ont souligné que le respect des règles d'origine non préférentielles impose souvent des coûts élevés aux entreprises. Certains ont appelé à l'harmonisation des règles d'origine non préférentielles, faisant valoir que l'existence d'une norme mondiale unique simplifierait la planification et la gestion pour les fournisseurs et réduirait l'incertitude et les risques associés à la certification et au marquage de l'origine. De nombreux intervenants ont aussi préconisé une plus grande transparence des prescriptions nationales.

S'appuyant sur les points de vue exprimés au cours de ces séances, la Suisse a distribué des questions pour susciter de nouvelles discussions au Comité sur des lignes directrices possibles pour rationaliser et simplifier les prescriptions en matière de règles d'origine non préférentielles.

Le Président, M. Chih-Tung Chang (Taipei chinois), a dit aux Membres, en septembre, qu'ils devraient identifier des domaines dans lesquels des travaux seraient utiles et il a dit que le Comité pourrait essayer de cibler les discussions sur des sujets spécifiques, comme l'étiquetage, la certification et l'antidumping. Il a dit en outre qu'il serait utile que les Membres présentent plus en détail leurs propres règles d'origine non préférentielles.

De nombreux Membres ont dit qu'ils jugeaient utile de poursuivre l'exercice de formation, bien que certains aient souligné qu'il fallait distinguer les discussions ayant lieu dans le cadre de ces séances informelles des travaux formels du Comité.

Informations de base sur les règles d'origine

Les règles d'origine sont les critères appliqués pour déterminer dans quel pays un produit a été fabriqué. Elles sont utilisées dans le cadre de l'application de nombreuses mesures commerciales, y compris les statistiques commerciales, la détermination des droits de douane, l'étiquetage du pays d'origine et l'application de mesures antidumping. L'Accord sur les règles d'origine a pour principal objectif d'harmoniser les règles que tous les Membres de l'OMC utilisent pour déterminer l'origine dans leur commerce non préférentiel. Ces travaux, menés par le Comité des règles d'origine, sont appelés Programme de travail pour l'harmonisation.

Règles d'origine préférentielles

Le Comité a examiné la mise en œuvre des Décisions ministérielles de Bali (2013) et de Nairobi (2015) sur les règles d'origine préférentielles en faveur des pays les moins avancés (PMA). À Bali, les ministres ont établi pour la première fois des lignes directrices convenues au niveau multilatéral pour permettre aux exportations des PMA de bénéficier plus facilement d'un accès préférentiel aux marchés. À Nairobi, les ministres ont pris d'autres dispositions pour faire en sorte que les arrangements commerciaux préférentiels en faveur des PMA comportent des règles d'origine simples et transparentes. Ces deux décisions donnaient pour instruction au Comité d'examiner chaque année l'évolution de la situation en ce qui concerne les règles d'origine préférentielles applicables aux importations en provenance des PMA.

En 2016, le Comité a pris note de plusieurs éléments nouveaux, comme l'adoption par la Norvège, la Suisse et l'Union européenne, d'un système d'autocertification de l'origine pour les exportateurs enregistrés des PMA. Il a examiné les notifications présentées par des Membres donneurs de préférences concernant leurs importations en provenance de PMA. À la réunion d'avril, le Président d'alors, M. Christian Wegener (Danemark), a rappelé aux délégations l'obligation qu'ils avaient, au titre de la Décision de Nairobi, d'informer le Comité des mesures prises par les Membres donneurs de préférences pour mettre en œuvre la Décision ministérielle de 2015. Les pays développés devaient le faire d'ici à la fin de 2016, tandis que les pays en développement bénéficiant d'un régime de préférences doivent communiquer ces renseignements au moment où ils commencent à appliquer la Décision ministérielle.

Le Secrétariat a distribué une note d'information indiquant les dernières notifications de règles d'origine préférentielles en faveur des PMA; de telles règles sont en vigueur dans 21 Membres de l'OMC. Le Président a indiqué que le rapport montre que le respect des obligations de notification est très inégal. Enfin, le Comité a été informé d'une nouvelle fonction du logiciel d'analyse tarifaire en ligne de l'OMC, qui permettra aux utilisateurs d'avoir directement accès aux taux d'utilisation des préférences en faveur des PMA.

Donnant suite aux instructions données par les ministres à Nairobi, les Membres ont examiné un projet de modèle pour la notification des règles d'origine préférentielles, établi par le Groupe des PMA. Les PMA considèrent qu'une plus grande transparence et une meilleure compréhension des règles d'origine existantes aideront leurs producteurs à mieux tirer parti des possibilités d'accès aux marchés. Les Membres ont aussi examiné les options possibles pour le calcul des taux d'utilisation des préférences. Les taux d'utilisation pourraient être utilisés comme un indicateur de la rigueur de certaines règles d'origine préférentielles (un faible taux d'utilisation indiquant que les règles sont trop rigoureuses et ne peuvent pas être respectées par les producteurs des PMA). Le Comité poursuivra en 2017 ses discussions sur le modèle et les taux d'utilisation.

Règles d'origine
www.wto.org/origine

Licences d'importation

Le Comité des licences d'importation a examiné 86 notifications présentées par des Membres de l'OMC au titre de l'Accord sur les procédures de licences d'importation, contre 67 en 2015. Néanmoins, le Président du Comité, M. Tapio Pyysalo (Finlande), a dit que le respect des obligations de notification n'était «pas encourageant». Le Comité a également pris note de plusieurs problèmes commerciaux spécifiques liés aux règles et procédures de licences d'importation appliquées par certains Membres.

Le Comité des licences d'importation a examiné 25 notifications présentées par 13 Membres de l'OMC concernant les publications et/ou la législation relatives aux procédures de licences d'importation, et 18 notifications présentées par 11 Membres concernant de nouvelles procédures de licences d'importation, ou des modifications apportées à ces procédures. Il a aussi examiné 43 notifications présentées par 35 Membres concernant les réponses à un questionnaire sur les procédures de licences d'importation.

Améliorer la transparence grâce aux notifications est un objectif important de l'Accord, en particulier compte tenu des craintes que les mesures à la frontière comme les prescriptions en matière de licences d'importation, ne soient utilisées pour restreindre les importations. L'Accord stipule que les procédures de licences d'importation devraient être simples, transparentes, prévisibles et administrées de façon neutre et non discriminatoire.

En octobre 2016, 15 Membres de l'OMC Membres n'avaient présenté aucune notification au titre de l'Accord et 23 ne s'étaient jamais acquitté de leur obligation de répondre au questionnaire annuel sur les procédures de licences. Dans les rapports de l'OMC sur le suivi du commerce, les licences d'importation sont citées comme l'une des principales mesures restrictives pour le commerce introduites par les gouvernements.

En 2016, six Membres ont présenté leurs premières notifications au titre de l'Accord: l'Afghanistan, la Bolivie, El Salvador, le Kazakhstan, les Seychelles et le Tadjikistan. Le Secrétariat de l'OMC a continué à fournir des services d'assistance technique et de renforcement des capacités aux Membres qui en avaient besoin. Toutes les notifications présentées par les Membres sont publiées sur le site Web de l'OMC.

Le respect insuffisant des obligations de transparence constitue la principale préoccupation du Comité. En 2016, le Président a tenu six réunions informelles consacrées à l'amélioration de la transparence et à la simplification des procédures et modèles de notification de l'Accord. Pour faciliter la discussion, le Secrétariat a préparé plusieurs notes d'information et présentations. Il est généralement admis que le chevauchement des prescriptions en matière de notification figurant dans différentes dispositions et les doubles emplois dans les modèles de notification actuels contribuent au faible respect des obligations.



86

En 2016, le Comité des licences d'importation a examiné 86 notifications présentées par des Membres de l'OMC, contre 67 en 2015.

Cependant, le Président a dit qu'il trouvait encourageant de voir qu'un plus grand nombre de Membres participaient aux efforts faits pour améliorer les procédures de notification. Il a identifié cinq questions à examiner en priorité au Comité: l'identification des prescriptions en matière de notification qui se chevauchent, la clarification des éléments à notifier, les types de notifications et leur contenu, le modèle approprié pour chaque type de notification et l'amélioration du questionnaire annuel.

Lors de l'examen par le Comité des nouvelles notifications, l'Union européenne a demandé des explications sur les notifications de la Bolivie et de la Malaisie. La Malaisie a posé des questions au sujet du système de surveillance des importations de produits solaires de la Turquie.

Le Comité a aussi pris note de plusieurs nouveaux problèmes commerciaux spécifiques concernant les licences d'importation. Plusieurs économies émergentes ont soulevé des questions au sujet d'une mesure de «surveillance» de l'UE visant les importations de certains produits sidérurgiques, qui exige des renseignements sur les intentions d'importer des commerçants. La Russie, appuyée par la Chine et le Brésil, a dit que les procédures avaient une incidence «importante» sur les délais de livraison et favorisaient donc les fournisseurs de l'Union européenne. L'UE a répondu que les licences étaient valides pendant quatre mois et pouvaient être demandées à l'avance.

La Russie a aussi demandé à l'Ukraine des éclaircissements sur un projet de loi qui restreindrait la distribution des publications, telles que les livres et les magazines «ayant un contenu prétendument anti-ukrainien». Elle a demandé à l'Ukraine de se conformer aux règles pertinentes de l'OMC.

En réponse, l'Ukraine a dit que ce projet de loi définissait le traitement à appliquer aux publications «de nature extrémiste».

Informations de base sur les licences d'importation

L'Accord sur les procédures de licences d'importation établit des disciplines relatives aux régimes de licences d'importation des Membres de l'OMC, l'objectif principal étant que les procédures appliquées pour l'octroi de licences d'importation ne constituent pas en soi une restriction aux échanges. Il indique que les licences d'importation doivent être simples, transparentes et prévisibles, et administrées d'une façon neutre et non discriminatoire.

Licences d'importation
www.wto.org/licences

Certains Membres ont réitéré leurs préoccupations au sujet du régime d'importation de l'Inde pour l'acide borique, des prescriptions en matière de licences d'importation appliquées par le Brésil pour la nitrocellulose, de la réglementation de l'Indonésie visant les importations de téléphones mobiles, d'ordinateurs portables et de tablettes, du régime d'importation du Viet Nam applicable aux spiritueux distillés, du régime de licences d'importation du Mexique applicable à l'acier et des procédures de licences d'importation du Bangladesh. Les Membres ont aussi soulevé des questions sur plusieurs autres points, comme le régime d'importation du Maroc pour les armes blanches et les engins volants.

Sauvegardes

Le Comité des sauvegardes a examiné les notifications des Membres de l'OMC concernant leurs règles et mesures en matière de sauvegardes. Onze nouvelles enquêtes seulement ont été ouvertes en 2016, ce qui est le plus petit nombre enregistré depuis 2008. Le nombre de notifications de mesures finales a été le plus faible depuis 2010. Mais les Membres se sont dits préoccupés par l'utilisation croissante de mesures de sauvegarde dans le secteur de l'acier, qui a fait l'objet de plus de 70% des nouvelles enquêtes ouvertes en 2016.

En 2016, le nombre de nouvelles enquêtes ouvertes est tombé à 11, contre 17 en 2015 (voir la figure 12). Des enquêtes en matière de sauvegardes ont été ouvertes par 13 Membres de l'OMC, à savoir l'Afrique du Sud (2), la Chine, les États membres du Conseil de coopération des États arabes du Golfe (CCG) (2), l'Inde, la Jordanie, la Malaisie (2), la Thaïlande et le Viet Nam. Le CCG mène les enquêtes en matière de sauvegardes et impose des mesures communes au nom de ses États membres – Arabie saoudite, Bahreïn, Émirats arabes unis, Koweït, Oman et Qatar.

Huit enquêtes sur les onze ouvertes en 2016 ont visé le secteur de l'acier, ce qui représente un pourcentage exceptionnellement élevé.

Plusieurs Membres ont dit au Comité que selon eux, la surcapacité dans le secteur de l'acier et les distorsions qui en résultaient dans le commerce de l'acier entraînaient une augmentation des enquêtes ouvertes en matière de mesures antidumping et de sauvegarde concernant les produits sidérurgiques (voir la page 61). De nombreux Membres ont appelé à un usage prudent des mesures de sauvegarde. Ils ont insisté sur le fait que contrairement aux droits antidumping et compensateurs, les sauvegardes visent des exportations qui ne sont pas contraires aux règles de l'OMC et que, par conséquent, les Membres qui imposent de telles mesures devraient être particulièrement vigilants.

Figure 12: Enquêtes en matière de sauvegardes par année (pour l'ensemble des Membres de l'OMC)

En 2016, les Membres de l'OMC ont imposé cinq nouvelles mesures de sauvegarde, soit beaucoup moins qu'en 2014 et 2015, où le nombre de mesures finales avait été exceptionnellement élevé. Les pays qui ont imposé des mesures finales étaient le Chili, l'Inde (deux mesures), l'Ukraine et le Viet Nam.

Informations de base sur les sauvegardes

Les Membres de l'OMC peuvent prendre des mesures de sauvegarde (c'est-à-dire restreindre temporairement les importations d'un produit) pour protéger une branche de production nationale particulière contre un accroissement des importations de tout produit qui cause ou menace de causer un dommage grave à ladite branche de production. Dans ces circonstances, ils ont le droit de limiter les importations du produit en question, qu'elle qu'en soit la provenance (mais pas en provenance d'un Membre ou d'un groupe de Membres particulier). L'Accord sur les sauvegardes énonce des règles détaillées concernant l'enquête à mener et l'application des mesures de sauvegarde. Au cours d'une enquête, les importateurs, les exportateurs et les autres parties intéressées peuvent présenter des éléments de preuve, exprimer leurs vues et répondre aux communications des autres parties.

Sauvegardes
www.wto.org/sauvegardes

Mesures concernant les investissements et liées au commerce

Le Comité des mesures concernant les investissements et liées au commerce (MIC) de l'OMC a examiné trois nouvelles mesures concernant les investissements. Il a aussi poursuivi l'examen de plusieurs mesures mentionnées précédemment par des Membres de l'OMC. Il a en outre examiné le respect des obligations de notification des Membres au titre de l'Accord sur les MIC.

Le Comité des MIC s'est réuni deux fois en 2016; trois nouvelles mesures concernant les investissements étaient inscrites à l'ordre du jour, toutes en rapport avec des prescriptions alléguées relatives à la teneur en éléments locaux, selon lesquelles une partie au moins d'une marchandise ou d'un service doit être produite localement.

La première mesure, examinée à la demande des États-Unis, concernait un projet de règlement publié par la Chine, exigeant que les compagnies d'assurance acquièrent des technologies de l'information «sûres et contrôlables». Les États-Unis ont dit que ce projet de mesure pouvait impliquer une préférence pour les technologies locales. L'Union européenne et d'autres Membres ont repris à leur compte cette préoccupation. La Chine a répondu que la question ne relevait pas du Comité des MIC et qu'elle avait déjà été soulevée ailleurs.

Plusieurs Membres de l'OMC ont fait part de leurs préoccupations au sujet des mesures de la Russie visant à remplacer les produits importés par des produits nationaux. L'Union européenne a dit que la Russie semblait élargir ses prescriptions en matière de teneur en éléments locaux, signalant une nouvelle mesure adoptée par la Russie pour accorder une préférence de prix de 15% aux produits nationaux. La Russie a répondu que bon nombre des éléments en question n'étaient que des propositions, qui pouvaient être appliquées ou ne pas l'être. La troisième nouvelle mesure, examinée à la demande du Mexique, était une nouvelle loi de l'Argentine accordant des incitations fiscales aux constructeurs automobiles qui donnent la préférence à l'utilisation de pièces locales. L'Argentine a répondu que la loi en question n'était pas encore appliquée car on attendait l'approbation des textes réglementaires.

Le Comité a aussi examiné plusieurs préoccupations, dont certaines étaient soulevées depuis longtemps, au sujet de mesures adoptées par l'Indonésie, notamment des prescriptions en matière de teneur en éléments locaux applicables à certains appareils mobiles (smartphones) et aux secteurs des télécommunications et de l'énergie. Les Membres de l'OMC ont aussi rappelé leurs préoccupations concernant la Loi sur l'industrie et la Loi sur le commerce de l'Indonésie, énonçant des prescriptions relatives à la teneur minimale en éléments locaux pour le secteur du commerce de détail.

Le Comité a pris note de deux nouvelles notifications présentées au titre de l'article 6:2 de l'Accord sur les MIC, qui exige que chaque Membre notifie au Comité toutes les publications dans lesquelles des MIC peuvent être trouvées, y compris celles qui sont appliquées par les gouvernements régionaux et locaux sur leur territoire. Les Membres qui n'avaient pas encore présenté de notifications ont été priés de le faire dans les meilleurs délais.

Le Comité a aussi reçu des notifications présentées par le Kazakhstan et le Koweït au titre de l'article 5:1 de l'Accord sur les MIC, qui exige que les Membres notifient toute mesure concernant les investissements et liée au commerce qui n'est pas conforme à l'Accord. La notification du Kazakhstan avait trait à certaines prescriptions en matière de teneur en éléments locaux applicables dans les secteurs du pétrole, du gaz et des industries extractives, et à certaines dispositions relatives à l'assemblage industriel des véhicules automobiles. La notification du Koweït indiquait que le pays n'applique aucune MIC incompatible avec les règles de l'OMC.

En décembre 2016, la Présidente du Comité, Marine Willemetz (Suisse), a engagé des consultations avec les Membres intéressés pour avoir leur avis sur les moyens possibles d'améliorer le fonctionnement du Comité.

Informations de base sur les mesures concernant les investissements et liées au commerce

L'Accord sur les mesures concernant les investissements et liées au commerce (MIC) reconnaît que certaines de ces mesures peuvent avoir des effets de restriction et de distorsion des échanges. Il stipule que les Membres de l'OMC ne peuvent appliquer aucune mesure établissant une discrimination à l'encontre de produits étrangers ou conduisant à des restrictions quantitatives, lesquelles sont contraires aux principes fondamentaux de l'OMC. Une liste de MIC prohibées, comme les prescriptions relatives à la teneur en éléments locaux, est jointe à l'Accord. Le Comité des MIC surveille le fonctionnement et la mise en œuvre de l'Accord et donne aux Membres la possibilité de se consulter sur toute question s'y rapportant.

Mesures concernant les investissements et liées au commerce
www.wto.org/mic_f

Accord sur les technologies de l'information

Le Comité a poursuivi l'examen des progrès accomplis dans la mise en œuvre de l'Accord sur les technologies de l'information (ATI). Un symposium sera organisé en juin 2017 pour célébrer le 20ème anniversaire de la Déclaration ministérielle qui a lancé l'ATI. En 2016, les participants à l'accord sur l'élargissement de l'ATI ont commencé à mettre en œuvre leurs engagements de réduction tarifaire. Macao, Chine s'est associée à l'élargissement de l'ATI en décembre.



Le nombre de participants à l'ATI est toujours de 53, représentant 82 Membres de l'OMC. L'Accord porte sur environ 97% du commerce mondial de produits des technologies de l'information, dont 90% se fait en franchise de droits. Pendant l'année, le Comité des participants sur l'expansion du commerce des produits des technologies de l'information a poursuivi l'examen des progrès accomplis dans la mise en œuvre de l'ATI.

Symposium sur les technologies de l'information

Les participants sont convenus d'organiser un symposium les 27 et 28 juin 2017, pour célébrer le 20ème anniversaire de l'Accord sur les technologies de l'information. La Présidente du Comité, Zsofia Tvarusko (Hongrie), a indiqué qu'elle avait commencé à consulter les délégations sur le format, la structure et les thèmes du symposium. Certaines délégations ont souligné qu'il fallait que le symposium soit équilibré et mette en avant les préoccupations des pays en développement.

Informations de base sur l'Accord de l'OMC sur les technologies de l'information

L'Accord sur les technologies de l'information (ATI) a été conclu en décembre 1996 à Singapour. Cet accord plurilatéral exige que les participants éliminent les droits de douane sur les produits des technologies de l'information sur la base de la nation la plus favorisée (NPF). Il compte 53 participants, représentant 82 Membres de l'OMC. L'ATI s'applique à une large gamme de produits de haute technologie – ordinateurs, matériel de télécommunication, semi-conducteurs, logiciels et instruments scientifiques. Il est supervisé par le Comité des participants sur l'expansion du commerce des produits des technologies de l'information. L'accord sur l'élargissement de l'ATI a été conclu à la dixième Conférence ministérielle, à Nairobi en 2015, après trois années de négociations. Il compte 25 participants, représentant 54 Membres de l'OMC.

Divergences dans la classification des produits

En 2016, le Comité est parvenu à réduire encore les divergences dans la classification des produits. À sa réunion du 18 avril, il est convenu du classement dans le SH de 2007 (voir la page 52) de 15 autres produits dits de l'«Appendice B», ramenant ainsi à 22 le nombre de produits relevant de l'ATI qui n'ont pas de code convenu du SH 2007. L'«Appendice B» désigne une liste de produits jointe à la Déclaration ministérielle de 1996, pour lesquels il n'y avait pas de classification tarifaire convenue. Les participants à l'ATI poursuivent les travaux sur les 22 produits restants afin de trouver une classification commune. Le Secrétariat de l'OMC fournit une assistance technique aux participants à l'ATI pour modifier leurs listes d'engagements OMC afin de tenir compte des changements de classification convenus.

Mesures non tarifaires (MNT)

L'un des principaux domaines du programme de travail sur les MNT est une enquête sur les procédures d'évaluation de la conformité dans le domaine de la compatibilité et du brouillage



97%

L'Accord sur les technologies de l'information porte sur 97% du commerce mondial des produits des technologies de l'information, dont 90% se fait en franchise de droits.

Accord sur les technologies de l'information
www.wto.org/ati_f

électromagnétiques, adoptée et utilisée par les participants à l'ATI. Mais le nombre de réponses à cette enquête, qui vise à permettre l'adoption de lignes directrices communes, reste faible. Seuls 33 participants à l'ATI y ont répondu. Le Comité a encouragé ceux qui n'avaient pas encore répondu à le faire sans délai, pour favoriser la transparence et la simplification.

Dans les autres domaines du programme de travail sur les MNT, le Comité a continué à discuter de la suite à donner à un atelier axé sur l'industrie organisé en mai 2015, dans le cadre duquel le secteur privé avait partagé son expérience avec les responsables des politiques commerciales. Les principales questions soulevées alors par les représentants de l'industrie concernaient la transparence, les normes pour la reconnaissance des résultats d'essais, l'étiquetage électronique et l'efficacité énergétique. À la demande du Comité, le Président, Andrew Staines (États-Unis), a tenu des consultations informelles avec les délégations intéressées, pour examiner les recommandations formulées et les solutions suggérées par les représentants de l'industrie. Ces consultations se poursuivront en 2017.

Élargissement de l'ATI

En 2016, les participants à l'accord sur l'élargissement de l'ATI, conclu à la dixième Conférence ministérielle en décembre 2015, ont commencé à mettre en œuvre leurs engagements de réduction tarifaire. Cet accord historique va libéraliser le commerce de 201 produits de haute technologie supplémentaires, représentant une valeur annuelle estimée à 1 300 milliards de dollars EU, soit environ 10% du commerce mondial de marchandises.

Les produits visés sont notamment les suivants: circuits intégrés multicomposants de nouvelle génération, écrans tactiles, équipements de navigation par GPS, dispositifs éducatifs électroniques interactifs portatifs, consoles de jeu vidéo, et matériel médical comme les dispositifs d'imagerie par résonance magnétique et les appareils de diagnostic par balayage ultrasonique. L'accord sur l'élargissement de l'ATI est le premier accord majeur de réduction tarifaire conclu à l'OMC depuis 1996.

En décembre 2016, Macao, Chine, a adhéré à l'élargissement de l'ATI. Elle a présenté une offre ambitieuse, prévoyant l'élimination immédiate des droits d'importation et autres impositions sur les 201 produits visés par l'accord. L'adhésion de Macao, Chine, a porté à 25 le nombre de participants, représentant 54 Membres de l'OMC, développés et en développement, et environ 90% du commerce mondial des produits en question. De nombreux autres Membres ont indiqué qu'ils souhaitaient adhérer à l'accord.

La décision adoptée à la dixième Conférence ministérielle prévoyait que la première série de réductions tarifaires serait appliquée le 1er juillet 2016 et la seconde au plus tard le 1er juillet 2017. D'autres réductions auront lieu le 1er juillet 2018, l'élimination effective des droits sur 90% des lignes tarifaires visées – soit 95% des importations – étant prévue au plus tard le 1er juillet 2019.



201

L'Accord sur les technologies de l'information élargi libéralise le commerce de 201 produits de haute technologie supplémentaires, dont la valeur annuelle est estimée à 1 300 milliards de dollars EU.

À la fin de 2016, la majorité des participants avaient mis en œuvre leurs engagements tarifaires. Faisant rapport au Comité de l'ATI au nom du Groupe sur l'élargissement de l'ATI, le Canada a dit que 18 des 24 participants avaient présenté leurs listes d'engagements tarifaires modifiées et que les autres étaient sur le point de le faire. Les réductions tarifaires seront consolidées et appliquées sur la base de la nation la plus favorisée (NPF), ce qui signifie que tous les Membres de l'OMC bénéficieront d'un accès en franchise de droits sur ces marchés.

Entreprises commerciales d'État

Le Groupe de travail des entreprises commerciales d'État a poursuivi l'examen des notifications des Membres de l'OMC au cours des deux réunions formelles qu'il a tenues en 2016, et il a encouragé les Membres qui tardaient à respecter leurs obligations de notification à améliorer la situation.

Aux réunions de juin et d'octobre du Groupe de travail des entreprises commerciales d'État, les Membres ont commencé

Informations de base sur les entreprises commerciales d'État

Les entreprises commerciales d'État sont définies comme des entreprises gouvernementales ou non gouvernementales, par exemple des offices de commercialisation, auxquelles ont été accordés des droits ou privilèges exclusifs ou spéciaux pour s'occuper de l'exportation et/ou de l'importation de certains produits. Elles sont tenues d'agir d'une manière compatible avec les principes de non-discrimination de l'OMC. Le Groupe de travail des entreprises commerciales d'État examine les notifications présentées par les Membres de l'OMC au sujet de leurs activités de commerce d'État.

Entreprises commerciales d'État
www.wto.org/commercedetat

à examiner les nouvelles notifications complètes de 2016 concernant les entreprises commerciales d'État et ont posé des questions sur des points spécifiques des notifications présentées aux réunions précédentes. Les premières notifications présentées par la Chine et le Viet Nam depuis leur accession à l'OMC ont notamment été examinées.

En 2016, le respect des obligations de notification est resté insuffisant. Pour la période de notification 2016, seules 33 nouvelles notifications complètes ont été reçues, pour un total de 136 Membres soumis à cette obligation. Le Groupe de travail a encouragé les Membres à poursuivre leurs efforts avec leurs capitales respectives et avec le Secrétariat de l'OMC pour améliorer leur situation en matière de notifications.

Le Groupe de travail a poursuivi l'examen d'un document du Canada sur les entreprises commerciales d'État exportatrices de produits agricoles, qui vise à attirer son attention sur les discussions du Comité de l'agriculture sur la concurrence à l'exportation (voir la page 54).

Enfin, le Groupe de travail a débattu d'une proposition visant à améliorer la transparence en inscrivant automatiquement à l'ordre du jour des réunions les points dont l'examen n'avait pas commencé ou n'avait pas été achevé aux réunions précédentes. Les consultations autour de cette proposition se poursuivaient en 2017.

Commerce des aéronefs civils

En 2016, le Comité du commerce des aéronefs civils a commencé à examiner comment modifier de nouveau l'Accord sur le commerce des aéronefs civils pour tenir compte de la dernière version du système harmonisé international de désignation des produits. Le Tadjikistan a obtenu le statut d'observateur auprès du Comité.

Informations de base sur le commerce des aéronefs civils

L'Accord sur le commerce des aéronefs civils vise à assurer, dans le commerce mondial des aéronefs civils, de leurs parties et des équipements liés – tels que les moteurs, les radars, les enregistreurs de vol et les simulateurs de vol au sol – un maximum de liberté en supprimant les droits de douane, en assurant des possibilités de concurrence loyales et équitables aux constructeurs d'aéronefs civils et en réglementant l'aide apportée par les pouvoirs publics à l'étude, à la construction et à la commercialisation des aéronefs civils. Le Comité du commerce des aéronefs civils donne aux signataires la possibilité de procéder à des consultations sur toute question concernant l'application de l'Accord.



En novembre 2015, le Comité a adopté un protocole portant modification de l'Accord pour mettre la liste des produits visés en conformité avec la version 2007 du Système harmonisé (SH2007), qui sert à la classification des produits à des fins douanières. Le protocole était en négociation depuis 2008. Aucun des 32 signataires de l'Accord, dont 20 sont des États membres de l'Union européenne, n'a encore présenté à l'OMC son instrument d'acceptation du protocole.

À sa réunion de novembre 2016, le Comité a examiné une proposition demandant une nouvelle série de discussions en vue d'une nouvelle mise à jour de la liste de produits afin de l'aligner sur la version 2012 du Système harmonisé. Le Président, Hsiao-Yin Wu (Taipei chinois), a dit qu'il tiendrait des consultations informelles sur cette question.

Les Membres de l'OMC ont approuvé la demande de statut d'observateur auprès du Comité présentée par le Tadjikistan. Le pays a réaffirmé son intention d'adhérer à l'Accord, comme il s'était engagé à le faire lors de son accession. Le Tadjikistan a accédé à l'OMC en 2013.

Commerce des aéronefs civils
www.wto.org/aeronefs

Facilitation des échanges

Une étape majeure pour le système commercial mondial a été franchie le 22 février 2017, avec l'entrée en vigueur du premier accord multilatéral conclu au cours des 21 ans d'existence de l'OMC. En recevant 4 nouvelles ratifications de l'Accord sur la facilitation des échanges (AFE), l'OMC a obtenu le nombre d'acceptations nécessaire parmi ses 164 Membres pour que l'Accord prenne effet.

Le Rwanda, Oman, le Tchad et la Jordanie ont présenté leurs instruments d'acceptation au Directeur général de l'OMC, Roberto Azevêdo, le 22 février, ce qui a porté le nombre total de ratifications reçues au-dessus du seuil de 110, soit les deux tiers des Membres de l'OMC, qui est requis pour que l'AFE entre en vigueur. En accélérant le mouvement, la mainlevée et le dédouanement des marchandises aux frontières, l'AFE devrait donner une vigoureuse impulsion au commerce mondial et au système commercial multilatéral.

La mise en œuvre complète de l'AFE devrait entraîner une réduction des coûts du commerce de 14,3% en moyenne pour les Membres de l'OMC, notamment en réduisant les délais d'importation et d'exportation des marchandises. L'AFE devrait réduire le délai d'importation de plus d'un jour et demi et le délai d'exportation de près de deux jours, ce qui représente une réduction de 47% et 91%, respectivement, par rapport aux délais moyens actuels. La mise en œuvre de l'AFE devrait également aider les nouvelles entreprises à exporter.

Les pays en développement sont ceux qui ont le plus à gagner de l'AFE. D'après une étude des économistes de l'OMC publiée dans le Rapport sur le commerce mondial 2015, la pleine mise en œuvre de l'Accord devrait permettre aux pays en développement d'augmenter de 20% le nombre de nouveaux produits exportés, augmentation qui atteindra probablement 35% dans les pays les moins avancés (PMA).



Le Directeur général, Roberto Azevêdo, a dit ceci: «[e]n ratifiant l'Accord, les Membres de l'OMC ont montré leur attachement au système commercial multilatéral. Ils ont tenu les promesses faites au moment de la conclusion de cet accord à Bali, il y a un peu plus de trois ans. Et en le mettant en vigueur, nous pouvons maintenant commencer à faire de ses avantages une réalité. … D'ici à 2030, l'Accord pourrait ajouter 2,7 points de pourcentage par an à la croissance du commerce mondial et plus de 0,5 point de pourcentage par an à la croissance du PIB mondial. Cet effet serait supérieur à celui de l'élimination de tous les droits de douane en vigueur dans le monde entier.»

L'Accord est unique en ce sens qu'il permet aux pays en développement et aux PMA de définir leur propre calendrier de mise en œuvre en fonction de leurs capacités. Un Mécanisme pour l'Accord sur la facilitation des échanges (TFAF) (voir plus loin) a été créé à la demande de ces pays afin qu'ils puissent recevoir l'assistance nécessaire pour tirer pleinement parti de l'AFE, et dans la perspective ultime d'une mise en œuvre complète de l'Accord par tous les Membres.

Informations de base sur la facilitation des échanges

Les négociations sur l'Accord sur la facilitation des échanges ont été achevées avec succès en décembre 2013 lors de la neuvième Conférence ministérielle de l'OMC. L'Accord est entré en vigueur après avoir été ratifié par les deux tiers des Membres de l'Organisation. Il vise à accélérer le mouvement, la mainlevée et le dédouanement des marchandises aux frontières et prévoit des mesures pour une coopération effective entre les douanes et les autres autorités sur les questions de facilitation des échanges et de respect des procédures douanières. Il comporte aussi des dispositions relatives à l'assistance technique et au renforcement des capacités.

Facilitation des échanges
www.wto.org/facilitationdesechanges

L'Accord sur la facilitation des échanges est entré en vigueur le 22 février 2017.

Il vise à rationaliser, simplifier et normaliser les procédures douanières, ainsi qu'à faciliter le mouvement transfrontières des marchandises.

Comment l'AFE réduit les formalités administratives à la frontière pour faciliter le commerce?

- **Il accélère** la mainlevée et le dédouanement des marchandises.
- Il rend les renseignements sur les règles et procédures plus **facilement accessibles**.
- Il oblige Membres de l'OMC à accepter les **paiements par voie électronique** et les versions électroniques de certains documents.
- Il prévoit des disciplines concernant les redevances et impositions aux fins du **traitement douanier et d'autres services** à l'importation et à l'exportation.
- Il introduit des **procédures et des normes harmonisées** pour les organismes présents aux frontières et les douanes.
- Il prévoit la possibilité, pour les négociants et les autres parties intéressées, de formuler des observations sur les règles proposées et dispose que les Membres de l'OMC prévoiront un **droit de recours** contre les décisions administratives prises par les douanes.
- Il prévoit un traitement spécial et différencié en faveur des **pays en développement** aux fins de la mise en œuvre de l'Accord.

14,3%

La mise en œuvre complète de l'AFE devrait entraîner une réduction des coûts du commerce de **14,3%** en moyenne, réduction qui devrait être encore plus importante pour les pays les moins avancés.

2 jours

L'AFE devrait permettre de réduire le délai d'importation des marchandises de plus d'un jour et demi et le délai d'exportation de près de **deux jours**.

D'ici à 2030, la mise en œuvre de l'AFE pourrait ajouter jusqu'à:

2,7%

2,7 points de pourcentage par an à la croissance du commerce mondial

0,5%

Plus de **0,5 point de** pourcentage par an à la croissance du PIB mondial

Mécanisme pour l'Accord sur la facilitation des échanges

L'Accord de l'OMC sur la facilitation des échanges aidera les pays en développement à évaluer leurs besoins spécifiques pour la mise en œuvre de l'Accord et à identifier d'éventuels partenaires de développement.



Le 22 février, le Rwanda, Oman, le Tchad et la Jordanie ont présenté leurs instruments d'acceptation au Directeur général, Roberto Azevêdo, portant le nombre total de ratifications reçues au-dessus du seuil des deux tiers des Membres de l'OMC qui est requis pour que l'AFE entre en vigueur.

Facilitation des échanges
www.wto.org/facilitationdesechanges

Les pays développés se sont engagés à mettre immédiatement en œuvre l'Accord, qui prévoit toute une série de réformes en matière de facilitation des échanges. Il contient des dispositions prévoyant l'amélioration de la disponibilité et de la publication des renseignements sur les procédures et pratiques transfrontières, le renforcement des droits de recours des négociants, la réduction des redevances et des formalités se rapportant à l'importation/à l'exportation de marchandises, l'accélération des procédures de dédouanement et l'amélioration des conditions relatives à la liberté de transit des marchandises. L'Accord prévoit en outre des mesures pour assurer une coopération effective entre les douanes et les autres autorités sur les questions de facilitation des échanges et de respect des procédures douanières.

Les pays en développement et les pays les moins avancés n'appliqueront immédiatement que les dispositions de l'AFE qu'ils auront désignées comme étant des engagements de la «catégorie A». Pour les autres dispositions, c'est-à-dire les engagements des catégories B et C, ils doivent indiquer la date à laquelle elles seront mises en œuvre et, dans le cas des engagements de la catégorie C, le soutien pour le renforcement des capacités dont ils auront besoin pour les mettre en œuvre. À la fin de 2016, 90 Membres de l'OMC avaient notifié leurs engagements de la catégorie A et 6 Membres avaient présenté des notifications pour les catégories B et C. Les pays en développement doivent notifier leurs engagements des catégories B et C dès l'entrée en vigueur de l'AFE, tandis que les PMA disposent d'une année supplémentaire.

Pendant l'année 2016 les Membres de l'OMC ont régulièrement informé le Comité préparatoire de la facilitation des échanges de l'avancement de leur processus de ratification et de leurs activités d'assistance technique et de renforcement des capacités. Un atelier sur l'établissement des comités nationaux de la facilitation des échanges, prévu par l'Accord, a été organisé le 8 juin 2016. Ces comités faciliteront la coordination et la mise en œuvre des dispositions de l'Accord au niveau national.

Des représentants de plus de 150 pays ont partagé leur expérience concernant l'établissement de ces comités. Des fonctionnaires d'organismes gouvernementaux ont fait part de leur expérience pour ce qui est d'élaborer les mandats, de définir les cadres institutionnels et de garantir le bon fonctionnement desdits comités. Des représentants d'organismes donateurs et d'organisations internationales ont également expliqué comment se faire aider dans l'établissement et le maintien des comités nationaux.

Un thème commun s'est dégagé des discussions, à savoir l'importance de la participation du secteur privé, en particulier des représentants des petites et moyennes entreprises, car les entreprises sont directement affectées par les obstacles au passage des frontières et les formalités administratives que l'AFE cherche à réduire. Un autre thème commun est ressorti des débats: le besoin de coordination entre les ministères et les organismes jouant un rôle dans la mise en œuvre de l'AFE.

Mécanisme pour l'Accord sur la facilitation des échanges

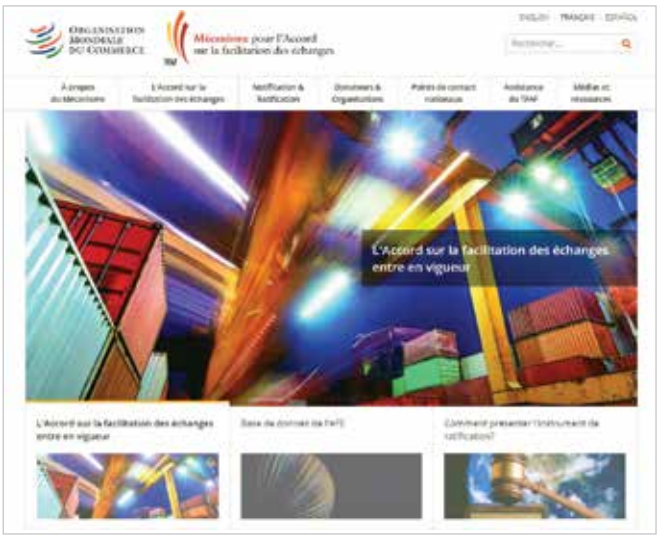
Le Mécanisme pour l'Accord sur la facilitation des échanges (TFAF) a été lancé en 2014 pour donner des indications aux pays en développement et aux pays les moins avancés sur la mise en œuvre de l'AFE. C'est une plate-forme d'échange de renseignements qui permet de fournir des ressources, d'aider à identifier des donateurs potentiels et de mettre en rapport les donateurs et les bénéficiaires. Il fournira aussi des dons pour l'élaboration et l'exécution de projets dans les cas où il n'aura pas été possible d'obtenir des fonds d'autres sources.

En 2016, les ateliers nationaux et régionaux organisés dans le cadre du TFAF visaient principalement à aider les Membres de l'OMC à préparer la ratification de l'AFE et à présenter des notifications pour pouvoir bénéficier de flexibilités dans la mise en œuvre de l'Accord. Deux cours ont également été organisés pour aider les présidents des comités nationaux de la facilitation des échanges à mieux comprendre l'Accord.

En outre, le TFAF a aidé les Membres qui demandaient une assistance à trouver des donateurs et a organisé des réunions avec des organisations partenaires et des donateurs pour renforcer la coordination du soutien à la mise en œuvre de l'Accord.

Le TFAF complète les efforts faits par les organismes régionaux et multilatéraux, les donateurs bilatéraux et les autres parties prenantes qui fournissent une assistance technique et un soutien pour le renforcement des capacités en matière de facilitation des échanges. Il est financé par les Membres de l'OMC sur une base volontaire.

Si le financement est un élément important du Mécanisme, son principal objectif est d'aider les Membres de l'OMC à obtenir le soutien dont ils ont besoin dans le cadre de projets proposés par les donateurs bilatéraux, les organisations internationales et régionales et le secteur privé.



Facilitation des échanges
www.wto.org/facilitationdesechanges

Commerce des services

Le Conseil du commerce des services a axé une grande partie de ses travaux sur le commerce électronique. Les Membres de l'OMC ont échangé des renseignements et examiné une proposition de séminaire sur les aspects de cette question relatifs aux services. Un séminaire a également été proposé pour examiner les obstacles à la circulation transfrontières des personnes en vue de la fourniture de services (mode 4). Le Conseil a poursuivi l'examen de la dérogation concernant les services, qui permet d'accorder un traitement plus favorable aux pays les moins avancés.

Commerce électronique

Le commerce électronique – production, distribution, commercialisation, vente et fourniture de biens et de services par voie électronique – a occupé une place importante dans le programme de travail du Comité en 2016. La Chine a présenté des données récentes sur l'accélération continue du commerce électronique sur son marché, et le Canada a donné des renseignements sur les dispositions relatives au commerce électronique figurant dans ses accords commerciaux.

À la réunion de juin, après avoir fait observer que les règles existantes de l'OMC s'appliquent au commerce électronique, certaines délégations ont invité les Membres à examiner si des disciplines supplémentaires pourraient compléter utilement l'ensemble de règles multilatérales dans ce domaine. Quelques délégations ont cependant réaffirmé que les discussions des Membres dans le cadre du programme de travail sur le commerce électronique, lancé en 1998, ne devaient pas tendre à des résultats prescriptifs.

Informations de base sur le commerce des services

Selon la définition donnée dans l'Accord général sur le commerce des services (AGCS), le commerce des services consiste en quatre types de transactions: mode 1 – fourniture transfrontières (un fournisseur sur le territoire d'un Membre de l'OMC fournit des services à un consommateur sur le territoire d'un autre Membre); mode 2 – consommation à l'étranger (un consommateur d'un Membre consomme des services sur le territoire d'un autre Membre); mode 3 – présence commerciale (une entreprise étrangère fournit des services par l'intermédiaire d'un établissement sur le territoire d'un autre Membre); et mode 4 – présence de personnes physiques (des personnes se rendent sur le territoire d'un autre Membre pour y fournir des services). Le Conseil du commerce des services, qui est ouvert à tous les Membres de l'OMC, supervise le fonctionnement de l'AGCS.

Le Brésil a proposé que le Secrétariat de l'OMC mette à jour une note établie en 1998 pour aider les Membres à examiner le traitement du commerce électronique dans le cadre juridique de l'Accord général sur le commerce des services (AGCS). De nombreuses délégations ont accueilli favorablement cette proposition mais aucun consensus n'a été trouvé.

En octobre, le Conseil a examiné une proposition d'un groupe de Membres de l'OMC concernant l'organisation d'un séminaire sur les aspects du commerce électronique relatif aux services. À la réunion de novembre, les Membres sont convenus, en principe, d'organiser ce séminaire. De nombreuses délégations souhaitaient que l'activité privilégie la dimension développement du commerce électronique, qu'elle porte exclusivement de la question des services et qu'elle offre l'occasion d'échanger des expériences et des renseignements, tout en respectant le mandat donné dans le Programme de travail et sans avoir d'incidence sur les négociations.

Certains Membres ont dit qu'ils étaient favorables à la tenue de ce séminaire à condition que le Conseil accepte aussi une proposition concernant un séminaire sur le mode 4 (voir ci-après). Il a été demandé au Secrétariat de préparer, pour le séminaire, un projet de programme tenant compte de toutes les préoccupations et observations formulées.

La Chine a présenté une communication, qu'elle a aussi soumise aux autres organes de l'OMC chargés du programme de travail sur le commerce électronique (voir la page 47). Elle a proposé que les discussions soient axées sur les services qui soutiennent directement le commerce des marchandises par Internet, tels que les services de paiement et les services logistiques. Tous les Membres de l'OMC ont accueilli favorablement cette communication et plusieurs ont demandé des éclaircissements sur un certain nombre de points. De nombreux Membres ont exprimé leur soutien à l'appel au renforcement de la transparence et de l'échange de renseignements. Quelques-uns ont également soutenu l'appel à la prorogation du moratoire sur l'imposition de droits de douane sur les transmissions électroniques, plusieurs faisant valoir qu'il devrait devenir permanent.

À propos de l'arrangement institutionnel pour les discussions sur le commerce électronique, la plupart des Membres ont exprimé une certaine flexibilité, mais certains ont fait valoir que les

Commerce des services
www.wto.org/services_f



délibérations devraient avoir lieu d'abord au sein des conseils et comités subsidiaires de l'OMC et ne devraient être renvoyées au Conseil général que lorsqu'elles seraient suffisamment avancées.

Dérogation concernant les services pour les PMA

Le Conseil a poursuivi l'examen de la dérogation concernant les services pour les pays les moins avancés (PMA). Cette dérogation, adoptée en 2011, permet aux Membres de l'OMC d'accorder un traitement plus favorable aux services et aux fournisseurs de services des PMA. À la fin de 2016, le Conseil avait reçu 23 notifications de traitement préférentiel en faveur des services et des fournisseurs de services des PMA de la part de 50 Membres (les États membres de l'UE étant comptés séparément).

Ces notifications avaient été présentées par le Canada, l'Australie, la Norvège, la Corée, la Chine, Hong Kong (Chine), le Taipei chinois, Singapour, la Nouvelle-Zélande, la Suisse, le Japon, le Mexique, la Turquie, les États-Unis, l'Inde, le Chili, l'Islande, le Brésil, l'Union européenne, le Liechtenstein, l'Afrique du Sud, l'Uruguay et la Thaïlande.

Comme l'avaient demandé les ministres à la dixième Conférence ministérielle à Nairobi, le Conseil a rapidement examiné et approuvé l'octroi d'un traitement préférentiel allant au-delà des mesures relatives à l'accès aux marchés. La décision ministérielle disposait que les Membres de l'OMC peuvent accorder un traitement préférentiel pour l'accès aux marchés après l'avoir notifié au Conseil, mais l'octroi d'un traitement préférentiel en rapport avec toute autre mesure est soumis à l'approbation du Conseil.

Pendant l'année, les PMA ont présenté une évaluation détaillée des préférences notifiées par l'Union européenne, l'Afrique du Sud, la Turquie et le Canada. Les PMA ont l'intention de continuer à présenter leur analyse des notifications reçues aux futures réunions du Conseil.

À Nairobi, les Ministres ont aussi chargé le Conseil de faciliter les discussions sur l'assistance technique destinée à promouvoir la participation des PMA au commerce des services. L'Union européenne, la Chine, l'Australie et l'Inde ont communiqué des renseignements sur leurs mesures de renforcement des capacités. Un représentant de la Banque mondiale a donné un aperçu des types d'assistance susceptibles d'intéresser le plus les PMA.

Mode 4 (mouvement des personnes physiques)

À ses réunions de mars et de juin, le Conseil a examiné une communication de l'Inde examinant les obstacles à l'entrée selon le mode 4, qui concerne le mouvement temporaire des personnes (et non des entreprises) à travers les frontières pour la fourniture de services.

Cette communication faisait référence à des mesures prises par les États-Unis, le Canada et le Royaume-Uni, dont l'Inde pensait qu'elles entravaient ou pouvaient entraver le commerce selon le mode 4. Les délégations concernées ont remis en question l'approche de l'Inde consistant à citer des mesures spécifiques plutôt que des obstacles génériques, et ont dit regretter que la question ait été soulevée au Conseil d'une manière qui, selon elles, ne faisait pas avancer le débat. Plusieurs pays en développement ont dit qu'ils partageaient les préoccupations générales exprimées par l'Inde au sujet des nombreux obstacles qui entravent le commerce selon le mode 4. L'Inde a aussi proposé que le Secrétariat de l'OMC mette à jour sa note d'information de 2009 concernant le mode 4, mais quelques Membres se sont opposés à cette suggestion.

Lorsque le Conseil est revenu sur la question en octobre, l'Inde a suggéré que, au lieu de se concentrer sur les mesures spécifiques de certains Membres, le Conseil organise un débat ou un séminaire consacré aux obstacles génériques au mode 4 (comme les définitions imprécises, la non-transférabilité des prestations de sécurité sociale, la non-reconnaissance des titres de compétence, les prescriptions en matière de résidence et les examens des besoins économiques).

Plusieurs Membres de l'OMC se sont dits *a priori* favorables à cette suggestion, mais ont demandé à l'Inde de mettre sa proposition par écrit. Quelques autres ont appelé à une discussion plus large sur les questions relatives à l'accès aux marchés pour les services, pour tous les modes, et ont noté qu'il était important de tenir compte de la portée sectorielle et du niveau des engagements.

En novembre, l'Inde a proposé par écrit l'organisation d'un séminaire sur le mode 4. La plupart des Membres de l'OMC ont dit que, sous réserve de précisions et de quelques modifications de l'ordre du jour, ils pouvaient soutenir la proposition de l'Inde, mais plusieurs autres ont déclaré qu'ils n'avaient pas d'instructions de leur capitale et qu'ils ne pouvaient pas souscrire à cette proposition. Il a été convenu que le Président tiendrait des consultations sur la proposition.

Exemptions de l'obligation NPF

En juin, le Conseil a entamé le quatrième réexamen des exemptions de l'obligation de traitement de la nation la plus favorisée (NPF), demandées par de nombreux Membres au moment de leur accession à l'OMC.

Commerce des services
www.wto.org/services_f

Ce réexamen porte sur la question de savoir si les conditions qui ont rendu l'exemption nécessaire existent encore. Le Conseil a décidé que la partie de fond du réexamen aurait lieu dans le cadre d'une réunion spécifique en mars 2017, sur la base d'un processus de questions-réponses organisé par secteur. Il a demandé que les questions soient soumises par écrit avant la fin de 2016 et que les réponses soient distribuées par écrit avant la réunion spécifique. Le Secrétariat de l'OMC a été chargé de mettre à jour les compilations et les notes statistiques sur les exemptions NPF qu'il avait établies pour le précédent réexamen en 2010.

Autres questions

Aux réunions de mars, juin, octobre et novembre, la Russie a fait une déclaration sur les mesures relatives à la réforme du système unifié de transport du gaz de l'Ukraine. L'Ukraine a répondu à cette déclaration et plusieurs autres Membres de l'OMC sont intervenus sur ce point.

En mars, le Canada a exprimé ses préoccupations au sujet des nouveaux règlements administratifs adoptés par la Chine concernant les services de publication en ligne.

Conformément aux dispositions de l'AGCS relatives à la transparence, le Conseil a reçu 20 notifications de mesures nouvelles ou révisées qui pouvaient affecter notablement le commerce dans des secteurs où les Membres notifiant avaient pris des engagements. Treize autres notifications portaient sur de nouveaux accords d'intégration économique concernant le commerce des services.

Services financiers

Le 18 mars 2016, le Brésil a accepté le cinquième Protocole annexé à l'AGCS, qui consacre les résultats des négociations sur les services financiers conclues en 1997. Le Protocole a maintenant été accepté par toutes ses parties.

Le Comité du commerce des services financiers a poursuivi l'examen de la question de l'inclusion financière, en se concentrant sur les obstacles les plus importants, tels que l'inadéquation des cadres réglementaires, les faiblesses institutionnelles et l'insuffisance de l'infrastructure financière. Il s'est également intéressé au rôle du commerce des services dans l'élimination de l'exclusion financière. Dans le cadre de cette discussion, les Membres de l'OMC ont échangé des informations sur leurs initiatives respectives en matière d'inclusion financière.

Dans le cadre de l'examen par le Comité de la réforme de la réglementation financière au niveau mondial et des implications pour le commerce des services financiers, le Forum mondial sur la transparence et l'échange de renseignements à des fins fiscales a présenté un exposé sur l'évolution récente de la situation et a discuté avec les Membres de l'OMC des implications potentielles pour le commerce des services financiers.

La Jamaïque, s'exprimant au nom des membres de la Communauté des Caraïbes (CARICOM), a appelé l'attention sur les problèmes liés à la réduction des risques par les banques mondiales, qui pourrait affecter un large éventail de transactions internationales, y compris les transferts de fonds, le financement du commerce international et les règlements par carte de crédit.

Engagements spécifiques

En 2016, le Comité des engagements spécifiques a réfléchi aux moyens de relancer la discussion sur l'examen des besoins économiques. L'examen des besoins économiques subordonne l'accès au marché au respect de certains critères économiques. Le principal problème à cet égard est que la plupart des entrées pertinentes dans les listes d'engagements des Membres de l'OMC ne donnent que peu ou pas d'indications sur les critères appliqués.

La Turquie a fait un certain nombre de suggestions pour les travaux futurs, proposant notamment la mise à jour de la note du Secrétariat de l'OMC sur les examens des besoins économiques, l'examen des tendances en matière d'inscription des examens des besoins économiques sur les listes dans les accords commerciaux régionaux, l'échange de renseignements entre Membres sur l'application des examens des besoins économiques, et le recensement des éléments communs dans les critères applicables aux examens des besoins économiques, par mode et par secteur. La proposition de la Turquie a obtenu un soutien général.

Les Membres sont généralement convenus que les descriptions ambiguës des examens des besoins économiques dans les listes d'engagements des Membres de l'OMC compromettaient la valeur des engagements spécifiques contractés dans le cadre de l'AGCS. Néanmoins, le Comité s'est borné à charger le Secrétariat de mettre à jour sa note en examinant les listes des Membres ayant accédé récemment.

Le Secrétariat de l'OMC a examiné les listes d'engagements des onze Membres de l'OMC ayant accédé à l'Organisation depuis le 16 avril 2010. La note souligne que de nombreuses entrées relatives aux examens des besoins économiques restent problématiques, même dans les listes des nouveaux Membres. Le Comité continuera à examiner la suite à donner à la proposition de la Turquie.

Le Comité a brièvement abordé la question des «nouveaux services» – à savoir ceux qui ne sont apparemment pas expressément mentionnés dans le système de classification de l'AGCS. Plusieurs Membres de l'OMC ont indiqué que le Comité avait fait le tour de la question, tandis que d'autres ont continué à exprimer le souhait de poursuivre l'examen des questions s'y rapportant. Les Membres sont divisés sur la question de savoir s'il existe de «nouveaux services» et si une définition est nécessaire, et sur leurs implications pour les engagements existants dans le cadre de l'AGCS.

Le Président, Gustavo Miguel Vanerio Balbela (Uruguay), a tenu des consultations sur les travaux qui pourraient être menés ultérieurement dans le cadre du mandat du Comité. À la réunion du 5 octobre 2016, plusieurs Membres de l'OMC ont exprimé le souhait d'examiner diverses questions relatives à l'établissement des listes et à la classification, concernant en particulier le commerce électronique. En outre, des questions ont été posées sur le but des travaux du Comité en l'absence de négociations sur l'accès aux marchés. Le Président continuera de consulter les Membres sur les travaux futurs du Comité.

Aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce (ADPIC)

Un amendement de l'Accord sur les ADPIC permettant aux pays en développement d'accéder plus facilement à des médicaments abordables est entré en vigueur en janvier 2017. Le Conseil des ADPIC a poursuivi ses travaux ordinaires sur la promotion de la transparence des régimes de propriété intellectuelle des Membres de l'OMC, et l'examen de la mise en œuvre de l'Accord sur les ADPIC. Il a également discuté de l'accès aux médicaments, de la biodiversité, de la brevetabilité des formes de vie et de la coopération technique, entre autres sujets.

ADPIC et santé publique

Le 23 janvier 2017, un amendement de l'Accord sur les ADPIC est entré en vigueur, garantissant aux pays en développement une voie juridique pour accéder à des médicaments abordables dans le cadre des règles de l'OMC. C'est la première fois, depuis la création de l'Organisation en 1995, qu'un Accord de l'OMC a été modifié. L'amendement est entré en vigueur après l'acceptation du protocole d'amendement par les deux tiers requis des Membres de l'OMC.

Informations de base sur les ADPIC

Les droits de propriété intellectuelle sont devenus un élément essentiel du débat sur le développement économique et sur les questions plus générales de politique publique comme l'innovation et la santé publique. L'Accord sur les aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce (ADPIC) est le traité international le plus complet en matière de protection, d'administration et de respect des droits de propriété intellectuelle. Le Conseil des ADPIC, ouvert à la participation de tous les Membres et observateurs de l'OMC, est chargé d'administrer l'Accord, de permettre un débat sur les questions de politique et d'examiner la législation des Membres de l'Organisation en matière de propriété intellectuelle.

Adopté à l'unanimité par les Membres de l'OMC en 2005, le Protocole portant amendement de l'Accord sur les ADPIC confère un caractère permanent à un mécanisme destiné à faciliter l'accès des Membres de l'OMC les plus pauvres à des médicaments génériques abordables produits dans d'autres pays. L'amendement permet la fabrication de versions génériques de médicaments brevetés sous licences obligatoires (c'est-à-dire sans le consentement du titulaire du brevet) exclusivement pour l'exportation vers les pays qui ne peuvent pas fabriquer eux-mêmes les médicaments dont ils ont besoin, ou qui ne peuvent pas le faire en quantités suffisantes.

«Cet amendement est d'une extrême importance. Il confère la certitude juridique que les médicaments génériques pourront être exportés à des prix raisonnables pour répondre aux besoins des pays dont la capacité de production dans le secteur pharmaceutique est inexistante ou limitée. Ce faisant, il aide les plus vulnérables à avoir accès aux médicaments dont ils ont besoin, et à traiter des maladies comme le VIH/SIDA, la tuberculose, le paludisme ou d'autres maladies épidémiques», a affirmé le Directeur général Roberto Azevêdo.

«L'entrée en vigueur de l'amendement de l'Accord sur les ADPIC représente un tournant décisif dans l'histoire relativement courte de l'OMC», a déclaré le Président du Conseil des ADPIC, M. l'Ambassadeur Modest Jonathan Mero (Tanzanie).

Les Membres qui n'ont pas encore accepté l'amendement de l'Accord sur les ADPIC ont jusqu'à la fin de décembre 2017 pour le faire. D'ici là, la Décision de 2003 relative à

Aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce (ADPIC)
www.wto.org/adpic_f

Un amendement de l'Accord sur les ADPIC est entré en vigueur le 23 janvier 2017

Cet amendement facilite l'accès des Membres de l'OMC les plus pauvres aux médicaments, en permettant la production des versions génériques de médicaments brevetés sous licences obligatoires (c'est-à-dire sans le consentement du titulaire du brevet) pour l'exportation vers les pays qui ne peuvent pas fabriquer eux-mêmes les médicaments dont ils ont besoin.

Cinq choses à savoir au sujet de l'amendement de l'Accord sur les ADPIC

1. C'est la première fois, depuis la création de l'OMC en 1995, que ses règles sont modifiées.

1re

2. L'amendement est entièrement motivé par des considérations de santé publique. Les pays africains ont joué un rôle majeur dans l'introduction de ce changement.



3. L'élaboration de règles peut parfois prendre du temps, mais la patience est récompensée. C'est en 2003 que les Membres de l'OMC sont convenus de faciliter l'accès aux médicaments génériques pour les pays qui n'ont pas la capacité d'en produire. Deux ans plus tard, cette décision a été transformée en un amendement permanent des règles de l'OMC concernant la propriété intellectuelle. L'amendement est finalement entré en vigueur en 2017, après que les deux tiers des Membres de l'OMC l'ont accepté.

4. Le régime de licences obligatoires pour l'exportation de médicaments a été utilisé une fois à ce jour. Une société canadienne a exporté des médicaments contre le VIH/SIDA vers le Rwanda en 2008 et 2009. Des efforts sont en cours pour faire en sorte que l'amendement fonctionne bien et donne des résultats concrets dans l'avenir.

2003 → **2017**



5. L'amendement est entré en vigueur après que le Burkina Faso, les Émirats arabes unis, le Liechtenstein, le Nigéria et le Viet Nam eurent présenté leur instrument d'acceptation en janvier 2017, ce qui a porté le nombre total d'acceptations au-delà du seuil des deux tiers des Membres requis pour que l'amendement prenne effet. Le nombre d'acceptations a considérablement augmenté ces deux dernières années, 36 Membres ayant présenté leur instrument d'acceptation depuis le début de 2015.



Aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce (ADPIC)
www.wto.org/adpic_f

la dérogation permettant d'accéder à des médicaments abordables provenant de pays tiers continue de s'appliquer à ces Membres.

En 2016, le Conseil a aussi examiné un rapport du Groupe de réflexion de haut niveau du Secrétaire général de l'ONU sur l'accès aux médicaments, à la demande du Brésil, de l'Inde, de la Chine et de l'Afrique du Sud. Ces Membres ont appelé l'attention sur les principales recommandations formulées dans le rapport, demandant notamment que la Déclaration de Doha de 2001 sur l'Accord sur les ADPIC et la santé publique soit respectée et que les flexibilités prévues dans l'Accord pour l'accès aux médicaments soient pleinement utilisées. La Déclaration de Doha de 2001 disposait que l'Accord sur les ADPIC «n'empêche pas et ne devrait pas empêcher les Membres de prendre des mesures pour protéger la santé publique».

Les discussions entre les Membres de l'OMC ont aussi porté sur d'autres recommandations, concernant notamment la définition rigoureuse des inventions et des critères d'octroi des brevets qui ont un caractère «sensible» pour la santé publique. Les Membres ont aussi discuté de la coopération entre les organisations internationales pour soutenir les gouvernements qui appliquent ces critères, notamment en ce qui concerne la formation d'examinateurs de brevets et la législation facilitant l'octroi de licences obligatoires. Certains Membres ont souligné l'importance de l'innovation pour la promotion de la santé au niveau mondial et le rôle clé de la protection de la propriété intellectuelle pour stimuler l'innovation médicale, et ils se sont dits préoccupés quant à l'approche étroite du rapport du Groupe de réflexion.

En 2016, la question des ADPIC et de la santé publique a encore été abordée dans le cadre de diverses activités de coopération technique organisées par le Secrétariat de l'OMC en collaboration avec l'Organisation mondiale de la santé et l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle. L'atelier annuel de l'OMC sur le commerce et la santé publique, organisé à Genève en octobre, a porté sur un large éventail de sujets, tels que les liens entre la santé, le commerce et la propriété intellectuelle, l'économie de l'innovation et l'accès aux technologies de la santé, les politiques de fixation des prix et d'approvisionnement, la politique et les règles de la concurrence, les services de santé et l'Accord de l'OMC sur la facilitation des échanges. Trente-cinq fonctionnaires venus de 30 pays en développement et de 5 pays développés ont participé à cet atelier.

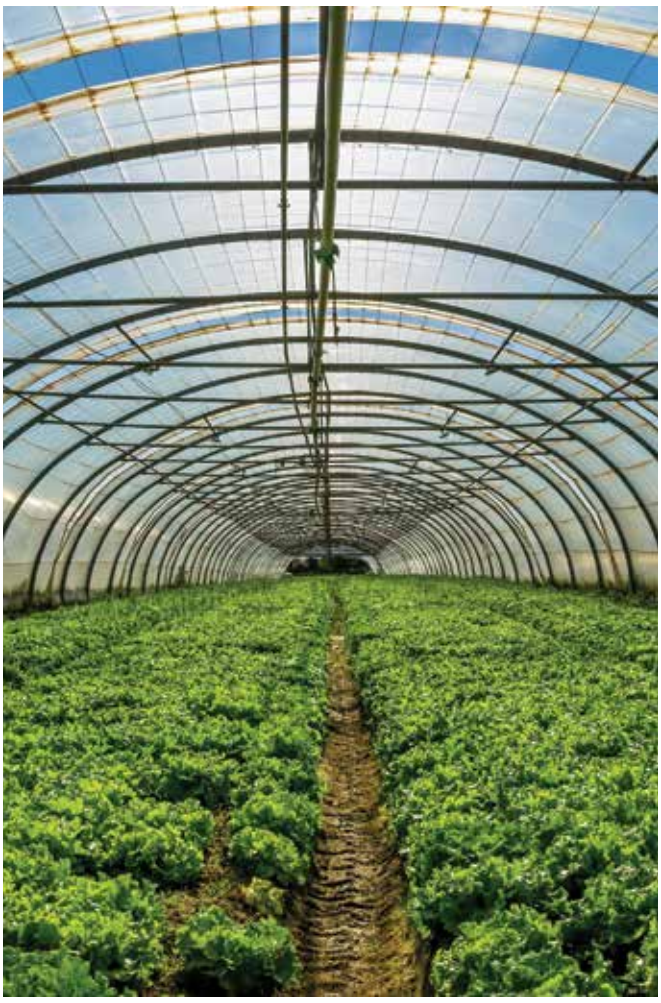
Les trois organisations ont organisé leur sixième symposium technique trilatéral en octobre. Le symposium sur la résistance aux agents antimicrobiens a porté sur la question de savoir comment faciliter l'accès aux antibiotiques et à l'innovation et leur utilisation appropriée. Les participants ont appris que la mauvaise utilisation des antibiotiques peut conduire à l'évolution d'agents pathogènes plus résistants, présentant un risque majeur pour les systèmes de santé publique. La question de la résistance aux antimicrobiens retient de plus en plus l'attention au niveau mondial. En septembre 2016, une réunion de haut niveau des Nations Unies sur la résistance aux antimicrobiens a amené les dirigeants du monde entier à s'engager à freiner la propagation des infections résistantes aux médicaments antimicrobiens.

Promotion de la transparence

La transparence des régimes nationaux de propriété intellectuelle est un principe fondamental des ADPIC. Elle aide le Conseil des ADPIC à suivre la mise en œuvre de l'Accord sur les ADPIC et elle contribue à la réduction des tensions commerciales et à l'établissement de relations commerciales constructives entre les Membres de l'OMC.

Les notifications relatives aux ADPIC offrent un ensemble unique de renseignements et constituent un mécanisme important pour la transparence. En 2016, 15 Membres de l'OMC ont notifié au Conseil plus de 100 textes de loi tenant compte de l'évolution des besoins en matière de politiques et des changements technologiques, sociaux et commerciaux intervenus dans ces pays.

En juin 2016, l'Union européenne a notifié au Conseil ses réformes relatives aux marques de fabrique ou de commerce, qui visent à offrir aux entreprises une protection plus efficace. Cinq membres – le Brésil, l'Inde, l'Afrique du Sud, la Chine



Aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce (ADPIC)
www.wto.org/adpic_f

et l'Indonésie – ont exprimé leurs préoccupations au sujet de l'impact de la nouvelle directive. Ils se sont dits préoccupés par le fait que le nouveau régime des marques pourrait entraîner des restrictions aux expéditions légitimes de marchandises, notamment de médicaments essentiels en transit. L'Union européenne a répondu que les dispositions relatives aux marques étaient limitées à l'utilisation de marques identiques à des marques enregistrées dans l'UE et ne viseraient donc ni les atteintes aux brevets ni les produits pharmaceutiques.

Dans le cadre de l'examen par le Conseil des législations d'application nationales, l'Union européenne et les États-Unis ont présenté leur nouvelle législation sur la protection des secrets commerciaux. Ils ont souligné l'importance des secrets commerciaux pour encourager l'innovation et l'échange de connaissances et promouvoir la croissance économique. Leurs présentations ont été complétées par de brefs aperçus des législations pertinentes du Canada, du Japon, de la Nouvelle-Zélande et du Taipei chinois.

Les secrets commerciaux comprennent les formules, les procédés, les savoir-faire technologiques, les données commerciales et d'autres renseignements. Pour les États-Unis, la protection des secrets commerciaux est essentielle pour préserver l'avantage compétitif de leurs entreprises. L'Union européenne a fait observer que les secrets commerciaux sont souvent utilisés par les petites entreprises qui n'ont pas les ressources nécessaires pour déposer formellement des brevets.

Sur la base des notifications reçues, le Conseil a achevé l'examen de la législation d'application de l'Accord sur les ADPIC des Fidji et du Tadjikistan, et a commencé l'examen de celle des Seychelles et du Kazakhstan, qui ont tous deux accédé à l'OMC en 2015 et sont convenus d'appliquer l'Accord sur les ADPIC dès la date de leur accession.

Le Conseil a poursuivi ses travaux sur le projet e-TRIPS, qui vise à améliorer le respect des délais de présentation des notifications concernant les ADPIC, leur exhaustivité et les autres flux de renseignements pertinents, et à offrir aux Membres de l'OMC un service d'information renforcé.

Végétaux, animaux, biodiversité et connaissances traditionnelles

Le Conseil a continué de débattre d'une série de questions relatives à la brevetabilité des inventions concernant les végétaux et les animaux et à la protection des obtentions végétales, à la relation entre l'Accord sur les ADPIC et la Convention sur la diversité biologique (CDB), et à la protection des connaissances traditionnelles et du folklore.

Deux questions étaient toujours au premier plan: celle de savoir si l'Accord sur les ADPIC devrait être amendé afin d'interdire la brevetabilité du vivant; et celle de savoir si l'Accord sur les ADPIC devrait faire plus – et, dans l'affirmative, comment – pour promouvoir l'objectif de la CDB de garantir le partage équitable des avantages découlant de l'utilisation des ressources génétiques et des connaissances traditionnelles associées.

Les points de vue divergeaient toujours quant à la possibilité d'amender l'Accord pour obliger les Membres de l'OMC à exiger que les demandeurs de brevets, divulguent la source ou le pays d'origine des ressources génétiques et des connaissances traditionnelles associées servant de base à une invention.

Incitations en faveur du transfert de technologie

En octobre 2016, le Conseil réuni en session ordinaire a procédé au quatorzième examen annuel des rapports présentés par les pays développés sur les mesures qu'ils prennent pour encourager le transfert de technologie vers les PMA. L'Accord sur les ADPIC exige que les pays développés offrent des incitations à cette fin. En 2003, le Conseil a établi un mécanisme d'examen pour surveiller le respect de cette obligation, en application d'une directive de la Conférence ministérielle de Doha en 2001.

Le Secrétariat de l'OMC a organisé un neuvième atelier annuel pour permettre aux PMA de mieux comprendre les rapports et d'avoir avec les pays développés un dialogue ouvert et franc sur le fonctionnement de ces incitations. Au nom du Groupe des PMA, l'Ambassadeur Éloi Laourou (Bénin) a reconnu que certains pays développés avaient défini le «transfert de technologie» dans leur rapport et il a indiqué qu'il s'agissait d'un concept technique englobant le transfert de PI, d'idées et de technologie.

Dans la discussion sur la propriété intellectuelle et l'innovation, les PMA ont demandé que l'article 66:2 soit mis en œuvre de manière à favoriser le transfert de technologie verte, car les PMA sont particulièrement vulnérables au changement climatique. Les PMA insistent depuis longtemps sur l'application de cet article qui fait obligation aux pays développés d'offrir des incitations pour assurer un transfert de technologie plus effectif.

Plaintes en situation de non-violation ou motivées par une autre situation dans le domaine des ADPIC

En 2016, les Membres de l'OMC ont continué à discuter de l'application des plaintes dites en situation de non-violation ou motivées par une autre situation, mais sans parvenir à réduire leurs divergences sur le point de savoir si ces plaintes devaient être permises dans le cadre de l'Accord sur les ADPIC, s'il fallait définir la portée et les modalités de ces plaintes et à qui il incomberait de proposer des éléments possibles à cette fin.

En général, un différend peut être porté devant l'OMC non seulement s'il y a eu violation d'un accord ou d'un engagement, mais aussi si un avantage escompté au titre d'un accord a été annulé, même s'il n'y a pas eu violation de la lettre de l'accord. Toutefois, pour les différends relatifs à la protection de la propriété intellectuelle, l'Accord sur les ADPIC prévoit un

Aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce (ADPIC)
www.wto.org/adpic_f

moratoire de cinq ans pour les «plaintes en situation de non-violation ou motivées par une autre situation». Ce moratoire a été prorogé à plusieurs reprises par les Conférences ministérielles. Dernièrement, la dixième Conférence ministérielle, tenue à Nairobi en 2015, a recommandé que le Conseil poursuive l'examen de la portée et des modalités pour les plaintes de ce type et fasse des recommandations à la session suivante de la Conférence ministérielle.

Coopération technique et renforcement des capacités

Les pays développés, le Secrétariat de l'OMC et d'autres organisations gouvernementales ont communiqué au Conseil des renseignements actualisés sur la coopération technique dans le domaine de la propriété intellectuelle. Le Secrétariat a continué d'aider les Membres de l'OMC et les observateurs à comprendre les droits et obligations résultant de l'Accord sur les ADPIC et des décisions pertinentes des organes de l'OMC afin qu'ils puissent réaliser leurs objectifs de développement et d'autres objectifs de politique intérieure.

En mars et juin, l'OMC et l'OMPI ont organisé conjointement, à Genève, deux cours avancés d'assistance technique pour les fonctionnaires gouvernementaux et les professeurs d'université. Le but était de renforcer la capacité des participants des pays en développement, de suivre l'évolution de la situation internationale en matière de propriété intellectuelle et de contribuer à cette évolution, ainsi que d'évaluer en connaissance de cause les questions de politique relatives à la propriété intellectuelle. Pendant les 10 dernières années, ces 2 cours ont permis de former environ 280 enseignants spécialistes de la propriété intellectuelle et environ 170 fonctionnaires gouvernementaux.

En novembre, le Secrétariat de l'OMC a organisé un atelier sur l'aide à apporter aux pays les moins avancés (PMA) pour qu'ils utilisent effectivement les droits de propriété intellectuelle, afin d'atteindre leurs objectifs nationaux de développement économique et social.

Innovation

En 2016, le Conseil a examiné trois nouvelles questions dans le cadre de la série de séances sur «la propriété intellectuelle et l'innovation», que plusieurs Membres de l'OMC demandent ponctuellement depuis 2012. Ces questions portaient notamment sur l'éducation et la diffusion d'informations sur la propriété intellectuelle, les stratégies en matière de ressources durables et de technologies peu polluantes, et les modèles d'innovation régionaux.

En mars, les Membres de l'OMC ont communiqué des renseignements détaillés sur l'éducation dans le domaine de la propriété intellectuelle en tant qu'accélérateur de l'innovation profitant à la fois aux inventeurs et aux utilisateurs. En juin, le Conseil a discuté du rôle de la propriété intellectuelle pour encourager l'innovation et contribuer à une croissance et un développement respectueux de l'environnement. La discussion était liée au contexte politique plus large, notamment l'Accord de Paris sur le changement climatique et la réalisation des Objectifs de développement durable à l'horizon 2030 des Nations Unies.

À sa réunion de novembre, la Conseil a discuté des modèles d'innovation régionaux. De nombreux Membres, dont l'Union européenne, l'Australie, la Suisse, le Japon, les États-Unis, le Brésil et le Canada, ont fait part de leur expérience concernant la création de plates-formes d'innovation régionales et la collaboration transfrontières.

Commerce électronique

À la dixième Conférence ministérielle, à Nairobi en 2015, les Membres ont décidé de poursuivre les travaux dans le cadre du Programme de travail sur le commerce électronique, sur la base du mandat actuel et des lignes directrices existantes. Le Conseil a repris les discussions sur la propriété intellectuelle et le commerce électronique, d'abord à la demande du Canada.

Le Conseil a examiné comment définir des thèmes concrets, qui pourraient guider ses travaux sur le commerce électronique en 2017. En 2016, le Canada avait fait part de son expérience nationale concernant les mesures prises, pour lutter contre la vente de produits contrefaits sur Internet. Le Brésil a présenté une communication sur l'application du droit d'auteur dans l'environnement numérique, qui serait examinée en 2017. Le Conseil devrait apporter une contribution substantielle à l'examen périodique du commerce électronique auquel procédera le Conseil général pour faire rapport à la prochaine Conférence ministérielle, en décembre 2017.

Autres questions

Aucune proposition nouvelle n'est ressortie de l'examen de la mise en œuvre de l'Accord, prescrit par l'Accord sur les ADPIC («examen au titre de l'article 71:1»). Les travaux du Conseil sur les incitations au transfert de technologie vers les PMA et sur les «plaintes en situation de non-violation et les plaintes motivées par une autre situation» sont examinés à la page 81.

Aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce (ADPIC)
www.wto.org/adpic_f

Commerce et environnement

En 2016, le Comité du commerce et de l'environnement a examiné un large éventail de questions environnementales liées au commerce, y compris le changement climatique, la réforme des subventions aux combustibles fossiles, la gestion des produits chimiques et des déchets, le commerce des espèces sauvages, la sylviculture et la pêche. Le Comité a été informé des faits nouveaux concernant la base de données de l'OMC sur l'environnement, les dispositions environnementales des accords commerciaux régionaux et les négociations sur l'Accord sur les biens environnementaux.

Changement climatique et commerce

La Convention cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC) a informé le Comité des points essentiels de l'Accord de Paris de 2015, qui définit un plan d'action mondial visant à éviter un changement climatique dangereux en contenant l'élévation de la température de la planète en dessous de 2°C, et de l'état d'avancement des discussions sur le changement climatique. Plusieurs Membres de l'OMC ont souligné l'importance de l'Accord et ont appelé à la cohérence des politiques commerciales et climatiques.

Le Brésil, le Chili, la Chine, le Mexique et Singapour ont présenté leurs plans d'action nationaux respectifs sur le climat, officiellement appelés «contributions prévues déterminées au niveau national». Le Taipei chinois a fait part de son expérience dans le domaine des énergies renouvelables et a présenté sa politique en matière de lutte contre le changement climatique.

Évoquant la nécessité de politiques cohérentes, la Corée, le Canada, le Costa Rica, le Mexique et le Taipei chinois ont présenté une proposition conjointe pour mieux comprendre la relation entre le changement climatique et le commerce. Cette proposition vise aussi à faire le bilan des discussions menées à l'OMC et dans d'autres organisations internationales pour permettre aux Membres de l'OMC de mieux comprendre la contribution potentielle de la politique commerciale à la lutte contre le changement climatique. Plusieurs délégations ont apporté leur soutien à cette proposition. Toutefois, certaines ont exprimé des préoccupations et ont suggéré qu'il valait mieux laisser les discussions sur le changement climatique à d'autres instances.

Réforme des subventions aux combustibles fossiles

Au nom des Amis de la réforme des subventions aux combustibles fossiles –groupe informel de pays non membres du G-20 –, la Nouvelle Zélande a appelé l'attention sur un communiqué sur la réforme des subventions aux combustibles fossiles publié lors de la Conférence des Parties à la CCNUCC, tenue à Paris. Ce communiqué appelait la communauté internationale à intensifier ses efforts pour éliminer progressivement les subventions aux combustibles fossiles en encourageant la transparence des politiques, une réforme ambitieuse et un soutien ciblé en faveur des populations les plus pauvres.

Informations de base sur le commerce et l'environnement

Le développement durable et la protection et la préservation de l'environnement sont des objectifs fondamentaux de l'OMC. Le Comité du commerce et de l'environnement est chargé d'étudier la relation entre le commerce et l'environnement.



L'ODD 12 concerne la consommation et la production durables et la gestion écologiquement rationnelle des produits chimiques et des déchets tout au long de leur cycle de vie.

Commerce et environnement
www.wto.org/environnement



Certains Membres de l'OMC ont insisté sur la nécessité d'interdire certaines formes de subventions à la pêche qui contribuent à la surcapacité et à la surpêche et d'éliminer les subventions qui contribuent à la pêche illicite, non réglementée et non déclarée (INN).

La Nouvelle Zélande a également appelé l'attention sur l'engagement de rationaliser les subventions inefficaces aux combustibles fossiles, énoncé dans le Programme d'action d'Addis-Abeba, programme d'action mondial adopté en 2015 pour financer le développement durable, et sur l'Objectif de développement durable n° 12 des Nations Unies (voir la page 41).

Plusieurs Membres de l'OMC ont reconnu l'importance de la réforme des subventions aux combustibles fossiles, ont fait part de leur expérience et se sont dits favorables à la poursuite des discussions au Comité. Toutefois, plusieurs autres Membres ont dit que la réforme en question n'avait pas de lien avec l'OMC; ils estimaient que l'OMC n'était pas l'instance appropriée pour discuter de ces questions.

Gestion des produits chimiques et des déchets

En réponse à une demande formulée par plusieurs pays en développement, le Comité a discuté de la gestion des produits chimiques et des déchets, en mettant l'accent sur la question des produits électroniques mis au rebut, ou «déchets électroniques».

Le Secrétariat des Conventions de Bâle, de Rotterdam et de Stockholm (BRS), qui visent toutes les trois à protéger la santé des personnes et l'environnement contre les effets nocifs des produits chimiques et des déchets dangereux, a présenté un exposé sur ses travaux. Le Secrétaire exécutif, Rolph Payet, a informé les Membres de l'OMC des travaux du Secrétariat des Conventions dans les domaines de la gestion et du recyclage des déchets électroniques.

L'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI) a présenté ses travaux sur la gestion durable des déchets électroniques et les principaux obstacles au traitement de ces déchets, en particulier pour les pays en développement. Le Chili, le Canada et le Taipei chinois ont décrit leurs pratiques et leurs réglementations nationales en matière de gestion des déchets.

Commerce des espèces sauvages

À la Conférences des Parties tenue à Johannesburg en octobre 2016, la Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction (CITES) a informé le Comité des faits nouveaux, notamment des décisions prises pour lutter contre le commerce illicite d'espèces sauvages et pour améliorer la durabilité, la légalité et la traçabilité du commerce de ces espèces.

L'Union européenne a présenté son Plan d'action contre le trafic d'espèces sauvages, adopté en 2016, qui établit une feuille de route définissant la stratégie de l'UE en matière de lutte contre le trafic d'espèces sauvages à l'horizon 2020. Les États Unis ont donné aux délégations des informations sur les travaux de leur groupe de travail présidentiel sur le trafic d'espèces sauvages, y compris la Stratégie nationale de lutte contre le trafic d'espèces sauvages, lancée en 2014.

Sylviculture

Le Canada a présenté sa façon de gérer et de réglementer les forêts et les produits forestiers, ainsi que sa législation sur l'application de la CITES au Canada et le contrôle des importations d'espèces non visées par la CITES obtenues de façon illicite. Outre les expériences nationales, l'Organisation internationale des bois tropicaux a informé le Comité de ses activités concernant l'application de la législation sur les forêts et la coopération avec la CITES.

Commerce et environnement
www.wto.org/environnement



Des négociations sur un accord sur les biens environnementaux ont lieu entre 46 Membres de l'OMC dans le but de réduire les droits sur différents biens environnementaux.

Pêche

L'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) a fait part des conclusions du rapport 2016 sur la situation mondiale des pêches et de l'aquaculture, qui souligne le rôle de la pêche dans la sécurité alimentaire et qui donne des renseignements sur le commerce du poisson. Les Membres de l'OMC ont montré de l'intérêt pour ces conclusions et certains ont insisté sur la nécessité d'interdire certaines formes de subventions à la pêche (voir la page 42) qui contribuent à la surcapacité et à la surpêche, et d'éliminer les subventions qui favorisent la pêche illicite, non réglementée et non déclarée (pêche INN).

Dispositions environnementales des ACR

Plusieurs Membres de l'OMC ont parlé des dispositions environnementales des accords commerciaux régionaux (ACR). Le Canada a fait part de son expérience de la négociation et de la mise en œuvre des dispositions environnementales des accords de libre-échange et a dit que le principe fondamental qu'il suivait consistait à promouvoir le soutien mutuel entre la libéralisation du commerce et la protection de l'environnement. La Nouvelle-Zélande a présenté un exposé sur la mise en œuvre des dispositions environnementales de ses ACR, en donnant des exemples concrets de coopération bilatérale dans le cadre de ses accords.

L'Union européenne a noté que l'inclusion de dispositions environnementales dans les ACR s'expliquait par la reconnaissance du fait que les politiques environnementales faisaient partie intégrante du développement durable. Le Chili, la Corée, la Suisse et le Taipei chinois ont fait part de leur expérience concernant les dispositions environnementales des ACR.

Le Secrétariat de l'OMC a présenté un exposé sur les dispositions environnementales des ACR notifiés à l'OMC, sur la base d'un document de travail de l'OMC publié en août 2016. L'analyse couvre 270 ACR en vigueur qui ont été notifiés entre 1957 et mai 2016. Les dispositions prévoyant des exceptions liées à l'environnement ou une coopération dans le domaine de l'environnement restent les types de dispositions environnementales les plus répandus dans les ACR.

Base de données de l'OMC sur l'environnement

Le Secrétariat de l'OMC a présenté une version actualisée de la base de données sur l'environnement et a souligné les principales tendances des mesures commerciales liées à l'environnement notifiées à l'OMC. La base de données, qui est mise à jour tous les ans, contient toutes les notifications relatives à l'environnement présentées par les Membres de l'OMC, ainsi que les mesures et politiques environnementales mentionnées dans les rapports d'examen des politiques commerciales (voir la page 92).

Les Membres de l'OMC ont exprimé leur intérêt pour cette base de données et ont suggéré de l'améliorer en créant une interface Web pour faciliter la diffusion et l'utilisation des données. Le Secrétariat a indiqué qu'il étudiait cette amélioration en fonction des ressources disponibles.

Biens environnementaux

En tant que présidente des négociations sur l'Accord sur les biens environnementaux (ABE), l'Australie a tenu le Comité informé des progrès accomplis. L'ABE est négocié par 18 participants, qui représentent 46 Membres de l'OMC (voir la page 41).

Autres questions

L'Équateur a dit aux Membres de l'OMC que la multiplicité des certificats nécessaires pour les produits issus de l'agriculture biologique constituait un obstacle à l'accès aux marchés, en particulier pour les petits producteurs. Il a dit qu'il était favorable à l'application d'un traitement tarifaire préférentiel pour les produits biologiques, car cela stimulerait la production, favoriserait la consommation durable et contribuerait à la protection de l'environnement mondial.

L'Australie a donné des informations aux délégations sur un atelier qu'elle a organisé conjointement avec le Mexique, l'Indonésie, la République de Corée et la Turquie en octobre 2016 sur le thème «L'OMC et le Programme 2030». Cet atelier a été l'occasion d'examiner l'historique du Programme et son contenu en rapport avec le commerce, et de mener des discussions approfondies sur certains de ses aspects qui sont pertinents pour les travaux de l'OMC.

Commerce et environnement
www.wto.org/environnement



En juin, une table ronde a eu lieu dans le cadre d'un cours avancé sur le commerce et l'environnement, organisé conjointement par l'OMC et le Grantham Institute, Imperial College de Londres.

Les accords environnementaux multilatéraux (AEM) et les autres organisations internationales

Le Comité a continué à servir de plate-forme pour informer les Membres de l'OMC des faits nouveaux concernant les accords environnementaux multilatéraux (AEM) et les autres organisations internationales. En 2016, le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) a donné des informations sur ses travaux en rapport avec la mise en œuvre du Programme 2030, y compris sur les initiatives visant à favoriser les synergies entre les politiques commerciales et environnementales.

Le PNUE a également communiqué aux délégations des renseignements sur la deuxième session de l'Assemblée des Nations Unies pour l'environnement (ANUE 2), tenue en mai 2016, et sur l'accord conclu en octobre 2016 au titre du Protocole de Montréal pour réduire l'utilisation des hydrofluorocarbures, qui contribuent dans une large mesure au changement climatique. L'accord, conclu à Kigali, prévoit de plafonner et de réduire progressivement l'utilisation des hydrofluorocarbures à partir de 2019.

La Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED) a présenté un rapport intitulé «Trade Into Sustainable Development: Trade, Market Access, and the Sustainable Development Goals». L'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) a présenté un document de travail expliquant qu'au niveau national, des politiques environnementales rigoureuses mais bien conçues ont tendance à favoriser le développement et les exportations de biens et services respectueux de l'environnement.

Assistance technique et sensibilisation

En 2016, l'OMC a organisé un cours avancé d'une durée de deux semaines sur le commerce et l'environnement. À cette occasion, une séance intitulée «Libéraliser les échanges pour les technologies énergétiques propres» a été menée conjointement avec le Grantham Institute de l'Imperial College de Londres. Les intervenants ont discuté de la manière dont le commerce pouvait aider à apporter des solutions en termes de technologies climatiques là où elles sont les plus nécessaires, et pouvait ainsi aider les pays dans le monde entier à parvenir à un développement durable.

En outre, une formation dans le domaine du commerce et de l'environnement a été dispensée dans le cadre des cours de politique commerciale organisés par l'OMC à Genève et au niveau régional et au moyen de la plate forme d'apprentissage en ligne.

En collaboration avec la CNUCED et le Centre du commerce international, l'OMC a organisé une activité dans le cadre de la Conférence des Parties à la CCNUCC (COP22), qui s'est tenue en novembre à Marrakech (Maroc). Le message principal était que le commerce peut jouer un rôle important dans la lutte contre le changement climatique et en aidant les pays à respecter leurs engagements au titre de l'Accord de Paris.

Commerce et environnement
www.wto.org/environnement

Commerce et transfert de technologie

Le Groupe de travail du commerce et du transfert de technologie a continué à analyser la relation entre le commerce et le transfert de technologie. Le Taipei chinois a présenté aux Membres son expérience en matière d'innovation et de transfert de technologie. Les Membres de l'OMC ont en outre poursuivi l'examen d'une communication présentée par l'Inde, le Pakistan et les Philippines traitant de la facilitation de l'accès à l'information sur les sources de technologies appropriées.

Les discussions du Groupe de travail du commerce et du transfert de technologie ont montré l'importance de la technologie et du savoir-faire technique pour améliorer la productivité, promouvoir les exportations et soutenir la croissance économique dans les pays en développement et dans les PMA. Des Membres de l'OMC ont de nouveau appelé à partager les expériences nationales, en particulier dans le cas des pays qui ont connu un développement rapide au cours des dernières années. Il a été souligné que ce partage d'expériences aiderait les pays en déficit technologique à faire des choix plus éclairés pour soutenir leur croissance.

Le Taipei chinois a fait part de son expérience en matière d'innovation et de création et transfert de technologie. Selon lui, la clé pour constituer une base technologique solide est d'avoir une politique technologique globale qui encourage le développement institutionnel et l'investissement et qui établit des liens entre tous les acteurs. L'intervenant a montré comment le Taipei chinois avait utilisé le transfert de technologie pour aider Sainte-Lucie à améliorer ses capacités de lutte contre la cercosporiose noire du bananier, une maladie qui attaque le feuillage de cet arbre.

Les discussions ont aussi montré que les politiques de soutien, le financement, l'investissement, la recherche-développement, les établissements d'enseignement, les ressources humaines et le développement des infrastructures jouent un rôle crucial dans le transfert de technologie.



En 2016, les Membres de l'OMC ont poursuivi l'examen d'une communication présentée par l'Inde, le Pakistan et les Philippines, intitulée «Facilitating access to information on appropriate technology sourcing – A step to increase flows of technology to developing countries» (Faciliter l'accès à l'information sur les sources de technologies appropriées: mesure visant à accroître les apports de technologie aux pays en développement). Les auteurs suggèrent que le Groupe de travail recommande la création, sur le site Web de l'OMC, d'une page dédiée au transfert de technologie, qui pourrait être un point d'information unique sur les questions relatives à la technologie.

Informations de base sur le commerce et le transfert de technologie

Le Groupe de travail du commerce et du transfert de technologie a été établi en 2001 par la Conférence ministérielle de Doha «pour examiner la relation entre le commerce et le transfert de technologie et faire des recommandations sur les mesures qui pourraient être prises, dans le cadre du mandat de l'OMC, pour accroître les apports de technologie aux pays en développement».

Commerce et transfert de technologie
www.wto.org/techtransfer_f

Accords commerciaux régionaux

Le Comité des accords commerciaux régionaux (CACR) a commencé à examiner les implications des ACR pour le système commercial multilatéral, comme cela a été demandé à la dixième Conférence ministérielle à Nairobi. En 2016, l'OMC a reçu 22 notifications d'ACR, contre 16 en 2015. Les notifications reçues concernaient onze nouveaux ACR. La région Asie-Pacifique et la région des Amériques ont notifié le plus grand nombre d'ACR – cinq chacune. L'OMC a lancé une nouvelle publication sur les ACR et leur relation avec les règles de l'OMC.

Notifications

Sur les onze accords commerciaux régionaux (ACR) notifiés à l'OMC en 2016 (en comptant ensemble les volets marchandises et services), huit portaient à la fois sur les marchandises et les services et trois portaient seulement sur les marchandises. Alors qu'en 2015, la plupart des ACR notifiés avaient été conclus entre des pays en développement et des pays développés, en 2016, il n'y en a eu que trois entre des pays développés et en développement, les huit autres ayant été conclus uniquement entre des pays en développement.

Les Membres de l'OMC ont franchi une nouvelle étape avec la notification, en juin 2016, d'un ACR entre le Japon et la Mongolie. Avant cela, la Mongolie était le seul Membre de l'OMC à n'être partie à aucun ACR. Des Membres de la région Asie Pacifique et de la région des Amériques étaient parties à cinq ACR chacun. Les autres ACR impliquaient des Membres d'Europe, de la Communauté d'États indépendants, d'Afrique et du Moyen Orient. Trois de ces accords concernaient des Membres de deux régions différentes et huit, des Membres d'une même région.

Au 31 décembre 2016, 643 ACR avaient été notifiés à l'OMC, dont 431 étaient en vigueur (voir la figure 13). Les ACR comprennent les accords de libre échange et les unions douanières. En vertu des règles de l'OMC, les dispositions des ACR relatives aux marchandises et aux services, ainsi que les adhésions à des ACR existants, doivent être notifiées séparément et sont donc comptées séparément. Toutefois, si on compte ces trois volets ensemble, les 643 notifications concernaient 464 ACR, dont 271 étaient en vigueur.

Au 31 octobre 2016, quelque 83 ACR n'avaient pas été notifiés à l'OMC. En novembre, le Président du Comité, l'Ambassadeur Daniel Blockert (Suède), a dit au Comité qu'il avait tenu des consultations avec les délégations concernées par des ACR pour lesquels les données communiquées étaient incomplètes et qu'il espérait qu'elles fourniraient sans tarder les renseignements manquants pour que le Secrétariat puisse compléter les présentations factuelles relatives à ces ACR.

Informations de base sur les accords commerciaux régionaux

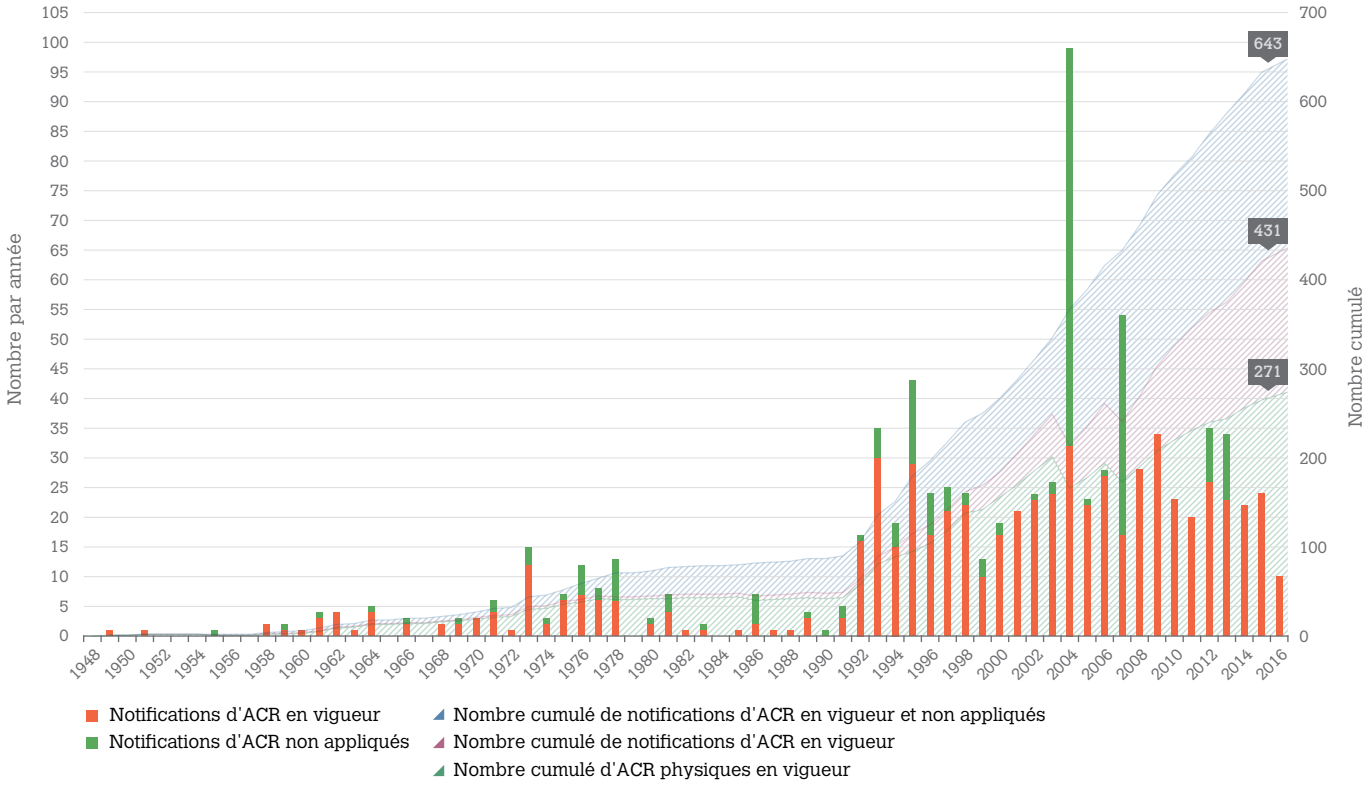
Le Comité des accords commerciaux régionaux (CACR) est chargé de surveiller tous les accords commerciaux régionaux (ACR) notifiés à l'OMC, à l'exception de ceux qui le sont au titre de dispositions spéciales concernant les accords entre pays en développement (Clause d'habilitation), qui sont examinés par le Comité du commerce et du développement. Il examine les différents ACR et analyse leurs implications systémiques pour le système commercial multilatéral. Depuis la notification de l'ACR entre la Mongolie et le Japon en juin 2016, tous les Membres de l'OMC ont désormais un ACR en vigueur (jusqu'à 30 pour certains).

Surveillance des ACR

Tous les ACR, qu'ils soient notifiés au titre de l'article XXIV de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT) de 1994, de la Clause d'habilitation pour les accords entre pays en développement (relative au commerce des marchandises) ou de l'article V de l'Accord général sur le commerce des services (AGCS) (relatif au commerce des services), sont soumis aux dispositions et procédures du Mécanisme pour la transparence des accords commerciaux régionaux.

Accords commerciaux régionaux
www.wto.org/acr_f

Figure 13: Ensemble des ACR notifiés au GATT/à l'OMC (1948-2016), par année d'entrée en vigueur



Note: Notifications d'ACR: les volets des ACR relatifs aux marchandises, aux services et aux adhésions à un ACR sont comptés séparément. ACR réels: les volets des ACR relatifs aux marchandises, aux services et aux adhésions à un ACR sont comptés ensemble.

Les lignes correspondant à un nombre cumulé montrent le nombre de notifications/d'ACR physiques en vigueur pour une année donnée.

Source: Secrétariat de l'OMC.

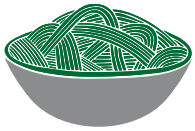
Ce mécanisme énonce des lignes directrices précisant à quel moment un nouvel ACR doit être notifié au Secrétariat de l'OMC et quels renseignements et données doivent être fournis. Il exige également que le Secrétariat établisse une présentation factuelle de chaque ACR et que les Membres de l'OMC examinent chacun de ces accords. Le 14 décembre 2016, l'OMC a célébré le dixième anniversaire du Mécanisme, qui a permis d'examiner 143 ACR concernant 106 Membres de l'OMC au cours de la dernière décennie.

Le Conseil général a établi le Mécanisme pour la transparence à titre provisoire en 2006. En décembre 2015, à Nairobi, les Ministres ont demandé aux Membres de l'OMC de s'employer à transformer le mécanisme provisoire en un mécanisme permanent.

Le Président a indiqué que, d'après les consultations qu'il avait menées, les Membres étaient moins attachés à l'idée d'entamer des négociations sur un mécanisme d'examen permanent, même si certains avaient souligné que cette question restait importante. Pour que le Mécanisme devienne permanent, il faut que les Membres l'examinent et, en cas de besoin, le modifient dans le cadre des résultats globaux du Cycle de Doha. Le Groupe de négociation sur les règles a entamé cet examen en 2011 (voir la page 42). Les Membres doivent aussi examiner la relation juridique entre le Mécanisme et les dispositions pertinentes de l'OMC relatives aux ACR.

Les accords notifiés au titre de l'article XXIV du GATT de 1994 et de l'article V de l'AGCS sont examinés par le Comité des accords commerciaux régionaux (CACR), alors que ceux qui sont notifiés au titre de la Clause d'habilitation (voir la page 88) sont examinés par une session spécifique du Comité du commerce et du développement (CCD) sur la base de la présentation factuelle établie par le Secrétariat de l'OMC (voir le tableau 2).

Les Membres de l'OMC sont tenus d'informer le Secrétariat de toutes modifications apportées à un accord notifié et de présenter un rapport dès qu'un accord est pleinement mis en œuvre. Par souci de transparence, ils sont aussi encouragés à



643

À la fin de 2016, l'OMC avait reçu 643 notifications d'ACR depuis 1995, dont 431 étaient en vigueur.

Accords commerciaux régionaux
www.wto.org/acr_f

Tableau 2: Accords commerciaux régionaux examinés en 2016

1. ACR examinés par le CACR:
Canada – République de Corée (marchandises et services)
Japon – Australie (marchandises et services)
AELE – Colombie (marchandises et services)
AELE – Bosnie Herzégovine (marchandises)
République de Corée – Australie (marchandises et services)
Canada – Honduras (marchandises et services)
Fédération de Russie – Serbie (marchandises)
République dominicaine et Amérique centrale (Costa Rica, El Salvador, Guatemala, Honduras et Nicaragua) (marchandises et services)
République dominicaine, Amérique centrale (Costa Rica, El Salvador, Guatemala, Honduras et Nicaragua) et États-Unis (marchandises et services)
États-Unis – Panama (marchandises et services)
Chili – Viet Nam (marchandises)
République de Corée – Nouvelle Zélande (marchandises et services)
Union européenne – Bosnie Herzégovine (services)
Islande – Chine (marchandises et services)
Australie – Chine (marchandises et services)
Inde – Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN) (services)
AELE – Amérique centrale (Costa Rica et Panama) (marchandises et services)
2. ACR examinés par le CCD:
Maurice – Pakistan (marchandises)
MERCOSUR – Inde (marchandises)

Note: Le tableau fait référence à 19 accords, dont 12 concernent à la fois les marchandises et les services, 5 concernent uniquement les marchandises et 2 concernent uniquement les services.

informer le Secrétariat de tout accord en cours de négociation ou des accords qui ont été signés mais qui ne sont pas encore entrés en vigueur («annonces préalables»).

Les accords notifiés et entrés en vigueur sont examinés par le CACR ou le CCD, normalement dans l'année qui suit la date de notification. En 2016, le CACR a tenu 4 réunions et a examiné 29 notifications d'ACR, les volets marchandises, services et adhésions étant comptés séparément, contre 19 en 2015 et 42 en 2014. Le CCD a tenu deux sessions spécifiques sur les ACR et a examiné deux ACR notifiés au titre de la Clause d'habilitation.

Le Mécanisme pour la transparence exige aussi que le Secrétariat de l'OMC établisse des «résumés factuels» des ACR que le CACR a examinés, avant leur entrée en vigueur.

À la fin de 2016, 72 résumés factuels d'accords en vigueur avaient été établis, en consultation avec les parties à ces ACR, et avaient été inclus dans la base de données sur les ACR.

En outre, en 2016, les Membres de l'OMC ont présenté cinq «annonces préalables», dont deux pour des ACR nouvellement conclus mais pas encore entrés en vigueur et trois pour des ACR en cours de négociation. En décembre 2016, l'OMC avait reçu 103 annonces préalables, dont 63 avaient été présentées après l'entrée en vigueur des accords.

Le CACR a également examiné les rapports présentés à la fin de la mise en œuvre des accords. La plupart des ACR sont mis en œuvre sur une période déterminée et le Mécanisme pour la transparence exige que les parties présentent un bref rapport écrit sur la réalisation des engagements de libéralisation. Sept rapports de ce genre ont été présentés en 2016. Ces rapports sont importants pour savoir si les ACR produisent les résultats escomptés. Le Président a noté qu'il y avait 129 ACR pour lesquels des rapports sur la mise en œuvre n'avaient pas encore été présentés au 11 mars 2016 et que seulement 7 rapports avaient été reçus pendant l'année.

Incidence des ACR sur le système commercial multilatéral

Les ACR récents ont une portée de plus en plus vaste et comportent des dispositions relatives à l'ouverture des marchés dans le secteur des services et dans d'autres domaines comme l'investissement, la politique de la concurrence, la facilitation des échanges, les marchés publics, la propriété intellectuelle, le commerce électronique et, parfois, le travail et l'environnement.

La plupart des ACR sont des accords bilatéraux, ce qui crée un ensemble de plus en plus complexe de réglementations commerciales. Leurs détracteurs font valoir que ce chevauchement de régimes commerciaux rend le commerce international plus complexe et affaiblit les principes de non-discrimination de l'OMC. Les défenseurs des ACR affirment que les régimes commerciaux régionaux peuvent servir de base à de futures règles multilatérales. Ils permettent aussi aux Membres qui le souhaitent d'ouvrir leurs marchés plus rapidement que d'autres en restant dans le cadre des règles de l'OMC.

Bien que les ACR soient, par nature, discriminatoires, la discrimination envers les non parties peut être réduite si les accords sont ouverts et si les parties autorisent les tierces parties à adhérer aux accords existants.

L'élargissement et la consolidation des accords existants sont proposés dans le cadre de nouveaux ACR, comme l'Alliance du Pacifique entre le Chili, la Colombie, le Mexique et le Pérou, qui ont déjà des accords bilatéraux entre eux. On peut également citer l'Accord de rapprochement économique entre l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN) et 6 autres partenaires régionaux, ainsi que l'Accord tripartite entre 26 partenaires africains, qui réunira 3 communautés économiques régionales existantes.

Accords commerciaux régionaux
www.wto.org/acr_f



Une nouvelle publication sur les ACR a été lancée lors du Forum public en septembre.

D'autres engagements pris à l'intérieur des frontières, tels que les réformes législatives (par exemple, l'adoption d'une nouvelle loi sur la concurrence ou l'environnement) peuvent aussi être non discriminatoires et profiter à tous les partenaires commerciaux. Les recherches effectuées par le Secrétariat de l'OMC sur la base des ACR notifiés depuis 2000 révèlent que 60% environ de ces accords prévoient des engagements en matière d'ouverture commerciale portant sur les marchandises et sur les services. En outre, plus de la moitié d'entre eux prévoient des règles concernant les investissements, les marchés publics, la concurrence, les mesures sanitaires et phytosanitaires (SPS), les obstacles techniques au commerce, les mesures de défense commerciale et les droits de propriété intellectuelle. Certains ACR contiennent également des dispositions concernant d'autres domaines tels que les normes environnementales, les normes du travail et le commerce électronique, qui ne sont pas encore couverts par les règles de l'OMC.

Dans la Déclaration ministérielle de Nairobi de décembre 2015, les Ministres ont réaffirmé la nécessité de faire en sorte que les ACR restent un complément, et non un substitut, du système commercial multilatéral. Ils ont donné pour instruction au CACR d'examiner les implications systémiques des ACR pour le système commercial multilatéral et leur lien avec les règles de l'OMC.

À une réunion tenue par le CACR en septembre, le Président a dit que les Membres étaient apparemment prêts à entamer des discussions à ce sujet. Il a ajouté que celles ci seraient axées sur l'échange de renseignements et de données d'expérience, plutôt que sur l'obtention d'un résultat formel. «De nombreux Membres m'ont indiqué clairement que cela était pour eux une priorité et je n'ai encore vu aucun Membre s'y opposer», a-t-il affirmé.

Toutefois, le Président a noté que les choses étaient moins claires pour ce qui était du type de discussion systémique souhaité par les Membres. Plusieurs délégations ont dit qu'elles souhaitaient engager des discussions systémiques de nature thématique. Certains Membres ont indiqué que les règles relatives aux ACR devaient constituer le point de départ de toute discussion sur des questions systémiques. L'amélioration du respect, par les Membres, de l'actuel Mécanisme pour la transparence a également été citée comme une question systémique importante.

Nouvelle publication

Une nouvelle publication, qui traite des ACR et de leur influence potentielle sur les règles de l'OMC, a été lancée à l'occasion du Forum public de l'OMC en septembre. Intitulé «Regional Trade Agreements and the Multilateral Trading System», ce livre a été publié sous la direction de Rohini Acharya, Chef de la Section des ACR, et il a été rédigé par des fonctionnaires du Secrétariat de l'OMC. Il examine les dispositions de ces accords commerciaux afin de déterminer dans quelle mesure ils reflètent les textes juridiques de l'OMC ou s'en écartent. Les auteurs utilisent ce qui est peut être le plus vaste ensemble de données sur les ACR à ce jour pour mieux comprendre si les ACR créent de nouvelles normes qui diffèrent de celles de l'OMC et quelles en sont les implications possibles.

Base de données sur les ACR

Tous les renseignements sur les ACR notifiés à l'OMC figurent dans une base de données accessible au public. Celle-ci contient des liens vers le texte officiel et les annexes, ainsi que des renseignements sur le processus d'examen à l'OMC. Dans le cas des ACR qui ont déjà fait l'objet d'une présentation factuelle, la base de données contient également les données commerciales et tarifaires pertinentes.

Accords commerciaux régionaux
www.wto.org/acr_f

Examens des politiques commerciales

En 2016, l'Organe d'examen des politiques commerciales (OEPC) a examiné les politiques et pratiques commerciales de 23 Membres de l'OMC. Depuis sa création en 1989 jusqu'à la fin de 2016, il a procédé à 452 examens visant 153 des 164 Membres de l'OMC. En 2016, les Membres sont convenus d'apporter de nouvelles modifications au Mécanisme d'examen des politiques commerciales, notamment d'ajuster la fréquence des examens.

Examens des politiques commerciales

En 2016, 23 Membres de l'OMC ont fait l'objet d'un examen, dont 2 – l'Ukraine et la Fédération de Russie – pour la première fois. Les autres Membres concernés étaient les suivants: Géorgie, Maroc, Fidji, Turquie, Maldives, Royaume d'Arabie saoudite, Malawi, Honduras, Albanie, Émirats arabes unis, Zambie, Tunisie, Chine, Singapour, El Salvador, République de Corée, République démocratique du Congo, Sri Lanka, Guatemala, Îles Salomon et États Unis. Les dates des examens et les Membres visés sont indiqués sur la carte, pages 94-95.

Les États Unis ont fait l'objet du plus grand nombre d'examens, soit 13. Viennent ensuite: le Japon et l'Union européenne – 12 examens; le Canada – 10 examens; Hong Kong (Chine), l'Australie, la République de Corée et la Thaïlande – 7 examens; la Malaisie, la Norvège, Singapour, l'Indonésie, la Suisse, le Brésil, la Chine, et l'Inde – 6 examens; et le Mexique, la Turquie, le Chili, la Nouvelle Zélande, le Maroc et l'Afrique du Sud – 5 examens; 28 Membres ont fait l'objet de 4 examens et 42 Membres, de 3 examens.

Pour leurs réunions d'examen en 2016, trois Membres ont choisi d'utiliser les nouveaux délais pour la présentation de questions et réponses écrites, lesquels ont été mis en place dans le cadre de la quatrième évaluation du Mécanisme d'examen des politiques commerciales (MEPC), réalisée en 2011. Conformément à ces nouveaux délais, les Membres doivent présenter leurs questions quatre semaines avant la réunion d'examen et le Membre visé par l'examen doit communiquer ses réponses écrites une semaine avant la réunion.



23

L'OMC a examiné les politiques et pratiques commerciales de 23 Membres en 2016.

Informations de base sur les examens des politiques commerciales

Le Mécanisme d'examen des politiques commerciales a pour but d'encourager tous les Membres de l'OMC à respecter les règles de l'Organisation. Grâce à l'examen périodique des politiques commerciales, il permet aux Membres d'examiner collectivement les politiques et pratiques commerciales des différents Membres dans tous les domaines liés au commerce. Les 4 principales entités commerçantes (actuellement l'Union européenne, les États Unis, la Chine et le Japon) sont soumises à un examen tous les 2 ans, les 16 partenaires commerciaux suivants tous les 4 ans et les autres Membres tous les 6 ans, un intervalle plus long pouvant être fixé pour les pays les moins avancés. Les examens ne sont pas censés servir de base à l'exécution des obligations ou à des procédures de règlement des différends.

Examens des politiques commerciales
www.wto.org/mepc_f

Des fichiers audionumériques (podcasts) ont été utilisés dans 16 des 23 réunions d'examen tenues en 2016, à savoir pour les Membres suivants: Géorgie, Maroc, Fidji, Turquie, Ukraine, Malawi, Honduras, Albanie, Émirats arabes unis, Zambie, Tunisie, Chine, Singapour, République de Corée, Sri Lanka et États-Unis. Ces fichiers sont accessibles aux Membres, mais pas au public. À compter de 2017, il ne sera plus possible d'utiliser des podcasts, conformément à une décision prise lors de la sixième évaluation du MEPC, en 2016. La règle limitant à sept minutes les interventions des Membres a encore été appliquée de façon satisfaisante.

Les versions imprimées des examens des politiques commerciales sont disponibles en tant que publications de l'OMC. Elles contiennent le rapport du Secrétariat de l'OMC, le rapport du Membre visé par l'examen, les remarques finales du Président de l'OEPC et une section présentant les principales données sur le commerce.

Sixième évaluation du MEPC

La sixième évaluation du MEPC a été achevée en décembre 2016. Les Membres sont convenus de réformes pour améliorer encore l'examen de leurs politiques et pratiques commerciales et la surveillance de l'environnement commercial. Il a été décidé de modifier la fréquence des examens afin de préserver leur efficacité face à l'augmentation du nombre de Membres de l'OMC. Actuellement, les Membres font l'objet d'un examen tous les deux, quatre ou six ans, selon leur part dans le commerce mondial. À compter de 2019, ils feront l'objet d'un examen tous les trois, cinq ou sept ans, respectivement.

Les Membres sont également convenus de modifier les délais du processus de questions réponses. Les Membres soumis à un examen bénéficieront d'une semaine supplémentaire pour répondre par écrit aux questions des autres Membres. Les Membres ont aussi pris note des efforts faits par le Secrétariat pour mettre au point un système informatique permettant de mieux gérer le processus de questions réponses. Pour améliorer la transparence des politiques commerciales, il a été convenu que les Membres présenteraient, lors des réunions de suivi du commerce, des rapports succincts sur les changements importants dans leurs politiques. La prochaine évaluation aura lieu au plus tard en 2021.

Ateliers de suivi des examens des politiques commerciales

Une fois l'examen de sa politique commerciale achevé, un Membre peut demander au Secrétariat d'organiser un atelier de suivi avec les parties prenantes nationales pour examiner les résultats de l'examen. En s'appuyant sur le succès des activités de suivi concernant le Myanmar et le Pakistan, quatre ateliers de suivi ont été organisés en 2016, à savoir pour le Botswana (membre de l'Union douanière d'Afrique australe), El Salvador, le Guyana et Madagascar.

Programme des examens des politiques commerciales pour 2017

En 2017, 16 réunions d'examen des politiques commerciales sont prévues pour 24 Membres (en comptant l'Union européenne comme un seul Membre), à savoir la Sierra Leone, le Japon, le Mozambique, le Mexique, le Belize, la Suisse et le Liechtenstein, le Nigéria, le Brésil, l'Union européenne, la Jamaïque, le Paraguay, l'Islande, l'État plurinational de Bolivie, le Cambodge, la Gambie et les membres de l'Union économique et monétaire ouest africaine, c'est-à-dire le Bénin, le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire, la Guinée-Bissau, le Mali, le Niger, le Sénégal et le Togo.

Examens des politiques commerciales
www.wto.org/mepc_f

Examens des politiques commerciales en 2016

L'OMC a effectué 23 examens des politiques commerciales en 2016. Les dates de ces examens et les Membres visés sont indiqués sur la carte. Des renseignements complémentaires, y compris les remarques finales du Président pour chaque examen, sont disponibles sur le site Web de l'OMC.



États Unis
19 et 21 décembre 2016



Tunisie
13 et 15 juillet 2016



Maroc
2 et 4 février 2016



Guatemala
16 et 18 novembre 2016



République démocratique du Congo
25 et 27 octobre 2016



El Salvador
14 et 16 septembre 2016



Zambie
21 et 23 juin 2016



Honduras
2 et 4 mai 2016



Malawi
27 et 29 avril 2016

Examens des politiques commerciales en 2016
www.wto.org/mepc_f



Albanie
11 et 13 mai 2016



Ukraine
19 et 21 avril 2016



Géorgie
19 et 21 janvier 2016



Turquie
15 et 17 mars 2016



Fédération de Russie
28 et 30 septembre 2016



République de Corée
11 et 13 octobre 2016



Chine
20 et 22 juillet 2016



Sri Lanka
1er et 3 novembre 2016



Singapour
26 et 28 juillet 2016



Royaume d'Arabie saoudite
4 et 6 avril 2016



Émirats arabes unis
1er et 3 juin 2016



Maldives
21 et 23 mars 2016



Îles Salomon
13 et 15 décembre 2016



Fidji
23 et 25 février 2016

Examens des politiques commerciales en 2016
www.wto.org/mepc_f

Rapports de suivi du commerce

Les rapports de suivi du commerce ont montré que le nombre de nouvelles mesures restrictives pour le commerce prises par les Membres de l'OMC avait légèrement diminué. Les rapports de suivi insistent sur le fait que les Membres de l'OMC doivent travailler ensemble pour faire en sorte que les avantages du commerce soient plus largement partagés et soient mieux compris.

En 2016, le Secrétariat de l'OMC a établi quatre rapports sur l'évolution des politiques commerciales au niveau mondial.

Résumé du suivi du commerce en 2016

Le nombre de nouvelles mesures restrictives pour le commerce imposées par les Membres de l'OMC a diminué entre la mi-octobre 2015 et la mi-octobre 2016.

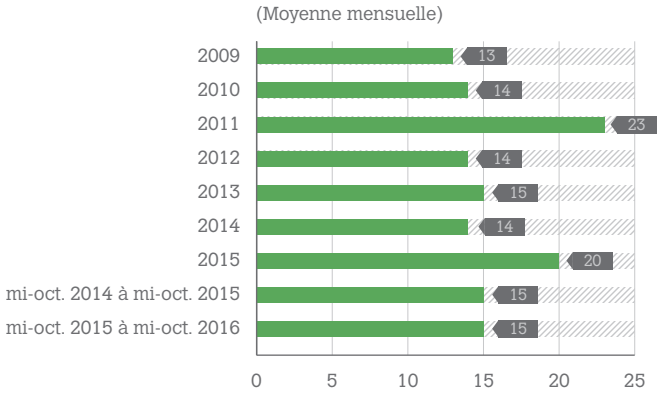
Pendant la période de 12 mois considérée, les Membres de l'OMC ont appliqué 182 nouvelles mesures restrictives pour le commerce, soit 15 mesures par mois en moyenne. Malgré une baisse par rapport au record de 20 mesures par mois en 2015, ce chiffre mensuel marquait en fait un retour au niveau tendanciel observé depuis 2009 pour les nouvelles restrictions au commerce. Il était aussi sensiblement inférieur au nombre mensuel moyen de mesures de facilitation des échanges (voir les figures 14 et 15), tendance qui s'est maintenue ces deux dernières années. La valeur des importations mondiales de marchandises visées par les 182 nouvelles mesures était de 101,2 milliards de dollars EU pendant la période considérée.

Le nombre de nouvelles mesures restrictives pour le commerce qui sont introduites reste préoccupant dans un climat d'incertitude économique mondiale persistante. La révision à la baisse des prévisions du commerce de l'OMC, qui tablent sur une croissance de 1,7% en 2016 au lieu de

Information de base sur les rapports de suivi du commerce

Au début de 2009, l'OMC a commencé un suivi régulier de l'évolution du commerce mondial, qui porte sur toutes les mesures commerciales appliquées par les Membres de l'OMC et les observateurs. Instauré à l'origine dans le contexte de la crise économique et financière mondiale, cet exercice de suivi est devenu une fonction régulière de l'OMC, qui concourt aux objectifs de transparence du Mécanisme d'examen des politiques commerciales en livrant des renseignements détaillés sur l'évolution récente des politiques commerciales. L'exercice est supervisé par l'Organe d'examen des politiques commerciales.

Figure 14: Mesures restrictives pour le commerce (moyenne mensuelle)*

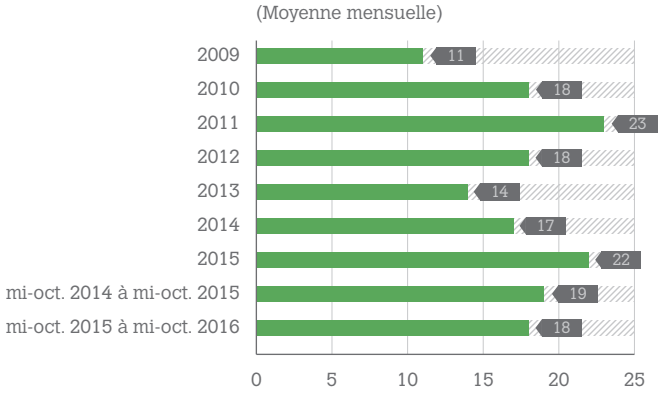


* Hors mesures correctives commerciales

Note: Les valeurs sont arrondies.

Source: Secrétariat de l'OMC.

Figure 15: Mesures de facilitation des échanges (moyenne mensuelle)*



* Hors mesures correctives commerciales

Note: Les valeurs sont arrondies.

Source: Secrétariat de l'OMC.

Rapports de suivi du commerce
www.wto.org/trademonitoring_f

2,8%, marque le rythme de croissance du commerce et de la production le plus faible depuis la crise financière de 2009.

«Dans le contexte d'une situation économique difficile, il est plus important que jamais que les Membres de l'OMC adoptent des politiques qui soutiennent le commerce et permettent d'en généraliser le plus possible les avantages», a dit le Directeur général Roberto Azevêdo en présentant son tour d'horizon annuel de l'évolution du commerce.

Pendant la période considérée, les Membres de l'OMC ont aussi appliqué 216 mesures visant à faciliter les échanges. Bien que le nombre mensuel moyen de mesures de ce type ait légèrement diminué, passant de 19 lors du précédent rapport à 18 dans la dernière période, il est resté supérieur à la moyenne de la période 2009 2015.

Les mesures de facilitation des échanges recensées dans les rapports comprennent les premières mesures appliquées dans le cadre de l'Accord sur les technologies de l'information (ATI) élargi (voir la page 70). La valeur des importations mondiales de marchandises visées par les mesures de facilitation des échanges était de 248,9 milliards de dollars EU. La valeur des échanges visés par les mesures liées à l'élargissement de l'ATI n'a pas été prise en compte, car cela fausserait toute comparaison avec les rapports précédents.

Sur les 2 978 mesures restrictives pour le commerce enregistrées parmi les Membres de l'OMC depuis 2008, 740 avaient été supprimées à la mi-octobre 2016. Le démantèlement des mesures restrictives pour le commerce constaté depuis 2008 reste lent et se maintient légèrement en dessous de 25%.

Les mesures correctives commerciales (actions antidumping, droits compensateurs et mesures de sauvegarde) représentaient près de 47% de l'ensemble des mesures liées au commerce pendant la période considérée, contre 43% dans le précédent rapport annuel.

Sur les 347 mesures correctives commerciales enregistrées, 257, soit presque les trois quarts, étaient des actions antidumping. Les ouvertures d'enquêtes ont été plus nombreuses que les clôtures.

Les rapports soulignent l'importance qu'il y a, pour les Membres de l'OMC, à œuvrer ensemble pour veiller à ce que le commerce reste ouvert et faire en sorte que les avantages du commerce soient plus largement répartis et soient mieux compris.

Les renseignements sur les mesures prises à l'intérieur des frontières, y compris les mesures réglementaires et les subventions, sont encore insuffisants. Divers types de mesures non tarifaires, telles que les règlements techniques ou sanitaires et les normes de produits, ont été de plus en plus débattus dans les organes de l'OMC. Afin d'accroître la transparence, les rapports de suivi de 2016 contiennent toujours une section qui donne un bref aperçu des préoccupations commerciales soulevées par les Membres lors des réunions formelles de divers organes de l'OMC pendant la période considérée.

Certains estiment que ces types de mesures ont pris plus d'importance au cours des dernières années par rapport aux mesures à la frontière classiques, et qu'il est essentiel d'améliorer la qualité des renseignements disponibles. Pour ce faire et pour permettre de mieux comprendre le fonctionnement des mesures non tarifaires et leurs effets sur le commerce, les rapports encouragent les Membres de l'OMC à assurer une plus grande transparence dans ce domaine.

Le suivi du commerce effectué par l'OMC comporte un processus de vérification spécifique qui donne aux Membres la possibilité de mettre à jour et de corriger les renseignements donnés dans les rapports de suivi et présentés ensuite à l'Organe d'examen des politiques commerciales. La mesure dans laquelle ces rapports peuvent fournir des renseignements sur l'évolution globale des mesures de politique commerciale dépend de la participation et de la coopération de tous les Membres.

«Le système commercial multilatéral aide à créer une stabilité vitale dans les relations économiques mondiales, comme on a pu le constater clairement après la crise financière de 2008. Le système commercial mondial a été mis à l'épreuve par la crise financière – et il a surmonté cette épreuve. Nous n'avons pas constaté une montée importante du protectionnisme ni en tout cas une répétition de ce qui s'était passé dans les années 1930. La part des importations mondiales visées par des mesures restrictives appliquées depuis octobre 2008 ne dépasse pas 5%. Elle pourrait bien sûr être encore plus faible – mais elle montre que l'OMC a fait son travail.»

DG Azevêdo

Rapports de suivi du commerce
www.wto.org/trademonitoring_f

Bien que l'augmentation du nombre de Membres participant à l'établissement des rapports soit encourageante, un grand nombre de Membres n'y participent toujours pas.

Les rapports de suivi font état de plusieurs autres faits nouveaux importants liés au commerce survenus en 2015 2016, comme les nouvelles initiatives dans le domaine des accords commerciaux régionaux (ACR) et les avancées liées à l'Accord sur la facilitation des échanges (AFE), aux marchés publics, au commerce électronique et au nouveau programme biennal de l'Aide pour le commerce. Les rapports appelaient par ailleurs l'attention sur l'évolution du paysage technologique et sur l'importance croissante de la propriété intellectuelle dans le développement économique.

Le suivi du commerce par l'OMC – un processus original

Les rapports de l'OMC sur le suivi du commerce visent à rendre plus transparente l'évolution des politiques commerciales et à fournir aux Membres de l'Organisation et aux observateurs un aperçu à jour des tendances dans l'application de mesures de restriction et de libéralisation des échanges, notamment en période de crise économique, quand les pressions restrictives se font généralement plus fortes.

L'établissement de ces rapports repose sur un dialogue et un échange de renseignements continus entre les divisions du Secrétariat de l'OMC. Ces renseignements proviennent essentiellement des notifications formelles présentées par les Membres de l'Organisation, de la publication officielle des nouvelles lois dans divers médias et d'autres sources publiques, y compris les informations diffusées par les médias.

Toutefois, la collecte d'informations sur les politiques commerciales pour les rapports de suivi repose avant tout sur des consultations étroites et continues entre le Secrétariat de l'OMC et les délégations. Ces consultations visent à recueillir des renseignements complets, à jour et précis sur les mesures commerciales et liées au commerce et à vérifier les renseignements obtenus auprès d'autres sources publiques. Pour chaque rapport, le Directeur général de l'OMC écrit à tous les Membres et observateurs en les invitant à communiquer au Secrétariat des renseignements sur les mesures commerciales récentes ainsi que sur les mesures générales de soutien économique.

Le Secrétariat compile tous les renseignements sur les mesures commerciales de chaque pays et les resoumet à chaque délégation pour vérification. Ce processus de vérification constitue une caractéristique des efforts de suivi de l'OMC et un mécanisme de contrôle de la qualité qui permet aux Membres de vérifier l'exactitude des renseignements avant qu'ils soient rendus publics. Les rapports de suivi du commerce sont ensuite examinés au cours des réunions de l'Organe d'examen des politiques commerciales de l'OMC.

Base de données

La base de données sur le suivi du commerce, qui est accessible au public, donne des renseignements sur les mesures commerciales prises par les Membres de l'OMC et les observateurs, et propose différents critères de recherche par exemple par pays ou groupe de pays, par position du SH, par type de mesure, par date de la mesure, etc. Les Membres sont régulièrement invités à mettre à jour tous les renseignements recueillis par le Secrétariat depuis 2008 pour qu'il soit plus facile d'évaluer le retrait des mesures. La base de données est actualisée lorsqu'un nouveau rapport de suivi a été examiné par les Membres de l'OMC.

Rapports de suivi du commerce
www.wto.org/trademonitoring_f

Commerce, dette et finances

Le Directeur général Roberto Azevêdo a insisté sur la nécessité de combler les déficits persistants de financement du commerce pour les petites entreprises des pays en développement et il a rencontré les responsables d'institutions partenaires pour discuter de la manière d'aborder ce problème. Une nouvelle publication de l'OMC examine les moyens de combler ces déficits. Le Groupe d'experts sur le financement du commerce a continué d'évaluer les déficits de financement du commerce, en particulier dans les pays les plus pauvres.

En 2016, le Directeur général Roberto Azevêdo a continué à mettre en évidence la nécessité de combler les déficits persistants en matière d'offre de financement du commerce, comme il l'avait fait lors de précédentes interventions, y compris à la troisième Conférence internationale de l'ONU sur le financement du développement, tenue à Addis-Abeba en juillet 2015.

Une publication de l'OMC intitulée «Le financement du commerce et les PME», parue en mai 2016, a analysé de manière détaillée le déficit de financement du commerce pour les pays en développement. Elle a envisagé les mesures qui pourraient être prises pour aider à y remédier, par exemple renforcer les programmes de financement du commerce existants, accroître la capacité commerciale des pays en développement et améliorer la communication entre toutes les parties impliquées dans le financement du commerce.

Environ 80 à 90% du commerce mondial dépend du financement du commerce (crédit commercial et assurances/garanties). Au plus fort de la crise économique et financière de 2008 2009, de nombreuses entreprises, en particulier les petites entreprises des pays développés et des pays en développement, n'ont pu obtenir, si ce n'est à un coût prohibitif, les crédits dont elles avaient besoin pour faire du commerce. Depuis, le système financier mondial a réduit sa taille et, en privilégiant les clients existants, il exerce une plus grande sélectivité dans l'octroi de prêts aux petites et moyennes entreprises (PME), et dans la fourniture de crédits commerciaux et de garanties aux pays en développement.



90%

Environ 80 à 90% du commerce mondial dépend du financement du commerce (crédit commercial et assurances/garanties).

La publication susmentionnée examine pourquoi l'écart entre l'offre et la demande a atteint 1 400 milliards de dollars EU en 2015 d'après une étude détaillée effectuée par la Banque asiatique de développement et la Chambre de commerce internationale. D'autres études, comme celles de la Banque africaine de développement et du Forum économique mondial, confirment que le manque de financement du commerce à des conditions abordables reste l'un des trois principaux obstacles à l'exportation pour les entreprises des pays en développement.

Le déficit de financement n'est pas entièrement dû au fait que les marchés ne se rendent pas compte du caractère peu risqué du financement du commerce. Les études montrent aussi que les PME des pays en développement ont généralement moins de garanties à offrir et moins

Informations de base sur le commerce, la dette et les finances

Les Ministres des pays Membres de l'OMC réunis à Doha en 2001 ont décidé d'établir un Groupe de travail du commerce, de la dette et des finances pour examiner comment l'OMC pourrait contribuer à la solution durable des problèmes de dette extérieure de nombreux pays en développement et éviter que les possibilités commerciales des Membres soient compromises par l'instabilité financière. Le Groupe de travail s'est penché sur diverses questions financières qui ont un impact sur le commerce, notamment le financement du commerce et, plus récemment, la relation entre les taux de change et le commerce.

Commerce, dette et finances
www.wto.org/dettefinances

d'antécédents de crédits que les grandes entreprises bien implantées. En outre, elles ont moins facilement accès aux grandes banques et ne peuvent pas toujours obtenir des liquidités, même quand celles ci sont abondantes. Plus le pays est pauvre, plus les PME ont du mal à accéder au financement du commerce. Les établissements financiers locaux qui les soutiennent sont souvent plus petits, moins internationalisés ou moins avancés en termes de gestion des risques. Dans bon nombre de ces pays et dans certaines grandes régions, l'accès au savoir faire et aux compétences nécessaires pour utiliser les instruments de financement du commerce est aussi un problème.

La crise financière de 2009 a rendu les banques internationales plus réticentes à investir dans les pays en développement. D'après l'étude de la Banque asiatique de développement, environ 57% des demandes de financement du commerce des PME sont rejetées, contre seulement 10% dans le cas des entreprises multinationales. Le manque de financement du commerce peut constituer un important obstacle au commerce et peut empêcher l'intégration des pays dans le système commercial mondial.

La publication examine comment l'OMC pourrait travailler avec ses partenaires pour améliorer les programmes visant à faciliter le financement du commerce administrés par les banques multilatérales de développement, combler les lacunes dans les connaissances des institutions financières locales en encourageant les activités de renforcement des capacités menées par les secteurs public et privé, intensifier le dialogue avec les autorités de réglementation et mieux surveiller les déficits de financement du commerce. Les membres du Groupe de travail du commerce, de la dette et des finances se sont dits favorables à cette approche. Les Membres souhaitaient vivement approfondir les discussions dans le cadre du Groupe de travail, notamment pour examiner de nouvelles méthodes de financement du commerce, comme le financement des chaînes d'approvisionnement et le commerce numérique, ainsi que les moyens de faire en sorte que les discussions et les propositions sur le financement du commerce tiennent compte des micro, petites et moyennes entreprises (MPME).

Ces dernières années, divers programmes visant à faciliter le financement du commerce ont été mis en place dans presque toutes les banques multilatérales de développement, y compris la Société financière internationale (soit la SFI, qui fait partie du Groupe de la Banque mondiale), la Banque asiatique de développement, la Banque africaine de développement, la Banque interaméricaine de développement, la Banque islamique de développement et la Banque européenne pour la reconstruction et le développement. Ces programmes soutiennent les (petites) transactions commerciales dans les pays les plus pauvres, à hauteur d'environ 30 milliards de dollars EU. Le Directeur général continue de collaborer avec ces partenaires pour remédier aux problèmes d'offre en matière de financement du commerce.

Groupe d'experts sur le financement du commerce

Établi à la suite de la crise financière asiatique à la fin des années 1990, le Groupe d'experts sur le financement du commerce est composé de représentants des principaux acteurs du financement du commerce, tels que la SFI, les banques régionales de développement, les organismes de crédit à l'exportation et les grandes banques commerciales, ainsi que la Chambre de commerce internationale et d'autres organisations internationales.

Sous la présidence du Directeur général, le Groupe d'experts a continué d'évaluer les déficits de financement du commerce, en particulier dans les pays les plus pauvres. Pour réduire ces déficits, les banques multilatérales de développement ont élargi leurs programmes de facilitation du financement du commerce dans les régions où elles opèrent (voir ci dessus).

Renforcement de la coopération avec les autres organisations intergouvernementales (OIG)

L'OMC coopère étroitement avec le FMI et la Banque mondiale sur la question du financement du commerce. Le Directeur général de l'OMC, la Directrice générale du FMI, Christine Lagarde, et le Président du Groupe de la Banque mondiale, Jim Yong Kim, se sont réunis le 7 octobre pour préconiser une répartition plus large des avantages du commerce. Ils ont participé à une manifestation conjointe intitulée «Faire du commerce un moteur de croissance pour tous», tenue au siège du FMI à Washington. Il est ressorti de leurs discussions qu'il était important de mettre en avant des arguments crédibles et équilibrés en faveur du commerce.

Commerce, dette et finances
www.wto.org/dettefinances

Accord sur les marchés publics

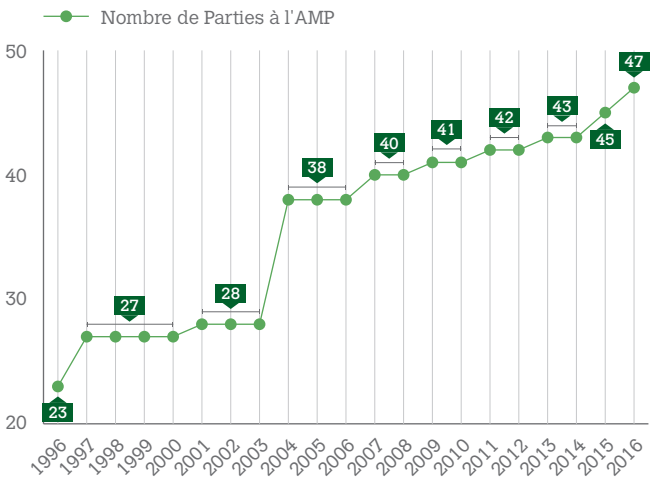
L'Ukraine et Moldova ont accédé à l'Accord sur les marchés publics (AMP) en 2016. Des progrès importants ont été faits dans l'accession de l'Australie, de la République kirghize et du Tadjikistan, et les discussions sur l'accession de la Chine se sont poursuivies. La Russie a demandé à accéder à l'AMP. La phase II du projet de portail Web e GPA, qui offre un point d'accès unique aux renseignements sur l'accès aux marchés, a été achevée. Le Secrétariat de l'OMC a continué de fournir une assistance technique aux pays en développement et a renforcé ses partenariats avec les autres organisations internationales.

Accessions à l'AMP

L'Ukraine et la République de Moldova ont achevé leur processus d'accession et sont devenues Parties à l'AMP en mai et juillet 2016, respectivement, ce qui porte à 47 le nombre total de Membres de l'OMC participant à cet accord. Il aura fallu environ trois ans pour mener à bien les travaux de fond relatifs à l'accession de ces deux pays – depuis la distribution de l'offre initiale concernant l'accès aux marchés dans le cas de l'Ukraine et la reprise active des négociations à la fin de 2012 dans le cas de Moldova. Ces deux accessions devraient encourager d'autres Membres de l'OMC d'Europe centrale et orientale à engager ce processus.

L'AMP est un accord plurilatéral qui s'inscrit dans le cadre de l'OMC. Tout Membre de l'OMC qui le souhaite peut demander à accéder à l'Accord selon des modalités à convenir avec les Parties existantes. Les négociations en vue de l'accession comprennent un examen, par les Parties existantes, du cadre législatif, réglementaire et politique du candidat pour s'assurer qu'il est pleinement conforme à l'AMP, et des négociations sur les engagements en matière d'accès aux marchés, c'est à dire les éléments des marchés publics du candidat qui seront ouverts à la concurrence internationale. Le nombre de Parties à l'AMP a régulièrement augmenté au cours de la dernière décennie (voir la figure 16).

Figure 16: Augmentation du nombre de Parties à l'AMP, 1996-2016



Informations de base sur l'Accord sur les marchés publics

L'Accord de l'OMC sur les marchés publics (AMP) vise à faire en sorte que les signataires n'établissent pas de discrimination à l'encontre des produits, des services ou des fournisseurs des autres Parties à l'Accord en ce qui concerne les possibilités de participation aux marchés publics ouverts à la concurrence étrangère. Il exige aussi que les pratiques d'achat sur les marchés visés soient transparentes et concurrentielles. C'est un accord plurilatéral, ce qui signifie qu'il ne s'applique qu'aux Membres de l'OMC qui ont accepté d'être liés par ses dispositions. Il est administré par le Comité des marchés publics.

Les travaux sur l'accession à l'AMP de l'Australie, de la République kirghize et de la République du Tadjikistan ont progressé en 2016. Le processus d'accession de l'Australie a débuté en 2015 et le Comité espère que les négociations pourront être achevées en 2017. L'Australie a dit au Comité

Accord sur les marchés publics
www.wto.org/marchespublics

que sa dernière offre concernant l'accès aux marchés ouvrirait aux Parties des marchés publics d'une valeur de plus de 100 milliards de dollars australiens (70 milliards de dollars EU) aux niveaux du gouvernement fédéral, des États et des entités locales. Les négociations en vue de l'accession à l'AMP de la République kirghize ont repris en 2016 après une interruption de plusieurs années. Des discussions intensives sur cette accession ont été menées en 2016 sur la base des offres concernant l'accès aux marchés et de propositions d'amendement de la législation du pays sur les marchés publics. On espère que les questions mineures restantes pourront être réglées rapidement.

Le processus d'accession du Tadjikistan a bien progressé en 2016. Depuis le lancement du processus en 2015, le pays a présenté quatre offres concernant l'accès aux marchés pour examen par le Comité et un projet de loi sur les marchés publics. Bien que quelques questions restent en suspens, le Comité des marchés publics espère conclure cette accession en 2017.

Des discussions constructives ont encore eu lieu au sujet de l'accession de la Chine, ce qui pourrait amener le pays à présenter en 2017 une offre révisée concernant l'accès aux marchés. Les Parties à l'AMP ont rappelé que l'accession de la Chine, selon les modalités appropriées, aurait une grande importance pour l'Accord, pour l'OMC et pour l'économie mondiale. La Russie a présenté une demande d'accession, honorant ainsi l'engagement qu'elle avait pris dans son protocole d'accession à l'OMC. Son offre initiale concernant l'accès aux marchés devrait être distribuée en 2017.

Les marchés publics représentent environ 15% du produit intérieur brut des pays développés et des pays en développement. Seule une partie de ces marchés est actuellement visée par l'AMP. L'objectif de l'Accord est d'ouvrir autant que possible les marchés publics mondiaux au commerce international et à la concurrence, tout en garantissant la transparence et un engagement en faveur d'une bonne gouvernance. Le Kazakhstan a obtenu le statut d'observateur dans le cadre de l'AMP en octobre 2016, ce qui porte à 29 le nombre d'observateurs.

Suivi de la mise en œuvre et de la législation

L'Accord révisé sur les marchés publics (adopté par les Parties en 2012) est entré en vigueur pour la République de Corée en janvier 2016, 30 jours après que le pays a présenté son instrument d'acceptation. Il est désormais en vigueur pour toutes les Parties sauf une, la Suisse. Cette dernière espère pouvoir accepter l'Accord révisé en 2017 lorsqu'elle aura achevé les procédures législatives internes engagées pour harmoniser sa législation sur les marchés publics aux niveaux fédéral et cantonal.

L'Accord révisé élargit le champ d'application de l'AMP à environ 500 entités contractantes supplémentaires, y compris des entités des gouvernements locaux et sous centraux, ainsi qu'à de nouveaux services et à d'autres domaines faisant l'objet de marchés publics. Il entraîne des gains en termes d'accès aux marchés d'au moins 80 à 100 milliards de dollars EU par an. Le texte de l'Accord a été simplifié et modernisé afin d'inclure, par exemple, des normes relatives à l'utilisation d'outils électroniques pour la passation des marchés. Le rôle de l'AMP dans la promotion de la bonne gouvernance et dans la lutte contre la corruption a été renforcé.

L'AMP révisé assure des flexibilités importantes aux pays en développement pour gérer leur transition vers un régime de marchés publics plus concurrentiel sur le plan international. Il renforce les possibilités données par l'Accord initial pour promouvoir la conservation des ressources naturelles et la protection de l'environnement par l'application de spécifications techniques appropriées.

Le Comité a adopté une décision sur les procédures visant à régler les désaccords pouvant survenir lorsqu'une Partie à l'AMP souhaite modifier ses engagements acceptés en matière d'accès aux marchés. Cette décision énonce les procédures et les calendriers pour la désignation d'arbitres, l'organisation de réunions de fond, l'établissement de déterminations et la mise en œuvre des décisions.

Le Comité a avancé dans ses discussions dans le cadre des programmes de travail sur les petites et moyennes entreprises, sur l'établissement et la communication de données statistiques, sur le caractère durable des marchés publics internationaux et sur les exclusions et restrictions énoncées dans les annexes concernant les Parties. Ces programmes de travail visent à promouvoir la transparence en ce qui concerne la mise en œuvre de l'Accord par les Parties, à améliorer l'administration de l'Accord et à contribuer à la préparation des futures négociations. L'AMP révisé prescrit de nouvelles négociations en vue d'améliorer l'Accord et de réduire et éliminer progressivement les mesures discriminatoires.

L'OMC a lancé une version améliorée de son portail Web e-GPA. Ce dernier offre un point d'accès unique aux renseignements sur l'accès aux marchés dans le cadre de l'Accord révisé, ainsi qu'aux renseignements connexes que les Parties se sont engagées à fournir. Il contribue à accroître la transparence, son but étant de mieux faire connaître les possibilités d'accès aux marchés offertes dans le cadre de l'Accord. Les nouvelles fonctionnalités comprennent un outil de recherche avancée et la possibilité de consulter les renseignements pertinents publiés dans les juridictions nationales des Parties, comme les avis d'appel d'offres et les législations nationales. Il est prévu d'apporter d'autres améliorations au portail e-GPA, notamment en ajoutant un module pour gérer les notifications de données statistiques et faciliter l'accès à ces données.

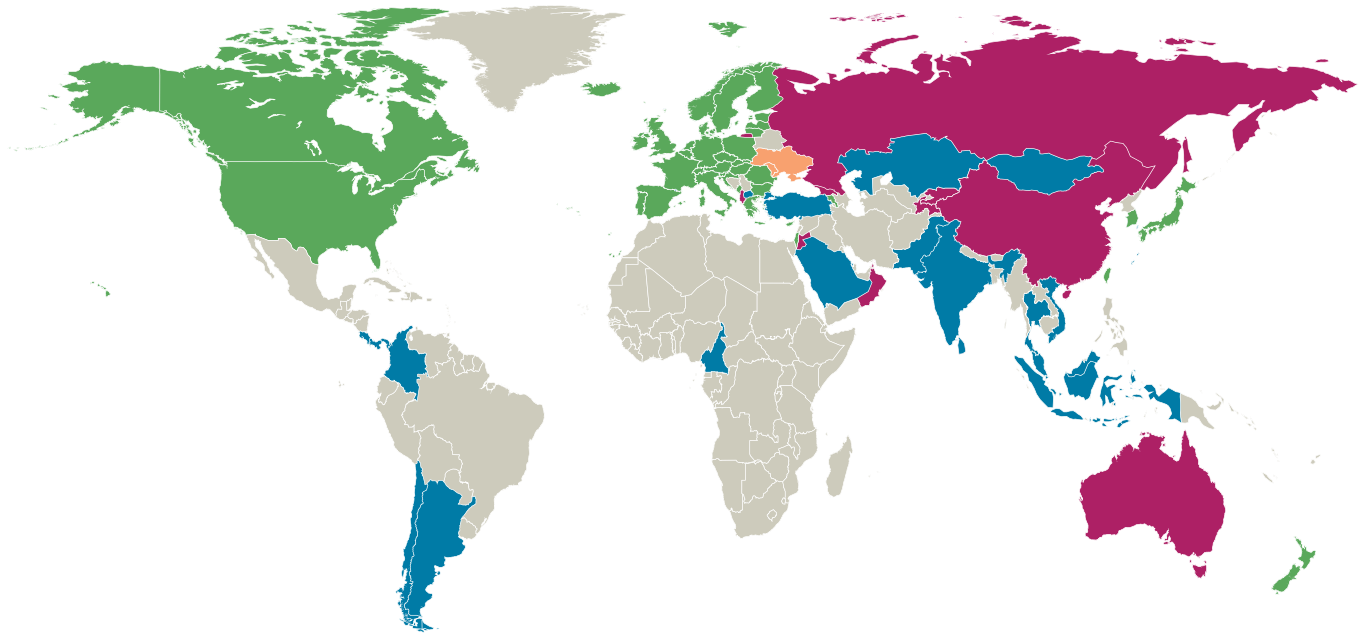
Assistance technique et coopération avec d'autres organisations intergouvernementales

Face à l'intérêt accru pour l'AMP révisé, le Secrétariat de l'OMC a organisé des ateliers régionaux, des séminaires

Accord sur les marchés publics
www.wto.org/marchespublics

nationaux sur mesure et des activités à Genève. En Europe centrale et orientale, il a poursuivi sa coopération avec la Banque européenne pour la reconstruction et le développement pour fournir une assistance technique. Cette coopération a considérablement facilité l'accession de plusieurs pays à l'AMP et la réforme de leur système de passation des marchés. La collaboration avec d'autres organisations internationales, a aussi été renforcée notamment avec l'Organisation de coopération et de développement économiques, la Banque mondiale et d'autres banques régionales de développement.

Figure 17: Marchés visés par l'Accord sur les marchés publics, Parties à l'Accord et observateurs



- Parties à l'AMP: 19 Parties (en comptant l'Union européenne et ses États membres comme une seule).
- Nouvelles Parties en 2016: République de Moldova et Ukraine.
- Membres de l'OMC en cours d'accession à l'AMP: Albanie, Australie, Chine, Fédération de Russie, Géorgie, Jordanie, Oman, République kirghize et Tadjikistan.
- Autres pays ayant le statut d'observateur: Argentine, Cameroun, Chili, Colombie, Costa Rica, ex-République yougoslave de Macédoine, Inde, Indonésie, Kazakhstan, Malaisie, Mongolie, Pakistan, Panama, Royaume d'Arabie saoudite, Royaume de Bahreïn, Seychelles, Sri Lanka, Thaïlande, Turquie et Viet Nam.

1 700 milliards

Dix-neuf Membres de l'OMC sont Parties à l'Accord sur les marchés publics (en comptant l'Union européenne et ses États membres comme une seule Partie), ce qui leur donne accès à un marché de 1 700 milliards de dollars EU.

Accord sur les marchés publics
www.wto.org/marchespublics



Règlement des différends

- En 2016, les Membres de l'OMC ont soumis 17 nouveaux différends dans le cadre du système de règlement des différends de l'OMC.
- Sur les 520 différends commerciaux portés devant l'OMC depuis 1995, le plus grand nombre a été soumis par les États-Unis (112) et par l'Union européenne (97).
- En 2016, deux nouveaux membres ont été désignés pour siéger à l'organe d'appel, qui est composé de sept personnes.

Activités en matière de règlement des différends en 2016 106

Organe d'appel 115

Information de base sur le règlement des différends

Les Membres de l'OMC soumettent des différends à l'OMC lorsqu'ils considèrent qu'il est porté atteinte à leurs droits au titre des Accords commerciaux. Le règlement des différends relève de la compétence de l'Organe de règlement des différends.

Activités en matière de règlement des différends en 2016

L'année 2016 a été l'année la plus chargée à ce jour pour le système de règlement des différends de l'OMC, avec chaque mois des procédures en cours concernant 22 affaires en moyenne. Pour certaines, la composition d'un groupe spécial ou d'un arbitre a été arrêtée, et pour d'autres, le rapport du Groupe spécial, le rapport d'arbitrage ou le rapport de l'Organe d'appel en sont au stade de la finalisation. L'Organe de règlement des différends (ORD) a reçu 17 demandes de consultations – première étape du processus de règlement des différends –, et établi 8 nouveaux groupes spéciaux. Le système a commencé à bénéficier des mesures prises pour faire face à sa charge de travail croissante.

En 2016, le système de règlement des différends a commencé à bénéficier des mesures prises par le Directeur général Roberto Azevêdo pour faire face à l'augmentation du nombre de différends soumis par les Membres de l'OMC. L'une de ces mesures consistait à réaffecter des postes vacants aux divisions juridiques (voir la page 168) et à assurer un effectif suffisant pour les différends concernant des mesures correctives commerciales, domaine où l'activité est particulièrement intense.

Au 31 décembre 2016, la Division des règles de l'OMC, qui s'occupe des différends relatifs aux mesures correctives commerciales et aux subventions, disposait du personnel nécessaire pour tous ces différends. Cela a été possible principalement grâce au recrutement de plus de juristes (en plus de ceux qui avaient été recrutés au cours des années précédentes) et à une plus grande flexibilité dans l'affectation du personnel.



520

Environ 520 différends commerciaux ont été soumis à l'OMC pour règlement depuis 1995.

Environ 520 différends commerciaux ont été soumis par des Membres de l'OMC depuis la création de l'Organisation en 1995 (voir le tableau 1). Deux tiers des Membres ont participé au système d'une manière ou d'une autre. Les différends ont trait à des préoccupations commerciales très diverses et concernent souvent des questions importantes au niveau mondial, comme la santé humaine, les énergies renouvelables, la conservation des ressources naturelles et, plus récemment, le blanchiment d'argent et la fraude fiscale (voir la figure 1).

S'adressant aux Membres en janvier 2017, le Directeur général, Roberto Azevêdo, a déclaré: «Nous devons reconnaître que le succès du système de règlement des différends et la confiance que lui témoignent les Membres de l'OMC s'accompagnent aussi de difficultés, notamment administratives. Nous continuerons à travailler ensemble – les membres de l'Organe d'appel, le Secrétariat et les Membres de l'OMC – pour surmonter ces difficultés.» Il a ajouté: «Le recours au système de règlement des différends a assuré le respect des règles négociées, contribuant ainsi à la sécurité et à la prévisibilité dans le commerce international.»

Informations de base sur les activités en matière de règlement des différends

Le Conseil général se réunit en tant qu'Organe de règlement des différends (ORD) pour examiner les différends entre les Membres de l'OMC. Ces différends peuvent concerner tout accord figurant dans l'Acte final du Cycle d'Uruguay, qui est visé par le Mémorandum d'accord sur les règles et procédures régissant le règlement des différends (le Mémorandum d'accord). L'ORD est l'organe compétent pour établir des groupes spéciaux chargés du règlement des différends, soumettre des questions à arbitrage, adopter les rapports des groupes spéciaux et de l'Organe d'appel et les rapports d'arbitrage, surveiller la mise en œuvre des recommandations et décisions figurant dans ces rapports et autoriser la suspension de concessions en cas de non-respect de ces recommandations et décisions.

Activités en matière de règlement des différends en 2016
www.wto.org/differends

Tableau 1: Membres de l'OMC parties à des différends, 1995-2016

Membre	Plaignant	Défendeur
Afrique du Sud	0	5
Allemagne	0	2
Antigua-et-Barbuda	1	0
Argentine	20	22
Arménie	0	1
Australie	7	15
Bangladesh	1	0
Belgique	0	3
Brésil	30	16
Canada	35	18
Chili	10	13
Chine	15	38
Colombie	5	5
Corée, République de	17	16
Costa Rica	5	0
Croatie	0	1
Cuba	1	0
Danemark	1	1
Égypte	0	4
El Salvador	1	0
Équateur	3	3
Espagne	0	3
États-Unis	112	129
Fédération de Russie	4	7
France	0	4
Grèce	0	3
Guatemala	9	2
Honduras	8	0
Hong Kong, Chine	1	0
Hongrie	5	2
Inde	23	24
Indonésie	10	14
Irlande	0	3
Italie	0	1
Japon	23	15
Malaisie	1	1
Maroc	0	1
Mexique	23	14
Moldova, République de	1	1
Nicaragua	1	2
Norvège	4	0
Nouvelle-Zélande	9	0
Pakistan	5	3
Panama	7	1
Pays-Bas	0	3
Pérou	3	5
Philippines	5	6
Pologne	3	1
Portugal	0	1
République dominicaine	1	7
République slovaque	0	3
République tchèque	1	2
Roumanie	0	2
Royaume-Uni	0	3
Singapour	1	0
Sri Lanka	1	0
Suède	0	1
Suisse	4	0
Taipei chinois	6	0
Thaïlande	13	4
Trinité-et-Tobago	0	2
Turquie	3	9
Ukraine	5	3
Union européenne	97	83
Uruguay	1	1
Venezuela, République bolivarienne du	1	2
Viet Nam	3	0

Activités en matière de règlement des différends en 2016
www.wto.org/differends

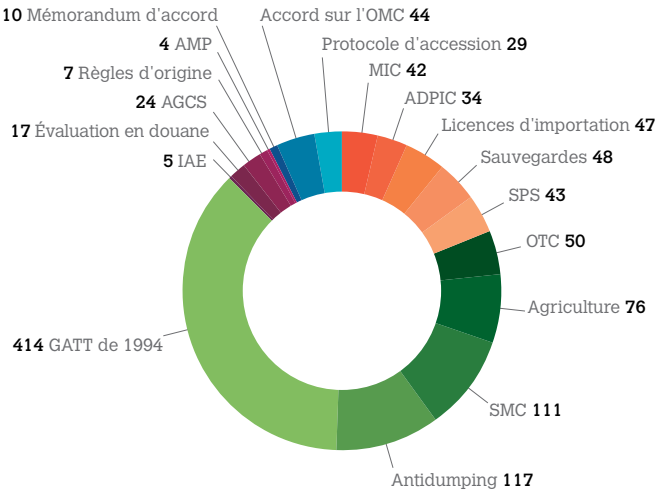
Quels Membres de l'OMC ont engagé des procédures en 2016?

En 2016, de nombreuses procédures de règlement des différends ont été engagées, avec 17 demandes de consultations, contre 13 en 2015 (voir la figure 2). Des pays en développement Membres étaient plaignants dans neuf demandes de consultations (contre sept en 2015), et défendeurs dans dix demandes (voir le tableau 2).

Le Brésil a présenté trois demandes de consultations, concernant les États-Unis, l'Indonésie et la Thaïlande. Le Canada a demandé l'ouverture de consultations avec les États-Unis au sujet de l'imposition de mesures compensatoires visant le papier supercalandré. La Chine a engagé deux procédures, l'une contre les États-Unis et l'autre contre l'Union européenne. Cette dernière a demandé l'ouverture de consultations avec la Chine au sujet des droits d'exportation sur certaines matières premières, et avec la Colombie au sujet de mesures concernant les spiritueux importés.

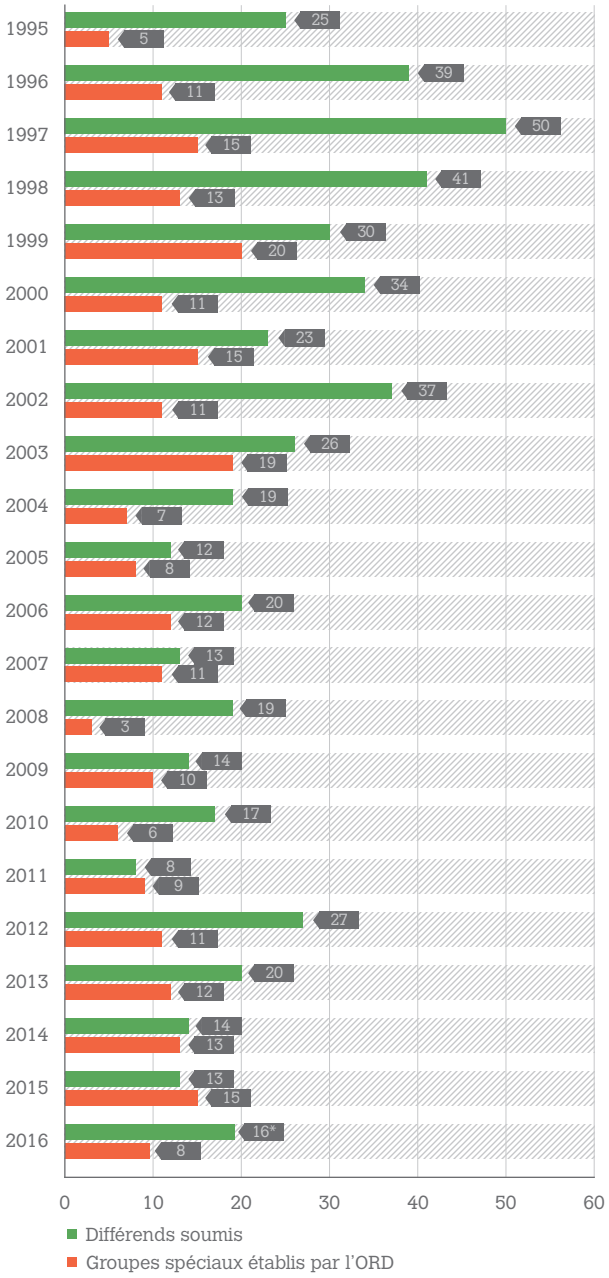
L'Inde a engagé deux procédures concernant les États-Unis, l'une au sujet des visas pour non-immigrants et l'autre au sujet de mesures relatives au secteur des énergies renouvelables. Le Japon a également engagé deux procédures, l'une au sujet des mesures antidumping de la Corée visant les valves pneumatiques et l'autre au sujet de certaines mesures de l'Inde visant les importations de produits en fer et en acier.

Figure 1: Accords de l'OMC* mentionnés dans les demandes de consultations, 1995-2016 (nombre de fois)



* AGCS: Accord général sur le commerce des services; GATT de 1994: Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994; AMP: Accord sur les marchés publics; SMC: Subventions et mesures compensatoires; SPS: Mesures sanitaires et phytosanitaires; OTC: Obstacles techniques au commerce; MIC: Mesures concernant les investissements et liées au commerce; ADPIC: Aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce; OMC: Accord instituant l'Organisation mondiale du commerce.

Figure 2: Différends soumis par les Membres de l'OMC et groupes spéciaux établis par l'ORD 1995-2016



* Une demande de consultations a été reçue le 20 décembre 2016, mais elle n'a été distribuée aux Membres qu'en janvier 2017. Elle n'est donc pas prise en compte dans le total pour 2016.

La Turquie a demandé l'ouverture de consultations avec le Maroc au sujet des mesures antidumping visant certains produits en acier laminés à chaud. C'était sa troisième demande de consultations, la première datant de 2003. L'Ukraine a demandé l'ouverture de consultations avec la Russie au sujet de certaines restrictions.

Les États-Unis ont demandé l'ouverture de consultations avec la Chine dans trois affaires différentes, concernant les droits d'exportation sur certaines matières premières, le soutien interne aux producteurs agricoles et l'administration par la Chine de ses contingents tarifaires, y compris ceux pour le blé, le riz et le maïs. Cinq demandes de consultations relatives à la mise en conformité ont été présentées en 2016.

Activités en matière de règlement des différends en 2016
www.wto.org/differends

Tableau 2: Demandes de consultations présentées en 2016

Titre	N° du différend	Plaignant	Date de la demande initiale	Accords cités	État d'avancement au 31 décembre 2016
Colombie – Spiritueux	DS502	Union européenne	13 janvier 2016	Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT) de 1994	Groupe spécial établi, mais pas encore constitué
États-Unis – Mesures concernant les visas pour non-immigrants	DS503	Inde	3 mars 2016	Accord général sur le commerce des services (AGCS)	Consultations en cours
Corée – Valves pneumatiques	DS504	Japon	15 mars 2016	GATT de 1994 Accord antidumping	Groupe spécial constitué
États-Unis – Papier supercalandré	DS505	Canada	30 mars 2016	GATT de 1994 Accord sur les subventions et les mesures compensatoires (SMC)	Groupe spécial constitué
Indonésie – Mesures concernant l'importation de viande bovine	DS506	Brésil	4 avril 2016	GATT de 1994 Accord sur l'application des mesures sanitaires et phytosanitaires (SPS) Accord sur les procédures de licences d'importation Accord sur les obstacles techniques au commerce (OTC) Accord sur l'agriculture	Consultations en cours
Thaïlande – Subventions concernant le sucre	DS507	Brésil	4 avril 2016	GATT de 1994 Agriculture SMC	Consultations en cours
Chine – Matières premières II (États-Unis)	DS508	États-Unis	13 juillet 2016	GATT de 1994	Groupe spécial établi, mais pas encore constitué
Chine – Matières premières II (UE)	DS509	Union européenne	19 juillet 2016	GATT de 1994 Protocole d'accession	Groupe spécial établi, mais pas encore constitué
États-Unis – Certaines mesures relatives au secteur des énergies renouvelables	DS510	Inde	9 septembre 2016	GATT de 1994 Accord sur les mesures concernant les investissements et liées au commerce (MIC) SMC	Consultations en cours
Chine – Soutien interne aux producteurs agricoles	DS511	États-Unis	13 septembre 2016	Agriculture GATT de 1994	Consultations en cours
Russie – mesures concernant le trafic en transit	DS512	Ukraine	14 septembre 2016	GATT de 1994	Consultations en cours
Maroc – Mesures antidumping visant certains produits en acier laminés à chaud en provenance de Turquie	DS513	Turquie	3 octobre 2016	Accord antidumping GATT de 1994 Licences	Consultations en cours
États-Unis – Mesures compensatoires visant des produits plats en acier laminés à froid et à chaud en provenance du Brésil	DS514	Brésil	11 novembre 2016	GATT de 1994 SMC	Consultations en cours
États-Unis – Mesures relatives aux méthodes de comparaison des prix	DS515	Chine	12 décembre 2016	GATT de 1994 Accord antidumping	Consultations en cours
Union européenne – Mesures relatives aux méthodes de comparaison des prix	DS516	Chine	12 décembre 2016	GATT de 1994 Accord antidumping	Consultations en cours
Chine – Contingents tarifaires visant certains produits agricoles	DS517	États-Unis	15 décembre 2016	GATT de 1994 Protocole d'accession	Consultations en cours
Inde – Certaines mesures visant les importations de produits en fer et en acier	DS518	Japon	20 décembre 2016	GATT de 1994 Accord sur les sauvegardes	Consultations en cours

Activités en matière de règlement des différends en 2016
www.wto.org/differends

Tableau 3: Procédures d'appel et de groupes spéciaux en cours au 31 décembre 2016

Titre	N° du différend	Plaignant	Tierces parties	Date de l'établissement et de la constitution du Groupe spécial, ou date de l'appel	Accords cités
CE et certains États membres – Aéronefs civils gros porteurs	DS316 (Article 21:5)	États-Unis	Australie, Brésil, Canada, Chine, Corée et Japon	13 octobre 2016 (appel)	Mémorandum d'accord sur le règlement des différends Accord SMC
États-Unis – Aéronefs civils gros porteurs	DS353 (Article 21:5)	Union européenne	Australie, Brésil, Canada, Chine, Corée, Japon et Russie	23 octobre 2012 (établissement du Groupe spécial) 30 octobre 2012	Mémorandum d'accord sur le règlement des différends GATT de 1994 Accord SMC
Thaïlande – Cigarettes (Philippines)	DS371 (Article 21:5)	Philippines	Australie, Canada, Chine, États-Unis, Japon, Russie, Singapour et Union européenne	21 juillet 2016 (établissement du Groupe spécial) 16 décembre 2016	Accord sur la mise en œuvre de l'article VII (Accord sur l'évaluation en douane) GATT de 1994
États-Unis – Thon II (Mexique)	DS381 (Article 21:5 – États-Unis)	Mexique	Australie, Brésil, Canada, Chine, Corée, Équateur, Guatemala, Inde, Japon, Norvège, Nouvelle-Zélande et Union européenne	9 mai 2016 (établissement du Groupe spécial) 27 mai 2016	GATT de 1994 Accord OTC
États-Unis – Thon II (Mexique)	DS381 (Article 21:5 – Mexique II)	Mexique	Australie, Brésil, Canada, Chine, Corée, Équateur, Guatemala, Japon, Norvège, Nouvelle-Zélande et Union européenne	22 juin 2016 (établissement du Groupe spécial) 11 juillet 2016	GATT de 1994 Accord OTC
Chine – Produits à base de poulet de chair	DS427 (Article 21:5 – États-Unis)	États-Unis	Brésil, Équateur, Japon et Union européenne	22 juin 2016 (établissement du Groupe spécial) 18 juillet 2016	Accord antidumping GATT de 1994 Accord SMC
Australie – Emballage neutre du tabac	DS435 DS441 DS458 DS467	Cuba Honduras Indonésie République dominicaine	Afrique du Sud, Arabie saoudite, Argentine, Brésil, Canada, Chili, Chine, Corée, Cuba, Équateur, États-Unis, Guatemala, Honduras, Inde, Indonésie, Japon, Malaisie, Malawi, Mexique, Nicaragua, Nigéria, Norvège, Nouvelle-Zélande, Oman, Panama, Pérou, Philippines, République dominicaine, Russie, Singapour, Taipei chinois, Thaïlande, Trinité-et-Tobago, Turquie, Ukraine, Union européenne, Uruguay, Zambie et Zimbabwe	25 septembre 2013 (établissement du Groupe spécial) 26 mars 2014 (établissement du Groupe spécial) 25 avril 2014 (établissement du Groupe spécial) 5 mai 2014	GATT de 1994 Accord OTC Accord sur les ADPIC
États-Unis – Mesures compensatoires (Chine)	DS437 (Article 21:5)	Chine	Australie, Canada, Corée, Inde, Japon, Russie, Union européenne et Viet Nam	21 juillet 2016 (établissement du Groupe spécial) 5 octobre 2016	GATT de 1994 Protocole d'accession Accord SMC
États-Unis – Méthodes antidumping (Chine)	DS471	Chine	Arabie saoudite, Brésil, Canada, Corée, Inde, Japon, Norvège, Russie, Taipei chinois, Turquie, Ukraine, Union européenne et Viet Nam	18 novembre 2016 (appel)	Accord antidumping
Russie – Porcins (UE)	DS475	Union européenne	Afrique du Sud, Australie, Brésil, Chine, Corée, États-Unis, Inde, Japon, Norvège et Taipei chinois	23 septembre 2016 (appel)	Accord SPS
Brésil – Taxation	DS472 DS497	Japon Union européenne	Afrique du Sud, Argentine, Australie, Canada, Chine, Colombie, Corée, États-Unis, Inde, Japon, Russie, Singapour, Taipei chinois, Turquie, Ukraine et Union européenne	17 décembre 2014 (établissement du Groupe spécial) 26 mars 2015 28 septembre 2015 (établissement du Groupe spécial) 29 septembre 2015	GATT de 1994 Accord SMC Accord sur les MIC
UE – Paquet législatif pour l'énergie	DS476	Russie	Arabie saoudite, Brésil, Chine, Colombie, Corée, États-Unis, Inde, Japon et Ukraine	20 juillet 2015 (établissement du Groupe spécial) 7 mars 2016	GATT de 1994 Accord général sur le commerce des services (AGCS) Accord SMC Accord sur les MIC Accord sur l'OMC (Accord instituant l'Organisation mondiale du commerce)

Activités en matière de règlement des différends en 2016
www.wto.org/differends

Titre	N° du différend	Plaignant	Tierces parties	Date de l'établissement et de la constitution du Groupe spécial, ou date de l'appel	Accords cités
Russie – Véhicules utilitaires	DS479	Union européenne	Brésil, Chine, Corée, États-Unis, Inde, Japon, Turquie et Ukraine	20 octobre 2014 (établissement du Groupe spécial) 8 décembre 2014	Accord antidumping GATT de 1994
UE – Biodiesel (Indonésie)	DS480	Indonésie	Argentine, Australie, Brésil, Canada, Chine, États-Unis, Inde, Japon, Norvège, Russie, Singapour, Turquie et Ukraine	31 août 2015 (établissement du Groupe spécial) 4 novembre 2015	Accord antidumping GATT de 1994 Accord sur l'OMC (Accord instituant l'Organisation mondiale du commerce)
Chine – Pâte de cellulose	DS483	Canada	Brésil, Chili, Corée, États-Unis, Japon, Norvège, Singapour, Union européenne et Uruguay	10 mars 2015 (établissement du Groupe spécial) 27 avril 2015	Accord antidumping GATT de 1994
Indonésie – Poulet	DS484	Brésil	Argentine, Australie, Canada, Chili, Chine, Corée, États-Unis, Inde, Japon, Norvège, Nouvelle-Zélande, Oman, Paraguay, Qatar, Russie, Taipei chinois, Thaïlande, Union européenne et Viet Nam	3 décembre 2015 (établissement du Groupe spécial) 3 mars 2016	Accord sur l'agriculture Accord sur l'inspection avant expédition GATT de 1994 Accord sur les licences d'importation Accord SPS Accord OTC
UE – PET (Pakistan)	DS486	Pakistan	Chine et États-Unis	25 mars 2015 (établissement du Groupe spécial) 13 mai 2015	GATT de 1994 Accord SMC
États-Unis – Incitations fiscales	DS487	Union européenne	Australie, Brésil, Canada, Chine, Corée, Inde, Japon et Russie.	16 décembre 2016 (appel)	Accord SMC
États-Unis – OCTG (Corée)	DS488	Corée	Canada, Chine, Inde, Mexique, Russie, Turquie et Union européenne	25 mars 2015 (établissement du Groupe spécial) 13 juillet 2015	Accord antidumping GATT de 1994 Accord sur l'OMC (Accord instituant l'Organisation mondiale du commerce)
Indonésie – Produits en fer ou en acier (Taipei chinois) (Viet Nam)	DS490 DS496	Taipei chinois Viet Nam	Australie, Chili, Chine, Corée, États-Unis, Inde, Japon, Russie, Taipei chinois, Ukraine, Union européenne et Viet Nam	28 septembre 2015 (établissement du Groupe spécial) 28 octobre 2015 (établissement du Groupe spécial) 9 décembre 2015	GATT de 1994 Accord sur les sauvegardes
États-Unis – Papiers couchés (Indonésie)	DS491	Indonésie	Brésil, Canada, Chine, Corée, Inde, Turquie et Union européenne	28 septembre 2015 4 février 2016	GATT de 1994 Accord antidumping Accord SMC
UE – Viande de volaille (Chine)	DS492	Chine	Argentine, Brésil, Canada, États-Unis, Inde, Russie et Thaïlande	20 juillet 2015 (établissement du Groupe spécial) 3 décembre 2015	GATT de 1994
Corée – Radionucléides (Japon)	DS495	Japon	Brésil, Canada, Chine, États-Unis, Guatemala, Inde, Norvège, Nouvelle-Zélande, Russie, Taipei chinois et Union européenne	28 septembre 2015 (établissement du Groupe spécial) 8 février 2016	GATT de 1994 Accord SPS
Corée – Valves pneumatiques	DS504	Japon	Brésil, Canada, Chine, Équateur, États-Unis, Norvège, Singapour, Turquie, Union Européenne et Viet Nam	4 juillet 2016 (établissement du Groupe spécial) 29 août 2016	Accord antidumping GATT de 1994
États-Unis – Papier supercalandré	DS505	Canada	Brésil, Chine, Corée, Inde, Japon, Mexique Turquie et Union Européenne	21 juillet 2016 (établissement du Groupe spécial) 31 août 2016	GATT de 1994 Accord SMC

Activités en matière de règlement des différends en 2016
www.wto.org/differends

Objet des différends

Les demandes de consultations mentionnées dans le tableau 2 montrent que les Membres de l'OMC ont engagé des procédures de règlement des différends concernant des préoccupations commerciales dans de nombreux domaines. Plusieurs demandes de consultations au sujet de mesures antidumping visant des produits allant des valves pneumatiques à l'acier laminé à chaud.

Les différends examinés par des groupes spéciaux en 2016 portaient notamment sur les taxes et impositions appliquées par le Brésil dans le secteur automobile et dans le secteur de l'électronique et des technologies, des mesures appliquées par l'UE dans le secteur de l'énergie, et des prescriptions en matière d'essais et de certification concernant la présence de certains radionucléides dans des produits alimentaires japonais imposées par la Corée après l'accident survenu dans la centrale nucléaire Fukushima Daiichi au Japon en mars 2011. La procédure de groupe spécial concernant les prescriptions de l'Australie en matière d'emballage neutre des produits du tabac touche à sa fin.

Les différends en cours relatifs à des mesures correctives commerciales portent notamment sur les mesures antidumping appliquées par l'UE à l'importation d'alcools gras en provenance d'Indonésie, les mesures antidumping et compensatoires imposées par les États-Unis sur certains papiers couchés en provenance d'Indonésie, et les mesures antidumping imposées par la Russie sur certains véhicules utilitaires en provenance de l'Union européenne.

Des procédures de mise en conformité sont en cours dans les différends opposant les États-Unis et l'Union européenne au sujet des aéronefs civils gros porteurs. Le rapport du Groupe spécial chargé d'examiner le différend soumis par les États-Unis concernant l'Union européenne (CE et certains États membres – Aéronefs civils gros porteurs) est actuellement devant l'Organe d'appel. Le rapport du Groupe spécial dans la procédure engagée par l'Union européenne (États-Unis – Aéronefs civils gros porteurs (2ème plainte)) devrait être distribué en 2017. Des procédures de mise en conformité sont également en cours en ce qui concerne la plainte du Mexique contre les mesures des États-Unis visant l'étiquetage des produits du thon.



17

11 rapports de groupes spéciaux et 6 rapports de l'Organe d'appel ont été distribués cette année.

Rapports distribués ou adoptés par l'ORD

Onze rapports de groupes spéciaux ont été distribués pendant l'année. Trois d'entre eux ont fait l'objet d'un appel. Deux autres rapports de groupes spéciaux distribués en 2015 ont aussi fait l'objet d'un appel. Les rapports des groupes spéciaux et de l'Organe d'appel relatifs à ces différends ont été adoptés en 2016. Au total, la Division des affaires juridiques et la Division des règles ont traité 32 procédures de groupe spécial/d'arbitrage, et l'Organe d'appel a examiné 9 appels.

Les rapports de groupes spéciaux et de l'Organe appel adoptés en 2016 portaient sur des mesures antidumping visant les éléments de fixation en acier, sur la réglementation des services financiers et la prévention des pratiques fiscales dommageables, sur des mesures visant à prévenir le commerce illicite et le blanchiment d'argent allégués, sur des mesures antidumping et compensatoires visant les lave-linge à usage domestique, sur le traitement tarifaire de produits manufacturés et agricoles, sur des mesures concernant le matériel de production d'énergie renouvelable, ou encore sur des mesures antidumping visant le biodiesel.

Le tableau 4 indique les rapports de groupes spéciaux et de l'Organe d'appel qui ont été adoptés ou distribués (en attente d'adoption) en 2016, ainsi que ceux qui ont été distribués en 2015 et adoptés en 2016. Il indique aussi les Accords de l'OMC visés dans les différends, d'après les rapports des groupes spéciaux et de l'Organe d'appel.

Tableau 4: Rapports distribués ou adoptés en 2016 (au 31 décembre 2016)

Différend	Cote du document	Plaignant	Défendeur	Tierces parties	Accords de l'OMC visés	Date d'adoption ou de distribution/ date de l'appel
CE – Éléments de fixation (Chine) (Article 21:5 – Chine)	WT/DS397/RW WT/DS397/AB/RW	Chine	Union européenne	États-Unis et Japon	Accord antidumping Mémorandum d'accord sur le règlement des différends GATT de 1994	Rapports du Groupe spécial et de l'Organe d'appel adoptés le 12 février 2016
Argentine – Services financiers	WT/DS453/R WT/DS453/AB/R	Panama	Argentine	Arabie saoudite, Australie, Brésil, Chine, Équateur, États-Unis, Guatemala, Honduras, Inde, Oman, Singapour et Union européenne	Mémorandum d'accord sur le règlement des différends GATT de 1994 AGCS	Rapports du Groupe spécial et de l'Organe d'appel adoptés le 9 mai 2016

Activités en matière de règlement des différends en 2016
www.wto.org/differends

Différend	Cote du document	Plaignant	Défendeur	Tierces parties	Accords de l'OMC visés	Date d'adoption ou de distribution/ date de l'appel
Colombie – Textiles	WT/DS461/R WT/DS461/ AB/R	Panama	Colombie	Chine, El Salvador, Équateur, États-Unis, Guatemala, Honduras, Philippines et Union européenne	Mémorandum d'accord sur le règlement des différends GATT de 1994	Rapports du Groupe spécial et de l'Organe d'appel adoptés le 22 juin 2016
Russie – Porcins	WT/DS475/R	Union européenne	Russie	Afrique du Sud, Australie, Brésil, Chine, Corée, États-Unis, Inde, Japon, Norvège et Taipei chinois	SPS GATT de 1994	Rapport du Groupe spécial distribué le 19 août 2016 Déclaration d'appel déposée le 23 septembre 2016
États-Unis – Lave-linge	WT/DS464/R WT/DS464/ AB/R	Corée	États-Unis	Arabie saoudite, Brésil, Canada, Chine, Inde, Japon, Norvège, Thaïlande, Turquie, Union européenne et Viet Nam	Accord antidumping Mémorandum d'accord sur le règlement des différends GATT de 1994 SMC	Rapports du Groupe spécial et de l'Organe d'appel adoptés le 26 septembre 2016
Russie – Traitement tarifaire	WT/DS485/R	Union européenne	Russie	Australie, Brésil, Canada, Chili, Chine, Colombie, Corée, États-Unis, Inde, Japon, Moldova, Norvège, Singapour et Ukraine	GATT de 1994	Rapport du Groupe spécial adopté le 26 septembre 2016
CE et certains États membres – Aéronefs civils gros porteurs (Article 21:5 – États-Unis)	WT/DS316/RW	États-Unis	Union européenne	Australie, Brésil, Canada, Chine, Corée et Japon	GATT de 1994 SMC	Rapport du Groupe spécial distribué le 22 septembre 2016 Déclaration d'appel déposée le 13 octobre 2016
Inde – Cellules solaires	WT/DS456/R WT/DS456/ AB/R	États-Unis	Inde	Arabie saoudite, Brésil, Canada, Chine, Corée, Équateur, Japon, Malaisie, Norvège, Russie, Taipei chinois, Turquie et Union européenne	Mémorandum d'accord sur le règlement des différends GATT de 1994 SMC MIC	Rapports du Groupe spécial et de l'Organe d'appel adoptés le 14 octobre 2016
UE – Biodiesel	WT/DS473/R WT/DS473/ AB/R	Argentine	Union européenne	Arabie saoudite, Australie, Chine, Colombie, États-Unis, Indonésie, Malaisie, Mexique, Norvège, Russie et Turquie	Accord antidumping Mémorandum d'accord sur le règlement des différends GATT de 1994 Accord sur l'OMC	Rapports du Groupe spécial et de l'Organe d'appel adoptés le 26 octobre 2016
États-Unis – Méthodes antidumping (Chine)	WT/DS471/R	Chine	États-Unis	Arabie saoudite, Brésil, Canada, Corée, Inde, Japon, Norvège, Russie, Taipei chinois, Turquie, Ukraine, Union européenne et Viet Nam	GATT de 1994 Accord antidumping	Rapport du Groupe spécial distribué le 19 octobre 2016 Déclaration d'appel déposée le 18 novembre 2016
États-Unis – Incitations fiscales	WT/DS487/R	Union européenne	États-Unis	Australie, Brésil, Canada, Chine, Corée, Inde, Japon et Russie	SMC	Rapport du Groupe spécial distribué le 28 novembre 2016 Déclaration d'appel déposée le 16 décembre 2016
UE – Alcools gras (Indonésie)	WT/DS442/R	Indonésie	Union européenne	Corée, États-Unis, Inde, Malaisie, Thaïlande et Turquie	GATT de 1994 Accord antidumping	Rapport du Groupe spécial distribué le 16 décembre 2016
Canada – Tubes soudés	WT/DS482/R	Taipei chinois	Canada	Brésil, Chine, Corée, Émirats arabes unis, États-Unis, Norvège et Union européenne	GATT de 1994 Accord antidumping	Rapport du Groupe spécial distribué le 21 décembre 2016
Indonésie – Régimes de licences d'importation (Nouvelle-Zélande)	WT/DS477/R	Nouvelle-Zélande	Indonésie	Argentine, Australie, Brésil, Canada, Chine, Corée, Inde, Japon, Norvège, Paraguay, Singapour, Taipei chinois, Thaïlande et Union européenne	GATT de 1994 Accord sur l'agriculture Accord sur les licences d'importation Accord sur l'inspection avant expédition	Rapport du Groupe spécial distribué le 22 décembre 2016
Indonésie – Régimes de licences d'importation (États Unis)	WT/DS478/R	États-Unis	Indonésie	Argentine, Australie, Brésil, Canada, Chine, Corée, Inde, Japon, Norvège, Paraguay, Singapour, Taipei chinois Thaïlande et Union européenne	GATT de 1994 Accord sur l'agriculture Accord sur les licences d'importation Accord sur l'inspection avant expédition	Rapport du Groupe spécial distribué le 22 décembre 2016

Activités en matière de règlement des différends en 2016
www.wto.org/differends

Mise en œuvre, mise en conformité et arbitrage

Les Membres disposent d'un délai raisonnable pour mettre en œuvre les recommandations et décisions de l'ORD dans un différend. Si les parties à un différend ne parviennent pas à se mettre d'accord sur le délai de mise en œuvre, elles peuvent recourir à l'arbitrage. En 2016, à la demande du Panama, un arbitre a déterminé le délai raisonnable imparti à la Colombie pour mettre en œuvre les recommandations et décisions de l'ORD dans l'affaire «Colombie – Textiles». L'arbitrage concernant la période de mise en œuvre dans le différend «États-Unis – Lave-linge», soumis par la Corée au sujet de mesures antidumping et compensatoires imposées par les États-Unis, était en cours à la fin de 2016.

Un groupe spécial de la mise en conformité est établi lorsqu'il y a désaccord au sujet de l'existence ou de la compatibilité de mesures prises par un Membre pour se conformer aux recommandations et décisions de l'ORD. Les conclusions rendues par un groupe spécial de la mise en conformité peuvent également être contestées devant l'Organe d'appel. En 2016, l'ORD a adopté le rapport du Groupe spécial et le rapport de l'Organe d'appel dans le différend sur la mise en conformité «CE – Éléments de fixation», dans lequel la Chine avait allégué que l'Union européenne n'avait pas pleinement mis en œuvre les recommandations et décisions de l'ORD concernant les mesures antidumping imposées par l'UE sur certains éléments de fixation chinois en fer ou en acier. Au 31 décembre 2016, sept procédures de mise en conformité étaient en instance devant des groupes spéciaux et devant l'Organe d'appel.

Au 31 décembre 2016, deux procédures d'arbitrage étaient en cours concernant le niveau approprié de la rétorsion appelé suspension de concessions, que l'ORD peut autoriser en cas de non-mise en conformité. Dans le différend qui l'oppose aux États-Unis au sujet de l'étiquetage des produits du thon, le Mexique a demandé à l'ORD l'autorisation de suspendre des concessions ou d'autres obligations à l'égard des États-Unis. Ceux-ci ont contesté le niveau demandé par le Mexique, et la question a été soumise à arbitrage.

Le 7 juillet 2016, les États-Unis ont demandé à l'ORD l'autorisation de suspendre des concessions ou d'autres obligations, alléguant que l'Inde ne s'était pas conformée aux recommandations et décisions de l'ORD dans l'affaire «Inde – Produits agricoles», qui concerne des interdictions d'importer que l'Inde a imposées prétendument en raison de préoccupations au sujet de la grippe aviaire. L'Inde a contesté le niveau de la suspension et la question a été soumise à arbitrage.

Suite à l'adoption du rapport du Groupe spécial en 2011 (DS404) et des rapports du Groupe spécial et de l'Organe d'appel (DS429) en 2015 dans les procédures engagées par le Viet Nam au sujet des mesures antidumping des États-Unis visant les crevettes tropicales congelées en provenance du Viet Nam, le Viet Nam et les États-Unis ont notifié à l'ORD, le 18 juillet 2016, qu'ils étaient parvenus à une solution mutuellement convenue dans les deux différends.

Services de traduction

Les rapports des groupes spéciaux et de l'Organe d'appel et les rapports d'arbitrage sont distribués aux Membres de l'OMC et au public dans les trois langues de l'OMC (anglais, français et espagnol, simultanément). La traduction des rapports concernant le règlement des différends est un travail très spécialisé qui est confié à des traducteurs expérimentés. L'augmentation du nombre de procédures de groupes spéciaux impose une pression croissante sur les services de traduction de l'OMC. Cette charge de travail accrue dans le domaine du règlement des différends entraîne des retards dans la traduction des rapports, avant leur distribution aux Membres de l'OMC et au public.

Activités en matière de règlement des différends en 2016
www.wto.org/differends

L'Organe d'appel

L'année 2016 a été particulièrement chargée pour l'Organe d'appel: huit rapports de groupes spéciaux ont fait l'objet d'un appel et six rapports de l'Organe d'appel ont été distribués. En outre, une procédure d'arbitrage concernant le délai raisonnable pour la mise en œuvre des recommandations et décisions de l'Organe de règlement des différends (ORD) a été achevée en 2016. L'ORD a désigné deux nouveaux membres de l'Organe d'appel, Mme Hong Zhao (Chine) et M. Hyun Chong Kim (Corée). À la fin de 2016, l'Organe d'appel avait distribué au total 144 rapports.

Amélioration de l'efficacité des procédures d'appel

En 2016, l'Organe d'appel a poursuivi ses efforts pour assurer à la fois la qualité de ses rapports et l'achèvement des procédures d'appel dans un délai aussi court que possible, malgré l'accroissement de la charge de travail. Une mesure introduite en 2015 a consisté à inclure les résumés analytiques des communications écrites présentées par les participants à une procédure d'appel dans un addendum, au lieu que l'Organe d'appel rédige sa propre description des arguments.

L'Organe d'appel a aussi examiné si la limitation de la longueur des communications écrites permettrait de mieux gérer les procédures d'appel et d'utiliser plus efficacement les ressources. En octobre 2015, il a lancé un processus de réflexion et de discussion sur cette question avec les Membres de l'OMC et entre eux. Étant donné qu'il existe, à ce stade, des divergences de vues entre les Membres, l'Organe d'appel a décidé de ne pas poursuivre l'idée de limiter le nombre de pages des communications écrites.

Le 22 novembre 2016, le Président de l'Organe d'appel, M. Thomas Graham, a fait un exposé spécial sur la situation de l'Organe d'appel, lors d'un événement organisé conjointement par le World Trade Institute, la Faculté de droit de l'Université de Genève et l'Institut de hautes études internationales et du développement.



144

À la fin de 2016, l'Organe d'appel avait distribué 144 rapports.

Le Président a appelé l'attention sur l'augmentation du nombre d'appels et de leur volume, rappelant que le nombre d'appels, le nombre de questions traitées et le nombre de pages des communications avaient fortement augmenté au cours des dernières années. Il a exhorté les Membres de l'OMC à travailler avec l'Organe d'appel afin de «maintenir, nourrir et préserver la confiance et la crédibilité que le système de règlement des différends avait acquises au fil des ans, système dont l'efficacité est sans égale mais fragile et qu'on ne peut considérer comme acquis».

Informations de base sur l'Organe d'appel

L'Organe d'appel est composé de sept personnes désignées par l'Organe de règlement des différends (ORD). Leur mandat est de quatre ans et il est renouvelable une fois. Trois membres de l'Organe d'appel connaissent de l'appel d'une décision d'un groupe spécial. Toute partie à un différend peut faire appel du rapport du Groupe spécial devant l'Organe d'appel. L'appel est limité aux questions de droit couvertes par le rapport du Groupe spécial et aux interprétations du droit données par celui-ci.

Désignation de deux nouveaux membres de l'Organe d'appel

Le deuxième mandat de quatre ans de Mme Yuejiao Zhang (Chine) et le premier mandat de quatre ans de M. Seung Wha Chang (République de Corée) sont arrivés à expiration le 31 mai 2016. M. Chang n'a pas été reconduit pour un deuxième mandat et deux procédures ont été engagées pour pourvoir les deux postes vacants. L'ORD est convenu, à sa réunion du 23 novembre 2016, de désigner comme membres de l'Organe d'appel Mme Hong Zhao (Chine) et M. Hyun Chong Kim (Corée) (voir ci-après), pour un mandat de quatre ans commençant le 1er décembre 2016.

L'Organe d'appel
www.wto.org/organedappel



Les membres de l'Organe d'appel au 31 décembre 2016, de gauche à droite: Thomas R. Graham (Président de l'Organe d'appel en 2016), Ricardo Ramírez-Hernández, Shree Baboo Chekitan Servansing, Hyun Chong Kim, Ujal Singh Bhatia, Peter Van den Bossche et Hong Zhao.

Au 31 décembre 2016, les sept membres de l'Organe d'appel étaient les suivants:

- Ujal Singh Bhatia (Inde) (2011-2019) – Président de l'Organe d'appel en 2017
- Thomas R. Graham (États-Unis) (2011-2019)
- Hyun Chong Kim (Corée) (2016-2020)
- Ricardo Ramírez-Hernández (Mexique) (2009-2017)
- Shree Baboo Chekitan Servansing (Maurice) (2014-2018)
- Peter Van den Bossche (Belgique) (2009-2017)
- Hong Zhao (Chine) (2016-2020)

Hong Zhao (Chine) (2016-2020)

Mme Hong Zhao est titulaire d'une licence, d'une maîtrise et d'un doctorat de la Faculté de droit de l'Université de Pékin (Chine). Elle est actuellement Vice-Présidente de l'Académie chinoise du commerce international et de la coopération économique. Elle enseigne aussi dans plusieurs universités, notamment les Universités de Pékin et Fudan et l'University of International Business et Economics (UIBE).

Précédemment, Mme Zhao a été Ministre Conseillère chargée des affaires juridiques à la Mission de la Chine auprès de l'OMC et, pendant cette période, elle a présidé le Comité des mesures concernant les investissements et liées au commerce (MIC) de l'OMC. Elle a ensuite été Commissaire aux négociations commerciales au Département des questions relatives à l'OMC du Ministère chinois du commerce. Elle a alors participé à plusieurs négociations importantes sur le commerce international, notamment la négociation de l'Accord sur la facilitation des échanges et les négociations sur l'élargissement de l'Accord sur les technologies de l'information.

Mme Zhao a aidé à élaborer de nombreux textes législatifs chinois importants adoptés depuis les années 1990 dans les domaines de l'économie et du commerce. Elle connaît le système judiciaire chinois, ayant siégé comme jurée au tribunal économique du deuxième tribunal intermédiaire de Beijing entre 1999 et 2004. Elle a aussi enseigné le droit dans plusieurs universités chinoises et dirigé les travaux d'étudiants sur le droit économique international, le droit de l'OMC et les droits de propriété intellectuelle (DPI).



En janvier 2017, Hong Zhao (Chine) a prêté serment en tant que membre de l'Organe d'appel.

L'Organe d'appel
www.wto.org/organedappel

Hyun Chong Kim (Corée) (2016-2020)

M. Hyun Chong Kim est titulaire d'une licence, d'une maîtrise et d'un diplôme de Juris Doctor de l'Université de Columbia à New York. Il a été Ministre du commerce de son pays de 2004 à 2007, période durant laquelle la Corée a négocié des accords de libre-échange avec plus de 40 pays, dont ses principaux partenaires commerciaux.

En tant que Ministre, M. Kim a été désigné comme facilitateur des négociations sur les services à la Conférence ministérielle de l'OMC tenue à Hong Kong en décembre 2005, et il a aidé la Corée à organiser le Sommet des dirigeants du Forum de coopération économique Asie-Pacifique (APEC) à Busan, en novembre 2005. M. Kim a été l'Ambassadeur de la Corée auprès de l'ONU de 2007 à 2008. En 2008, il a été élu Vice-Président du Conseil économique et social de l'ONU (ECOSOC), où il a œuvré à la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement.

Entre 1999 et 2003, M. Kim a travaillé comme juriste principal – au secrétariat de l'Organe d'appel et à la Division des affaires juridiques de l'OMC, où il s'est occupé d'affaires concernant, entre autres, les DPI, les services, les MIC, les sauvegardes et les subventions/mesures compensatoires. Plus récemment, M. Kim a été chargé des contentieux en matière de brevets et de concurrence dans une grande entreprise coréenne. Il est actuellement professeur à la Hankuk University of Foreign Studies à Séoul, spécialisé dans le droit commercial et les politiques commerciales.



En janvier 2017, Hyun Chong Kim (Corée) a prêté serment en tant que membre de l'Organe d'appel.



Julio Lacarte-Muró, premier Président de l'Organe d'appel, est décédé le 4 mars 2016.

L'Organe d'appel en deuil suite à la disparition de Julio Lacarte-Muró

L'Organe d'appel a été endeuillé par la perte, en 2016, d'un ancien membre, l'Ambassadeur Julio Lacarte-Muró, qui s'est éteint chez lui, en Uruguay, le 4 mars 2016, à l'âge de 97 ans. Jusqu'à son décès, M. Lacarte a eu une grande influence sur le système commercial multilatéral dès sa création en 1946.

Après avoir présidé les négociations du Cycle d'Uruguay sur le règlement des différends et avoir obtenu l'adoption du texte du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends, M. Lacarte a été désigné, en 1995, par le nouvel Organe de règlement des différends, comme l'un des sept premiers membres de l'Organe d'appel. C'est le seul membre de l'Organe d'appel qui a été désigné par un Membre de l'OMC dont il n'était pas ressortissant (le Canada). C'était «un homme remarquable, un diplomate et un juge, qui a occupé une place unique dans l'histoire de la coopération commerciale mondiale», a déclaré le Directeur général de l'OMC, Roberto Azevêdo.

Appels

Huit rapports de groupes spéciaux ont fait l'objet d'un appel en 2016 (voir la figure 3 et le tableau 5). Six rapports de l'Organe d'appel ont été distribués aux Membres de l'OMC (voir la figure 4 et le tableau 6). En examinant ces appels, l'Organe d'appel a clarifié plusieurs questions d'importance systémique, concernant notamment l'Accord antidumping, l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT) de 1994, l'Accord général sur le commerce des services (AGCS), l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires (Accord SMC) et l'Accord sur les MIC.

L'Organe d'appel
www.wto.org/organedappel

Figure 3: Nombre de déclarations d'appel déposées, 1995-2016

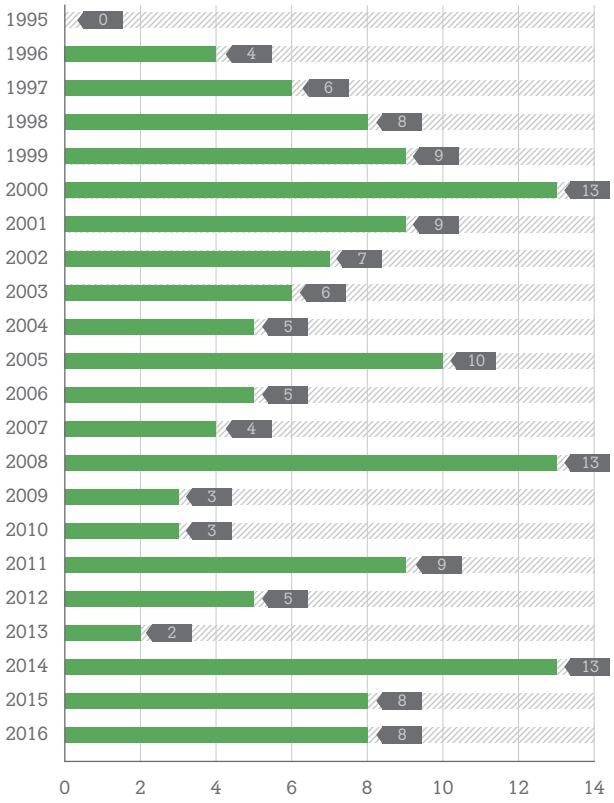
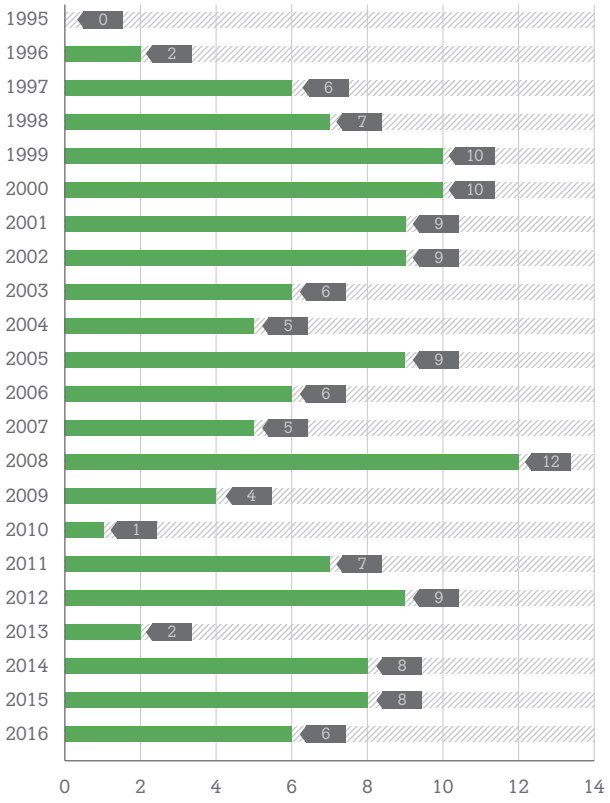


Figure 4: Nombre de rapports de l'Organe d'appel distribués, 1995-2016*



* Les rapports de l'Organe d'appel concernant des différends ayant le même intitulé ont été distribués dans un seul document.

L'Organe d'appel
www.wto.org/organedappel

Tableau 5: Appels déposés en 2016

Rapports de groupes spéciaux ayant fait l'objet d'un appel	Date de l'appel	Appelant	Cote du document – notification d'un appel	Autre appelant	Cote du document – notification d'un autre appel
Colombie – Textiles	22 janvier 2016	Colombie	WT/DS461/6	Pas d'autre appel	-
États-Unis – Lave-linge	19 avril 2016	États-Unis	WT/DS464/7	Corée	WT/DS464/8
Inde – Cellules solaires	20 avril 2016	Inde	WT/DS456/9	Pas d'autre appel	-
UE – Biodiesel	20 mai 2016	Union européenne	WT/DS473/10	Argentine	WT/DS473/11
Russie – Porcins (UE)	23 septembre 2016	Fédération de Russie	WT/DS475/8	Union européenne	WT/DS475/9
CE et certains États membres – Aéronefs civils gros porteurs	13 octobre 2016	Union européenne	WT/DS316/29	États-Unis	WT/DS316/30
États-Unis – Méthodes antidumping (Chine)	18 novembre 2016	Chine	WT/DS471/8	Pas d'autre appel	-
États-Unis – Incitations fiscales	16 décembre 2016	États-Unis	WT/DS487/6	Union européenne	WT/DS487/7

Tableau 6: Rapports de l'Organe d'appel distribués en 2016

Rapports de groupes spéciaux ayant fait l'objet d'un appel	Date de l'appel	Appelant	Cote du document – notification d'un appel	Autre appelant	Cote du document – notification d'un autre appel	Date de distribution du rapport
CE – Éléments de fixation (Chine)	9 septembre 2015	Union européenne	WT/DS397/21	Chine	WT/DS397/22	18 janvier 2016
Argentine – Services financiers	27 octobre 2015	Panama	WT/DS453/7	Argentine	WT/DS453/8	14 avril 2016
Colombie – Textiles	22 janvier 2016	Colombie	WT/DS461/6	Pas d'autre appel	-	7 juin 2016
États-Unis – Lave-linge	19 avril 2016	États-Unis	WT/DS464/7	Corée	WT/DS464/8	7 septembre 2016
Inde – Cellules solaires	20 avril 2016	Inde	WT/DS456/9	Pas d'autre appel	-	16 septembre 2016
UE – Biodiesel	20 mai 2016	Union européenne	WT/DS473/10	Argentine	WT/DS473/11	6 octobre 2016



Soutien au développement et renforcement des capacités commerciales

- En 2016, plus de 18 400 participants ont bénéficié des activités de formation de l'OMC, qui visent à aider les fonctionnaires gouvernementaux à mieux comprendre les Accords de l'OMC et le système commercial multilatéral.
- Les décaissements au titre de l'Aide pour le commerce se sont élevés à 39,8 milliards de dollars EU en 2015, ce qui représente le montant le plus élevé pour une seule année.
- Un événement commémoratif a été organisé en novembre 2016 pour marquer la centième session du Comité du commerce et du développement.

Commerce et développement 122

Pays les moins avancés 123

Petites économies 125

Aide pour le commerce 127

Cadre intégré renforcé 130

Fonds pour l'application des normes et le développement du commerce 132

Coopération technique et formation 134

Informations de base sur le soutien au développement et le renforcement des capacités commerciales

L'OMC s'efforce d'aider les pays en développement à renforcer leurs capacités commerciales et leur accorde des délais plus longs pour mettre en œuvre les accords commerciaux. Des centaines de cours de formation sont organisés chaque année à l'intention des fonctionnaires de ces pays.

Commerce et développement

Le soutien au pays en développement est au cœur des activités de l'OMC. Les travaux dans ce domaine sont coordonnées en grande partie par le Comité du commerce et du développement, qui a célébré sa centième session en 2016.

En 2016, le Comité du commerce et du développement (CCD) a poursuivi sa discussion sur l'accès aux marchés en franchise de droits et sans contingent (FDSC) pour les pays les moins avancés (PMA). En novembre, le CCD a procédé à l'examen annuel, sur la base d'un rapport du Secrétariat de l'OMC, des mesures prises par les Membres pour accorder un accès FDSC. À la même réunion, le Comité a examiné une communication révisée présentée par le Bénin, au nom du Groupe des PMA, concernant le projet de mandat pour une étude du Secrétariat sur la mise en œuvre du régime FDSC. Le Bénin a indiqué que les consultations avec les Membres de l'OMC se poursuivraient.

Les Membres de l'OMC ont examiné un certain nombre de propositions présentées conformément au mandat donné au Comité par la huitième Conférence ministérielle de l'OMC, en 2011, qui était de mener des travaux ciblés sur le lien entre le commerce et le développement. En réponse à une proposition de l'Équateur, le Secrétariat de l'OMC a actualisé son rapport sur la mise en œuvre des dispositions relatives au traitement spécial et différencié (TSD) énoncées dans les Accords et décisions de l'OMC. Ces dispositions prévoient, entre autres, d'accroître les possibilités commerciales des pays en développement et des PMA, d'accorder des périodes de transition plus longues pour la mise en œuvre des Accords de l'OMC et de fournir une assistance technique.

Pour marquer la centième session du CCD, un événement commémoratif a été organisé en novembre 2016, sur le thème «Commerce et développement, aujourd'hui et demain». Les Membres de l'OMC et les représentants d'autres organisations internationales et des milieux universitaires ont réfléchi à la manière dont le commerce avait évolué depuis la première réunion du Comité, il y a 20 ans. Ils ont également discuté de ce qu'il faut faire pour que le commerce continue à aider les pays en développement dans l'avenir.

«C'est un moment important pour le CCD, pour l'OMC et pour la communauté du commerce et du développement en général», a dit le Directeur général Roberto Azevêdo dans une allocution. «C'est un moment où il faut réfléchir – et se montrer ambitieux. Nous devons songer à ce que l'OMC peut faire de plus pour permettre à plus de gens d'utiliser le commerce comme outil de développement», a-t-il ajouté.

Le Comité a tenu deux sessions spécifiques sur le mécanisme de surveillance pour le traitement spécial et différencié. Ce mécanisme, adopté à la neuvième Conférence ministérielle à Bali en 2013, sert de point focal à l'OMC pour analyser et examiner la mise en œuvre des dispositions relatives au TSD figurant dans les Accords et décisions de l'OMC. Au cours de sessions consacrées aux accords commerciaux régionaux (ACR), les Membres de l'OMC ont examiné l'accord entre le MERCOSUR (Marché commun du Sud) et l'Inde, et l'accord entre Maurice et le Pakistan.

Le Comité a reçu un rapport sur la cinquantième session du Groupe consultatif commun (GCC) du Centre du commerce international (ITC). Le GCC est l'organe de décision de l'ITC, organisme de promotion du commerce des pays en développement parrainé conjointement par l'OMC et la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED). Les travaux de l'ITC sont axés sur l'assistance aux petites et moyennes entreprises dans les pays en développement.

Informations de base sur le commerce et le développement

Le Comité du commerce et du développement est le point focal pour la coordination des activités de l'OMC dans le domaine du commerce et du développement. Il s'occupe de diverses questions, y compris tout ce qui concerne le développement, la coopération technique, la formation et les notifications au titre de la Clause d'habilitation qui autorise les pays développés à accorder un traitement plus favorable aux pays en développement.

Accès aux marchés

En 2016, le Comité a reçu des notifications au titre de la Clause d'habilitation (voir page 88) concernant les schémas de préférences généralisées (schémas SGP) de la Norvège

Commerce et développement
www.wto.org/developpement

et des États-Unis. Les schémas SGP permettent aux pays développés d'appliquer des tarifs préférentiels aux importations en provenance des pays en développement. Par ailleurs, la Chine a distribué une notification fournissant des renseignements actualisés sur son programme FDSC pour les PMA.

S'agissant des accords commerciaux régionaux (ACR), des notifications au titre de la Clause d'habilitation ont été présentées au sujet de l'Accord de libre-échange arabo-méditerranéen (Accord d'Agadir) entre l'Égypte, la Jordanie, le Maroc et la Tunisie, de l'Accord entre la République dominicaine et le Panama et de l'accession de l'Afghanistan à l'Accord de libre-échange d'Asie du Sud.

Coopération technique et formation

Le Comité a pris note du rapport de 2015 sur l'assistance technique et la formation. En 2015, le Secrétariat de l'OMC a organisé 269 activités d'assistance technique à Genève et ailleurs. Au total, 15 000 participants ont été formés pendant l'année, soit 2% de plus qu'en 2014 (voir page 134).

En octobre 2016, 23 fonctionnaires gouvernementaux de PMA d'Afrique, d'Asie et du Pacifique ont assisté à un cours à l'OMC intitulé «Renforcer la participation des PMA au système commercial multilatéral». Ce cours visait à permettre aux participants de mieux comprendre les questions relatives au commerce et au développement abordées dans le cadre de l'OMC. Il était axé sur les questions prioritaires pour les PMA, telles que l'accès aux marchés FDSC, les règles d'origine préférentielles, la dérogation concernant les services pour les PMA (voir page 75) et les initiatives d'assistance technique s'adressant aux PMA.

En 2016, une évaluation externe de l'assistance technique liée au commerce fournie par l'OMC a été effectuée (voir page 137). Des informations sur l'avancement de l'évaluation ont été fournies régulièrement au CCD par la Norvège, au nom du Comité directeur de l'évaluation. Une réunion du CCD s'est tenue au début de 2017 pour examiner le rapport ainsi que la réponse du Secrétariat de l'OMC.

L'OMC accueille une réunion de l'ONU sur les PDSL

En juin, l'OMC a accueilli une réunion de l'ONU sur l'aide fournie aux pays en développement sans littoral (PDSL) pour leur permettre de bénéficier du commerce. Le directeur général, Roberto Azevêdo, a assisté à la réunion des ministres du commerce avec Gyan Chandra Acharya, Secrétaire général adjoint de l'ONU et Haut Représentant pour les pays les moins avancés, les pays en développement sans littoral et les petits États insulaires en développement. La réunion était organisée conjointement par l'OMC et par le Bureau du Haut Représentant afin de discuter de la façon dont le commerce peut aider les PDSL à réaliser leurs objectifs de développement.

Le Directeur général, M. Azevêdo, a dit à la réunion que les travaux de renforcement des capacités menés dans le cadre de l'Initiative Aide pour le commerce de l'OMC pouvaient être particulièrement bénéfiques pour les PDSL et que la mise en œuvre de l'Accord sur la facilitation des échanges serait cruciale pour réduire les délais de transit qui peuvent avoir un effet considérable sur ces pays. «Nous prévoyons que l'Accord, une fois qu'il sera pleinement mis en œuvre, réduira les coûts du commerce pour les PDSL de 15% en moyenne,» a-t-il dit.

Pays les moins avancés

En 2016, le Sous-Comité des pays les moins avancés (PMA) a poursuivi l'examen des questions systémiques intéressant les PMA. L'examen de l'accès aux marchés pour les PMA a été un élément central de ses discussions. Les PMA ont présenté leur «feuille de route» pour les travaux de l'après-Nairobi sur les questions concernant les PMA. Le Sous-Comité a suivi les activités d'assistance technique de l'OMC destinées aux PMA, ainsi que les progrès accomplis dans l'accession des PMA à l'OMC. Il a examiné les rapports du Coordonnateur du Groupe des PMA sur le Programme d'action d'Istanbul en faveur des PMA et sur la quatorzième session de la CNUCED.

Accès aux marchés pour les PMA

L'accès aux marchés pour les PMA a été un élément central des discussions au cours des trois réunions du Sous-Comité des PMA en 2016. Le Secrétariat de l'OMC a présenté son rapport annuel sur les tendances du commerce et de l'accès aux marchés des PMA, et il a informé le Sous-Comité de l'évolution de la situation en ce qui concerne les règles d'origine préférentielles au Comité des règles d'origine (voir page 65).

La croissance en valeur des exportations de marchandises des PMA a été entravée par l'évolution défavorable des prix des produits de base depuis 2011. La part des PMA dans les exportations mondiales de marchandises est tombée à moins de 1% en 2015, et le déficit global du commerce des marchandises des PMA s'est creusé, atteignant 87 milliards de dollars EU. La tendance a été plus positive dans le domaine des services, dans lequel le tourisme a aidé les PMA à soutenir la croissance positive des exportations et à accroître leur part des exportations mondiales de services, qui s'établit à 0,8%.

Les PMA se sont dits préoccupés par la baisse de 24% de leurs exportations de marchandises en 2015 et par l'augmentation du déficit commercial. Ils ont souligné l'importance de la mise en œuvre effective de l'accès aux marchés en franchise de droits et sans contingent (FDSC) et ils ont demandé aux Membres de l'OMC de continuer à mettre en œuvre la Décision

Pays les moins avancés
www.wto.org/pma_f

de Nairobi sur les règles d'origine préférentielles afin de permettre à leurs exportations de bénéficier plus facilement d'un accès préférentiel aux marchés. Dans le domaine des services, les PMA ont dit qu'ils étaient encouragés par le fait que 23 Membres avaient notifié des engagements en matière de traitement préférentiel pour les services et les fournisseurs de services des PMA au titre de la dérogation concernant les services pour les PMA (voir page 75).

Le Sous-Comité a également examiné une note du Secrétariat de l'OMC contenant un inventaire factuel des progrès accomplis dans la mise en œuvre des décisions et déclarations ministérielles en faveur des PMA. Les PMA se sont dits intéressés par la poursuite des travaux d'analyse sur la question.

Assistance technique et renforcement des capacités

Le Sous-Comité suit régulièrement l'assistance technique liée au commerce fournie aux PMA par l'OMC et les autres initiatives en matière de renforcement des capacités auxquelles l'OMC participe. Le Secrétariat de l'OMC donne la priorité aux PMA dans la fourniture de son assistance technique (voir page 134).

Les PMA ont bénéficié de plus de 50% des activités d'assistance technique en 2015. Les PMA, en particulier ceux d'Afrique, ont également été parmi les principaux utilisateurs des cours d'apprentissage en ligne de l'OMC, représentant un tiers des participants en 2015. Les PMA ont indiqué qu'ils appréciaient les produits d'assistance axés sur leurs besoins, tels que les programmes de stage à l'OMC et dans les missions des PMA, ainsi que les deux cours spécifiques sur les statistiques du commerce des services et sur les questions de développement organisés à leur intention à l'OMC en 2016.

Le Secrétariat exécutif du Cadre intégré renforcé (CIR), qui aide les PMA à utiliser le commerce comme vecteur du développement, a informé le Sous-Comité de l'avancement des travaux dans le cadre de la phase deux du programme du CIR (voir page 130). Soulignant l'importance du CIR pour leur développement, les PMA ont encouragé les partenaires de développement à continuer à soutenir le CIR.

Les secrétariats du CIR et du Fonds pour l'application des normes et le développement du commerce (voir page 132) ont présenté les principales conclusions d'une étude conjointe sur les questions sanitaires et phytosanitaires (SPS) dans les études diagnostiques sur l'intégration du commerce (voir page 130), qui aident les pays à identifier les entraves au commerce. L'étude souligne qu'il est important de maintenir les liens entre les ministères de l'agriculture et du commerce et qu'il est nécessaire de renforcer les capacités nationales pour mettre en œuvre les politiques SPS.

Informations de base sur les pays les moins avancés (PMA)

Le Sous-Comité des PMA a été établi en juillet 1995 en tant qu'organe subsidiaire du Comité du commerce et du développement pour examiner les questions intéressant les PMA. Depuis la Conférence ministérielle de Doha en 2001, le Sous-Comité se consacre essentiellement à la mise en œuvre du Programme de travail de l'OMC en faveur des PMA, qui couvre différentes questions d'ordre systémique importantes pour ces pays, comme l'accès aux marchés, l'assistance technique et l'accession à l'OMC.

Accession des PMA à l'OMC

Le Secrétariat de l'OMC a donné aux Membres des informations sur les groupes de travail des accessions concernant des PMA (Bhoutan, Comores, Guinée équatoriale, Éthiopie, Soudan et Sao-Tomé-et-Principe) ainsi que sur le soutien après l'accession. Les PMA ont demandé aux Membres de l'OMC de fournir un soutien au renforcement des capacités aux PMA accédants.

Deux PMA, l'Afghanistan et le Libéria, sont officiellement devenus Membres de l'OMC en 2016 et les négociations ont été engagées en décembre 2016 en vue de l'accession de deux autres PMA, la Somalie et le Timor-Leste (voir les pages 25-26). À l'heure actuelle, huit PMA sont en cours d'accession à l'OMC.

Retraite du Groupe des PMA

Le Groupe des PMA a organisé une retraite en avril 2016, avec la participation du Directeur général, Roberto Azevêdo. À la suite de cette retraite, il a présenté ses priorités pour l'après-Nairobi au Sous-Comité en juin. Ces priorités serviront de «feuille de route» pour l'engagement du Groupe dans les travaux de l'après-Nairobi à l'OMC.

Le Coordonnateur du Groupe des PMA, l'Ambassadeur Eloi Laourou (Bénin), a souligné la nécessité d'une mise en œuvre effective des décisions adoptées en faveur des PMA, notamment sur le traitement préférentiel pour les services des PMA, l'accès aux marchés FDSC et les règles d'origine préférentielles. Les questions prioritaires comprennent aussi le soutien interne (subventions) dans l'agriculture, y compris le coton, les subventions à la pêche et le traitement spécial et différencié pour les PMA.

Dans le cadre du Programme de la Chine pour les PMA et les accessions, le Groupe des PMA a engagé un dialogue sur les PMA et le développement avec d'autres pays en développement et des organisations internationales, à Annecy (France), en septembre 2016. Dans son rapport au Sous-Comité sur la réunion, le Coordonnateur des PMA a dit qu'elle avait examiné l'évolution des tendances en matière de coopération entre les pays en développement dans les domaines du commerce, de l'aide et de l'investissement.

Programme d'action d'Istanbul et CNUCED 14

Un examen à mi-parcours du Programme d'action d'Istanbul des Nations Unies en faveur des PMA pour 2011-2020 a eu lieu à Antalya (Turquie), en mai 2016. Le Programme d'action

Pays les moins avancés
www.wto.org/pma_f

d'Istanbul vise à aider les PMA à surmonter les difficultés structurelles qu'ils rencontrent pour éradiquer la pauvreté, et pour pouvoir sortir de la catégorie des PMA. Lors de la Conférence, le Secrétariat de l'OMC a organisé une activité parallèle qui lui a donné l'occasion d'informer la communauté des Nations Unies de la façon dont l'évolution de la situation à l'OMC sur les questions concernant les PMA contribue aux objectifs du Programme d'action d'Istanbul.

Le Coordonnateur du Groupe des PMA a attiré l'attention du Sous-Comité sur les mesures spécifiques en matière de commerce et d'investissement recommandées lors de l'examen à mi-parcours pour aider les PMA à réaliser les objectifs du Programme d'action d'Istanbul, dont l'un est de doubler la part des PMA dans les exportations mondiales, pour qu'elle atteigne 2% en 2020. Parmi les mesures recommandées, il a été demandé aux pays donateurs d'allouer 0,2% de leur revenu national brut à l'aide publique au développement destinée aux PMA.

L'examen a souligné en outre l'importance de l'OMC en tant qu'instance mondiale chargée des règles et de la gouvernance du commerce et il a été demandé aux PMA et à leurs partenaires de développement de mettre à profit les décisions de l'OMC, notamment sur l'accès aux marchés FDSC et sur les règles d'origine préférentielles, ainsi que l'Aide pour le commerce.

Les PMA ont également fait rapport sur les résultats de la CNUCED 14, qui s'est tenue à Nairobi en juillet 2016. Les Membres de la CNUCED sont convenus de faire en sorte que la CNUCED se concentre davantage sur les besoins des PMA en matière de commerce et de développement dans tous les domaines relevant de son mandat et poursuive ses travaux sur l'accès aux marchés FDSC, les règles d'origine, la dérogation concernant les services pour les PMA, le coton et les accessions. Les PMA ont souligné l'importance d'efforts coordonnés entre l'OMC et la CNUCED pour contribuer à la réalisation des Objectifs de développement durable (ODD) de l'ONU.

Aide au secteur du coton

En 2016, deux séries de consultations dans le cadre du Mécanisme consultatif du Directeur général en faveur du coton ont porté sur l'aide concernant spécifiquement le coton et les autres activités d'assistance relatives au secteur du coton, telles que les programmes de soutien aux infrastructures.

En octobre 2016, le Directeur général, M. Azevêdo, a pris part à la réunion ministérielle du groupe Coton-4 qui réunit les pays producteurs de coton d'Afrique de l'Ouest (Bénin, Burkina Faso, Tchad et Mali). La réunion s'est tenue à Bamako (Mali). Le Directeur général a salué les efforts du groupe Coton-4 pour défendre ses intérêts et a souligné en particulier le rôle actif joué par le Mali en tant que coordonnateur du groupe. Le Directeur général a insisté sur le fait qu'il était important de poursuivre les travaux en vue de la réforme du secteur du coton pour que les pays du groupe Coton-4 puissent soutenir la concurrence sur les marchés internationaux dans des conditions équitables.

Les dernières données sur l'aide au développement concernant spécifiquement le coton font état d'engagements actifs à hauteur de 281 millions de dollars EU, dont 100 millions ont été décaissés. Les engagements concernant l'agriculture et l'aide au développement pour les infrastructures sont passés à 4,1 milliards de dollars EU, dont 1,9 milliard a été décaissé.

Les bénéficiaires de l'aide au développement en faveur du coton ont poursuivi leurs efforts de réforme dans le secteur du coton. Néanmoins, l'Ambassadrice Thiam Diallo (Mali), s'exprimant au nom des pays du groupe «Coton-4» – Burkina Faso, Bénin, Mali et Tchad – dont les économies reposent largement sur les exportations de coton, a dit que la pression continue à la baisse qui s'exerce sur les prix mondiaux du coton et les coûts de production élevés avaient des conséquences négatives sur le secteur du coton en Afrique.

Petites économies

Le Comité du commerce et du développement a mis en œuvre les instructions ministérielles demandant d'examiner l'incidence des règles de l'OMC sur les petites économies vulnérables (PEV) et les contraintes liées au commerce auxquelles elles sont confrontées. Il a poursuivi ses travaux sur les difficultés et les possibilités que rencontrent les PEV lorsqu'elles intègrent les chaînes de valeur mondiales. En 2016, au cours de sessions spécifiques sur les questions soulevées par les PEV, le Comité a commencé à examiner les difficultés que rencontrent les petites économies pour réduire les coûts du commerce.

Les petites économies vulnérables sont les Membres de l'OMC qui ne représentent qu'un faible pourcentage du commerce mondial. Les Membres de l'OMC reconnaissent que ces économies, bien qu'elles ne constituent pas une sous-catégorie officielle de Membres, rencontrent des difficultés particulières en raison de leur petite taille et de la distance qui les sépare de leurs principaux partenaires commerciaux.

Le Comité du commerce et du développement a pris note d'une compilation révisée dans laquelle le Secrétariat de l'OMC donnait des renseignements détaillés sur l'avancement des travaux sur les propositions présentées par les PEV depuis 2002. Celles-ci comprenaient les propositions présentées par les PEV dans les groupes de négociation du Cycle de Doha et dans d'autres organes de l'OMC, concernant principalement l'agriculture, les produits industriels, les services, les règles (y compris les subventions à la pêche) et la facilitation des échanges.

À la dixième Conférence ministérielle, tenue à Nairobi en 2015, il a été décidé que le Comité réuni en session

Petites économies
www.wto.org/petiteseconomies

spécifique poursuivrait ses travaux sur les difficultés et les possibilités rencontrées par les petites économies lorsqu'elles intègrent les chaînes de valeur mondiales dans le commerce des marchandises et des services. En outre, les Ministres ont demandé au Secrétariat d'examiner les difficultés que rencontrent les petites économies lorsqu'elles s'efforcent de réduire les coûts du commerce, en particulier dans le domaine de la facilitation des échanges.

Les Ministres ont réaffirmé leur engagement «de continuer à traiter dans chaque domaine des travaux de l'OMC, de manière approfondie et sérieuse, les besoins des petites économies vulnérables (PEV) et d'envisager favorablement l'adoption de mesures qui faciliteraient l'intégration plus complète de ces économies dans le système commercial multilatéral». Les Ministres ont dit en outre qu'ils tiendraient compte des besoins des PEV dans tous les domaines des négociations, sans créer une sous-catégorie de Membres de l'OMC.

Sessions spécifiques

Trois sessions spécifiques ont eu lieu en 2016. À la session du 9 mars, les Membres ont continué à discuter de l'étude du Secrétariat de l'OMC intitulée «Difficultés et possibilités rencontrées par les petites économies lorsqu'elles intègrent les chaînes de valeur mondiales dans le commerce des marchandises et des services». Ils ont examiné les chapitres sur les chaînes de valeur mondiales dans le secteur des textiles et des vêtements et des experts ont parlé des tendances récentes en donnant des exemples de petites économies qui ont réussi à intégrer leurs exportations dans les chaînes de valeur.

L'étude montre qu'en se spécialisant dans certaines tâches ou certaines étapes de la chaîne de valeur, les petites économies peuvent, dans une certaine mesure, remédier à l'absence d'économies d'échelle et obtenir des avantages économiques. Les chaînes de valeur mondiales peuvent aider les petites économies à diversifier leurs exportations en remplaçant les produits primaires par les produits manufacturés et les services. Mais ce n'est en aucun cas un processus automatique, précise l'étude.

À la session du 12 juillet, les Membres ont examiné les chaînes de valeur dans le secteur du tourisme; les exposés ont été présentés par le Centre du commerce international (ITC), l'Organisation mondiale du tourisme des Nations Unies, l'USAID, l'Institut guatémaltèque du tourisme et l'Organisation du tourisme du Pacifique Sud.

Les Membres ont discuté des difficultés et des possibilités liées au développement d'un secteur du tourisme durable et ont partagé des données d'expérience nationales. Outre sa contribution directe à l'économie, le tourisme apporte aussi des avantages indirects sous la forme de dépenses publiques pour l'infrastructure, d'achats de biens et services sur le marché intérieur et de flux d'investissements. En outre, il existe des liens avec l'agriculture, la pêche, la construction, les équipements collectifs et les télécommunications. Le tourisme a déjà joué un rôle majeur en aidant des Membres, comme Cabo Verde, les Maldives et Samoa, à sortir de la catégorie des pays les moins avancés (PMA).

Le 4 novembre, les Membres se sont concentrés sur la façon dont les petites économies peuvent bénéficier de l'intégration dans les chaînes de valeur de services, en particulier dans les domaines des technologies de l'information et de l'externalisation des fonctions de l'entreprise, qui comprennent les centres d'appel, les services comptables, les services logistiques et les services de transport maritime. Des exposés ont été présentés par la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED) et l'ITC et par des représentants du Panama, de la Jamaïque, de Sri Lanka et du Guatemala.

À leur dernière session de 2016, les Membres ont approuvé une proposition du Groupe des PEV demandant que le Secrétariat mène des recherches sur les difficultés rencontrées par les petites économies dans leurs efforts pour réduire les coûts du commerce, en particulier dans le domaine de la facilitation des échanges (voir page 72).

Informations de base sur les petites économies

Le Comité du commerce et du développement – réuni en session spécifique – est responsable de la supervision des travaux sur les petites économies et suit l'avancement de l'examen des propositions faites par les petites économies vulnérables dans les différents organes de l'OMC et dans les groupes de négociation. Les petites économies sont majoritairement mais pas exclusivement de petits États insulaires.

Petites économies
www.wto.org/petiteseconomies

Aide pour le commerce

Le Comité du commerce et du développement a adopté le programme de travail de l'Aide pour le commerce pour 2016-2017, dont le thème est «Promouvoir la connectivité». Les décaissements au titre de l'Aide pour le commerce se sont élevés à 39,8 milliards de dollars EU en 2015, ce qui représente le montant le plus élevé pour une seule année. L'OMC et l'Organisation de coopération et de développement économiques ont lancé l'exercice de suivi et d'évaluation 2016 de l'Aide pour le commerce, dont le but est d'examiner les priorités en matière d'Aide pour le commerce avant l'Examen global de l'Aide pour le commerce, qui aura lieu à l'OMC du 11 au 13 juillet 2017.

Financement de l'Aide pour le commerce

Les décaissements totaux au titre de l'Aide pour le commerce depuis 2006 s'élèvent à 298 milliards de dollars EU sous la forme d'aide publique au développement. 248 milliards de dollars EU supplémentaires ont été versés sous la forme d'autres apports du secteur public (financement du développement fourni aux pays en développement à des taux qui ne sont pas considérés comme de l'aide publique au développement).

Les données de l'OCDE montrent que les décaissements totaux au titre de l'Aide pour le commerce se sont élevés à 39,8 milliards de dollars EU en 2015, ce qui représente le montant le plus élevé pour une seule année (voir la figure 1). Les engagements totaux ont augmenté de 5,4 milliards de dollars EU, atteignant 53,9 milliards de dollars EU entre 2014 et 2015, dernière année pour laquelle des chiffres sont disponibles.



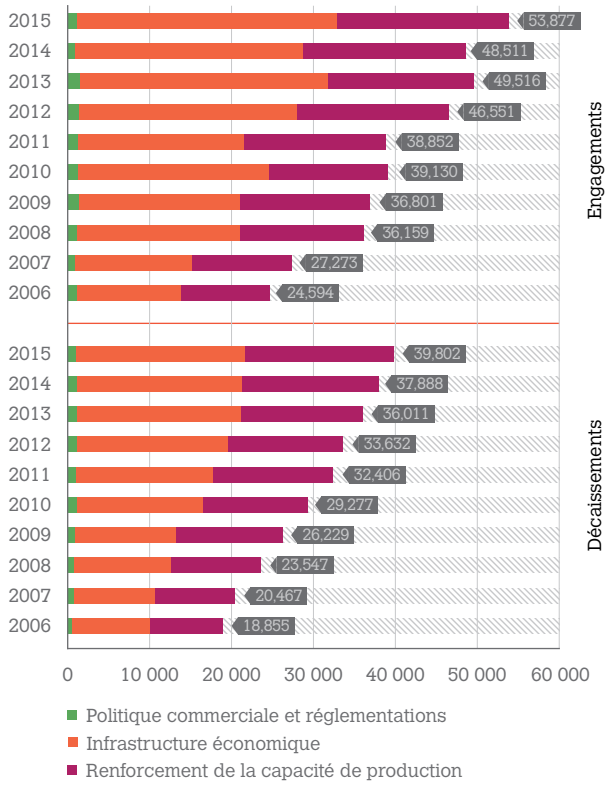
39,8 milliards

Les décaissements au titre de l'Aide pour le commerce ont atteint 39,8 milliards de dollars EU en 2015, le montant le plus élevé pour une seule année.

Informations de base sur l'Aide pour le commerce

Les Membres de l'OMC ont lancé l'Initiative Aide pour le commerce à la sixième Conférence ministérielle à Hong Kong, en 2005. L'Aide pour le commerce est axée sur l'aide aux pays en développement, en particulier aux pays les moins avancés, sur le renforcement de leurs capacités commerciales et de leurs infrastructures et sur l'amélioration de leur capacité à tirer parti des possibilités d'ouverture du commerce.

Figure 1: Engagements et décaissements au titre de l'Aide pour le commerce en millions de $EU (prix de 2015), par catégorie

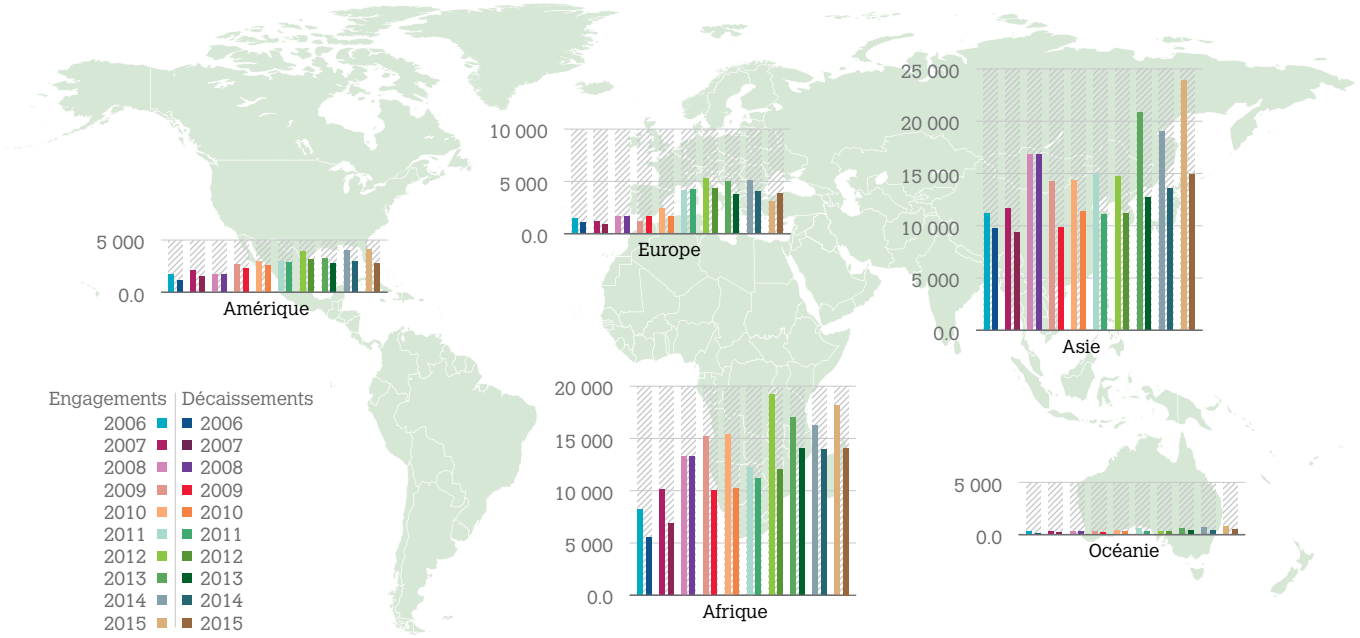


Source: Système de notification des pays créanciers (SNPC) de l'OCDE.

Les décaissements ont augmenté pour l'Afrique, l'Asie et l'Océanie (voir la figure 2). Les décaissements en faveur des pays les moins avancés (PMA) ont augmenté, de 1,1 milliard de dollars EU, passant à 10,6 milliards de dollars EU en 2015 (voir la figure 3). Cela représente le montant le plus élevé des décaissements en faveur des PMA pour une seule année.

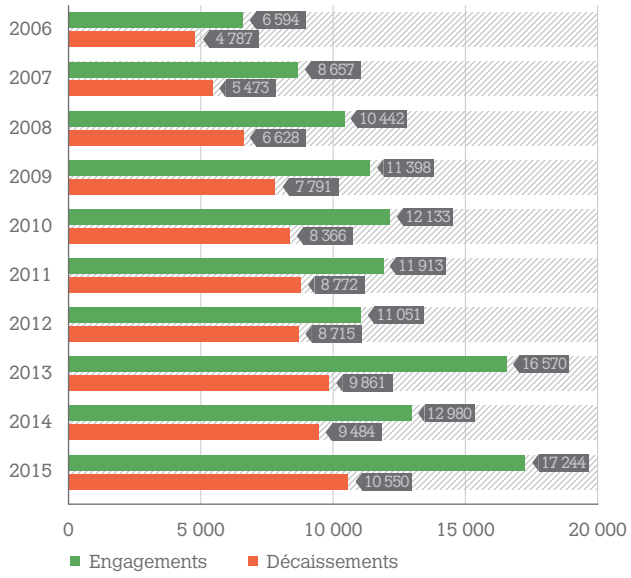
Aide pour le commerce
www.wto.org/aidepourlecommerce

Figure 2: Engagements et décaissements au titre de l'Aide pour le commerce en millions de dollars EU (prix de 2015), par région



Source: Système de notification des pays créanciers (SNPC) de l'OCDE.

Figure 3: Engagements au titre de l'Aide pour le commerce en faveur des PMA pour la période 2006-2015 en millions de dollars EU (prix de 2015)



Source: Système de notification des pays créanciers (SNPC) de l'OCDE.

Promouvoir la connectivité

Un message clé du cinquième Examen global de l'Aide pour le commerce en 2015 était que les coûts élevés du commerce, tels que les obstacles tarifaires et non tarifaires, les coûts du transport et les coûts liés aux taux de change, constituent un obstacle important pour les pays en développement qui cherchent à se connecter aux marchés mondiaux – les PMA, les pays en développement sans littoral et les petites économies vulnérables étant les plus affectés.

Le programme de travail de l'Aide pour le commerce pour 2016-2017 vise à aider les pays en développement à se connecter aux marchés d'exportation afin de pouvoir exploiter pleinement leur potentiel. Le programme, lancé en février 2016, s'appuie sur les résultats du cinquième Examen global.

Le programme de travail examinera de plus près dans quelle mesure les coûts élevés du commerce entravent l'intégration des pays en développement dans les chaînes de valeur mondiales et limitent leur développement économique. Il comprendra des activités transversales sur l'autonomisation des femmes, l'amélioration de l'infrastructure pour les pays en développement, le commerce électronique et les micro, petites et moyennes entreprises (MPME). Ces activités culmineront avec l'Examen global, prévu du 11 au 13 juillet 2017, dont le thème est «Promouvoir le commerce, l'inclusion et la connectivité pour un développement durable».

Aide pour le commerce
www.wto.org/aidepourlecommerce



En mai, un forum organisé conjointement par la Banque mondiale et l'OMC a eu lieu à l'OMC pour examiner comment faire en sorte que les pauvres bénéficient du commerce.

Comité du commerce et du développement

Le Comité du commerce et du développement a tenu trois sessions sur l'Aide pour le commerce en février, mai et octobre. À chaque session, les Membres de l'OMC ont examiné la mise en œuvre du programme de travail.

En 2016, la Banque mondiale, la Banque asiatique de développement, la Banque africaine de développement et l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI) ont donné aux Membres de l'OMC des informations à jour sur la mise en œuvre des activités d'Aide pour le commerce et la mobilisation de ressources.

En octobre, le Bénin, au nom du Groupe des PMA, et la Chine ont présenté un rapport sur le «Dialogue Sud-Sud sur les PMA et le développement», organisé en septembre à Annecy (France). Le Bénin a dit que les participants avaient examiné l'évolution des tendances en matière de coopération entre pays en développement dans les domaines du commerce, de l'aide et de l'investissement, et avaient discuté des questions prioritaires pour les PMA.

Activités thématiques

Deux activités thématiques relatives à l'Aide pour le commerce ont eu lieu en 2016. En mai, un forum conjoint Banque mondiale/OMC a été organisé sur le thème «Se connecter au commerce: politiques et programmes pour maximiser l'impact sur la réduction de la pauvreté».

Le forum faisait suite à une publication conjointe de l'OMC et de la Banque mondiale, «The Role of Trade in Ending Poverty» (Le rôle du commerce dans l'éradication de la pauvreté), lancée par le Directeur général, Roberto Azevêdo, et le Président de la Banque mondiale, Jim Yong Kim, en juin 2015. Les participants ont discuté des diverses dimensions du commerce et de la pauvreté, notamment l'emploi, la pauvreté rurale, les inégalités hommes-femmes, les problèmes transversaux et l'impact des mesures commerciales.

Une seconde activité – sur le thème «Promouvoir la connectivité: explorer la dimension des services» – a été axée sur les services et la fracture numérique (écart entre ceux qui ont facilement accès aux ordinateurs et à Internet et les autres). L'atelier a examiné la nécessité de remédier aux cadres réglementaires inadéquats qui empêchent le développement de secteurs de services compétitifs.

Suivi et évaluation

En juillet 2016, le Directeur général, Roberto Azevêdo, et le Secrétaire général de l'OCDE, Angel Gurría, ont lancé l'exercice de suivi et d'évaluation 2016 de l'Aide pour le commerce. L'objectif de cet exercice était d'examiner les priorités en matière d'Aide pour le commerce et d'évaluer la façon dont l'Aide pour le commerce contribue à la réalisation des Objectifs de développement durable, en particulier les cibles concernant l'élimination de la pauvreté et l'autonomisation économique des femmes.

À la fin de 2016, 101 Membres de l'OMC et observateurs avaient pris part à l'exercice. Au total, 110 questionnaires et 145 cas d'expérience avaient été présentés par les pays partenaires, les communautés économiques régionales et les donateurs. Le secteur privé, les milieux universitaires et la société civile ont également participé à cet exercice.

Les renseignements recueillis seront analysés et présentés dans la prochaine édition du «Panorama de l'Aide pour le commerce», publication conjointe de l'OCDE et de l'OMC, qui sera lancée lors de l'Examen global 2017. L'Examen mettra l'accent sur les principaux obstacles à la connectivité et sur la façon dont ils peuvent être surmontés pour assurer la croissance du commerce et un développement durable.

Aide pour le commerce
www.wto.org/aidepourlecommerce

Cadre intégré renforcé

En janvier 2016, le Cadre intégré renforcé (CIR) a lancé la phase deux de son programme, qui vise à aider les pays les moins avancés (PMA) à utiliser le commerce comme outil de croissance. Cette phase deux va jusqu'à 2022. Le CIR a réalisé des projets dans plusieurs PMA pour développer leur capacité de faire du commerce.

En 2016, le CIR s'est efforcé d'assurer une transition harmonieuse après la phase un (2009-2015), pendant laquelle 142 projets ont été réalisés, avec une dotation totale de 202 millions de dollars EU, dans 51 des pays les plus pauvres du monde. La plupart des projets visaient à soutenir les capacités de développement du commerce. Les projets ont aidé à créer des emplois permettant aux gens, en particulier aux femmes et aux jeunes, de sortir de la pauvreté. L'approche unique du CIR garantit une appropriation totale par les PMA; la majorité des projets du CIR sont cofinancés par les PMA eux-mêmes.

La mise en œuvre du programme du CIR s'est poursuivie en 2016, avec l'exécution réussie de projets dans un grand nombre de PMA. Des études diagnostiques sur l'intégration du commerce (EDIC) ont été réalisées ou mises à jour au Bénin, en Éthiopie, en Guinée-Bissau, en Mauritanie, au Myanmar et au Samoa. Les EDIC aident les pays à identifier et surmonter les obstacles au commerce, à la croissance économique et au développement durable. Elles servent de base à l'action des gouvernements, de la société civile, du secteur privé et des partenaires de développement. Pour 38 autres pays, des projets de soutien institutionnel étaient en cours et 32 projets de soutien du côté de l'offre étaient mis en œuvre.

Les accords de contribution avec les donateurs du CIR, faisant suite à la conférence d'annonces de contributions du CIR en décembre 2015, ont été conclus pour la plupart et les fonds pour la nouvelle phase ont commencé à être décaissés. À la conférence, qui s'est tenue à Nairobi avant la dixième Conférence ministérielle de l'OMC, 15 pays donateurs ont annoncé des contributions d'un montant de 90 millions de dollars EU pour la phase deux.



142

142 projets, dotés d'un montant total de 202 millions de dollars EU, ont été réalisés dans 51 des pays les plus pauvres du monde, dans le cadre de la phase un du CIR.

Cette nouvelle phase prévoit aussi des améliorations tenant compte des enseignements tirés de la phase précédente. On peut citer comme exemples la publication de lignes directrices actualisées pour les EDIC, suite à un processus de consultation approfondi par le partenariat du CIR entre PMA, donateurs et organisations, et la fourniture d'un soutien additionnel pour les travaux des facilitateurs des donateurs du CIR dans les PMA. Le facilitateur est un représentant de la communauté des donateurs qui soutient activement le programme commercial du PMA concerné et qui est désigné par le gouvernement et les autres donateurs.

En outre, des travaux ont été entrepris pour tenir l'engagement pris envers les donateurs de faire en sorte que le CIR soit plus dynamique, plus axé sur les résultats, plus efficient et efficace et plus transparent et utilise mieux les ressources. L'élaboration d'un cadre pour l'optimisation des ressources du CIR et d'un nouveau système de gestion de l'information en ligne aidera à atteindre ces objectifs.

Informations de base sur le CIR

Le CIR est le seul programme mondial d'Aide pour le commerce visant à répondre aux besoins des PMA en matière de capacités commerciales. Il est financé par un fonds d'affectation spéciale multidonateurs et il fournit une aide financière et technique pour renforcer les capacités commerciales dans les PMA afin de les aider à utiliser le commerce comme un outil de croissance et de réduction de la pauvreté. Le CIR est un partenariat entre les PMA, les donateurs et les organisations partenaires, à savoir l'OMC, la Banque mondiale, le Fonds monétaire international, le Programme des Nations Unies pour le développement, la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, le Centre du commerce international, l'Organisation mondiale du tourisme et l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel.

Projets récents du CIR

Au Mali, le programme du CIR a aidé à améliorer la qualité de la récolte de mangues en recourant au traitement phytosanitaire des vergers de manguiers et en encourageant les bonnes pratiques agricoles. Il a soutenu le renforcement

Cadre intégré renforcé
fr_pt.enhancedif.org/fr/



Le financement du CIR soutient le secteur de la soie au Cambodge, aidant à améliorer les moyens de subsistance des femmes des zones rurales dans ce secteur.

des capacités de différents acteurs de la chaîne de valeur (femmes agricultrices, productrices, commerçantes et exportatrices); il a donné des conseils à une douzaine d'exportateurs pour l'obtention de la certification «global gap» et il a fourni un soutien pour la commercialisation lors de manifestations commerciales nationales et internationales. La certification global gap est reconnue au plan international comme symbole d'un engagement pour l'excellence, la durabilité et la fiabilité. Grâce au programme, plus de 450 femmes gagnent plus d'argent en produisant des mangues et de la confiture de mangue. En outre, les femmes des coopératives rurales sont formées aux techniques de transformation des fruits et des légumes, ce qui ajoutera de la valeur à leurs exportations.

Dans le cadre du programme du CIR, une EDIC a été réalisée au Myanmar pour analyser les possibilités et les contraintes dans l'environnement commercial du pays. Avec l'aide de la Banque mondiale, et grâce à des contributions financières additionnelles de l'Australie et du Royaume-Uni, l'EDIC «Opening for Business» a examiné les principaux défis économiques du pays et formulé des recommandations. Elle recommandait notamment de remanier les réglementations commerciales et de renforcer les capacités en matière de politique commerciale et de promotion du commerce, d'assurer une croissance inclusive tirée par les exportations, d'encourager la croissance du commerce des services et de faciliter le commerce grâce à l'amélioration de la logistique et du financement.

Projets axés sur le rôle des femmes

En 2016, le CIR a fait le point sur certains de ses projets axés sur le rôle des femmes lors d'une séance du Forum public de l'OMC (voir page 140). Des indicateurs liés au genre ont été incorporés dans les lignes directrices pour la phase deux. La séance a comporté des témoignages personnels et un reportage sur les projets existants, concernant notamment le soutien à l'exportation de mangues du Mali (voir ci-dessus), la fabrication de vêtements en soie au Cambodge, le commerce transfrontières au Rwanda (où 75% des commerçants sont des femmes) et les services de tourisme dans les Îles Salomon. Les intervenants ont noté le rôle central du commerce dans l'autonomisation des femmes.

Collaboration

Le CIR a réuni ses partenaires lors de l'examen à mi-parcours du Programme d'action d'Istanbul à Antalya (voir page 124), en mai 2016, et lors de la Conférence ministérielle CNUCED XIV à Nairobi, en juillet 2016. Il a également organisé des activités qui lui sont spécifiques, comme la réunion du Comité directeur du CIR, tenue en avril 2016, et deux ateliers régionaux du CIR pour les pays d'Asie bénéficiaires du CIR et pour la région Pacifique.

En outre, le CIR a collaboré avec diverses équipes du Secrétariat de l'OMC, notamment en copubliant une note d'information avec le Fonds pour l'application des normes et le développement du commerce sur la façon dont les questions sanitaires et phytosanitaires (SPS) sont abordées dans les EDIC. Il a également participé à des ateliers sur les obstacles techniques au commerce (OTC), sur la facilitation des échanges et sur d'autres domaines d'activité de l'OMC.

Cadre intégré renforcé
fr_pt.enhancedif.org/fr/

Fonds pour l'application des normes et le développement du commerce

Le Fonds pour l'application des normes et le développement du commerce (STDF) a continué à aider les pays en développement à améliorer leur capacité d'appliquer les normes sanitaires et phytosanitaires (SPS) et d'accéder à des marchés plus vastes. Il a aidé à préparer et mettre en œuvre de nombreux nouveaux projets visant à promouvoir le respect des normes internationales et à faciliter l'accès aux marchés. Il a également élaboré un guide indiquant comment établir l'ordre de priorité des investissements SPS et il a publié une série d'études de cas indiquant les résultats des projets récents.

Le STDF a continué à mobiliser l'expertise mondiale dans les domaines du commerce, de la santé et de l'agriculture pour aider les agriculteurs et les commerçants des pays en développement à utiliser le commerce des produits agricoles comme un moyen d'augmenter leurs revenus et d'améliorer leur niveau de vie. Il a développé de nouveaux moyens de fournir une assistance pour que les pays en développement puissent renforcer leur capacité de respecter les prescriptions en matière de sécurité sanitaire des produits alimentaires, et les prescriptions zoosanitaires et phytosanitaires afin d'avoir accès à des marchés plus larges pour leurs produits.

Dons pour l'élaboration de projets

Le STDF a approuvé onze dons pour l'élaboration de projets (DEP) et un projet en 2016. Ce projet vise à aider le Laboratoire national de santé publique des Îles Salomon à améliorer le service qu'il fournit aux exportateurs de poissons pour leur permettre d'accéder à des marchés plus vastes.

Informations de base sur le Fonds pour l'application des normes et le développement du commerce

Le STDF est un partenariat mondial qui aide les pays en développement à renforcer leurs capacités sanitaires et phytosanitaires (SPS) et leur capacité d'obtenir et de maintenir un accès aux marchés. Le STDF contribue à la réalisation des objectifs de développement durable plus généraux, comme le renforcement de la croissance économique, la réduction de la pauvreté, la sécurité alimentaire et la protection de l'environnement. Le Fonds a été établi par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), l'Organisation mondiale de la santé animale (OIE), la Banque mondiale, l'Organisation mondiale de la santé et l'OMC, et il est financé par des contributions volontaires. L'OMC en assure le secrétariat et gère son Fonds d'affectation spéciale.

Figure 4: Répartition géographique des projets et des dons pour l'élaboration de projets du STDF (nombre)

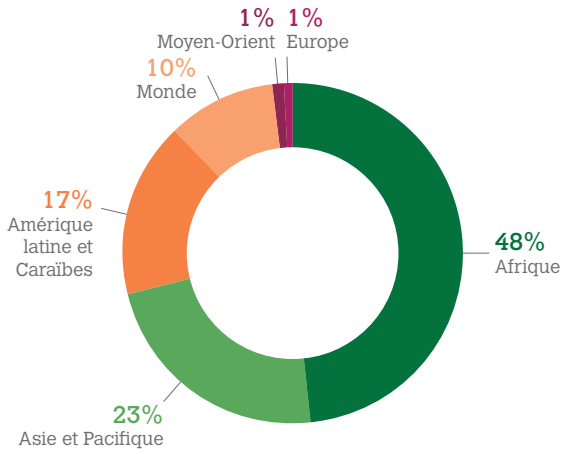
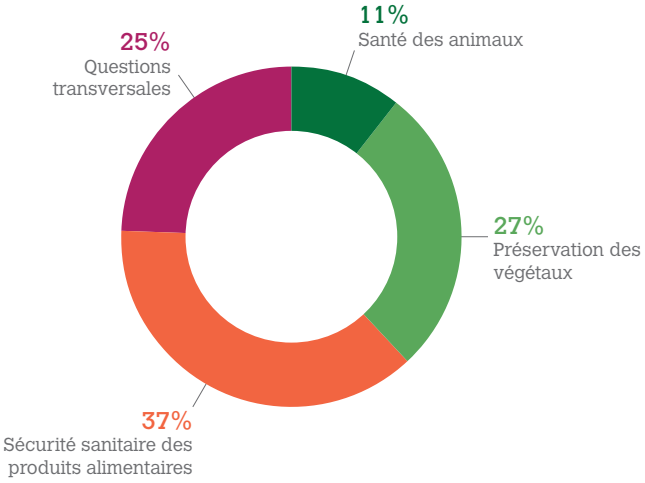


Figure 5: Domaines visés par les projets et les dons pour l'élaboration de projets du STDF (nombre)



Fonds pour l'application des normes et le développement du commerce
www.standardsfacility.org/fr



Le STDF a produit un film intitulé «Cacao: une chaîne de valeur sucrée» qui montre comment les normes SPS aident à faire en sorte que le chocolat soit sans danger pour les consommateurs.

Sur le nombre total de dons approuvés par le STDF, 48% ont été accordés à l'Afrique subsaharienne, 23% à la région Asie et Pacifique et 17% à la région Amérique latine et Caraïbes (voir la figure 4). 38% de ces dons étaient destinés à la sécurité sanitaire des produits alimentaires, 27% à la préservation des végétaux et 11% à la santé des animaux (voir la figure 5). Dans l'ensemble, le STDF a consacré aux pays les moins avancés (PMA) et aux autres pays à faible revenu 65% des ressources destinées à la réalisation de projets, dépassant son objectif d'au moins 40%.

Nouveaux outils

En février, le STDF a publié un guide d'utilisation intitulé «Établissement de priorités dans les investissements dans le domaine SPS pour l'accès aux marchés: un cadre pour éclairer et améliorer les processus de prise de décisions dans le domaine SPS». Une séance d'information sur le guide a été organisée en mars en marge d'une réunion du Comité des mesures sanitaires et phytosanitaires (SPS). Le guide souligne qu'il est important de faciliter le dialogue public-privé sur les questions SPS, de mieux sensibiliser les responsables politiques aux avantages du renforcement des capacités SPS, d'éclairer et d'améliorer les processus nationaux de planification et de prise de décisions dans le domaine SPS, de soutenir l'élaboration de projets et de mobiliser des ressources supplémentaires. Le guide est disponible sur le site Web du STDF.

Le STDF a produit un nouveau film intitulé «Cacao: une chaîne de valeur sucrée», qui suit le parcours de la fève de cacao depuis la plantation tropicale jusqu'à la transformation en chocolat. Ce film montre comment les normes SPS aident à faire en sorte que les cacaoyers soient exempts de parasites et de maladies et que le chocolat soit sans danger pour les consommateurs. Il attire l'attention sur les différents acteurs qui jouent un rôle dans le maintien de la sécurité sanitaire dans la chaîne de valeur du cacao, des petits cultivateurs d'Afrique de l'Ouest aux fabricants de chocolat en Europe. Le film a été primé à la Conférence mondiale sur le cacao tenue en République dominicaine en mai, et il est disponible sur le site Web du STDF.

Échange de renseignements

En s'appuyant sur les travaux du STDF visant à réduire les coûts du commerce liés aux mesures SPS, un séminaire a été organisé à l'OMC en juin sur la certification SPS électronique. Il a réuni plus de 150 participants provenant de Membres de l'OMC, d'organisations internationales et d'entreprises multinationales. Les intervenants ont partagé les connaissances les plus récentes et les bonnes pratiques concernant les systèmes SPS automatisés et leurs effets sur la facilitation des échanges grâce à la réduction des délais et des coûts, par comparaison avec les anciens systèmes sur papier. La certification SPS électronique peut contribuer à accélérer la circulation des produits alimentaires et agricoles, à réduire les coûts de transaction et à améliorer la protection de la santé. Elle peut améliorer le respect des réglementations et des politiques, en limitant les erreurs et la fraude, en facilitant la gestion des risques et en renforçant la confiance entre les partenaires.

En juin également, le STDF, en collaboration avec l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI), a organisé une séance d'information pour expliquer comment un projet financé par le STDF a aidé les producteurs de cannelle de Sri Lanka à surmonter les contraintes commerciales en formulant des normes nationales et un programme de formation professionnelle. Le projet a aidé à établir un institut de formation dédié à la cannelle à Kosgoda (Sri Lanka). Il a aussi engagé le processus d'enregistrement de la cannelle pure de Ceylan comme indication géographique sur les marchés européens pour ajouter de la valeur à la cannelle de Ceylan de qualité.

Promouvoir la sensibilisation

En octobre, le STDF a lancé une nouvelle initiative pour mieux faire connaître et comprendre les outils du STDF et le soutien à ses projets et améliorer sa visibilité. De nouvelles fiches d'information et une série de récits sur les résultats des projets ont été établis et mis à disposition sur le site Web du STDF. Le Secrétariat du STDF a continué à participer activement à des conférences, des ateliers de formation et d'autres réunions aux niveaux international, régional et national pour promouvoir la coopération sur les projets et les initiatives dans le domaine SPS. Le Secrétariat a présenté un rapport sur ses activités et son fonctionnement à chaque réunion du Comité SPS et aux autres Comités de l'OMC.

En décembre, le STDF a publié une note d'information indiquant ce qu'il faisait pour aider les femmes agricultrices, transformatrices et commerçantes à produire et exporter des produits alimentaires et agricoles sûrs. Cette note souligne que la promotion de l'accès et de la participation des femmes à l'agriculture et au commerce peut soutenir la croissance économique, réduire la pauvreté et accroître la sécurité alimentaire dans les pays en développement. Elle montre, à l'aide d'exemples comment le STDF a aidé les femmes à améliorer leur savoir-faire pour se conformer aux normes SPS.

Fonds pour l'application des normes et le développement du commerce
www.standardsfacility.org/fr

Coopération technique et formation

En 2016, le Secrétariat de l'OMC a organisé 315 activités d'assistance technique visant à aider les fonctionnaires gouvernementaux à mieux comprendre les règles de l'OMC et le système commercial multilatéral. Plus de 18 400 participants ont bénéficié de ces activités de formation, contre 15 000 en 2015. Les pays les moins avancés (PMA) ont été invités à participer à 60% des activités d'assistance technique, soit beaucoup plus que les années précédentes. Près de la moitié des participants ont eu accès à la formation au moyen de la plate-forme d'apprentissage en ligne de l'OMC. Un rapport externe a souligné la valeur du programme d'assistance technique de l'OMC.

Les activités de formation de l'OMC s'appuient pour l'essentiel sur un plan d'assistance technique et de formation approuvé par le Comité du commerce et du développement. Le plan 2016-2017 a suivi une «approche de gestion axée sur les résultats», consistant à mesurer les résultats pour s'assurer que la formation est dispensée de la manière la plus efficace. Les cours sont donnés dans le cadre d'une «stratégie d'apprentissage progressif», ce qui signifie que les participants bénéficient d'une approche graduelle pour améliorer leur connaissance des questions commerciales. Des lignes directrices et des critères de référence permettent d'avoir des programmes de formation de haut niveau, des méthodes d'enseignement cohérentes et une évaluation régulière de toutes les activités d'assistance technique menées par l'OMC.

L'OMC dispense une formation tant aux «généralistes» qu'aux spécialistes. Les généralistes s'entendent des fonctionnaires gouvernementaux qui ont besoin, dans leur travail, d'une connaissance générale de nombreuses questions traitées à l'OMC. Cette catégorie comprend de nombreux délégués en poste dans les missions à Genève. Les spécialistes sont les fonctionnaires qui ont besoin de connaissances détaillées dans un domaine spécifique, notamment ceux qui travaillent sur une question particulière dans un ministère.

Les cours avancés portent sur différents sujets, y compris les questions sanitaires et phytosanitaires, le règlement des différends, les aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce, les accords commerciaux régionaux, le commerce des services, l'analyse des politiques commerciales et d'autres domaines présentant un intérêt particulier pour les PMA. Trois cours avancés de politique commerciale pour généralistes, chacun d'une durée de huit semaines, ont été dispensés à Genève en 2016.

L'OMC a également organisé en 2016 plusieurs activités régionales à l'intention des généralistes et des spécialistes. Des cours régionaux de politique commerciale de huit semaines ont été dispensés à des généralistes dans six régions: Afrique anglophone, Afrique francophone, Asie-Pacifique, Caraïbes, Amérique latine, pays arabes et du Moyen-Orient. Le Kazakhstan a été choisi comme nouveau partenaire pour le cours régional à l'intention des pays d'Europe centrale et orientale et d'Asie centrale à compter de 2017.

Parmi les cours destinés aux spécialistes, il y a eu un atelier sur le commerce des services destiné aux États membres du Marché commun d'Afrique orientale et australe et des ateliers sur la facilitation des échanges à l'intention des pays arabes et du Moyen-Orient et de la région de l'Europe centrale et orientale, de l'Asie centrale et du Caucase. Un atelier sur la modification des engagements tarifaires a été organisé à l'intention de la Communauté économique

Informations de base sur la coopération technique et la formation

L'Institut de formation et de coopération technique de l'OMC coordonne les programmes d'assistance technique de l'Organisation. Ses activités comprennent l'apprentissage en ligne, les cours de formation aux niveaux mondial et régional, les programmes universitaires et les ateliers nationaux et régionaux. Les programmes d'assistance technique aident les Membres de l'OMC à mieux comprendre leurs droits et obligations dans le système commercial multilatéral, ce qui renforce la capacité des pays de tirer profit de leur participation au système.

Coopération technique et formation
www.wto.org/cooperationtechnique



Le premier cours de formation sur le commerce des services destiné aux pays souhaitant accéder à l'OMC s'est tenu à l'OMC en novembre 2016.

des États de l'Afrique de l'Ouest, et un atelier sur le commerce électronique a été organisé pour l'Amérique latine. Un autre atelier, sur les mesures sanitaires et phytosanitaires, les obstacles techniques au commerce et la facilitation des échanges, a été organisé pour les pays de la région Asie-Pacifique.

L'OMC a continué d'associer des partenaires internationaux et régionaux à la fourniture de l'assistance technique, pour inclure une perspective régionale dans la conception des programmes de formation. Cette approche de partenariat a également été adoptée pour le Programme de soutien aux établissements d'enseignement supérieur (voir page 164).

20% des activités étaient destinées aux pays africains, 13% à l'Asie et au Pacifique, 10% à l'Amérique latine, 10% à l'Europe centrale et orientale et à l'Asie centrale et 4% aux pays arabes et du Moyen-Orient (voir le tableau 1). Les 40% restants consistaient en activités «mondiales», organisées pour la plupart à Genève et destinées à des participants de toutes les régions. Conformément à l'approche fondée sur la demande, environ 35% des activités ont eu lieu au niveau national dans les pays où des besoins spécifiques ont été identifiés.

Le nombre d'activités de formation face à face menées par l'OMC a été relativement stable en 2016 par rapport à 2015. Le nombre de cours en ligne a légèrement augmenté et le Secrétariat de l'OMC a continué à suivre une approche ciblée pour répondre aux besoins des Membres.

Les PMA ont eu accès à 60% des activités d'assistance technique, y compris les activités nationales organisées chez eux, les activités régionales et mondiales auxquelles ils ont été invités à participer, et les cours d'apprentissage en ligne. Ce chiffre était d'environ 50% les années précédentes.

Tableau 1: Activités d'assistance technique par région, en 2016*

Région	Activités nationales		Activités régionales		Activités Mondiales**		Autres (conférences, etc.)		Total	
Afrique	40	36%	14	24%	0	0%	10	27%	64	20%
Amérique latine	18	16%	7	12%	0	0%	5	14%	30	10%
Asie et Pacifique	24	22%	14	24%	0	0%	3	8%	41	13%
Caraïbes	3	3%	5	8%	0	0%	0	0%	8	3%
Europe centrale et orientale et Asie centrale	18	16%	8	14%	0	0%	5	14%	31	10%
Pays arabes et du Moyen-Orient	7	6%	6	10%	0	0%	1	3%	14	4%
Sub-total	110	100%	54	92%	0	0%	24	65%	188	60%
Monde	0	0%	5	8%	109	100%	13	35%	127	40%
Total	**110**	**100%**	**59**	**100%**	**109**	**100%**	**37**	**100%**	**315**	**100%**

* Les chiffres étant arrondis, leurs sommes ne correspondent pas nécessairement au total indiqué.
** Les activités dites «mondiales» ne sont pas destinées à une région particulière mais comprennent des activités telles que les cours organisés à Genève, l'apprentissage à distance, les programmes de stages et les activités de conseil sur des questions juridiques..

Coopération technique et formation
www.wto.org/cooperationtechnique

Le nombre de produits spécialement conçus pour les PMA, ou qui leur sont destinés en priorité, a également augmenté. Par exemple, des ateliers ont été organisés sur les besoins des PMA dans le domaine de la propriété intellectuelle, sur les statistiques du commerce des services en rapport avec les PMA et sur le renforcement de la participation des PMA au système commercial multilatéral.

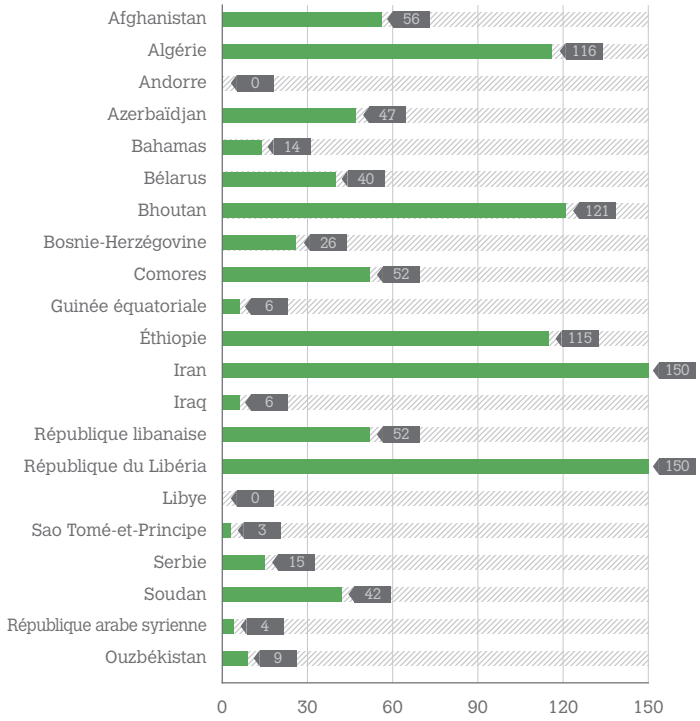
Taux de participation

Environ 18 400 personnes ont participé aux activités d'assistance technique en 2016, contre environ 15 000 en 2015. En 2016, 10 279 participants provenant de 147 pays (contre 7 523 en 2015) se sont inscrits aux cours d'apprentissage en ligne, l'Afrique en représentant 38%, suivie par l'Amérique latine, avec 21%, l'Asie et le Pacifique, avec 20%, l'Europe centrale et orientale et l'Asie centrale, avec 8%, et les Caraïbes, avec 5%. Environ 60% des participants ont suivi le cours en ligne en anglais, 20% en français et 20% en espagnol.

En 2016, Les femmes ont représenté 43% des participants à toutes les activités d'assistance technique de l'OMC. Environ 65% des participants ont bénéficié d'une assistance technique en anglais, 18% en français et 16% en espagnol.

L'assistance technique a été renforcée pour les pays souhaitant accéder à l'OMC (voir page 26 et figure 6); des fonctionnaires gouvernementaux ont été invités à participer à plus de 100 activités d'assistance technique.

Figure 6: Participants aux activités d'assistance technique de l'OMC en 2016 provenant de pays qui souhaitent accéder à l'OMC



Programmes de stages

Les programmes de stages de l'OMC offrent aux fonctionnaires gouvernementaux une expérience pratique des activités de l'OMC. Pour le Programme de stages des Pays-Bas, le Programme franco-irlandais de stages pour les missions, le Programme de stages de coordonnateur régional et le Programme de stages sur l'accession, la priorité est donnée aux candidats venus d'Afrique et de PMA, de petites économies vulnérables et de pays en cours d'accession à l'OMC.

En 2016, la majorité des fonctionnaires qui ont participé aux programmes de stages de l'OMC venaient de la région Afrique et de la région Asie-Pacifique. Dix-huit candidats ont suivi le Programme franco-irlandais de stages pour les missions, 16 candidats ont suivi le Programme de stages des Pays-Bas, 5 candidats ont suivi le Programme de stages de coordonnateur régional et 7 le Programme de stages sur l'accession.

Programme pour les jeunes professionnels

Le programme pour les jeunes professionnels, lancé en 2016, vise à accroître la représentation des professionnels originaires de pays sous-représentés. Six jeunes professionnels ont été les premiers participants au programme en janvier 2017 (voir page 169).

Centres de référence de l'OMC

Le programme de centres de référence de l'OMC donne des indications aux fonctionnaires gouvernementaux, au secteur privé et aux universitaires sur les renseignements relatifs au commerce qui sont disponibles sur le site Web de l'OMC, et il distribue les publications relatives au commerce afin d'améliorer la compréhension des questions concernant l'OMC. En outre, les centres de référence organisent des événements, des activités de formation et des réunions techniques en rapport avec le commerce. Il y a actuellement plus de 65 centres de référence de l'OMC en activité dans le monde.

En 2016, l'OMC a établi/modernisé sept centres de référence: quatre en Afrique (Bénin, Mozambique, Tanzanie et Zambie), deux en Asie (Bangladesh et Bhoutan), et un en Amérique latine (Paraguay).

Financement de l'assistance technique

Le programme d'assistance technique est financé principalement par le Fonds global d'affectation spéciale pour le Programme de Doha pour le développement, alimenté par les contributions volontaires des Membres de l'OMC (voir le tableau 2). Le solde reporté de l'année 2015 a permis au Fonds de conserver une bonne situation financière en 2016.

Comme les années précédentes, le niveau élevé des fonds reportés était dû principalement aux importantes contributions reçues dans les derniers mois de l'année. Toutefois, avec un

total de 7 millions de CHF versés par 12 Membres de l'OMC en 2016, les dons ont diminué d'environ 22% par rapport à 2015, année où un montant de 9,1 millions de CHF avait été reçu de 13 pays.

Les autres sources de financement étaient notamment le budget ordinaire de l'OMC pour les cours dispensés à Genève et les missions d'assistance technique nationales – environ 4,5 millions de CHF en 2015 –, et les contributions des autres fonds d'affectation spéciale (le Programme franco-irlandais de stages pour les missions, le Programme de stages des Pays-Bas et le Programme de la Chine), qui se sont élevées à 3,9 millions de CHF en 2016.

Évaluation externe de l'assistance technique de l'OMC

Un rapport d'évaluation externe sur le fonctionnement de l'assistance technique liée au commerce fournie par l'OMC a été publié en octobre 2016. Il identifie les meilleures pratiques et les enseignements dégagés des cours de formation.

L'évaluation porte sur toutes les activités d'assistance technique de l'OMC de 2010 à 2015, soit au total plus de 2 000 activités avec quelque 80 000 participants et un budget total d'environ 110 millions de CHF.

Le rapport, établi par la société Saana Consulting, basée à Londres, met en lumière les progrès accomplis par l'OMC dans la réalisation des objectifs indiqués dans ses plans biennaux d'assistance technique. Il note que les activités d'assistance technique de l'OMC ont contribué de plus en plus efficacement à l'amélioration de la capacité des pays en développement de respecter les règles commerciales multilatérales et de participer aux négociations commerciales. Le rapport recommande des moyens de rendre les activités de formation plus transparentes, plus ciblées et plus responsables.

«Lorsque l'OMC a été créée il y a plus de 20 ans, l'assistance technique n'était pas un élément majeur de nos travaux. Mais aujourd'hui, c'est l'un des principaux résultats de l'Organisation. L'assistance technique est indéniablement devenue un élément central des activités de l'OMC» a dit le Directeur général, Roberto Azevêdo.

Tableau 2: Fonds global d'affectation spéciale pour le Programme de Doha pour le développement (au 31 décembre 2016)

Contributions (CHF)	2011	2012	2013	2014	2015	2016	Total général
Allemagne	1 237 500	1 198 000	1 233 000	1 203 000	1 060 000	1 083 000	**7 014 500**
Australie	1 803 600		2 689 900	61 370	2 162 382		**6 717 251**
Autriche	258 600	240 200	243 600	241 400	104 900	109 000	**1 197 700**
Canada	944 276	1 362 298					**2 306 574**
Danemark	331 230	321 903	491 063	482 422	400 028		**2 026 646**
Espagne	400 050						**400 050**
Estonie	26 209	23 199	24 160	24 640	24 120	21 800	**144 128**
États-Unis	940 580	940 535	851 885	1 127 392	950 400	529 036	**5 339 828**
Finlande	1 228 000						**1 228 000**
France	611 000	600 500	617 000	608 500	434 400	433 200	**3 304 600**
Japon	395 604	395 604	368 744	312 019	267 413	218 634	**1 958 018**
Liechtenstein	40 000	40 000	40 000	40 000	40 000	40 000	**240 000**
Norvège	1 593 626	2 438 905	2 287 108	2 163 722	1 161 373	1 177 302	**10 822 035**
Pays-Bas	1 472 990			875 000	495 000	490 000	**3 332 990**
République de Corée	322 350	334 950	313 600	336 350	346 500	347 200	**2 000 950**
République tchèque	23 746						**23 746**
Suède	2 074 322	2 386 480	2 245 600			1 253 700	**7 960 102**
Suisse		800 000	800 000				**1 600 000**
Taipei chinois	184 200		181 400				**365 600**
Union européenne	1 187 500	1 024 050	1 232 000	317 592	1 658 552	1 294 800	**6 714 494**
Total des contributions	**15 075 383**	**12 106 624**	**13 619 060**	**7 793 406**	**9 105 068**	**6 997 672**	**64 697 213**
Nombre de donateurs	**19**	**14**	**15**	**13**	**13**	**12**	

Coopération technique et formation
www.wto.org/cooperationtechnique



Communication

- En 2016, l'OMC a lancé l'initiative «Dialogues sur le commerce», afin de permettre à diverses parties prenantes – secteur privé, ONG, universitaires et consommateurs, notamment – de discuter régulièrement de certaines questions relatives au commerce.
- Le premier «Dialogue sur le commerce», organisé en mai 2016, a réuni plus de 60 dirigeants d'entreprises qui ont examiné comment l'OMC pourrait répondre aux besoins actuels des milieux d'affaires. L'OMC a également lancé une série de conférences, dans le cadre de l'initiative «Dialogues sur le commerce», pour analyser la relation entre le commerce et le marché du travail.
- Le Forum public de l'OMC, qui est sa principale activité de communication de l'année, a attiré plus de 1 100 participants, qui ont assisté à quelque 100 séances, organisées pendant 3 jours.

Forum public 2016 140

Relations avec les organisations non gouvernementales 143

Contacts avec les parlementaires 144

Coopération avec les autres organisations internationales 146

Contacts avec le monde des entreprises 150

Contacts avec les médias 152

Contacts avec le public 153

Activités de recherche économique 157

Activités statistiques 160

Coopération avec les établissements universitaires 162

Informations de base sur la communication

L'OMC entretient un dialogue régulier avec les organisations non gouvernementales, les parlementaires, les autres organisations internationales, les médias et le grand public pour renforcer la coopération et faire mieux connaître les questions commerciales.

Forum public 2016

En 2016, le Forum public – qui est le principal événement organisé à l'OMC pour dialoguer avec le public – s'est penché sur la question de savoir comment le commerce peut devenir plus inclusif pour que ses avantages soient plus largement répartis. Les participants ont discuté de la manière dont l'OMC pouvait aider les petites et moyennes entreprises (PME) à obtenir un meilleur accès au marché mondial, et ils ont échangé des idées sur le rôle des nouvelles technologies, de l'innovation numérique et du commerce électronique. Le Forum a aussi examiné comment les femmes peuvent participer davantage au commerce international et mieux bénéficier de ses avantages. Le Rapport de l'OMC sur le commerce mondial et trois autres publications ont été lancés pendant cette réunion de trois jours.

Le Forum public 2016, organisé du 27 au 29 septembre sur le thème du «commerce inclusif», a attiré plus de 1 100 participants. Plus de 100 séances ont eu lieu pendant ces 3 journées, y compris 2 séances plénières de haut niveau.

Le Forum a commencé par un appel vigoureux en faveur d'un commerce plus inclusif et d'une meilleure prise en compte des besoins des segments vulnérables de la société. Dans le contexte du ralentissement de la croissance du commerce mondial (voir la page 96), les intervenants ont souligné qu'il fallait aider les micro, petites et moyennes entreprises (MPME) à jouer un plus grand rôle dans le commerce mondial en éliminant les obstacles, liés notamment au fait que certaines ont facilement accès aux technologies de l'information et de la communication (TIC) et d'autres pas (la fracture numérique) et au manque de financement du commerce pour les petites entreprises (voir la page 99).

Les participants ont aussi souligné la nécessité de promouvoir la participation accrue des femmes au commerce et de veiller à ce que des politiques efficaces soient mises en œuvre pour aider les pauvres et ceux qui peuvent perdre leur emploi à cause du commerce. Lors de la deuxième séance plénière, l'OMC a lancé sa publication phare, le Rapport sur le commerce mondial (voir la page 157), qui examine la participation des MPME au commerce mondial.

OMC | FORUM 16 PUBLIC

Un commerce inclusif

1 100

En 2016, le Forum public a attiré plus de 1 100 participants.

Les séances du Forum public ont été organisées par un large éventail de participants, y compris des Membres de l'OMC, des entreprises, des organisations non gouvernementales (ONG), des universités, des cabinets juridiques et des organisations internationales (voir ci-après). Les discussions ont porté, entre autres, sur les questions suivantes: comment le commerce électronique et le commerce numérique peuvent aider

Informations de base sur le Forum public

Le Forum public est né du souhait de l'OMC d'ouvrir ses portes aux organisations non gouvernementales (ONG). Au fil des ans, cet événement a pris de l'ampleur pour devenir la principale activité de communication de l'OMC, servant de cadre à des débats publics sur un large éventail de questions commerciales. Il offre aux hauts fonctionnaires gouvernementaux, aux représentants des milieux d'affaires, des milieux universitaires et des ONG du monde entier et aux délégués auprès de l'OMC un cadre unique pour se rencontrer et discuter des tendances du commerce mondial et du rôle de l'OMC. La participation a augmenté d'année en année. Les associations professionnelles et les entreprises privées ont organisé de plus en plus de séances, éclairant ainsi de leur expérience pratique les questions commerciales mondiales.



Forum public 2016
www.wto.org/pf16_f



La Commissaire au commerce de l'UE, Cecilia Malmström, s'exprimant à la séance d'ouverture du Forum public.

les MPME et pourquoi cela contribue au développement, ce que les gouvernements, les entreprises et les règles internationales peuvent faire pour réduire la fracture numérique, et comment faire en sorte que les objectifs du commerce mondial soient en adéquation avec les intérêts des femmes.

Les participants ont reconnu que l'économie numérique pouvait donner lieu à une nouvelle révolution industrielle et qu'elle permettait aux petites entreprises des pays en développement d'accéder aux marchés mondiaux. Mais ils ont souligné qu'il fallait remédier au manque d'infrastructures et de compétences. Lors d'une séance organisée par les missions du Royaume-Uni et de l'Australie et le Centre du commerce international (ITC), les participants ont conclu que le commerce ne pouvait être véritablement inclusif que si les femmes du monde entier avaient une plus grande autonomie. Or, malgré les gains économiques induits par le commerce, seule une entreprise exportatrice sur cinq appartient à une femme et 90% des pays ont au moins une loi discriminatoire à l'égard des femmes.

Outre le Rapport sur le commerce mondial, trois autres ouvrages ont été lancés à l'occasion du Forum: *African Perspectives on Trade and the WTO: Domestic Reforms, Structural Transformation and Global Economic Integration; Regional Trade Agreements and the Multilateral Trading System, tous deux copublies par Cambridge University Press; et Derecho de la Organizacion Mundial del Comercio*, la premiere publication en espagnol couvrant l'ensemble du corpus de droit de l'OMC.

Le Ministre du commerce et de l'investissement du Nigéria, Okechukwu E. Enelamah, s'exprimant lors du lancement du livre *African Perspectives on Trade and the WTO.*



Communication

Forum public 2016
www.wto.org/pf16_f

Fort du succès de l'année précédente, le programme du Forum prévoyait plusieurs «rencontres avec les auteurs» organisées par la librairie et la bibliothèque de l'OMC. Des stands ont été organisés par différents partenaires pour montrer comment le commerce peut profiter aux femmes. Les participants au Forum ont avancé des idées sur la manière de modifier les règles de l'OMC pour promouvoir la participation des femmes au système commercial. Les participants ont été très actifs sur les réseaux sociaux, postant de nombreux messages à propos du débat sur l'inclusion.



Participation

Le Forum public 2016 a attiré 1 150 participants (sans compter les délégués et les membres du personnel de l'OMC). Les participants sont venus de 105 pays, y compris des pays non Membres de l'OMC et des pays ayant le statut d'observateur. Les représentants des milieux d'affaires étaient les plus nombreux (voir la page 150), suivis de près par les représentants d'ONG et d'organisations internationales et les étudiants. De nombreuses séances étaient le fruit d'une collaboration entre différents types d'organisations.

Figure 1: Participation au Forum public en 2016

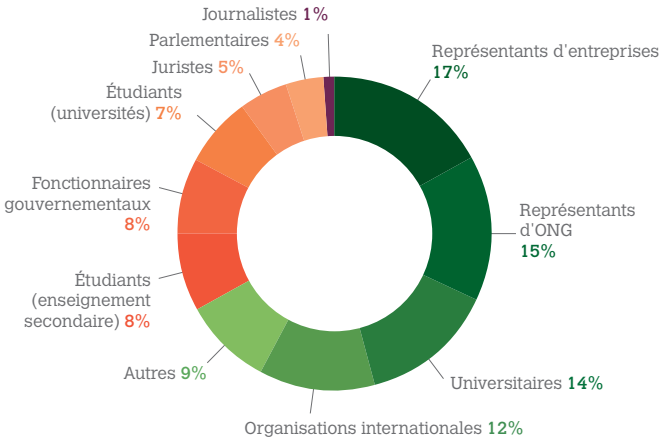
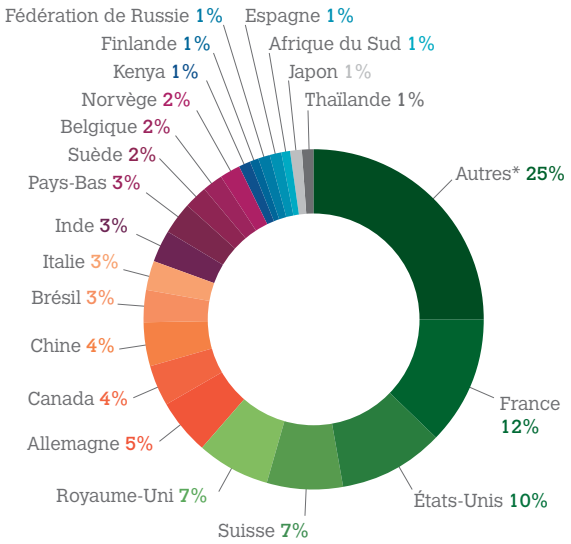


Figure 2: Participation au Forum public en 2016, par pays



* Les «Autres» comprennent 85 pays ayant chacun une participation inférieure à 1%.

Forum public 2016
www.wto.org/pf16_f

Relations avec les organisations non gouvernementales

Les organisations non gouvernementales (ONG) ont reçu régulièrement des informations sur les activités de l'OMC en 2016, y compris des informations sur les négociations commerciales et d'autres questions. Elles ont participé activement au Forum public, principale activité de communication de l'OMC avec les ONG.

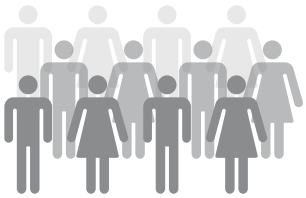
Les ONG ont organisé 26 séances portant sur un large éventail de sujets, y compris le développement agricole inclusif, comment faciliter l'accès au commerce mondial pour les petites et moyennes entreprises (PME) et comment le commerce peut être plus inclusif et contribuer à la réalisation des Objectifs de développement durable (ODD) des Nations Unies.

Séances d'information

Les ONG ont assisté à des séances d'information régulières, organisées par le Secrétariat de l'OMC pour les informer des dernières évolutions dans les négociations commerciales et des travaux et activités quotidiens de l'Organisation. Les séances d'information à l'intention des ONG ont lieu après les réunions du Conseil général et du Comité des négociations commerciales de l'OMC.

Audiences ouvertes au public

Depuis 2005, certaines réunions de groupes spéciaux, certaines audiences de l'Organe d'appel et certaines procédures d'arbitrage sont ouvertes au public, y compris aux représentants des ONG locales. En 2016, les ONG inscrites ont eu l'occasion d'assister à deux audiences de groupes spéciaux. La première, tenue en mai, portait sur les incitations fiscales accordées par les États Unis pour les aéronefs civils gros porteurs (voir la page 112). La seconde, qui concernait aussi les États Unis, a eu lieu en décembre et portait sur l'importation, la commercialisation et la vente de thon et de produits du thon (voir la page 112).



26

Vingt-six séances du Forum public 2016 ont été organisées par des organisations non gouvernementales.



Une séance du Forum Public 2016 organisée conjointement avec l'Organisation Mondiale des Agriculteurs.

Informations de base sur les relations avec les ONG

L'OMC entretient un dialogue régulier avec les organisations de la société civile sur divers aspects de l'Organisation et des négociations commerciales en cours, dans le but de renforcer la coopération et de faire mieux connaître les activités de l'OMC et le système commercial multilatéral. L'Accord fondateur de l'OMC établit une base juridique pour la tenue de consultations et la coopération avec les ONG. Dans une déclaration de 1996, le Conseil général reconnaissait le rôle joué par les ONG pour faire mieux connaître les activités de l'OMC.

Relations avec les organisations non gouvernementales
www.wto.org/ong_f

Contacts avec les parlementaires

La Conférence parlementaire sur l'OMC de 2016 avait pour thème «Quel avenir pour l'OMC?». Les participants se sont félicités des résultats positifs de la Conférence ministérielle de Nairobi et ont souligné que les méga accords commerciaux régionaux devaient fonctionner de concert avec les accords multilatéraux. Les parlementaires ont salué la Décision ministérielle sur la concurrence à l'exportation comme étant la mesure la plus importante adoptée par l'OMC dans le secteur de l'agriculture. Pendant l'année, l'OMC a organisé plusieurs ateliers régionaux avec les parlementaires pour leur permettre de mieux comprendre le système commercial multilatéral.

La Conférence parlementaire sur l'OMC, qui s'est réunie les 13 et 14 juin 2016 au siège de l'OMC, a exprimé son soutien sans faille au système commercial multilatéral.
Les parlementaires du monde entier se sont félicités des décisions prises par la dixième Conférence ministérielle de l'OMC à Nairobi, en décembre 2015. Ils ont déclaré que la Décision sur la concurrence à l'exportation (voir la page 35) était l'accord sur l'agriculture le plus important depuis la création de l'OMC en 1995. Les participants ont exhorté tous les Membres de l'OMC à ratifier l'Accord sur la facilitation des échanges (AFE) (voir la page 73). Ils ont aussi appelé à créer de nouvelles possibilités d'exportation pour les fournisseurs de services des pays les moins avancés (PMA) dans le cadre de la dérogation concernant les services pour les PMA et à simplifier les réglementations régissant les règles d'origine (voir les pages 75 et 65, respectivement).



Le Directeur général adjoint Brauner s'adresse à la Conférence parlementaire sur l'OMC en juin 2016.

Informations de base sur les contacts avec les parlementaires

Les parlementaires jouent un rôle important dans le cadre du système commercial multilatéral et de l'OMC, du fait de leur rôle constitutionnel. Les accords résultant de négociations intergouvernementales dans le cadre de l'OMC doivent généralement être approuvés par les législateurs. L'OMC s'efforce donc d'entretenir un dialogue ouvert avec les parlementaires et de les aider à mieux comprendre l'Organisation et ses travaux. Elle participe aux réunions d'organes parlementaires et organise des ateliers à l'intention des parlementaires aux niveaux national et régional.

Le Comité de pilotage de l'Union interparlementaire (UIP) sur les questions relatives à l'OMC, composé d'une trentaine de parlementaires, s'est réuni en février à Bruxelles et en septembre à Genève, pendant le Forum public de l'OMC (voir la page 140). L'UIP est l'organisation internationale des

Contacts avec les parlementaires
www.wto.org/parlementaires



La Conférence parlementaire sur l'OMC s'est réunie les 13 et 14 juin au siège de l'OMC.

parlements. La participation aux réunions du Comité de pilotage de hauts fonctionnaires de l'OMC, du Président du Conseil général de l'OMC et d'ambassadeurs en poste à Genève permet d'informer les législateurs des questions importantes concernant le système commercial multilatéral. Lors des deux réunions, le Directeur général adjoint de l'OMC, Karl Brauner, s'est adressé au Comité et a informé les parlementaires des travaux en cours à l'OMC.

Pendant le Forum public, une séance parlementaire a été organisée sur le thème suivant: «Comment les chaînes de valeur mondiales peuvent-elles rendre le commerce plus inclusif – Point de vue du législateur». Parmi les intervenants, il y avait des membres du Parlement européen et des parlementaires nationaux du Pakistan et de l'Indonésie. Un représentant de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) est aussi intervenu.

Réunions et ateliers régionaux

En 2016, l'OMC a organisé trois ateliers régionaux à l'intention des parlementaires d'Asie, d'Afrique et des Caraïbes. L'OMC s'est associée à l'Organisation internationale de la francophonie pour organiser l'atelier régional africain, qui s'est tenu à Madagascar et auquel ont aussi participé des représentants du secteur privé et des organisations de la société civile. L'atelier pour les pays des Caraïbes a eu lieu à la Trinité-et-Tobago et a été organisé en partenariat avec l'Association parlementaire du Commonwealth. L'atelier pour les pays d'Asie, qui s'est tenu à Singapour, a été organisé conjointement avec la Fondation Temasek. C'était la septième fois qu'il avait lieu à Singapour. Les trois activités ont attiré plus de 100 participants au total.

Les ateliers s'inscrivent dans le cadre de la coopération régulière de l'OMC avec un certain nombre d'associations parlementaires, de fondations et de groupes de réflexion régionaux. Les ateliers régionaux complètent les ateliers nationaux organisés à l'intention des parlementaires dans le cadre des activités d'assistance technique régulières de l'OMC. L'objectif des ateliers est de permettre aux participants de mieux comprendre le système commercial multilatéral et d'échanger des idées.

Contacts avec les parlementaires
www.wto.org/parlementaires

Coopération avec les autres organisations internationales

En 2016, l'OMC a coopéré avec d'autres organisations intergouvernementales sur de nombreuses questions relatives au commerce. Le Directeur général, Roberto Azevêdo, a participé à des activités organisées par les Nations Unies, la Banque mondiale et le Fonds monétaire international, et il a assisté au Sommet du G-20 à Hangzhou (Chine). L'OMC a continué à publier des rapports sur les mesures relatives au commerce et à l'investissement adoptées par le G-20, conjointement avec la CNUCED et l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE).

Nations Unies

Le Directeur général, Roberto Azevêdo, a participé à la réunion d'automne du Conseil des chefs de secrétariat des organismes des Nations Unies (CCS), organe de haut niveau composé des chefs de secrétariat des organismes, fonds et programmes des Nations Unies, du Fonds monétaire international (FMI), de la Banque mondiale et de l'OMC. Le rôle du CCS, qui est présidé par le Secrétaire général de l'ONU, est de renforcer la coopération internationale sur les questions mondiales. Des fonctionnaires du Secrétariat de l'OMC participent aussi aux réunions des organes subsidiaires du Conseil chargés des questions de programme et de gestion.

Le Directeur général a participé à la quatorzième Réunion ministérielle de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED), organisée à Nairobi sur le thème général suivant: «Des décisions aux actions: traduire en actions le Programme de développement durable à l'horizon 2030». Le Directeur général et le Directeur général adjoint, Yonov Frederick Agah, ont pris part à des réunions officielles et à des tables rondes; ils ont aussi organisé plusieurs réunions bilatérales avec les chefs de délégation qui participaient à la CNUCED XIV.

L'OMC fait partie de l'Équipe spéciale de haut niveau conduite par le Secrétaire général de l'ONU, qui réunit 23 institutions des Nations Unies et organisations internationales dans le but de renforcer la coordination dans le domaine de la sécurité alimentaire au niveau mondial. En 2016, l'Équipe spéciale de haut niveau a commencé à se concentrer sur le Programme de développement durable des Nations Unies à l'horizon 2030. Elle assure une coordination et un leadership politique de haut niveau dans le cadre du système des Nations Unies, en vue d'atteindre les Objectifs de développement durable (ODD) relatifs à la sécurité alimentaire et nutritionnelle et aux systèmes agricoles et alimentaires durables.

Le 10 novembre, le Directeur général, M. Azevêdo, a présenté au Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, la Décision ministérielle de l'OMC sur la concurrence à l'exportation, qui constitue une contribution essentielle à la réalisation de

Informations de base sur la coopération avec les autres organisations internationales

L'OMC collabore étroitement avec d'autres organisations intergouvernementales et avec des organismes régionaux, en particulier ceux qui s'occupent de questions commerciales. Cette coopération permet une action coordonnée et une approche cohérente des politiques commerciales internationales.



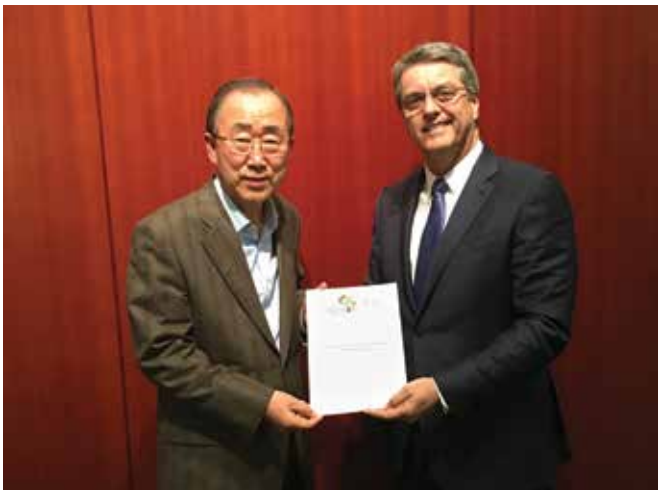
L'une des cibles de l'ODD 2 est de corriger et prévenir les distorsions sur les marchés agricoles mondiaux, y compris l'élimination de toutes les formes de subventions à l'exportation pour les produits agricoles.

Coopération avec les autres organisations internationales
www.wto.org/autresorg



Le Directeur général, M. Azevêdo, a participé à la quatorzième session de la CNUCED, organisée à Nairobi (Kenya) en juillet 2016.

l'ODD «Faim zéro». Les ODD sont au centre du Programme de développement durable des Nations Unies à l'horizon 2030. La Décision ministérielle, adoptée à la Conférence ministérielle de Nairobi en décembre 2015 (voir la page 35) élimine les subventions à l'exportation de produits agricoles et les mesures d'effet équivalent, contribuant ainsi dans une large mesure à la réalisation de l'objectif des Nations Unies.



Le Directeur général, M. Azevêdo, a présenté au Secrétaire général de l'ONU, M. Ban Ki-moon, la Décision ministérielle sur la concurrence à l'exportation, qui permet d'atteindre une cible importante de l'ODD 2.

L'OMC collabore étroitement avec la CNUCED et le Centre du commerce international (ITC) sur divers aspects du suivi des ODD. Un premier résultat de cette collaboration a été la rédaction conjointe d'un chapitre sur «le commerce international en tant que moteur du développement» pour un rapport de 2016 de l'Équipe spéciale interorganisations sur le financement du développement. Ce rapport présente les engagements et les mesures contenus dans le Programme d'action d'Addis-Abeba (voir la page 99) et explique comment l'Équipe spéciale suivra leur mise en œuvre dans les années à venir. Les travaux relatifs aux ODD et au Programme 2030 sont coordonnés par le «Groupe du commerce de Genève».

Les trois organisations ont aussi établi un document conjoint sur «le commerce en tant que moteur du développement» dans la série des notes d'information («Issue Brief Series») de l'Équipe spéciale. Publié en juillet 2016, ce document met l'accent sur la façon dont le commerce favorise le développement durable et est un moteur de la croissance économique inclusive et de la réduction de la pauvreté. Il examine les tendances des exportations des pays en développement et des pays les moins avancés (PMA), les conditions d'accès aux marchés affectant le commerce entre pays en développement et les effets des coûts du commerce.

L'OMC et la CNUCED ont continué à coopérer pour fournir une formation et une assistance technique aux pays en développement et aux PMA, dans l'esprit de la déclaration signée en octobre 2015 par le Directeur général, M. Azevêdo, et par le Secrétaire général, M. Kituyi, pour renforcer la collaboration entre les deux organisations. En octobre 2015, les chefs de Secrétariat de l'OMC et de la CNUCED ont signé une déclaration visant à renforcer cette collaboration, qui les engageait à travailler ensemble pour mettre le commerce au service du développement et de la réduction de la pauvreté.

L'OMC coopère aussi avec la CNUCED dans le cadre du Groupe interinstitutions des Nations Unies sur le commerce et les capacités productives, dont le but est de coordonner les activités relatives au commerce et au développement dans l'ensemble du système des Nations Unies. En juillet, à la Réunion ministérielle de la CNUCED à Nairobi, le Directeur général adjoint, M. Yonov Frederick Agah, a participé à une séance sur un projet de fonds d'affectation spéciale multidonateurs pour le Groupe, aux côtés de fonctionnaires de la CNUCED, de l'ITC, de l'Organisation internationale du travail (OIT), de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI). Les institutions ont confirmé leur intention d'établir ce fonds, dont le but sera de mobiliser des ressources supplémentaires pour des actions coordonnées.

La CNUCED est aussi un partenaire important de l'OMC dans des programmes comme le Cadre intégré renforcé (CIR) (voir la page 130) et le Programme intégré conjoint d'assistance technique, qui fournit une assistance technique à certains PMA et à d'autres pays africains.

Coopération avec les autres organisations internationales
www.wto.org/autresorg



Le Directeur général, M. Azevêdo, prend la parole à l'ouverture du Symposium technique conjoint OMPI-OMS-OMC sur la résistance antimicrobienne, en octobre 2016.

Centre du commerce international (ITC)

L'OMC et la CNUCED parrainent conjointement l'ITC, organisme de promotion du commerce pour les pays en développement. L'OMC collabore aussi avec l'ITC et la CNUCED pour la publication annuelle des «Profils tarifaires dans le monde» (voir la page 160).

L'OMC collabore étroitement avec l'ITC pour fournir aux pays en développement le soutien dont ils ont besoin pour mettre en œuvre les Accords de l'OMC et en tirer profit. Outre les activités susmentionnées, l'OMC et l'ITC collaborent dans le cadre de l'initiative «Les entreprises au service du développement», qui vise à aider le secteur privé, dans les pays en développement, à définir les priorités nationales pour les négociations à l'OMC, et à encourager les gouvernements à tenir compte des préoccupations des entreprises.

Le Groupe consultatif commun (GCC) de l'ITC se réunit tous les ans pour faire des recommandations sur le programme de travail de l'ITC. La cinquantième session du GCC s'est tenue le 4 juillet à l'OMC. Le rapport de la réunion a été présenté au Comité du commerce et du développement, avant d'être adopté par le Conseil général.

Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE)

L'OCDE et l'OMC coopèrent dans de nombreux domaines, notamment dans le cadre de la base de données sur le commerce en valeur ajoutée (TiVA) (voir la page 161), lancée en janvier 2013. En janvier 2016, l'OMC a publié de nouveaux profils statistiques sur les chaînes de valeur mondiales (CVM) pour 61 économies. Ces profils, qui sont disponibles sur le site Web de l'OMC, rassemblent une série d'indicateurs sur le commerce à l'intérieur des CVM. La mesure du commerce en valeur ajoutée rend mieux compte des modalités actuelles du commerce que les statistiques traditionnelles fondées sur les statistiques douanières.

Afin d'améliorer la base de données, les deux organisations ont aussi collaboré pour produire des estimations du commerce des services fondées sur la Classification élargie des services de la balance des paiements du FMI.

L'OCDE et l'OMC coopèrent en outre pour élaborer un ensemble d'indicateurs de la facilitation des échanges (IFE). Cet outil interactif en ligne couvre 152 pays. Les IFE aident à identifier des domaines d'action et à évaluer l'incidence potentielle des réformes de facilitation des échanges pour permettre aux gouvernements de définir les actions prioritaires et de mobiliser une assistance technique.

Autres organisations intergouvernementales

L'OMC coopère avec plusieurs autres organisations intergouvernementales sur les questions commerciales et les besoins des pays en développement.

En octobre, l'OMC a organisé un atelier technique conjoint avec l'Organisation mondiale de la santé (OMS) et l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI). Trente-cinq fonctionnaires gouvernementaux de 30 pays en développement et de 5 pays développés ont participé à l'atelier sur le commerce et la santé publique (voir la page 80). L'objectif était de renforcer la capacité des participants d'analyser et formuler des politiques à l'interface entre le commerce et la santé publique.

Le Secrétariat de l'OMC assiste en tant qu'observateur aux sessions du Conseil d'administration de l'OIT et de la Conférence internationale du travail, et il participe aux réunions du Groupe de travail du Conseil d'administration sur la dimension sociale de la mondialisation. L'OIT et l'OMC mènent actuellement des recherches sur le rôle que les politiques de développement des compétences peuvent jouer pour mettre le commerce au service d'une croissance inclusive.

G-20

En juillet, le Directeur général de l'OMC, M. Azevêdo, a assisté à la réunion des Ministres du commerce du G-20 à Shanghai, où il a lancé l'Indicateur des perspectives du commerce mondial de l'OMC (voir la page 157). Les Ministres du commerce ont approuvé la Stratégie de croissance du commerce mondial du G-20, s'engageant ainsi à réduire les coûts du commerce, à stimuler le commerce des services, à accroître le financement du commerce, à promouvoir le

Coopération avec les autres organisations internationales
www.wto.org/autresorg



Le Directeur général, M. Azevêdo, a participé au Sommet du G-20 à Hangzhou (Chine), en septembre 2016.

développement du commerce électronique et à traiter la question du commerce et du développement.

En septembre, M. Azevêdo a assisté au Sommet du G-20, qui regroupe les principaux pays développés et en développement, à Hangzhou (Chine). Les dirigeants du G-20 ont souligné leur attachement à un système commercial multilatéral inclusif et fondé sur des règles, et ils se sont engagés à travailler avec les autres Membres de l'OMC pour obtenir des résultats positifs à la onzième Conférence ministérielle en décembre 2017 et au-delà.

Les dirigeants du G-20 ont approuvé les résultats de la réunion des Ministres du commerce du G-20; ils se sont félicités de l'établissement du Groupe de travail du G-20 sur le commerce et l'investissement et se sont engagés à intensifier encore la coopération en matière de commerce et d'investissement au sein du G-20. Le Groupe de travail sur le commerce et l'investissement offre un cadre aux décideurs de haut niveau pour faire avancer les programmes multilatéraux sur le commerce et l'investissement et pour renforcer la coopération sur les politiques. L'OMC a contribué à l'élaboration d'une série de documents de discussion, y compris en collaboration avec d'autres organisations internationales.

S'agissant du suivi du commerce, l'OMC a publié deux rapports semestriels avec la CNUCED et l'OCDE sur les mesures liées au commerce et à l'investissement dans les pays du G-20 (voir aussi la page 96). Le rapport publié en octobre a montré que l'incertitude des perspectives économiques mondiales continuait à peser sur le commerce mondial.

La Division de l'agriculture et des produits de base de l'OMC a renforcé son suivi des politiques dans le cadre du Système d'information sur les marchés agricoles (AMIS), lancé en 2011 pour accroître la transparence des marchés de produits alimentaires et encourager la coordination internationale des politiques. La Division a assisté au Forum de réaction rapide du G-20, organe de coordination composé de hauts fonctionnaires des pays de l'AMIS, et aux réunions d'experts du Groupe d'information sur le marché alimentaire mondial de l'AMIS. En octobre 2016, la Division a donné des informations à la FAO sur les instruments de politique et les activités de coordination interinstitutions développés dans le cadre de l'AMIS.

Coopération avec les autres organisations internationales
www.wto.org/autresorg

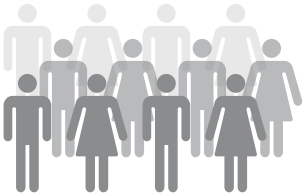
Contacts avec le monde des entreprises

Le dialogue avec le monde des entreprises s'est considérablement intensifié en 2016. En mai, l'OMC a organisé une réunion de dirigeants d'entreprises au siège de l'OMC, à la demande de la Chambre de commerce internationale (ICC) et du B-20, groupe représentant les entreprises des pays du G-20. L'événement a eu lieu dans le cadre de l'initiative de l'OMC «Dialogues sur le commerce», qui vise à donner aux parties prenantes, y compris les entreprises, la possibilité de discuter de préoccupations commerciales. Une activité complémentaire a eu lieu lors du Forum public de l'OMC, qui a attiré un grand nombre de représentants du secteur privé.

Dialogues sur le commerce

La réunion avec les milieux d'affaires, qui s'est tenue le 30 mai dans le cadre des Dialogues sur le commerce, était la première du genre à l'OMC. Cet événement a rassemblé plus de 60 dirigeants d'entreprises qui ont discuté des défis et des possibilités qui se présentent à eux dans la conduite des opérations commerciales et de la façon dont l'OMC pourrait répondre aux besoins actuels des milieux d'affaires. Les participants représentaient des petites et des grandes entreprises de pays développés et en développement, et de différents secteurs.

Outre le programme de négociation en cours, les dirigeants d'entreprises ont demandé à l'OMC d'aborder toute une série de questions, telles que le commerce électronique, les règles permettant de faciliter les flux de services et d'investissements, le soutien aux micro, petites et moyennes entreprises, les mesures favorisant le financement du commerce, et beaucoup d'autres sujets.



60

Plus de 60 dirigeants d'entreprises ont assisté à l'événement inaugural des «Dialogues sur le commerce», organisé à l'OMC en mai 2016.

D'autres parties prenantes importantes, comme les consommateurs, représentés par Consumers International, et les travailleurs, représentés par la Confédération syndicale internationale, ont présenté leurs vues lors d'une séance distincte.

Après la réunion du 30 mai, la discussion entre les représentants des milieux d'affaires s'est poursuivie dans deux groupes. Le premier groupe s'est penché sur le commerce électronique et les micro, petites et moyennes entreprises (MPME), tandis que le second a travaillé sur l'amélioration de l'accès aux marchés, le commerce des services et la facilitation de l'investissement. L'ICC et la Fédération des industries allemandes (BDI) ont fait part des résultats de ces discussions au cours d'une séance spécifique du Forum public (voir ci-après).

John Danilovich, Secrétaire général de l'ICC, a indiqué que le premier groupe avait discuté, entre autres, de l'amélioration de la connectivité, du renforcement des capacités des MPME et du soutien aux MPME pour les aider à vendre leurs produits en ligne de manière plus efficace. Le groupe a suggéré d'établir

Informations de base sur les contacts avec le monde des entreprises

Il y a toujours eu des liens étroits entre les entreprises et l'OMC. Le secteur privé est le principal bénéficiaire de règles et obligations commerciales transparentes et prévisibles. Les entreprises sont un interlocuteur important tant pour les gouvernements que pour l'OMC. Elles participent activement au système commercial multilatéral et prennent part aux activités publiques de l'OMC.

Contacts avec le monde des entreprises
www.wto.org/entreprises



Le Directeur général, M. Azevêdo, a participé au sommet du B-20 à Hangzhou (Chine), en septembre 2016, pour des discussions avec les représentants des milieux d'affaires internationaux.

des règles pour le commerce numérique afin de soutenir la croissance du commerce électronique et de renforcer la confiance des consommateurs.

Mme Stormy-Annika Mildner, responsable de la politique de commerce extérieur à la BDI, a indiqué que le second groupe avait appelé à rejeter les mesures restrictives pour le commerce, à relancer les négociations commerciales à l'OMC, à lancer de nouvelles initiatives plurilatérales et à mettre en œuvre l'Accord sur la facilitation des échanges de manière rapide et efficace (voir la page 73). Le groupe avait aussi appelé à renforcer les règles concernant le commerce des services, la facilitation de l'investissement et les accords commerciaux régionaux, conformément au processus multilatéral et à améliorer les règles relatives à la réglementation et à la concurrence.

«Les Dialogues sur le commerce offrent aux entreprises une occasion importante de contribuer, par leurs idées et leur expertise technique, au développement du système de l'OMC. Nous sommes convaincus qu'avec de bonnes politiques mondiales, il est possible d'entrer dans une nouvelle ère de commerce inclusif, dans laquelle toutes les entreprises, quels que soient leur taille, leur secteur ou leur emplacement, pourront bénéficier d'un accès égal au système commercial mondial» a déclaré John Danilovich.

Forum public

Le Forum public 2016 de l'OMC, qui s'est tenu en septembre (voir la page 140), a attiré 180 représentants d'entreprises, qui ont participé aux débats et aux réunions sur le thème du «commerce inclusif». Leur nombre était de 170 en 2015 et il a augmenté de 20% par rapport à 2014. Les entreprises ont organisé 22 séances au cours de cet événement de 3 jours, sur des sujets comme le commerce électronique, les petites et moyennes entreprises (PME), les femmes et le commerce, et le programme de travail futur sur le commerce.

Les séances ont été organisées notamment par l'ICC, le Forum mondial des PME, Huawei Technologies, SPINNA Circle Ltd, BusinessEurope, représentant des milieux d'affaires européens, la Fédération des industries allemandes, l'association des organisations des femmes d'affaires méditerranéennes, la Fédération mondiale de l'industrie des articles de sport, EUROCHAMBRES (l'Association des chambres de commerce européennes), l'Association des fabricants de semi-conducteurs et le National Foreign Trade Council.

Autres contacts avec les entreprises

Pendant l'année, des fonctionnaires de l'OMC ont rencontré des représentants des milieux d'affaires lors de visites à Genève et de réunions dans différents pays. L'état d'avancement des négociations commerciales à l'OMC après Nairobi (voir la page 32), la ratification de l'Accord sur la facilitation des échanges et le règlement des différends figuraient parmi les principaux sujets abordés.

En mai, le Directeur général, Roberto Azevêdo, a rencontré Markus Beyer, Directeur général de BusinessEurope. Ce groupe a exprimé un intérêt particulier pour des questions comme l'économie numérique, l'investissement et la transparence des pratiques en matière de passation des marchés. En juin, M. Azevêdo a participé au Conseil mondial de l'ICC et à la Journée des entreprises de l'ICC Brésil, à São Paulo (Brésil).

Les pages Web de l'OMC dédiées aux entreprises (www.wto.org/entreprises) et son bulletin d'information électronique régulier restent des canaux de communication importants avec le secteur privé, donnant des renseignements à jour sur les négociations commerciales, les statistiques commerciales et les nouvelles initiatives visant à encourager le dialogue avec les entreprises.

Contacts avec le monde des entreprises
www.wto.org/entreprises

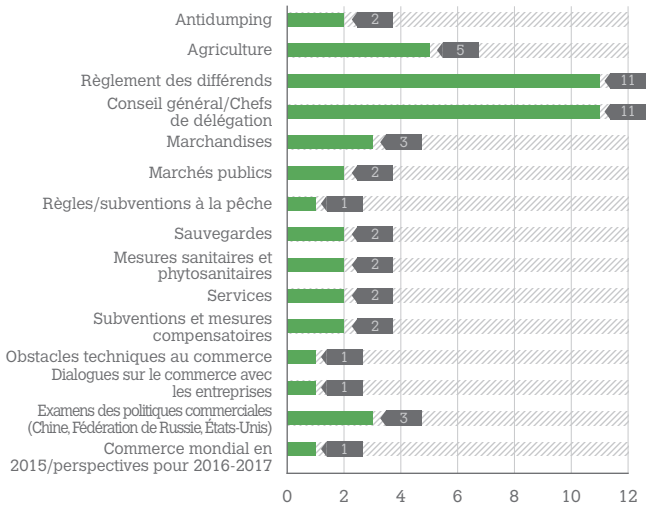
Contacts avec les médias

En 2016, l'OMC a organisé 49 événements de presse, y compris des conférences de presse et des réunions d'information, et elle a développé sa communication avec les journalistes au niveau mondial. En outre, les journalistes ont été invités à des séminaires, à des lancements de publications et au Forum public, l'événement phare de l'OMC en matière de communication. Six activités de formation ont été organisées à l'intention des journalistes, à Genève et ailleurs.

Pendant l'année, les journalistes ont assisté à plus de 40 points de presse, sur des sujets comme le règlement des différends, les négociations commerciales et les réunions du Conseil général (voir la figure 3). Le Directeur général, M. Azevêdo, a eu des contacts avec les médias tout au long de l'année, donnant de nombreuses interviews et conférences de presse. Deux conférences de presse ont eu lieu à l'OMC, l'une en avril pour annoncer les prévisions commerciales de l'OMC, et l'autre en mai pour présenter les résultats du premier des Dialogues sur le commerce (voir page 150), événement qui a réuni plus de 60 dirigeants d'entreprises pour discuter des défis et des possibilités liés au commerce.

En 2016, l'OMC a reçu 186 demandes d'inscription à la salle de presse sur le site Web de l'OMC, ce qui témoigne de l'intérêt accru des médias pour les activités de l'OMC. La salle de presse permet aux journalistes d'accéder aux documents sous embargo et d'être avertis à l'avance des événements de presse. Le nombre de journalistes inscrits était de plus de 1 900 à la fin de 2016.

Figure 3: Points de presse/conférences de presse de l'OMC en 2016 – réunions/sujets traités



Les médias ont été invités à divers ateliers, lancements de publications et séminaires à l'OMC, notamment à un atelier sur le thème «Accroître la participation des micro, petites et moyennes entreprises (MPME) au commerce international» et à des conférences dans le cadre des Dialogues sur le commerce, où des experts universitaires font part de leurs réflexions sur les faits nouveaux relatifs au commerce (voir la page 150).

En juillet, le Directeur général, M. Azevêdo, et le Ministre du commerce chinois, M. Gao Hucheng, ont rencontré la presse à Shanghai pour le lancement du nouvel Indicateur des perspectives du commerce mondial de l'OMC (voir la page 158), destiné à fournir des renseignements «en temps réel» sur l'évolution du commerce mondial. En octobre, le Directeur général a prononcé un discours au National Press Club, à Washington (D.C.).

Activités de formation

En 2016, l'OMC a organisé six activités de formation à l'intention des journalistes. En mars, dix journalistes russes et bélarussiens ont assisté à un séminaire d'information à l'OMC, qui portait notamment sur les faits nouveaux dans les négociations à l'OMC, le règlement des différends et les accords commerciaux régionaux.

Douze journalistes de pays en développement et de pays moins avancés ont participé à un séminaire d'information en avril. Le programme portait sur des sujets allant de la Conférence ministérielle de Nairobi aux chaînes de valeur mondiales. Les participants ont entendu des exposés faits par des fonctionnaires du Secrétariat de l'OMC et ont eu l'occasion de rencontrer les Chefs de délégation de plusieurs Membres de l'OMC. Les deux événements ont été soutenus financièrement par la fondation allemande Friedrich Ebert Stiftung.

Par ailleurs, les attachés de presse de l'OMC ont participé à plusieurs activités de communication nationales et régionales organisées à l'intention des médias, des parlementaires et de la société civile en Colombie, à Madagascar, à Singapour et à la Trinité-et-Tobago.

Contacts avec les médias
www.wto.org/media_f

Contacts avec le public

L'OMC utilise différents moyens de communication, comme son site Web et les réseaux sociaux, pour dialoguer avec le public. Le site Web a attiré un peu plus de 20 millions de visiteurs en 2016, et l'OMC est de plus en plus suivie sur les réseaux sociaux. Les vidéos sur le site Web ont été regardées plus de 200 000 fois en moyenne chaque mois. Pendant l'année, l'OMC a produit plus de 70 publications et a organisé le lancement de 5 livres. Elle a accueilli 208 groupes de visiteurs en 2016.

Site Web de l'OMC

Le site Web de l'OMC a attiré près de 1,7 million de visiteurs par mois. En 2016, le nombre total de pages consultées a atteint 52,9 millions, contre 47,8 millions l'année précédente. Au total, 15,4% des visiteurs se connectent depuis les États-Unis, 5,9% depuis l'Inde, 5,7% depuis le Mexique et 4,4% depuis la Chine. Plus de 2 000 pages ont été créées ou mises à jour pendant l'année.

Parmi les fichiers les plus téléchargés en 2016, il y a 2 publications phares de l'OMC, les *Statistiques du commerce international 2015* (plus de 250 000 téléchargements) et le *Rapport sur le commerce mondial* (plus de 80 000), suivies par la publication *Global Value Chains in a Changing World* (plus de 50 000). Le nouvel «Examen statistique du commerce mondial», publié en juillet, a été téléchargé près de 40 000 fois. La vidéo la plus regardée en 2016 (plus de 250 000 vues) était un entretien sur le système de règlement des différends de l'OMC avec feu le professeur John Jackson de l'Université de Georgetown (États-Unis).

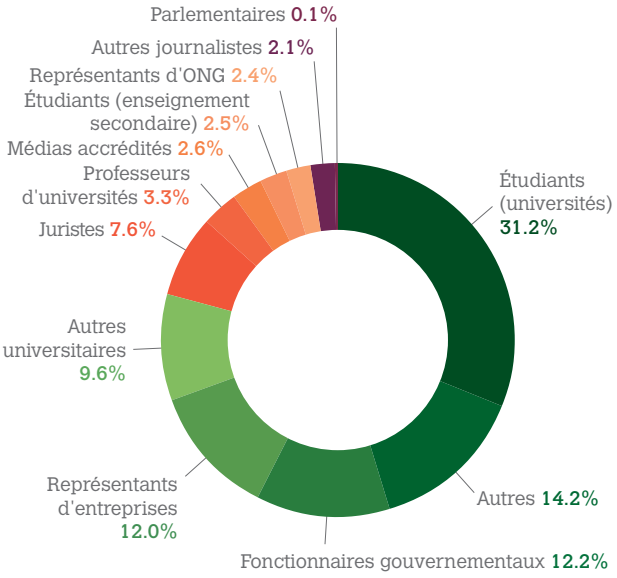
Un peu plus de 85 000 personnes sont inscrites pour recevoir des alertes électroniques quand des nouvelles sont publiées sur le site Web. Ces alertes sont envoyées principalement à des étudiants d'universités (31%), des fonctionnaires gouvernementaux (12%), des entreprises (12%), des universitaires (10%) et des juristes (8%) (voir la figure 4). Les pays qui comptent le plus grand nombre d'inscrits sont l'Inde (11%), les États-Unis (8%), le Mexique (5%), la France (4%), la Colombie (4%) et la Chine (4%).



1,7 million

Le site Web de l'OMC a reçu près de 1,7 million de visites par mois en 2016.

Figure 4: Personnes inscrites pour recevoir des alertes électroniques, à la fin de 2016



Réseaux sociaux

Les réseaux sociaux restent l'un des principaux moyens de diffuser régulièrement des informations sur les activités de l'OMC auprès du grand public. La publication d'infographies, de courtes déclarations vidéo et de nouvelles récentes sur l'OMC a été bien reçue par les utilisateurs des réseaux sociaux. En avril, l'OMC a ouvert son premier forum de discussion sur Twitter, avec la présentation, par son économiste en chef, Robert Koopman, de ses prévisions pour le commerce mondial.

À la fin de 2016, le nombre d'abonnés au compte Twitter de l'OMC est passé à plus de 275 000. Le nombre de personnes qui consultent la page Facebook de l'OMC a augmenté de 27%, avec près de 250 000 mentions «J'aime». Le compte

Contacts avec le public
www.wto.org/fr

275 000

À la fin de 2016, le compte Twitter de l'OMC comptait plus de 275 000 abonnés.

Twitter du Directeur général, Roberto Azêvedo, a près de 13 000 abonnés. L'OMC est aussi active sur Weibo, un réseau social chinois, avec plus de 600 000 abonnés. Les activités de l'OMC sur les réseaux sociaux s'adressent notamment aux délégués de l'OMC, aux étudiants, aux journalistes, aux milieux d'affaires, aux universitaires et au grand public.

Vidéos de l'OMC

Les nouvelles vidéos de l'OMC comprenaient plusieurs courtes vidéos produites exclusivement pour être diffusées sur les réseaux sociaux; des vidéos plus longues ont été produites pour expliquer certaines questions commerciales. «Imagine Inclusive Trade», une vidéo diffusée pour la première fois pendant le Forum public, met en lumière certaines des difficultés rencontrées par les petites entreprises, les nouvelles entreprises et les femmes pour accéder aux marchés mondiaux.

En moyenne, 211 000 séquences vidéo ont été vues ou téléchargées chaque mois sur le site Web de l'OMC en 2016, avec 180 000 vues supplémentaires sur les réseaux sociaux pendant l'année. Les vidéos récentes les plus regardées étaient des vidéos concernant le Forum public, les prévisions commerciales et la Conférence ministérielle de Nairobi.

Groupes de visiteurs

En 2016, l'OMC a accueilli 208 groupes de visiteurs, qui souhaitaient en savoir plus sur les activités de l'OMC et sur le cadre de travail de l'Organisation. Le nombre total de visiteurs a été de près de 6 000. Les exposés qui leur ont été présentés portaient sur l'histoire de l'OMC et sur ses travaux en cours. Certains groupes ont demandé des exposés sur des sujets spécifiques à l'OMC, comme le règlement des différends, l'agriculture, le développement et la propriété intellectuelle.

La plupart des exposés (70%) ont été présentés en anglais, 17% en français et 4% en chinois. Les 9% restants ont été faits en allemand, coréen, russe, italien, turc, portugais et ukrainien.



208

L'OMC a accueilli 208 groupes de visiteurs en 2016.

Publications de l'OMC

En 2016, l'OMC a produit 72 publications, y compris les applications du Rapport annuel et du Rapport sur le commerce mondial. Cinq publications ont été lancées à l'OMC, dont trois lors du Forum public – le Rapport sur le commerce mondial, *Regional Trade Agreements and the Multilateral Trading System* et *African Perspectives on Trade and the WTO*. Deux livres ont été lancés lors de la Conférence annuelle du Programme de chaires de l'OMC: *Trade Costs and Inclusive Growth – Case Studies Presented by WTO Chair-holders* (voir la page 163); et *An Advanced Guide to Trade Policy Analysis: The Structural Gravity Model* (voir la page 157).

La plupart des publications de l'OMC peuvent être téléchargées gratuitement depuis son site Web, dans les trois langues officielles de l'Organisation: anglais, espagnol et français. Les publications imprimées peuvent être achetées auprès d'un réseau mondial de distributeurs et à la librairie en ligne de l'OMC à l'adresse suivante: http://onlinebookshop.wto.org.

Les applications du *Rapport annuel* et du *Rapport sur le commerce mondial* peuvent être téléchargées sur tablette et téléphone portable depuis l'App Store et Google Play.

La page Facebook des publications de l'OMC compte plus de 48 000 fans, contre 45 000 en 2016, et la page Twitter de l'OMC a plus de 60 000 abonnés, soit 18% de plus que l'année précédente. Les publications de l'OMC sont aussi présentes sur Foursquare, Google+ et Pinterest. Un bulletin d'information numérique, «Book News», est envoyé régulièrement à plus de 90 000 abonnés.

Publications phares

Rapport annuel 2016

ISBN 978-92-870-4074-9 | 50 CHF



Le Rapport annuel contient un message du Directeur général de l'OMC, un bref aperçu de l'année écoulée et une description détaillée des domaines d'activité de l'OMC au cours des 12 mois précédents.

Application Rapport annuel 2016

Gratuite

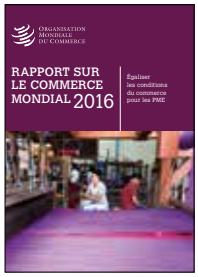


Le Rapport annuel est également disponible sous forme d'application téléchargeable sur tablette et téléphone portable depuis l'App Store et Google Play. L'application contient un questionnaire interactif ainsi que le texte intégral du rapport, des vidéos, des galeries de photos et des cartes interactives.

Contact with the public
www.wto.org/fr

Publications
www.wto.org/publications_f

Rapport sur le commerce mondial 2016: Égaliser les conditions du commerce pour les PME



ISBN 978-92-870-4077-0 | 60 CHF

Le Rapport sur le commerce mondial 2016 examine la participation des petites et moyennes entreprises (PME) au commerce mondial. Il étudie comment le paysage commercial international est en train de changer pour les PME et ce que le système commercial multilatéral peut faire pour encourager la participation plus large des PME aux marchés mondiaux.

Application Rapport sur le commerce mondial 2016



Gratuite

Le Rapport sur le commerce mondial est disponible sous forme d'application téléchargeable sur tablette et téléphone portable depuis App Store et Google Play. L'application contient le texte intégral du rapport ainsi que les données sous-jacentes pour tous les graphiques et tableaux au format Excel. Elle contient aussi une vidéo et des photos du lancement du Rapport.

Examen statistique du commerce mondial 2016



ISBN 978-92-870-4111-1 | 50 CHF

Cette nouvelle publication remplace la publication annuelle phare de l'OMC intitulée «Statistiques du commerce international». Elle présente une analyse détaillée des évolutions récentes du commerce mondial, en mettant l'accent sur les dernières tendances du commerce des marchandises et des services et de la participation des économies en développement au commerce mondial.

Autres publications annuelles

Profils commerciaux 2016



ISBN 978-92-870-4114-2 | 50 CHF

La publication «Profils commerciaux 2016» présente une série d'indicateurs clés sur le commerce des marchandises et des services de 195 économies. Par souci de commodité, les données pour chaque économie sont présentées sur deux pages, ce qui permet d'avoir une vue d'ensemble rapide du commerce mondial.

Profils tarifaires dans le monde 2016

ISBN 978-92-870-4117-3 | 50 CHF

Les «Profils tarifaires dans le monde 2016» donnent des renseignements détaillés sur les droits de douane et les mesures non tarifaires appliqués par plus de 170 pays et territoires douaniers. Cet ouvrage est publié conjointement par l'OMC, la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED) et le Centre du commerce international (ITC).

Coffret des publications statistiques de l'OMC 2016



ISBN 978-92-870-4122-7 | 120 CHF

Ce coffret regroupe les trois publications statistiques annuelles de l'OMC: «Examen statistique du commerce mondial 2016», «Profils commerciaux 2016» et «Profils tarifaires dans le monde 2016».

Examens des politiques commerciales



Les examens des politiques commerciales analysent les politiques et pratiques commerciales des Membres de l'OMC. En 2016, 35 examens effectués en 2015 et 2016 ont été publiés. Ils concernaient les pays suivants: Géorgie, Maroc, Fidji, Turquie, Maldives, Royaume d'Arabie saoudite, Ukraine, Malawi, Honduras, Albanie, Émirats arabes unis, Zambie, Chine, Tunisie et Singapour.

Rapports sur le règlement des différends 2015



Les Rapports sur le règlement des différends 2015 contiennent le texte intégral des rapports des groupes spéciaux et de l'Organe d'appel établis en 2015 ainsi que les décisions arbitrales rendues par l'OMC cette année-là. Onze volumes sont parus en 2016. Copubliés avec Cambridge University Press.

Le règlement des différends dans le cadre de l'OMC: Un différend, une page 1995-2014 (édition 2015)



ISBN 978-92-870-4010-7 | 40 CHF

Cette publication contient un bref résumé des principales constatations de chaque rapport de groupe spécial publié jusqu'à la fin de 2014 et, le cas échéant, du rapport établi ensuite par l'Organe d'appel.

Publications
www.wto.org/publications_f

Nouvelles publications

Agriculture – Troisième édition – Série des Accords de l'OMC



ISBN 978-92-870-4023-7 | 30 CHF

Cette nouvelle édition présente l'Accord sur l'agriculture, en décrivant ses principes fondamentaux, les travaux du Comité de l'agriculture, et la façon dont le droit de l'OMC en matière d'agriculture a été interprété dans les différends. Il contient le texte intégral de l'Accord sur l'agriculture et les décisions sur l'agriculture adoptées aux Conférences ministérielles de 2013 et 2015.

Regional Trade Agreements and the Multilateral Trading System



ISBN 978-1-316-61401-3 | 70 CHF

Cette publication contient un recueil d'études examinant les questions négociées dans le cadre des accords commerciaux régionaux (ACR) et la relation entre les règles de l'OMC et les nouvelles règles établies par les ACR. Copubliée avec Cambridge University Press.

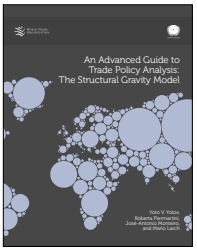
African Perspectives on Trade and the WTO: Domestic Reforms, Structural Transformation and Global Economic Integration



ISBN 978-1-316-62652-8 | 40 CHF

L'Afrique est en pleine transformation économique, mais il subsiste des défis liés notamment aux réformes structurelles, à la gouvernance, aux prix des matières premières et à la géopolitique. Cette publication présente les points de vue d'experts sur la façon dont l'Afrique peut parvenir à une plus grande intégration dans le système commercial multilatéral et dans l'économie mondiale. Copubliée avec Cambridge University Press.

An Advanced Guide to Trade Policy Analysis: The Structural Gravity Model



ISBN 978-92-870-4123-4 | 40 CHF

Cette publication présente l'un des outils les plus efficaces pour l'analyse des politiques commerciales et donne des indications pratiques sur la manière d'appliquer cet outil. Copublié par l'OMC et la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED), cet ouvrage fait suite à la publication intitulée *A Practical Guide to Trade Policy Analysis*.

Trade Costs and Inclusive Growth: Case Studies Presented by WTO Chair-holders



ISBN 978-92-870-4375-5 | 50 CHF

Cette publication examine comment la mise en œuvre de l'Accord de l'OMC sur la facilitation des échanges peut contribuer à réduire les coûts du commerce et à favoriser la croissance. Elle rassemble les contributions de dix participants au Programme de chaires de l'OMC, qui aide des établissements universitaires de pays en développement à mener des activités relatives au commerce.

Trade Finance and SMEs: Bridging the Gaps in Provision



ISBN 978-92-870-4070-1 | Gratuit

Le financement du commerce peut jouer un rôle essentiel pour aider les pays en développement à participer au commerce mondial, pour favoriser la croissance des petites entreprises et pour soutenir le développement des pays les plus pauvres. Cette publication examine ces questions et souligne l'importance de la coopération entre les institutions multilatérales pour leur apporter une réponse.

Activités de recherche économique

En 2016, la Division de la recherche économique et des statistiques de l'OMC a organisé diverses activités de communication, notamment le lancement de la publication phare de l'OMC, le Rapport sur le commerce mondial, et d'un nouvel ouvrage sur l'analyse du commerce. Elle a participé à des ateliers, y compris le cinquième Atelier conjoint Banque mondiale-FMI-OMC de recherche sur le commerce. Elle a lancé une nouvelle série de conférences sur les évolutions économiques et politiques, dans le cadre de l'initiative de l'OMC intitulée Dialogues sur le commerce. En 2016, l'OMC a lancé l'Indicateur des perspectives du commerce mondial (WTOI), qui fournit des renseignements «en temps réel» sur les tendances du commerce.

La publication phare de l'OMC, le *Rapport sur le commerce mondial*, a été lancée en septembre par le Directeur général, Roberto Azevêdo. Le rapport examine la participation des petites et moyennes entreprises (PME) au commerce mondial, l'évolution du paysage commercial international pour les PME et ce que le système commercial multilatéral fait et peut faire pour encourager la participation plus large des PME aux marchés mondiaux. Il constate que les petites entreprises restent confrontées à des obstacles au commerce qui sont disproportionnés et souligne qu'il est possible de prendre des mesures qui aideraient les PME à participer plus activement aux marchés mondiaux.



Le Directeur général, M. Azevêdo, a lancé la publication phare de l'OMC, le Rapport sur le commerce mondial, lors du Forum public, en septembre 2016.

Informations de base sur les activités de recherche économique

La Division de la recherche économique et des statistiques de l'OMC organise régulièrement des séminaires et des conférences ainsi que des forums en ligne avec des universitaires et des chercheurs à Genève et dans le monde entier. Ces activités comprennent le programme d'ateliers sur le commerce et le développement à Genève. Elle est aussi chargée d'élaborer la publication phare de l'OMC, le Rapport sur le commerce mondial, qui vise à mieux faire comprendre les tendances du commerce, les questions de politique commerciale et le système commercial multilatéral.

Un nouveau livre, portant sur l'analyse des politiques commerciales, a été lancé en novembre par l'OMC et la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED). Ce livre, intitulé *An Advanced Guide to Trade Policy Analysis: The Structural Gravity Model*, présente l'un des outils les plus efficaces pour l'analyse des politiques commerciales et donne des indications pratiques pour appliquer cet outil à l'élaboration de la politique commerciale. C'est le prolongement du livre *A Practical Guide to Trade Policy Analysis*, paru en 2012. Cette série de publications a pour but d'aider les chercheurs et les décideurs à mieux comprendre les méthodes économiques et les sources de données servant à l'analyse des politiques commerciales.

Activités de recherche économique
www.wto.org/recherche



Le livre intitulé *An Advanced Guide to Trade Policy Analysis* **a été lancé à l'OMC en novembre 2016.**

Le cinquième Atelier annuel sur le commerce, organisé en collaboration avec la Banque mondiale et le Fonds monétaire international, s'est tenu à Washington D.C. en novembre. Il a réuni des spécialistes du commerce des trois institutions, pour présenter les travaux de recherche en cours, examiner les questions de politique actuelles et identifier des domaines de collaboration future. Les sujets abordés concernaient notamment les obstacles au commerce, les chaînes de valeur mondiales, le commerce des services, les investissements étrangers directs et la migration, et l'approfondissement de l'intégration commerciale par le biais des accords commerciaux.

En 2016, le programme d'ateliers sur le commerce et le développement, organisé conjointement à Genève par la Division de la recherche économique et des statistiques, le Centre pour le commerce et l'intégration économique de l'Institut de hautes études internationales et du développement, l'Université de Genève et la CNUCED, a mis sur pied 20 activités. Le programme rassemble des universitaires et des chercheurs de la région genevoise travaillant dans le domaine du commerce et du développement. En offrant un cadre pour la présentation des travaux de recherche de pointe, le programme contribue à l'échange d'idées, soutient la recherche de haut niveau et facilite la communication avec les décideurs.

En 2016, l'OMC a lancé l'Indicateur des perspectives du commerce mondial (WTOI), conçu pour donner des renseignements «en temps réel» sur l'évolution du commerce mondial. Le WTOI a été présenté le 8 juillet à Shanghai (Chine), avant une réunion des Ministres du commerce du G-20. Combinant divers indices relatifs au commerce, il est destiné à fournir une indication précoce des tendances du commerce mondial. Il complète les outils existants, tels que les prévisions commerciales à long terme de l'OMC et d'autres statistiques. Le WTOI sera mis à jour tous les trimestres.

En juin 2016, la Division de la recherche économique et des statistiques a collaboré avec le Think20, un réseau d'instituts de recherche et de groupes de réflexion des pays du G-20 donnant des conseils stratégiques fondés sur la recherche, pour organiser sa conférence annuelle sur la «Coopération internationale pour le commerce et l'investissement: ouverture, inclusivité et croissance». Cette conférence faisait partie des activités de communication organisées dans le cadre des Dialogues sur le commerce de l'OMC (voir la page 150). Elle a rassemblé de nombreux experts qui ont participé à des tables rondes sur des questions comme l'avenir du système commercial multilatéral, la relation entre le multilatéralisme et le régionalisme, les moyens de relancer la croissance du commerce mondial, et les politiques en matière de commerce et d'investissement.

En novembre, la Division de la recherche économique et des statistiques a lancé une série de conférences intitulée Dialogues sur le commerce, pour permettre à des experts techniques de partager leurs points de vue sur des questions d'actualité, comme la relation entre le commerce et le marché du travail. L'objectif de ces conférences est de promouvoir une discussion éclairée sur ces questions à un moment où les attitudes négatives à l'égard du commerce et de la mondialisation se répandent.

La première conférence de cette série a été donnée en novembre par Lucian Cernat, de la Commission européenne, et par le professeur Torben Andersen, de l'Université d'Aarhus (Danemark), qui ont discuté de la façon dont les gouvernements peuvent adapter leurs politiques pour répondre aux changements sur le marché du travail. D'autres conférences, portant sur le commerce et la technologie et sur les inégalités salariales, ont été données par le professeur David Dorn, de l'Université de Zurich, et par le professeur Eric Verhoogen, de l'Université de Columbia (New York).

Activités de recherche économique
www.wto.org/recherche

Prix du meilleur article décerné par l'OMC à de jeunes économistes

Le huitième Prix du meilleur article décerné par l'OMC à de jeunes économistes a été attribué à Matthieu Bellon pour son article sur la libéralisation du commerce et les inégalités. Le lauréat a reçu un prix de 5 000 CHF. Le jury a aussi attribué un prix d'honneur à Eunhee Lee pour son travail sur le commerce et les inégalités. Le lauréat a été annoncé à la réunion annuelle de l'European Trade Study Group, qui a eu lieu à Helsinki du 8 au 10 septembre 2016.

L'article de Matthieu Bellon, intitulé «Trade Liberalization and Inequality: a Dynamic Model with Firm and Worker Heterogeneity», analyse l'effet de la libéralisation du commerce sur la répartition des salaires.

L'article montre que la libéralisation du commerce accroît le bien-être global et assure aux entreprises à la fois de nouveaux marchés d'exportation et de nouvelles sources de concurrence. Les entreprises en expansion augmentent les salaires pour recruter plus rapidement du personnel plus qualifié. Dans les entreprises menacées par la concurrence, les employés acceptent des réductions de salaires pour retarder la sortie du marché de leur employeur et pour garder leur emploi. En utilisant des données sur les entreprises et les travailleurs en France, l'auteur montre que, suite à la libéralisation des échanges, l'inégalité s'accroît dans un premier temps. Elle atteint son niveau le plus élevé au bout de trois ans, mais elle finit par diminuer pour revenir à la moitié de son niveau maximum à plus long terme.

Informations de base sur le Prix du meilleur article décerné par l'OMC à de jeunes économistes

En 2009, l'OMC a créé le Prix du meilleur article, décerné chaque année à de jeunes économistes. Ce prix, doté de 5 000 CHF, vise à promouvoir la recherche économique de haut niveau sur l'OMC et les questions concernant l'OMC et à renforcer les liens entre l'OMC et les milieux universitaires.



Roberta Piermartini remet le prix du meilleur article 2016 à Matthieu Bellon.

Eunhee Lee a également reçu un prix d'honneur pour son article, intitulé «Trade, Inequality, and the Endogenous Sorting of Heterogeneous Workers», dans lequel elle analyse l'effet du commerce international sur les inégalités dans les pays en développement.

Matthieu Bellon est de nationalité française. Il a obtenu un doctorat en économie à l'Université de Columbia en 2016. Depuis septembre 2016, il travaille comme économiste au Fonds monétaire international.

Eunhee Lee est originaire de la République de Corée. Elle a obtenu un doctorat en économie à l'Université de Yale en 2016. Depuis l'automne 2016, elle travaille comme professeur assistante d'économie à l'Université du Maryland.

Jury universitaire

Le jury universitaire était composé des personnes suivantes: M. Avinash Dixit (Professeur émérite d'économie, Université de Princeton), M. Robert Koopman (Directeur de la Division de la recherche économique et des statistiques, OMC), M. Robert Staiger (Professeur d'économie, Dartmouth College) et M. Alberto Trejos (Professeur d'économie, INCAE Business School). Mme Roberta Piermartini (Économiste, Division de la recherche et des statistiques, OMC) a coordonné le travail du jury.

Activités de recherche économique
www.wto.org/recherche

Activités statistiques

En 2016, l'OMC a apporté de nouvelles améliorations à ses produits statistiques. Le Portail intégré d'information commerciale (I-TIP) a été mis à jour pour élargir la gamme des renseignements disponibles, et la publication statistique phare de l'OMC, l'Examen statistique du commerce mondial, a été remaniée. Des améliorations ont aussi été apportées aux deux autres publications statistiques annuelles de l'OMC, les «Profils commerciaux» et les «Profils tarifaires dans le monde». L'OMC a organisé trois grands événements statistiques pendant l'année.

Portail intégré d'information commerciale

Le Portail intégré d'information commerciale (I-TIP) de l'OMC a été mis à jour pour élargir la gamme des renseignements disponibles sur les mesures non tarifaires (MNT) et sur les politiques relatives au commerce des services. I-TIP offre un point d'accès unique aux notifications des Membres concernant les mesures de politique commerciale. Ces notifications portent, entre autres, sur les mesures commerciales contingentes (mesures antidumping), sur les mesures techniques (mesures sanitaires et phytosanitaires et obstacles techniques au commerce), sur les restrictions quantitatives et sur les MNT en rapport avec l'Accord sur l'agriculture. La Banque mondiale et l'OMC collaborent afin d'accroître considérablement les renseignements disponibles sur les politiques des Membres de l'OMC relatives au commerce des services. I-TIP attire régulièrement jusqu'à 20 000 visiteurs par mois.

Publications statistiques

En 2016, l'OMC a remanié sa publication statistique phare, les «Statistiques du commerce international», pour faire de ce recueil de statistiques un ouvrage combinant une analyse et des données statistiques.

La nouvelle publication, intitulée «Examen statistique du commerce mondial», présente les données statistiques dans un contexte mondial pour expliquer les tendances récentes du commerce mondial. Elle continue à fournir des données détaillées sur le commerce des marchandises et des services, mais elle examine aussi des questions comme l'évolution des politiques commerciales et la participation des économies en développement au commerce mondial. En outre, la publication paraît maintenant plus tôt dans l'année, ce qui la rapproche de la période considérée.

L'OMC a aussi remanié les «Profils commerciaux», qui comprennent désormais des indicateurs sur le commerce des marchandises et des services de 195 économies. Intégrant les données fournies auparavant dans les «Profils des services» chaque profil de pays est maintenant présenté sur deux pages, ce qui permet de comparer facilement les économies entre elles.

Les «Profils tarifaires dans le monde», copubliés avec la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED) et le Centre du commerce international (ITC), ont aussi été élargis pour inclure des données sur les mesures non tarifaires, comme les mesures antidumping, les droits compensateurs et les sauvegardes.

En outre, en 2016, l'OMC a publié de nouveaux profils statistiques sur le commerce en valeur ajoutée et les chaînes de valeur mondiales (CVM) pour les 61 économies couvertes par la base de données sur le commerce en valeur ajoutée de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) et de l'OMC. Ces profils, qui sont disponibles sur le site Web de l'OMC, donnent des renseignements sur le contenu en valeur ajoutée des exportations, l'interconnexion des économies dans les CVM et le rôle du secteur des services dans les exportations.

Informations de base sur les activités statistiques

La Division de la recherche économique et des statistiques apporte un soutien aux Membres et au Secrétariat de l'OMC en leur fournissant des données relatives aux questions de politique économique et commerciale. Elle est la principale source de statistiques commerciales de l'OMC et de données sur les droits de douane. Elle fournit une assistance technique dans le cadre des cours de politique commerciale et des ateliers nationaux et elle contribue aux activités statistiques interorganisations.

Activités statistiques
www.wto.org/statistiques



Le Directeur général, M. Azevêdo, tient une conférence de presse en avril 2016 pour annoncer les prévisions annuelles du commerce de l'OMC

Renforcement des capacités statistiques

L'OMC a renforcé sa collaboration avec la CNUCED dans le domaine de l'assistance technique, en s'appuyant sur le mémorandum d'accord de 2013, qui prévoit le partage de données sur les mesures non tarifaires et qui encourage l'utilisation de normes et de classifications communes.

En novembre, l'OMC a organisé son premier cours thématique sur les statistiques du commerce des services à l'intention des pays les moins avancés (PMA). Ce cours, organisé en collaboration avec l'Institut de formation et de coopération technique (voir la page 134), était consacré aux bonnes pratiques de collecte des données dans les secteurs de services présentant le plus d'intérêt pour les PMA.

Le cours a bénéficié des contributions d'experts des banques centrales de France et d'Italie, de l'ITC, de l'OCDE, de Paris21 (réseau mondial de statisticiens, de décideurs, d'analystes et de praticiens du développement) et de la CNUCED. Avant le cours, les participants ont suivi un cours en ligne de cinq semaines sur les statistiques du commerce des services, conçu en partenariat avec la CNUCED.

Journée des données sur le commerce en valeur ajoutée

En novembre, l'OMC a organisé une Journée des données sur le commerce en valeur ajoutée à l'intention des Membres et des observateurs. L'objectif était de présenter les concepts fondamentaux du commerce en valeur ajoutée et les principaux points qui en découlent. La réunion a été suivie par un atelier qui avait pour but de montrer comment extraire des données de la base de données TiVA et de répondre aux questions techniques. La mesure du commerce en valeur ajoutée, plutôt que sur la base de la valeur en douane, donne une idée plus précise des modalités actuelles du commerce, qui dépendent fortement des chaînes d'approvisionnement internationales.

Réunion d'experts sur le commerce électronique transfrontières

L'OMC a collaboré avec les secrétariats de la CNUCED, de l'Union postale universelle (UPU) et de l'OCDE pour organiser un atelier technique d'une journée sur les sources de données pouvant aider à clarifier la relation entre le commerce électronique et le commerce transfrontières. L'atelier a utilisé à la fois des statistiques officielles et des sources de données privées. Les quatre organisations ont contacté des bureaux nationaux de statistique et des organisations internationales ainsi que le secteur privé dans le but de développer un dialogue constructif et une collaboration future sur ce sujet.

L'objectif de l'atelier était d'identifier des moyens de développer de meilleures données statistiques dans le domaine du commerce électronique, en tenant compte du commerce des marchandises et des services. Étant donné l'importance croissante du commerce électronique, les gouvernements et les autres parties prenantes auront besoin de meilleures statistiques pour formuler des politiques.

Amélioration des statistiques relatives aux services et aux CVM

L'OMC travaille avec l'OCDE et d'autres organisations, comme la Division de statistique de l'ONU, pour améliorer l'estimation des flux commerciaux bilatéraux et pour remédier au problème dit des asymétries bilatérales, lié au fait que ce qu'un pays A déclare comme des importations en provenance d'un pays B est souvent très différent de ce que le pays B déclare comme des exportations vers le pays A. Ces asymétries sont importantes, en particulier dans le cas des services.

Équipe spéciale chargée des statistiques du commerce international

La dernière réunion de l'Équipe spéciale chargée des statistiques du commerce international a eu lieu à New York les 10 et 11 octobre 2016. Elle a porté sur des questions de méthodologie et de qualité relatives aux statistiques commerciales, au commerce électronique (mesure des transactions transfrontières), aux asymétries bilatérales, au développement d'ensembles de données sur le commerce des services et au renforcement des capacités statistiques.

Soutien pour la base de données AMIS FAO/OCDE

L'OMC a apporté une contribution importante au Système d'information sur les marchés agricoles (AMIS), plate-forme interinstitutions visant à améliorer la transparence des marchés de produits alimentaires et les politiques en matière de sécurité alimentaire. En collaboration avec l'OCDE et l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), l'OMC a élaboré une procédure visant à regrouper les données sur les politiques agricoles figurant dans diverses bases de données de l'OMC pour les présenter suivant un modèle type compatible avec la base de données AMIS.

Activités statistiques
www.wto.org/statistiques

Coopération avec les établissements universitaires

Le Programme de chaires de l'OMC (PCO) a lancé une nouvelle publication sur la réduction des coûts du commerce et le commerce inclusif lors de la Conférence annuelle du PCO en novembre. Le Conseil consultatif du PCO a examiné les réalisations du Programme, qui vise à soutenir les activités menées dans le domaine du commerce par des universités de pays en développement; il a aussi examiné comment assurer la durabilité du Programme. En 2016, 12 activités ont été organisées dans le cadre du Programme de soutien aux établissements d'enseignement supérieur.

Programme de chaires de l'OMC

Le 20 juin 2016, le Conseil consultatif du Programme de chaires de l'OMC (PCO) s'est réuni à l'OMC pour examiner les réalisations de la deuxième phase de quatre ans (phase II) et les défis à venir. Il a examiné comment assurer la durabilité du Programme et comment renforcer les travaux entrepris par les établissements universitaires qui participent au Programme. Une attention particulière a été accordée au rôle que pourraient jouer les membres du Conseil pour soutenir les activités des chaires.

Le Conseil a aussi examiné comment renforcer l'intérêt pratique des travaux des chaires et si des thèmes de recherche communs pourraient leur être suggérés au niveau national ou régional. Le Conseil est un organe externe composé d'universitaires chevronnés, dont le rôle est d'assurer la qualité des produits générés par les titulaires des chaires.

Le Conseil a commencé à discuter de la stratégie à long terme du PCO. Il a encouragé le Secrétariat de l'OMC à prolonger le Programme et à approfondir les relations avec les chaires ayant participé aux phases I et II.

Le PCO, lancé en 2010, compte maintenant 19 institutions participantes. Il vise à améliorer la compréhension du système commercial multilatéral et des questions relevant de l'OMC parmi les universitaires et les étudiants des pays en développement et à encourager le dialogue entre les décideurs et les universitaires. Ce programme, dont les phases durent quatre ans, est mis en œuvre par le biais d'accords de partenariat entre l'OMC et les établissements sélectionnés. Il est administré conjointement par la Division de la recherche économique et des statistiques de l'OMC et par l'Institut de formation et de coopération technique (IFCT).

PROGRAMME DE CHAIRES DE L'OMC

19

Le Programme de chaires de l'OMC, lancé en 2010, compte 19 établissements participants.

Informations de base sur le Programme de chaires de l'OMC

Le Programme de chaires de l'OMC a été lancé en 2010 dans le but de renforcer la connaissance et la compréhension du système commercial parmi les universitaires et les décideurs des pays en développement. Les titulaires de chaires sont sélectionnés par voie de concours. Les principaux objectifs du Programme sont d'apporter un soutien didactique pour concevoir et dispenser des cours sur la politique commerciale et les questions intéressant l'OMC et d'encourager de nouvelles recherches. Les chaires sont appelées à coopérer entre elles dans le cadre de travaux de recherche conjoints, d'arrangement d'enseignement partagé et d'échanges d'étudiants/d'universitaires. Les universités auxquelles une chaire a été attribuée doivent aussi organiser des activités publiques pour diffuser la recherche et promouvoir la discussion sur le commerce international.

Coopération avec les établissements universitaires
www.wto.org/Programmedechaires



Un nouveau livre sur les coûts du commerce et la croissance inclusive a été lancé lors de la conférence annuelle du Programme de chaires de l'OMC, en novembre 2016.

La conférence annuelle 2016 du PCO, qui s'est tenue du 14 au 16 novembre, a aussi examiné les travaux menés dans le cadre du Programme et a discuté de ses principales réalisations et des défis à relever. Treize chaires sélectionnées pendant la première phase (2010-2013) et six chaires sélectionnées pendant la deuxième phase (2014-2017) participent encore activement au Programme.

La conférence a débuté par le lancement d'une publication du PCO intitulée «Trade Costs and Inclusive Growth: Case Studies presented by WTO Chair-holders». Cet ouvrage s'appuie sur les présentations faites par les chaires de l'OMC lors du cinquième Examen global de l'Aide pour le commerce, qui s'est tenu à Genève en 2015, sur le thème «Réduire les coûts du commerce pour une croissance durable et inclusive». Il examine comment l'Initiative Aide pour le commerce (voir la page 127) peut faciliter la mise en œuvre de l'Accord sur la facilitation des échanges (AFE) (voir la page 73), et analyse l'importance de l'intégration du commerce dans les stratégies nationales de développement et les effets possibles de l'AFE dans diverses régions. Il s'agit de la deuxième publication du PCO; la première, publiée en 2014, était intitulée «Se connecter aux marchés mondiaux».

Lors du Forum public de l'OMC en septembre (voir la page 140), les titulaires de chaires de la Fondation Getulio Vargas, de la North-West University et de l'Université Bilgi d'Istanbul ont fait des présentations sur la manière d'intégrer le commerce dans les stratégies nationales de développement et sur le rôle que jouent l'OMC et les décideurs politiques pour faire du commerce le moteur d'une croissance inclusive. Cette séance, organisée par l'IFCT et la Division de la recherche économique et des statistiques, était présidée par le Directeur général adjoint de l'OMC, Yonov Frederick Agah.

En mai, un forum sur le commerce et la pauvreté, organisé par le PCO et la Banque mondiale, a eu lieu à l'OMC. Intitulé «Se connecter au commerce: politiques et programmes pour maximiser l'impact sur la réduction de la pauvreté», ce forum faisait partie du programme de travail OMC/Banque mondiale sur le commerce et la pauvreté, et il faisait suite à la publication, en juin 2015, du rapport conjoint des deux organisations sur «Le rôle du commerce dans l'éradication de la pauvreté». Le forum a été l'occasion pour les chaires de l'Université d'Abomey-Calavi (Cotonou), de l'Université de Jordanie (Amman) et de la Tunis Business School de présenter leurs recherches sur la façon dont le commerce contribue à la réduction de la pauvreté dans leurs pays respectifs. L'OMC et la Banque mondiale ont appelé à proposer des articles sur le commerce et la pauvreté, destinés à être inclus dans un ouvrage qui sera publié conjointement en 2017.

Le Secrétariat a aussi organisé régulièrement des vidéoconférences avec les chaires de la phase II pour suivre de plus près les progrès accomplis par chaque établissement et mieux répondre aux demandes spécifiques. L'interaction entre les chaires, le Conseil consultatif du PCO et le Secrétariat de l'OMC, par le biais des activités et des publications du PCO, a accru l'engagement et la visibilité du PCO et ont contribué au renforcement de ce réseau universitaire.

Activités des chaires de l'OMC

En 2016, les chaires ont organisé un certain nombre d'ateliers et ont participé à plusieurs conférences. Dans le cadre de ces activités, elles ont eu des échanges avec des organismes gouvernementaux et avec les experts invités, y compris des fonctionnaires de l'OMC. Les initiatives de ce type se sont avérées efficaces pour maintenir un dialogue avec les gouvernements, générer de nouvelles idées et créer des possibilités de développer des contacts.

Le Secrétariat de l'OMC a participé et contribué aux activités organisées par les chaires, telles que des conférences universitaires, des séminaires et des cours spécialisés. Pendant l'année, il a mené 15 activités, au cours desquelles 386 participants ont été formés.

Coopération avec les établissements universitaires
www.wto.org/Programmedechaires

Programme de soutien aux établissements d'enseignement supérieur

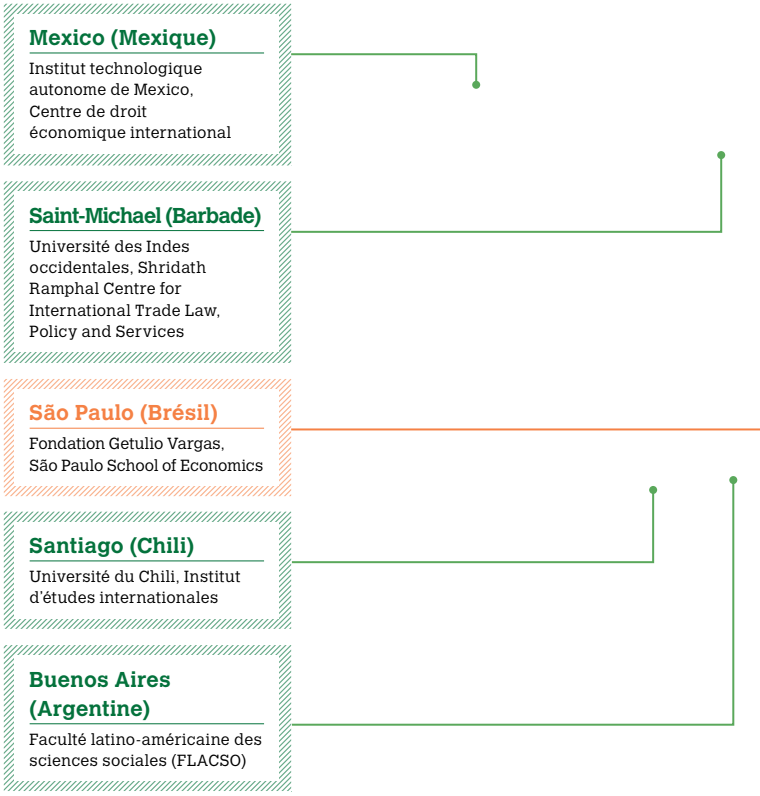
En 2016, 12 activités ont été réalisées dans le cadre du Programme de soutien aux établissements d'enseignement supérieur, qui est destiné aux établissements universitaires des pays en développement et des pays les moins avancés (PMA) qui ne participent pas au PCO. Les activités menées pendant l'année ont consisté notamment en arrangements d'enseignement avec des universités dans le cadre desquels des fonctionnaires de l'OMC ont donné des cours de maîtrise et de licence.

Des efforts particuliers ont été faits pour soutenir les concours universitaires sur le droit de l'OMC. Des fonctionnaires de l'OMC ont siégé dans les jurys de concours interuniversitaires régionaux et l'OMC a financé la participation de deux équipes africaines à l'épreuve finale, qui a eu lieu au siège de l'OMC à Genève.

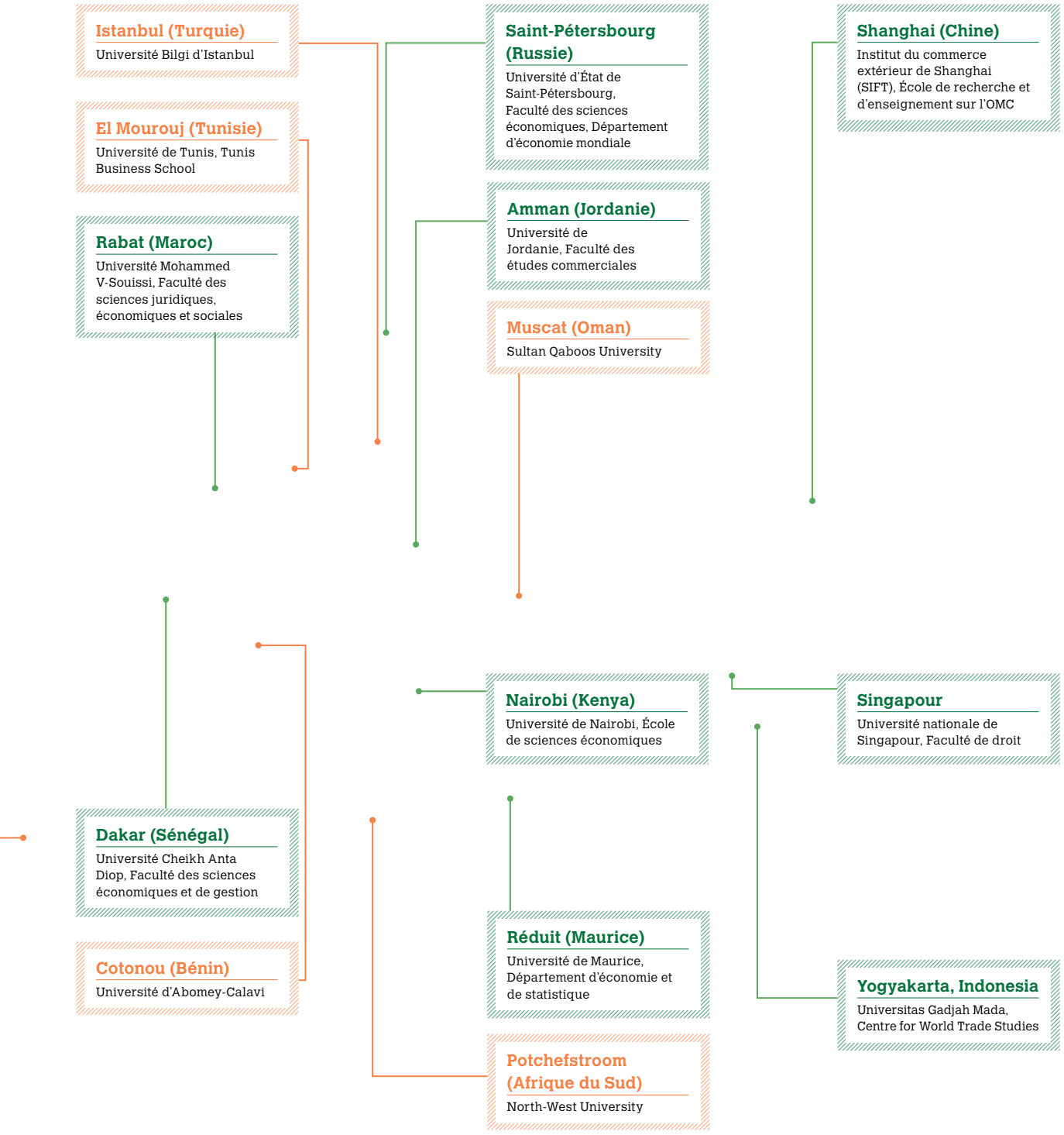
En outre, dans le cadre du Programme, des publications de l'OMC ont été données à des universités et des présentations ont été organisées à l'intention d'universitaires avec le concours du Programme des centres de référence de l'OMC (voir la page 136). En 2016, l'OMC a continué d'encourager les universités à inscrire leurs professeurs aux cours en ligne dispensés sur la plate-forme E-campus de l'OMC (voir la page 135).

Universités participant au Programme de chaires de l'OMC

- Phase I Chairs
- Phase II Chairs



Coopération avec les établissements universitaires
www.wto.org/Programmedechaires



Coopération avec les établissements universitaires
www.wto.org/Programmedechaires



Secrétariat et budget

- Après un processus de sélection mené à bien en 2016, les Membres de l'OMC ont désigné M. Roberto Azevêdo pour un second mandat, qui commencera en septembre 2017.
- À la fin de 2016, l'OMC employait 628 personnes de 79 nationalités différentes.
- L'OMC atteint presque la parité hommes-femmes au niveau des professionnels. En 2016, les femmes représentaient près de 45% des professionnels.
- L'OMC a lancé un Programme pour les jeunes professionnels afin d'augmenter le nombre de professionnels issus de pays sous-représentés.

Secrétariat de l'OMC 168

Nouvelles recrues 168

Organigramme du Secrétariat de l'OMC 169

Répartition des fonctionnaires par division 170

Fonctionnaires de l'OMC émargeant au budget ordinaire par classe et par sexe 171

Fonctionnaires de l'OMC par catégorie (professionnels/personnel de soutien) 171

Budget, finances et administration 174

Dépenses consolidées pour 2017 175

Contributions versées par les Membres au budget consolidé du Secrétariat de l'OMC et du secrétariat de l'Organe d'appel, 2017 176

Informations de base sur le Secrétariat et le budget

Le Secrétariat de l'OMC emploie plus de 600 personnes au bénéfice d'un contrat régulier qui coordonnent les activités de l'OMC.
Le budget annuel de l'OMC est financé pour l'essentiel par les contributions des Membres.

Secrétariat de l'OMC

Le Secrétariat est dirigé par le Directeur général, M. Roberto Azevêdo, qui a pris ses fonctions le 1er septembre 2013 pour un mandat de quatre ans. Les Membres de l'OMC sont convenus de désigner M. Azevêdo pour un second mandat commençant en septembre 2017, après un processus de sélection mené à bien à la fin de 2016. Les quatre directeurs généraux adjoints ci-après ont pris leurs fonctions le 1er octobre 2013: Yonov Frederick Agah (Nigéria), Karl Brauner (Allemagne), David Shark (États-Unis) et Yi Xiaozhun (Chine) (voir la figure 1). Le nombre de fonctionnaires de l'OMC a diminué en 2016, passant de 647 à 628; un processus de recrutement est en cours pour pourvoir les postes vacants.

Le 3 novembre 2016, le Président du Conseil général, Harald Neple (Norvège), a donné aux Membres de l'OMC des renseignements sur le processus de désignation du Directeur général après l'expiration de son mandat actuel le 31 août 2017. Il a dit que M. Azevêdo avait adressé une lettre dans laquelle il exprimait le souhait de demander sa reconduction pour un nouveau mandat, et que si les Membres souhaitaient présenter d'autres candidats, ils pourraient le faire entre le 1er et le 31 décembre 2016. Le 4 janvier 2017, le Président a dit aux Membres qu'aucune autre candidature n'avait été reçue et que le titulaire du poste, Roberto Azevêdo, était le seul candidat. À une réunion du Conseil général, en février 2017, les Membres de l'OMC ont désigné M. Azevêdo pour un second mandat qui commencera en septembre 2017.

Les fonctionnaires du Secrétariat de l'OMC sont originaires de 79 pays Membres (voir la figure 5). Le personnel se compose principalement d'économistes, de juristes et d'autres spécialistes de la politique commerciale internationale. Il comprend aussi des spécialistes d'autres domaines essentiels pour assurer le fonctionnement courant de l'Organisation, tels que les technologies de l'information, les statistiques, les finances, les ressources humaines et les services linguistiques. Les langues de travail de l'OMC sont l'anglais, l'espagnol et le français.

Le personnel du Secrétariat émargeant au budget ordinaire comprend les professionnels et le personnel des services d'appui. Les professionnels représentent 61% du total et le personnel des services d'appui 39%. Les femmes restent plus nombreuses que les hommes à l'OMC (335 contre 293). Parmi le personnel professionnel, on compte 44% de femmes et 56% d'hommes (voir la figure 4).

La Division des ressources humaines répond à l'évolution des besoins au Secrétariat en aidant à réaffecter les ressources aux nouveaux domaines de travail ou aux domaines prioritaires. En 2016, la charge de travail des divisions juridiques a continué d'augmenter à cause du nombre élevé de différends engagés par les Membres de l'OMC. Pour faire face à cette situation, 29 postes ont été réaffectés aux divisions juridiques et la plupart ont été pourvus.

À la fin de 2016, le nombre de fonctionnaires travaillant dans les divisions juridiques était de 20 pour l'Organe d'appel, 31 pour la Division des affaires juridiques et 28 pour la Division des règles, contre 17, 23 et 20, respectivement, en 2014, lorsque le processus de réaffectation a été engagé (voir la figure 2). Le processus de recrutement se poursuit pour pourvoir les postes encore vacants au secrétariat de l'Organe d'appel et à la Division des règles. Ces mesures tiennent compte des limitations imposées par les Membres de l'OMC, y compris le plafond global du budget, et elles sont appliquées par la réaffectation de postes laissés vacants ailleurs dans le Secrétariat de l'OMC.

Nouvelles recrues

Stela Rubínová

Économiste chargée de recherche | Division de la recherche économique et des statistiques
Nationalité: tchèque
Date d'entrée en fonction: 1er juillet 2016

Je suis arrivée à Genève il y a près de six ans pour faire une maîtrise en économie internationale. Ce qui m'a intéressée dans ce programme, c'est l'accent mis sur la politique publique. Par ailleurs, l'implantation à Genève de nombreuses institutions universitaires et internationales m'a incitée à y rester pour mes études de doctorat. L'OMC m'a toujours intéressée parce qu'elle fait le lien entre la recherche économique et les aspects politiques concrets. J'y ai fait un stage lorsque j'ai commencé mon doctorat.

Au cours des quatre dernières années, j'ai travaillé sur mon doctorat, qui porte sur différents aspects de la production mondialisée et comment ils modifient notre façon de penser le commerce international. Mes recherches universitaires m'ont amenée à collaborer avec l'Organisation de coopération et de développement économiques et la Banque nationale de Belgique. J'ai aussi participé à des projets axés sur les politiques avec la Banque mondiale et l'Organisation internationale du travail.

Le fait d'intégrer l'équipe de recherche économique de l'OMC me permet de mettre à profit et d'élargir mon expérience. Je participerai à tout l'éventail de ses activités, allant des publications de politique générale, telles que le Rapport sur le commerce mondial, à la collaboration avec les milieux universitaires et les autres organisations internationales, en passant par l'analyse économique pour le règlement des différends.



Secrétariat de l'OMC
www.wto.org/secretariat_f

Parmi les autres initiatives organisationnelles prises en 2016, il faut citer la création du Bureau du contrôle interne (BCIn) et la désignation du chef de ce bureau (voir page 170). Le BCIn assurera l'évaluation indépendante et objective des pratiques de gestion, des dépenses, du contrôle budgétaire et de toute allégation de faute. Il reprend les fonctions qu'exerçait précédemment le Bureau de l'audit interne.

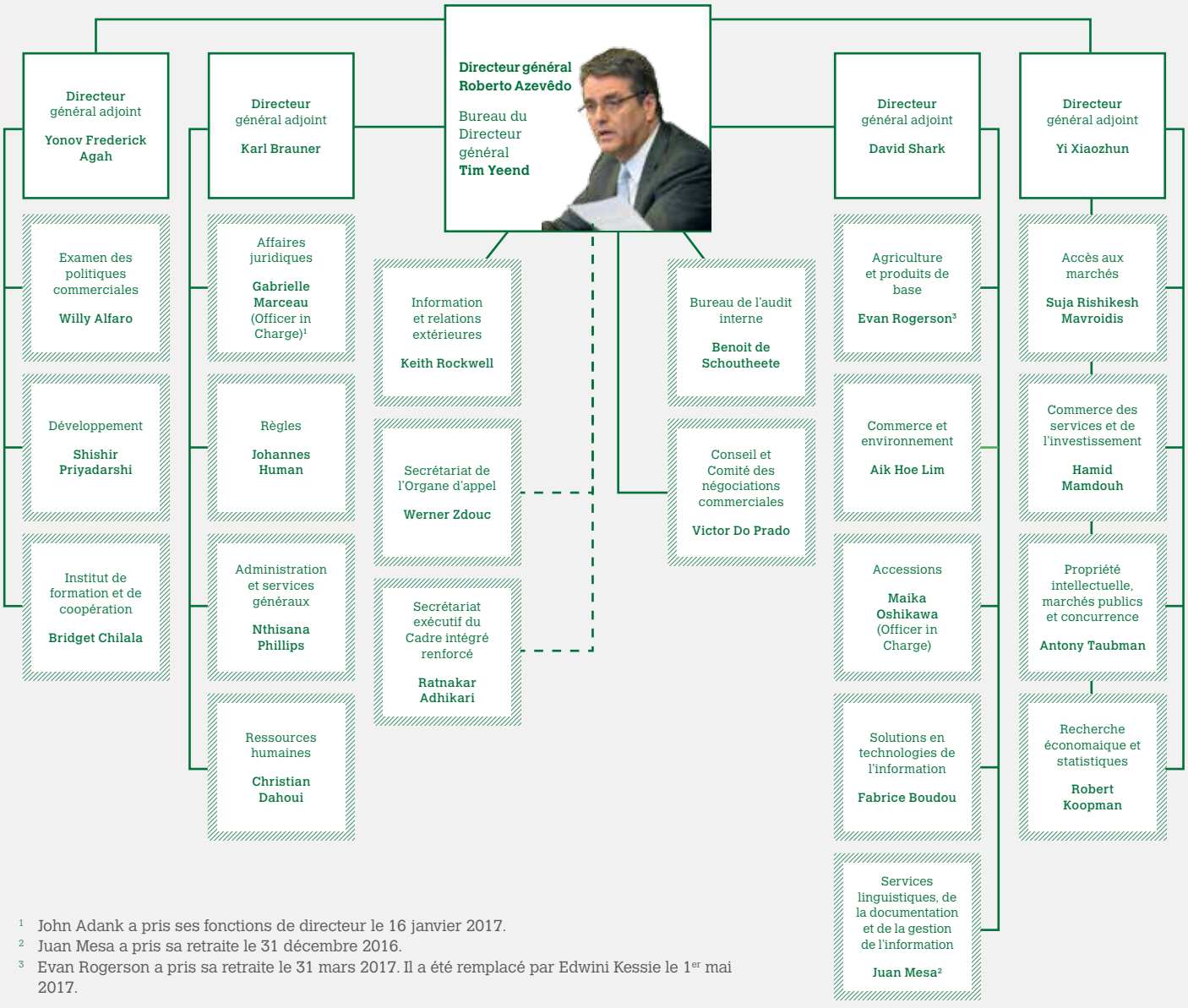
De nouvelles méthodes de règlement informel des conflits sur le lieu de travail ont été introduites, avec la nomination d'un médiateur externe et d'un médiateur interne dont le rôle est de faciliter le dialogue entre les fonctionnaires pour les aider à parvenir à un accord.

Le Programme des jeunes professionnels a été créé en 2016 pour accroître le nombre de professionnels au Secrétariat de l'OMC provenant de pays en développement et de pays moins avancés actuellement sans représentation. Un avis de vacance a été publié en 2016 et de nombreuses candidatures ont été reçues. Le processus de sélection a été mené conjointement par l'Institut de formation et de coopération technique (IFCT) (voir la page 134) et par la Division des ressources humaines. Les divisions souhaitant accueillir un jeune professionnel ont aussi été invitées à participer au processus. Six jeunes professionnels de cinq pays sous-représentés ont été sélectionnés pour travailler dans différentes divisions. Les jeunes professionnels sont arrivés à l'OMC en janvier 2017 et ils y resteront une année.

La Division des ressources humaines a continué à jouer le rôle qui lui est confié en vue d'améliorer le comportement professionnel et l'efficacité des fonctionnaires de l'OMC et d'instaurer un environnement de travail à la fois attrayant et propice au développement des compétences professionnelles du personnel.

Le Conseil du personnel de l'OMC, qui est élu par les fonctionnaires, défend les intérêts de tous les membres du personnel du Secrétariat, leur donne la possibilité d'exprimer leurs préoccupations, les aide à mieux comprendre leurs droits et leurs devoirs et représente leurs intérêts et leurs opinions auprès de la haute direction.

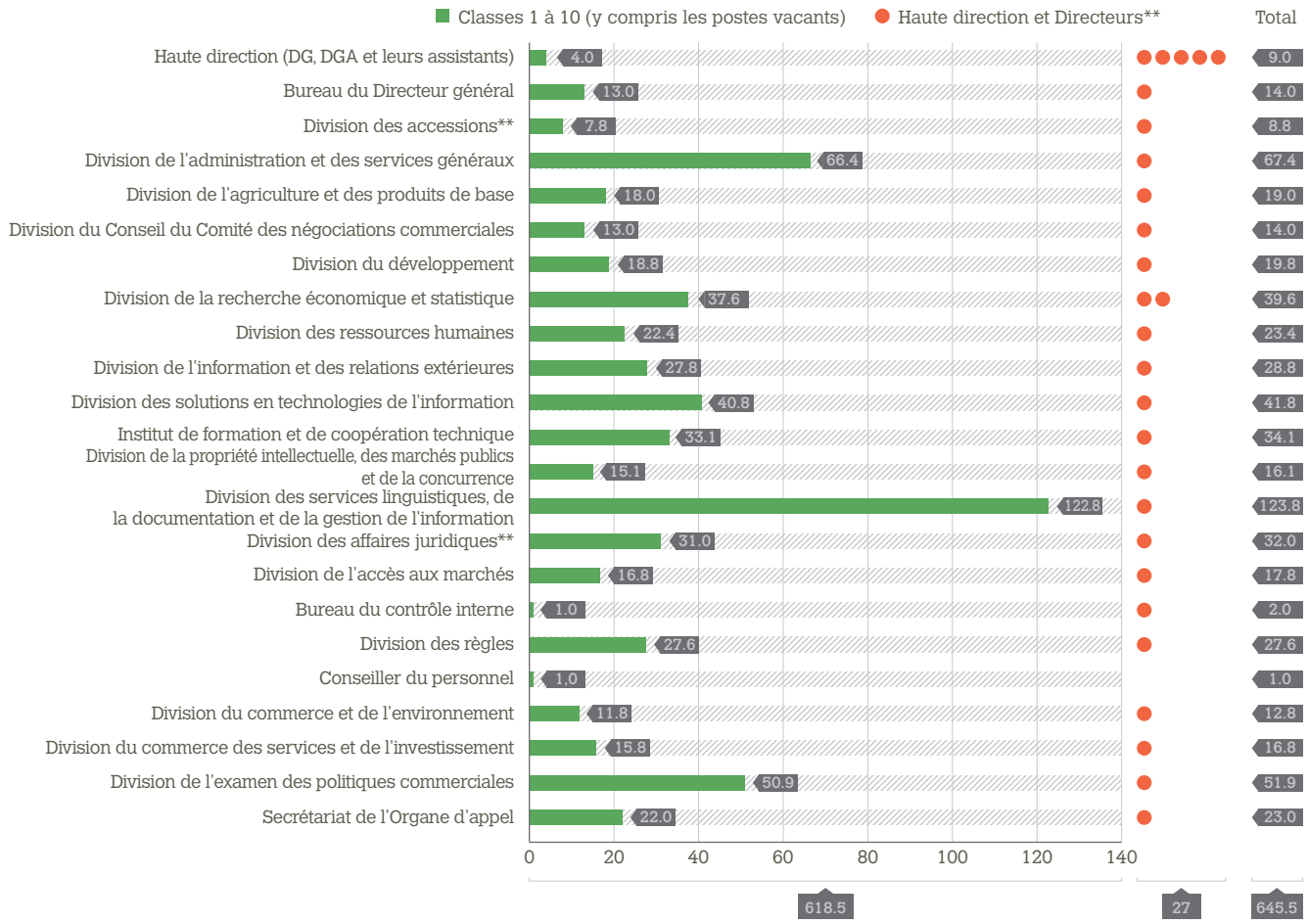
Figure 1: Secrétariat de l'OMC – Organigramme au 31 décembre 2016



[1] John Adank a pris ses fonctions de directeur le 16 janvier 2017.
[2] Juan Mesa a pris sa retraite le 31 décembre 2016.
[3] Evan Rogerson a pris sa retraite le 31 mars 2017. Il a été remplacé par Edwini Kessie le 1er mai 2017.

Secrétariat de l'OMC
www.wto.org/secretariat_f

Figure 2: Répartition du personnel par division au 31 décembre 2016 (nombre de postes)*



* Y compris les postes non encore pourvus. Les décimales correspondent aux fonctionnaires travaillant à temps partiel (par exemple à 80%).
**Deux fonctionnaires de classe 10 agissant en qualité de fonctionnaires responsables (Divisions des accessions et des affaires juridiques) sont comptés, dans ce cas, comme "Directeurs".

Nouvelles recrues

«Je suis convaincu que le commerce international est un facteur essentiel pour l'amélioration du bien-être social et le maintien de la paix. »

Benoit de Schoutheete

Chef du Bureau du contrôle interne
Nationalité: péruvienne
Date d'entrée en fonction: 5 septembre 2016

J'ai travaillé dans le domaine du contrôle interne pendant plus de 15 ans, d'abord dans le secteur privé, puis pour des organisations humanitaires non gouvernementales et enfin pour des institutions des Nations Unies, notamment le Programme alimentaire mondial (PAM), l'Union internationale des télécommunications (UIT) et le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR). Avant d'arriver à Genève, j'ai travaillé en Europe, en Amérique latine, en Afrique et dans la région Asie-Pacifique. Partout, j'ai pu constater que le commerce était au cœur du développement social et humain.

Je suis convaincu que le commerce international est un facteur essentiel pour l'amélioration du bien-être social et le maintien de la paix, raison pour laquelle je suis très heureux d'avoir rejoint l'OMC, organisation qui jouit d'une réputation mondiale et qui se trouve au centre du commerce international.

À mon avis, le rôle du contrôle interne est de donner un point de vue impartial sur la gestion des risques, la gouvernance et les processus de contrôle interne de l'Organisation. Nous ne sommes pas là pour juger et nous ne prétendons pas donner des leçons. Nous sommes comme le médecin de famille de l'OMC, chargé d'aider les responsables et les fonctionnaires à établir un diagnostic clair des risques, des problèmes ou des défis professionnels qu'ils rencontrent et de trouver des solutions et des mesures de contrôle adéquates. Les audits, les évaluations et les enquêtes internes visent à renforcer l'efficience et l'efficacité de l'OMC.



Secrétariat de l'OMC
www.wto.org/secretariat_f

Figure 3: Fonctionnaires de l'OMC émargeant au budget ordinaire, par classe et par sexe, au 31 décembre 2016

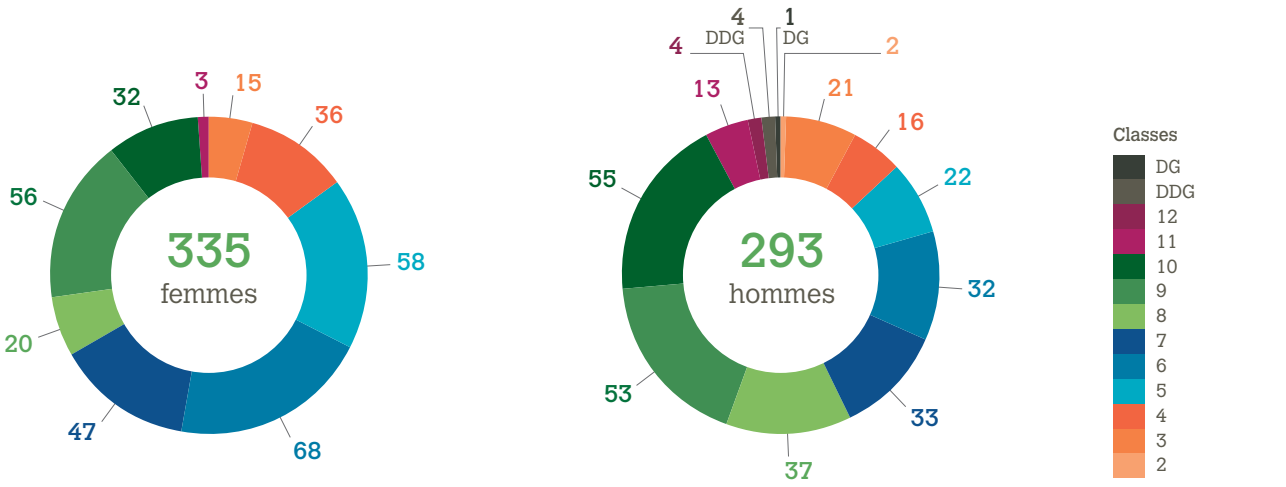
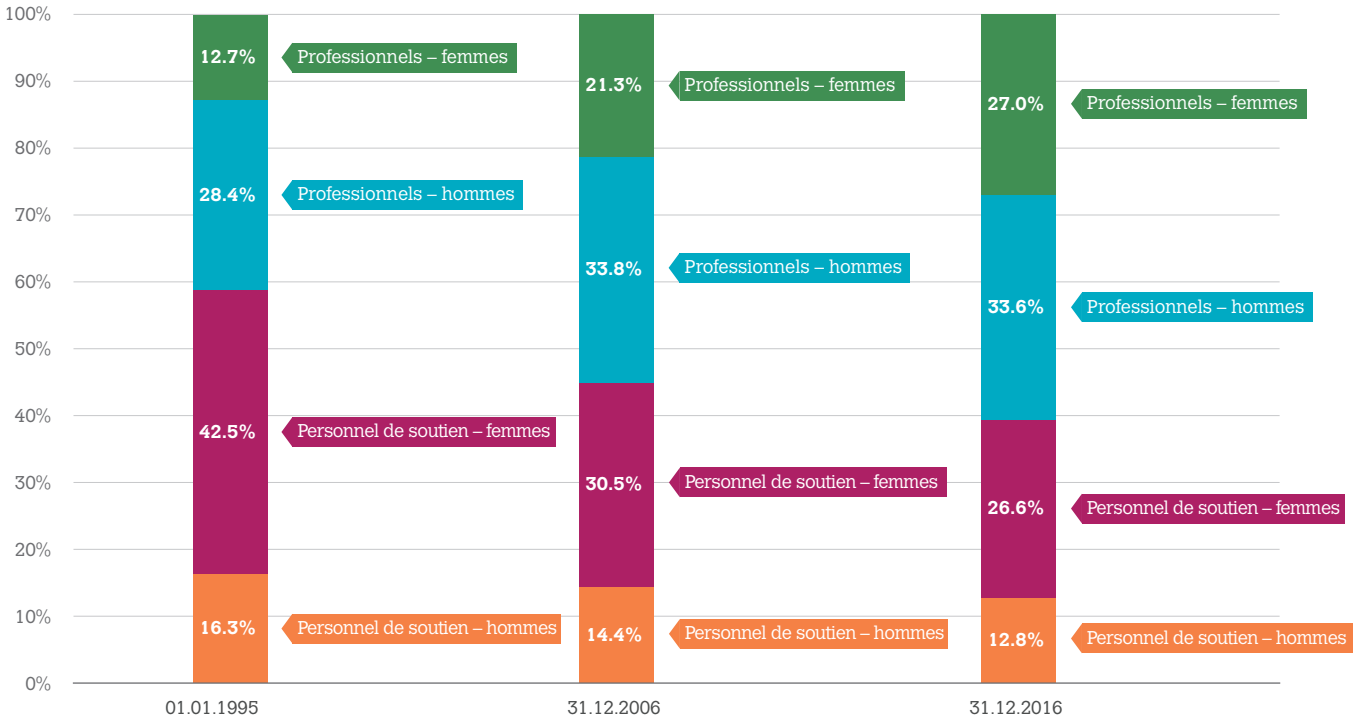
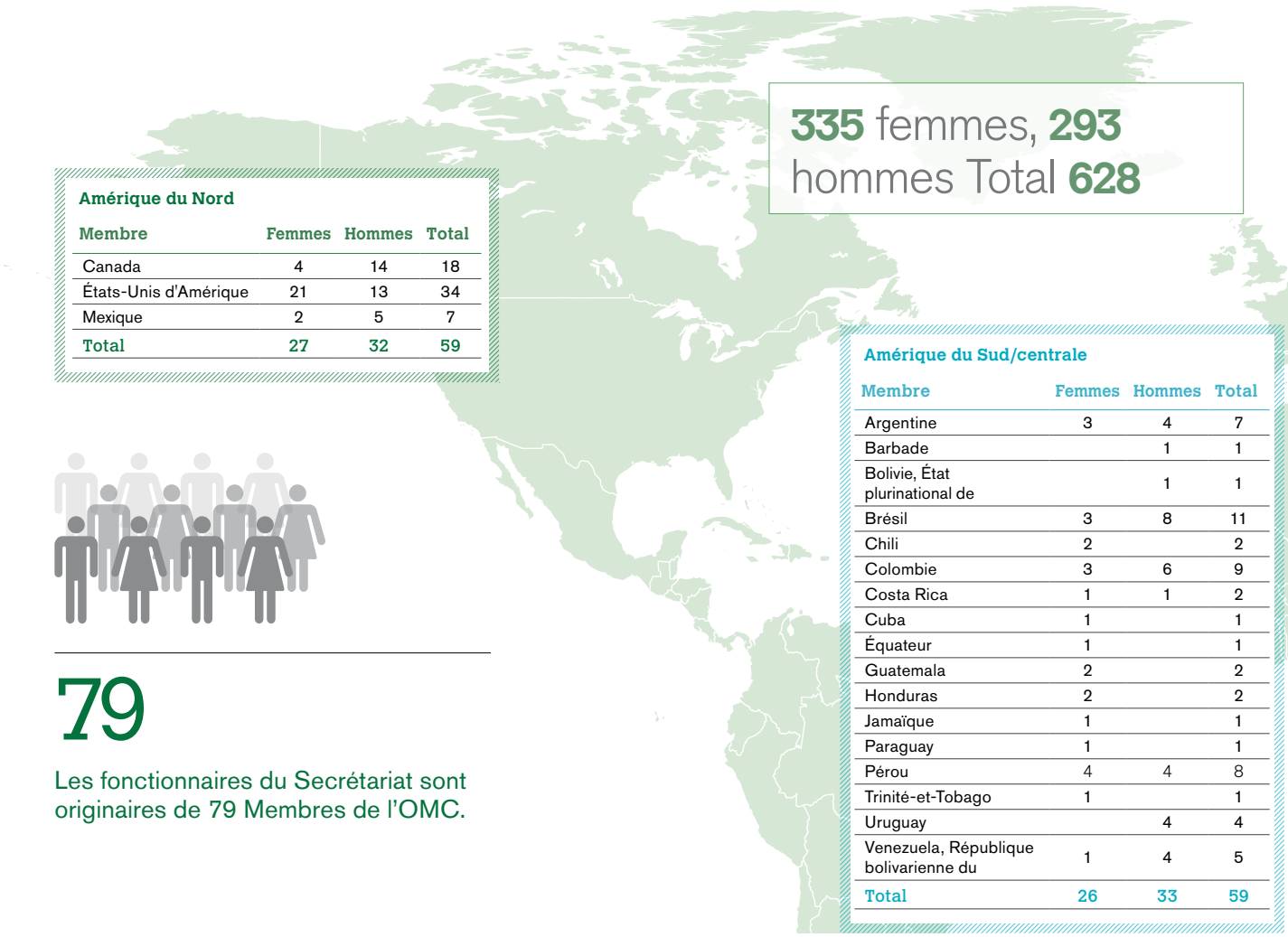


Figure 4: Pourcentage de fonctionnaires de l'OMC par catégorie (professionnels/personnel de soutien)



Secrétariat de l'OMC
www.wto.org/secretariat_f

Figure 5: Fonctionnaires de l'OMC émargeant au budget ordinaire, par sexe et par nationalité, au 31 décembre 2016



335 femmes, **293** hommes Total **628**

Amérique du Nord

Membre	Femmes	Hommes	Total
Canada	4	14	18
États-Unis d'Amérique	21	13	34
Mexique	2	5	7
Total	27	32	59

Amérique du Sud/centrale

Membre	Femmes	Hommes	Total
Argentine	3	4	7
Barbade		1	1
Bolivie, État plurinational de		1	1
Brésil	3	8	11
Chili	2		2
Colombie	3	6	9
Costa Rica	1	1	2
Cuba	1		1
Équateur	1		1
Guatemala	2		2
Honduras	2		2
Jamaïque	1		1
Paraguay	1		1
Pérou	4	4	8
Trinité-et-Tobago	1		1
Uruguay		4	4
Venezuela, République bolivarienne du	1	4	5
Total	26	33	59

79

Les fonctionnaires du Secrétariat sont originaires de 79 Membres de l'OMC.

Nouvelles recrues

«Ayant travaillé plusieurs années sur des affaires relatives à des mesures commerciales correctives dans des juridictions nationales, je souhaitais m'occuper d'affaires de ce type au niveau international.»

Tashi Kaul

Juriste chargé du règlement des différends | Division des règles
Nationalité: indienne
Date d'entrée en fonction: 1er octobre 2016

J'ai fait toute ma carrière dans le domaine du commerce international, en tant que juriste et économiste. J'ai représenté des entreprises auprès des autorités chargées des enquêtes antidumping et des enquêtes en matière de sauvegarde et j'ai conseillé des gouvernements sur la politique commerciale et le respect des règles de l'OMC.

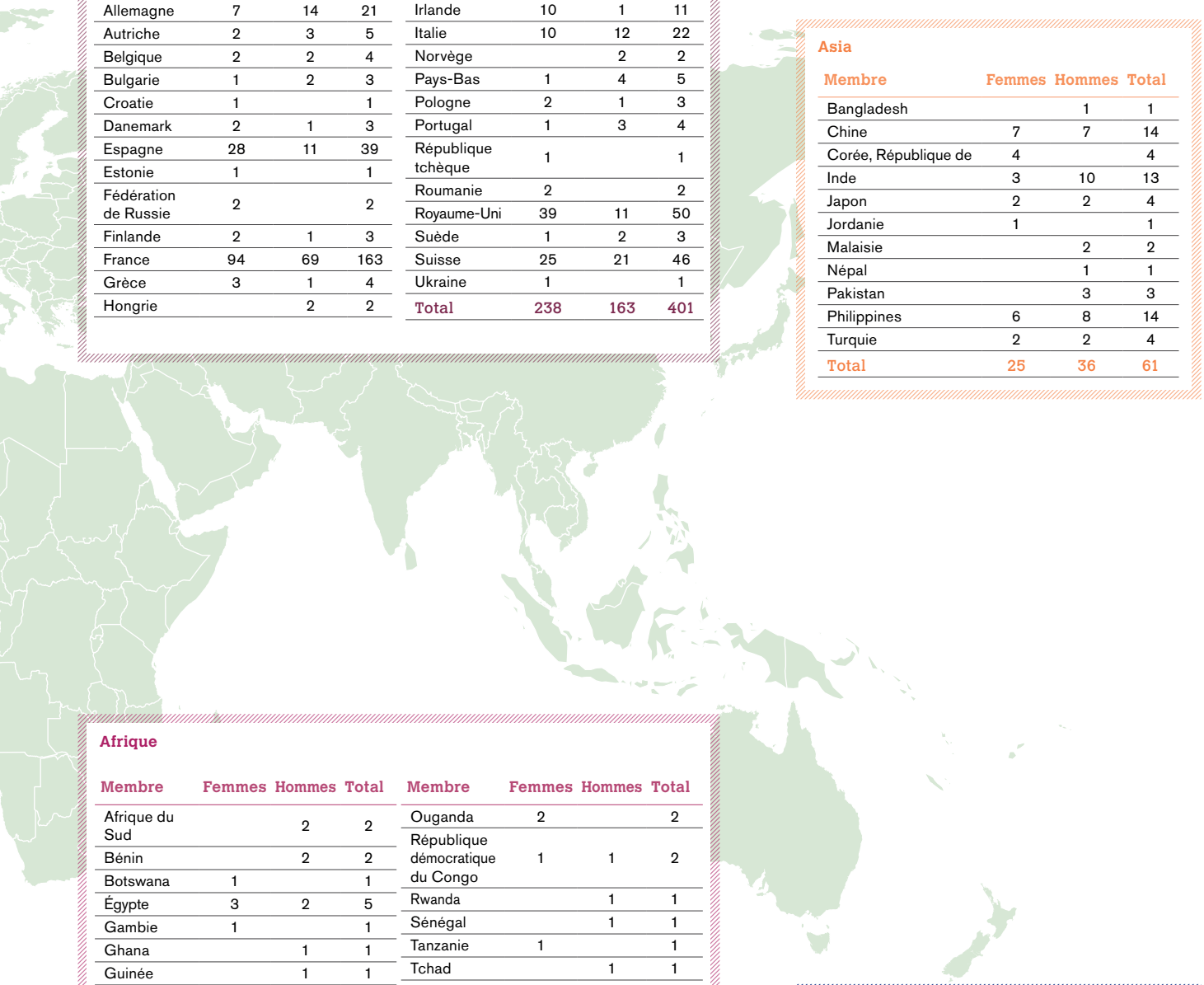
Avant d'entrer à l'OMC, j'ai travaillé dans le domaine du droit commercial international pour plusieurs cabinets d'avocats et de consultants dans le monde entier. J'ai travaillé chez White & Case LLP à Genève, Washington et Bruxelles, avant d'aller à New Dehli pour pratiquer le droit commercial international chez Ernst & Young LLP. Dans mon dernier poste avant d'entrer à l'OMC, je travaillais comme associé en droit commercial international dans le cabinet d'avocats Lakshmikumaran & Sridharan à New Delhi.

Ayant travaillé plusieurs années sur des affaires relatives à des mesures commerciales correctives dans des juridictions nationales, je souhaitais m'occuper d'affaires de ce type au niveau international. L'OMC était un choix naturel et je suis heureux d'être ici.

Dans la Division des règles, je conseille les groupes spéciaux dans le cadre des différends que les Membres portent devant l'OMC. Ce travail me passionne et j'y vois un prolongement fort intéressant du travail que j'ai fait dans le passé sur les mesures commerciales correctives.



Secrétariat de l'OMC
www.wto.org/secretariat_f



Europe

Membre	Femmes	Hommes	Total
Allemagne	7	14	21
Autriche	2	3	5
Belgique	2	2	4
Bulgarie	1	2	3
Croatie	1		1
Danemark	2	1	3
Espagne	28	11	39
Estonie	1		1
Fédération de Russie	2		2
Finlande	2	1	3
France	94	69	163
Grèce	3	1	4
Hongrie		2	2
Irlande	10	1	11
Italie	10	12	22
Norvège		2	2
Pays-Bas	1	4	5
Pologne	2	1	3
Portugal	1	3	4
République tchèque	1		1
Roumanie	2		2
Royaume-Uni	39	11	50
Suède	1	2	3
Suisse	25	21	46
Ukraine	1		1
Total	**238**	**163**	**401**

Asia

Membre	Femmes	Hommes	Total
Bangladesh		1	1
Chine	7	7	14
Corée, République de	4		4
Inde	3	10	13
Japon	2	2	4
Jordanie	1		1
Malaisie		2	2
Népal		1	1
Pakistan		3	3
Philippines	6	8	14
Turquie	2	2	4
Total	**25**	**36**	**61**

Afrique

Membre	Femmes	Hommes	Total
Afrique du Sud		2	2
Bénin		2	2
Botswana	1		1
Égypte	3	2	5
Gambie	1		1
Ghana		1	1
Guinée		1	1
Kenya	1		1
Malawi		1	1
Maroc	1	3	4
Maurice		2	2
Nigéria		2	2
Ouganda	2		2
République démocratique du Congo	1	1	2
Rwanda		1	1
Sénégal		1	1
Tanzanie	1		1
Tchad		1	1
Tunisie	2	2	4
Zambie	1		1
Zimbabwe	2		2
Total	**16**	**22**	**38**

Océanie

Membre	Femmes	Hommes	Total
Australie	3	6	9
Nouvelle-Zélande		1	1
Total	**3**	**7**	**10**

Budget, finances et administration

Le Comité du budget, des finances et de l'administration a examiné les rapports sur la situation financière et budgétaire de l'OMC et a présenté le rapport 2015 sur les résultats financiers, l'examen intermédiaire 2016-2017 et le premier rapport du Bureau du contrôle interne. Il a envoyé des propositions de révisions du Régime des pensions de l'OMC au Conseil général pour approbation.

Le Secrétariat de l'OMC a présenté le rapport 2015 sur les résultats financiers de l'OMC. Le Comité a proposé que le Conseil général approuve les virements entre les chapitres du budget indiqués dans le rapport et le Conseil général les a approuvés.

Les vérificateurs extérieurs des comptes ont présenté leur rapport pour 2015 au Comité. En particulier, ils ont levé les réserves qu'ils avaient formulées au sujet des états financiers de l'année précédente et ont approuvé sans réserve les états financiers de 2015. Sur la base d'une recommandation du Comité, le Conseil général a approuvé le rapport des vérificateurs extérieurs. Le Comité a aussi examiné les modifications qu'il était proposé d'apporter aux Règles de gestion financière de l'OMC et en a recommandé l'approbation par le Conseil général.

Le Secrétariat de l'OMC tient les Membres de l'OMC régulièrement informés des différents aspects du processus d'examen organisationnel lancé par le Directeur général, Roberto Azevêdo, en décembre 2013. En 2016, il a été question notamment des activités du Groupe de travail des primes et de celles de divers groupes chargés d'examiner les questions relatives au comportement professionnel, à la politique de promotion et à l'initiative en matière de mobilité.

Le Comité s'est penché sur l'examen intermédiaire de l'OMC pour la période biennale 2016-2017, et sur celui du Centre du commerce international (ITC). Ni l'OMC ni l'ITC n'ont proposé de révision de leur budget 2017. Le Comité a proposé que le Conseil général approuve le barème des contributions des Membres de l'OMC pour 2017.

Le Comité a recommandé au Conseil général d'approuver les contributions calculées au prorata dans la perspective de l'accession à l'OMC de la République du Libéria et de la République islamique d'Afghanistan, en juillet 2016. Le Conseil général a approuvé la recommandation.

Pendant l'année, le Comité a invité le Conseil général à demander instamment aux Membres et aux observateurs ayant des arriérés de contributions et visés par des arrangements administratifs de liquider ces arriérés.

Le Bureau du contrôle interne (BCIn) a présenté son rapport sur les activités d'audit interne. Le BCIn, qui a été établi en novembre 2015, est chargé d'effectuer des audits internes, des enquêtes et toute autre évaluation jugée nécessaire pour renforcer la responsabilisation, les contrôles internes, la conformité, la bonne utilisation des ressources et la gouvernance au sein du Secrétariat de l'OMC.

Le Comité a été informé des nouvelles politiques mises en place par la Division des solutions en technologies de l'information concernant la gouvernance des TI, la sécurité de l'information et les contrôles de sécurité. Ces questions ont pris beaucoup d'importance à l'échelle mondiale et le Secrétariat leur accorde une grande attention. Un Comité directeur des technologies et de la sécurité de l'information, composé de représentants de la haute direction, a été établi et se réunit régulièrement.

Le Comité de gestion du Régime des pensions de l'OMC a présenté au Comité des règles révisées proposées pour le Régime des pensions. Le Comité a pris note des révisions proposées et les a transmises au Conseil général pour approbation.

En novembre, le Secrétariat de l'OMC a présenté un projet de stratégie au Groupe chargé du suivi de l'élaboration d'une stratégie pour l'assurance santé après cessation de service. Le Groupe suit les travaux menés pour élaborer une stratégie à

Informations de base sur le budget, les finances et l'administration

Le Comité du budget, des finances et de l'administration suit la situation budgétaire et financière de l'OMC. Il examine les questions relatives à la gestion des ressources humaines, reçoit les rapports de situation sur le Régime des pensions et s'occupe des questions financières et administratives ayant trait au Secrétariat de l'OMC. Il fait rapport au Conseil général.

Budget, finances et administration
www.wto.org/budget_f

long terme visant à assurer la durabilité du régime d'assurance médicale de l'OMC et des prestations connexes au titre de l'assurance santé après cessation de service. Le Groupe ayant demandé des éclaircissements, des textes révisés lui ont été soumis ainsi qu'au CBFA. L'examen de cette question se poursuivra en 2017.

Le Groupe de travail sur le comité d'audit a examiné s'il était nécessaire que l'OMC ait un comité d'audit. Dans son rapport au Comité, le Groupe de travail a indiqué qu'il n'avait pas pu parvenir à un consensus. Plusieurs membres du Comité ont exprimé l'espoir que ce sujet serait réexaminé ultérieurement.

Le Comité a approuvé un don de 70 000 CHF de la Loterie Romande destiné à financer la restauration et l'installation du plafond des salles de réunion V et Y.

Budget de l'OMC pour 2017

L'OMC tire ses ressources des contributions annuelles de ses 164 Membres (voir les tableaux 1 et 2) et de recettes diverses. Les contributions sont calculées selon une formule qui tient compte de la part de chaque Membre dans le commerce international. Les recettes diverses proviennent principalement des contributions des pays ayant le statut d'observateur, de la vente des publications et de la location de salles de réunion.

Le budget de l'OMC pour 2017 est le suivant:

Secrétariat de l'OMC:
189 624 000 CHF

Organe d'appel et son secrétariat:
7 579 900 CHF

Budget total de l'OMC:
197 203 900 CHF

Tableau 1: Budget consolidé pour 2017

Section	Budget 2017 (milliers de CHF)
Dépenses de personnel (y compris rémunération du personnel, avantages au titre des pensions et après la cessation de service, assurance santé et invalidité, prestations familiales et avantages accordés au personnel international)	131 415
Personnel temporaire (y compris personnel engagé pour une courte durée, consultants, honoraires des membres des groupes spéciaux et de l'Organe d'appel)	17 289
Services généraux (y compris frais de télécommunication et frais postaux, services contractuels et entretien, énergie et fournitures, documentation et publication)	15 330
Voyages et frais de réception	7 351
Partenaires de mise en œuvre (y compris toute activité ou événement financé partiellement/conjointement/entièrement par l'OMC, mais mis en œuvre par un organisme tiers)	213
Dépenses d'équipement (y compris achat d'actifs fixes et location de matériel)	2 350
Frais financiers (y compris frais bancaires et intérêts et remboursement de l'emprunt contracté pour le bâtiment)	1 280
Contributions au Centre du commerce international et réserves spéciales (y compris Fonds de fonctionnement de l'Organe d'appel et Fonds de fonctionnement de la Conférence ministérielle)	21 975
Total général	**197 204**

Budget, finances et administration
www.wto.org/budget_f

Tableau 2: Contributions versées par les Membres au budget consolidé du Secrétariat de l'OMC et du secrétariat de l'Organe d'appel, 2017

Membre	Contribution pour 2017 CHF	Contribution pour 2017 %
Afghanistan	48 875	0,025%
Afrique du Sud	1 051 790	0,538%
Albanie	44 965	0,023%
Allemagne	14 294 960	7,312%
Angola	496 570	0,254%
Antigua-et-Barbuda	29 325	0,015%
Arabie saoudite, Royaume d'	2 490 670	1,274%
Argentine	780 045	0,399%
Arménie	35 190	0,018%
Australie	2 754 595	1,409%
Autriche	1 978 460	1,012%
Bahreïn, Royaume du	168 130	0,086%
Bangladesh	297 160	0,152%
Barbade	29 325	0,015%
Belgique	3 800 520	1,944%
Belize	29 325	0,015%
Bénin	29 325	0,015%
Bolivie, État plurinational de	93 840	0,048%
Botswana	72 335	0,037%
Brésil	2 586 465	1,323%
Brunéi Darussalam	80 155	0,041%
Bulgarie	316 710	0,162%
Burkina Faso	31 280	0,016%
Burundi	29 325	0,015%
Cabo Verde	29 325	0,015%
Cambodge	86 020	0,044%
Cameroun	64 515	0,033%
Canada	5 022 395	2,569%
Chili	787 865	0,403%
Chine	18 756 270	9,594%
Chypre	119 255	0,061%
Colombie	576 725	0,295%
Congo	91 885	0,047%
Corée, République de	5 947 110	3,042%
Costa Rica	142 715	0,073%
Côte d'Ivoire	105 570	0,054%
Croatie	224 825	0,115%
Cuba	146 625	0,075%
Danemark	1 515 125	0,775%
Djibouti	29 325	0,015%
Dominique	29 325	0,015%
Égypte	510 255	0,261%
El Salvador	74 290	0,038%
Émirats arabes unis	2 774 145	1,419%
Équateur	240 465	0,123%
Espagne	3 800 520	1,944%
Estonie	179 860	0,092%
États-Unis d'Amérique	21 968 335	11,237%
Ex-République yougoslave de Macédoine	52 785	0,027%
Fédération de Russie	4 418 300	2,260%
Fidji	29 325	0,015%
Finlande	944 265	0,483%
France	7 470 055	3,821%
Gabon	68 425	0,035%
Gambie	29 325	0,015%
Géorgie	64 515	0,033%
Ghana	152 490	0,078%
Grèce	672 520	0,344%
Grenade	29 325	0,015%
Guatemala	140 760	0,072%
Guinée	29 325	0,015%
Guinée-Bissau	29 325	0,015%
Guyana	29 325	0,015%
Haïti	29 325	0,015%
Honduras	76 245	0,039%
Hong Kong, Chine	5 157 290	2,638%
Hongrie	1 030 285	0,527%
Îles Salomon	29 325	0,015%
Inde	4 463 265	2,283%
Indonésie	1 800 555	0,921%
Irlande	1 955 000	1,000%
Islande	60 605	0,031%
Israël	832 830	0,426%
Italie	5 436 855	2,781%
Jamaïque	52 785	0,027%
Japon	8 345 895	4,269%
Jordanie	164 220	0,084%
Kazakhstan	639 285	0,327%
Kenya	121 210	0,062%
Koweït, État du	694 025	0,355%
Lesotho	29 325	0,015%
Lettonie	156 400	0,080%
Libéria	29 325	0,015%

[1] Aucune contribution n'est mise à la charge de l'Union européenne. Toutefois, des contributions sont mises à la charge de ses 28 membres individuellement. La part totale des membres de l'Union européenne dans le total des contributions mises à la charge des Membres de l'OMC pour 2017 est de 34,04%.

Budget, finances et administration
www.wto.org/budget_f

Membre	Contribution pour 2017 CHF	Contribution pour 2017 %
Liechtenstein	62 560	0,032%
Lituanie	310 845	0,159%
Luxembourg	848 470	0,434%
Macao, Chine	303 025	0,155%
Madagascar	29 325	0,015%
Malaisie	2 084 030	1,066%
Malawi	29 325	0,015%
Maldives	29 325	0,015%
Mali	29 325	0,015%
Malte	125 120	0,064%
Maroc	351 900	0,180%
Maurice	58 650	0,030%
Mauritanie	29 325	0,015%
Mexique	3 503 360	1,792%
Moldova, République de	37 145	0,019%
Mongolie	54 740	0,028%
Monténégro	29 325	0,015%
Mozambique	62 560	0,032%
Myanmar	91 885	0,047%
Namibie	56 695	0,029%
Népal	41 055	0,021%
Nicaragua	48 875	0,025%
Niger	29 325	0,015%
Nigéria	785 910	0,402%
Norvège	1 530 765	0,783%
Nouvelle-Zélande	451 605	0,231%
Oman	391 000	0,200%
Ouganda	54 740	0,028%
Pakistan	340 170	0,174%
Panama	254 150	0,130%
Papouasie-Nouvelle-Guinée	64 515	0,033%
Paraguay	113 390	0,058%
Pays-Bas	5 821 990	2,978%
Pérou	416 415	0,213%
Philippines	660 790	0,338%
Pologne	2 107 490	1,078%
Portugal	793 730	0,406%
Qatar	791 775	0,405%
République centrafricaine	29 325	0,015%
République démocratique du Congo	103 615	0,053%
République démocratique populaire lao	29 325	0,015%

Membre	Contribution pour 2017 CHF	Contribution pour 2017 %
République dominicaine	154 445	0,079%
République kirghize	39 100	0,020%
République slovaque	764 405	0,391%
République tchèque	1 397 825	0,715%
Roumanie	666 655	0,341%
Royaume-Uni	7 366 440	3,768%
Rwanda	29 325	0,015%
Saint-Kitts-et-Nevis	29 325	0,015%
Saint-Vincent-et-les Grenadines	29 325	0,015%
Sainte-Lucie	29 325	0,015%
Samoa	29 325	0,015%
Sénégal	43 010	0,022%
Seychelles	29 325	0,015%
Sierra Leone	29 325	0,015%
Singapour	4 723 280	2,416%
Slovénie	308 890	0,158%
Sri Lanka	158 355	0,081%
Suède	2 142 680	1,096%
Suisse	3 554 190	1,818%
Suriname	29 325	0,015%
Swaziland	29 325	0,015%
Tadjikistan	29 325	0,015%
Taipei chinois	3 000 925	1,535%
Tanzanie	91 885	0,047%
Tchad	44 965	0,023%
Thaïlande	2 367 505	1,211%
Togo	29 325	0,015%
Tonga	29 325	0,015%
Trinité-et-Tobago	115 345	0,059%
Tunisie	217 005	0,111%
Turquie	1 998 010	1,022%
Ukraine	746 810	0,382%
Union européenne1	0	0,000%
Uruguay	119 255	0,061%
Vanuatu	29 325	0,015%
Venezuela, République bolivarienne du	705 755	0,361%
Viet Nam	1 114 350	0,570%
Yémen	99 705	0,051%
Zambie	86 020	0,044%
Zimbabwe	48 875	0,025%
TOTAL	**195 500 000**	**100,000%**

Budget, finances et administration
www.wto.org/budget_f

Comment l'OMC est structurée

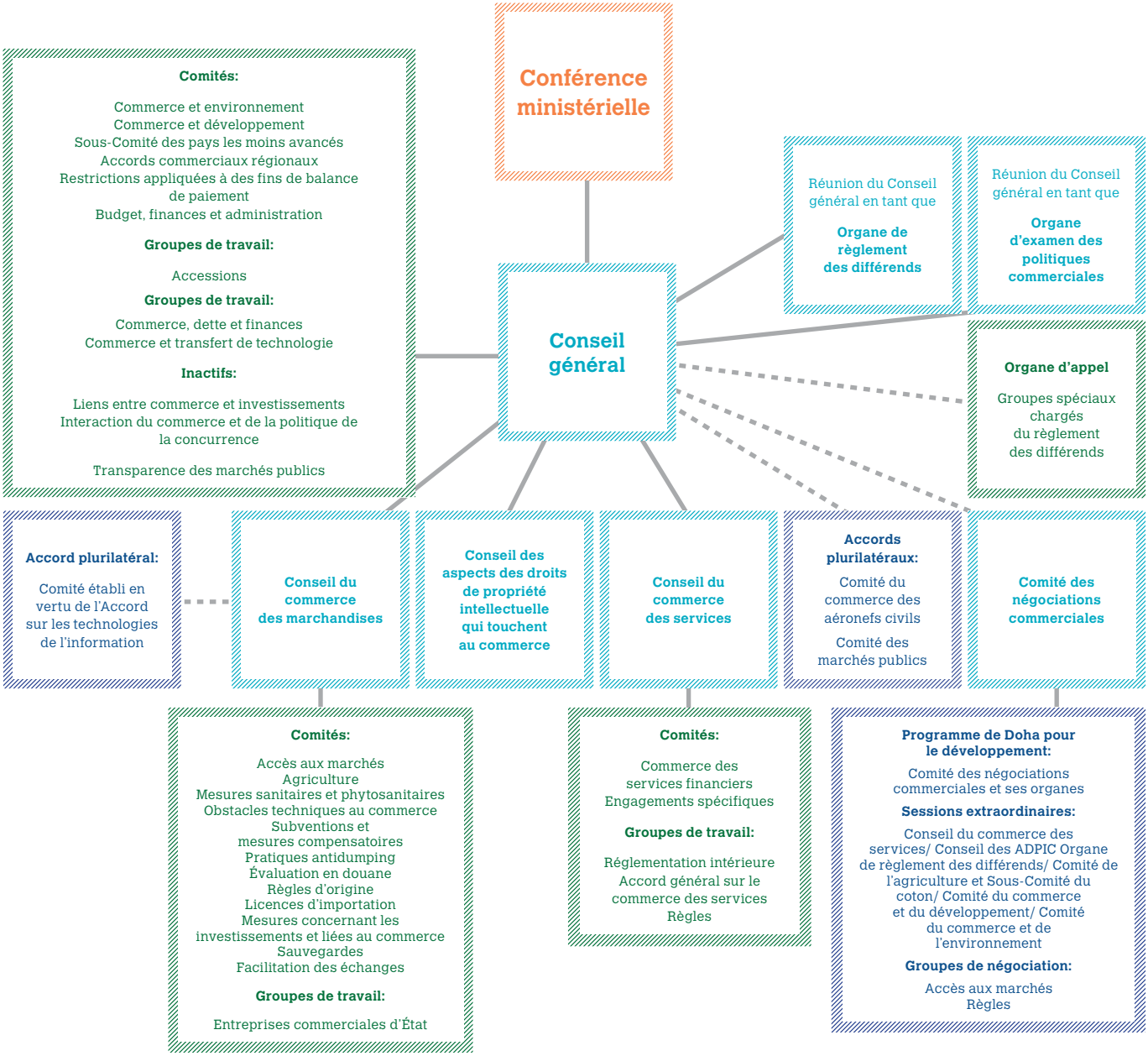
L'organe de décision suprême de l'OMC est la Conférence ministérielle, qui se réunit généralement tous les deux ans.

Au deuxième niveau, il y a le Conseil général (composé normalement des ambassadeurs et des Chefs de délégation en poste à Genève, mais parfois aussi de fonctionnaires envoyés par les capitales des pays Membres), qui se réunit plusieurs fois par an au siège de l'Organisation à Genève. Le Conseil général se réunit aussi en tant qu'Organe d'examen des politiques commerciales et en tant qu'Organe de règlement des différends.

Au troisième niveau, il y a le Conseil du commerce des marchandises, le Conseil du commerce des services et le Conseil des aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce (ADPIC), qui rendent compte au Conseil général.

De nombreux comités spécialisés, groupes de travail et groupes d'experts s'occupent des domaines visés par les différents accords et d'autres domaines tels que l'environnement, le développement, les demandes d'accession et les accords commerciaux régionaux.

Tous les Membres de l'OMC peuvent participer à tous les conseils et comités, à l'exception de l'Organe d'appel, des groupes spéciaux chargés du règlement des différends et des comités établis en vertu des accords plurilatéraux.



Le site Web de l'OMC
www.wto.org/fr

Présidents des organes de l'OMC (au 31 décembre 2016)

Présidents du Conseil général et des organes qui lui font rapport	
Conseil général	Ambassadeur Harald Neple (Norvège)
Organe de règlement des différends	Ambassadeur Xavier Carim (Afrique du Sud)
Organe d'examen des politiques commerciales	Mme Irene B. K. Young (Hong Kong, Chine)
Conseil du commerce des marchandises	Ambassadeur Hamish McCormick (Australie)
Conseil du commerce des services	Ambassadeur Gustavo Vanerio (Uruguay)
Conseil des ADPIC	M. Modest Jonathan Mero (Tanzanie)
Comité du commerce et de l'environnement	Ambassadeur Héctor Casanueva (Chili)
Comité du commerce et du développement	Ambassadeur Christopher Onyanga Aparr (Ouganda)
Comité des restrictions appliquées à des fins de balance des paiements	Ambassadeur Shameem Ahsan (Bangladesh)
Comité des accords commerciaux régionaux	Ambassadeur Daniel Blockert (Suède)
Comité du budget, des finances et de l'administration	Ambassadrice Inga Ernstsone (Lettonie)
Groupe de travail du commerce et du transfert de technologie	Ambassadeur Luis Enrique Chávez Basagoitia (Pérou)
Groupe de travail du commerce, de la dette et des finances	Ambassadeur Atanas Atanassaov Paparizov (Bulgarie)
Comité des négociations commerciales	Directeur général Roberto Azevêdo (OMC)
Comité préparatoire de la facilitation des échanges	Ambassadrice Mariam Md. Salleh (Malaisie)
Présidents des organes établis dans le cadre du Comité des négociations commerciales	
Groupe de négociation sur l'accès aux marchés	Ambassadeur Didier Chambovey (Suisse)
Groupe de négociation sur les règles	Ambassadeur Wayne McCook (Jamaïque)
Session extraordinaire du Conseil du commerce des services	Ambassadeur Marcelo Cima (Argentine)
Session extraordinaire du Conseil des ADPIC	Ambassadeur Dacio Castillo (Honduras)
Session extraordinaire de l'Organe de règlement des différends	Ambassadeur Stephen Karau (Kenya)
Session extraordinaire du Comité de l'agriculture	Ambassadeur Vangelis Vitalis (Nouvelle-Zélande)
Sous Comité du coton	Ambassadeur Vangelis Vitalis (Nouvelle-Zélande)
Session extraordinaire du Comité du commerce et de l'environnement	Ambassadeur Syed Tauqir Shah (Pakistan)
Session extraordinaire du Comité du commerce et du développement	Ambassadrice Yee Woan Tan (Singapour)
Présidents des organes subsidiaires du Conseil du commerce des marchandises	
Comité de l'agriculture	M. Garth Ehrhardt (Canada)
Comité des pratiques antidumping	M. Peira Shannon (Australie)
Comité de l'évaluation en douane	M. Yasser Korani (Égypte)
Comité des licences d'importation	M. Tapio Pyysalo (Finlande)
Comité de l'accès aux marchés	Mme Hanna Olsen Bodsberg (Norvège)
Comité des règles d'origine	M. Chih-Tung Chang (Taipei chinois)
Comité des sauvegardes	M. Yusong Chen (Chine)
Comité des mesures sanitaires et phytosanitaires	Mme Marcela Otero (Chili)
Comité des subventions et des mesures compensatoires	M. Jin-dong Kim (République de Corée)
Comité des obstacles techniques au commerce	Mme Esther Peh (Singapour)
Comité des mesures concernant les investissements et liées au commerce	Mme Marine Willemetz (Suisse)
Groupe de travail des entreprises commerciales d'État	Mme Yeili Danelly Rangel Peñaranda (Colombie)
Comité des participants sur l'expansion du commerce des produits de technologies de l'information	Mme Zsofia Tvarusko (Hongrie)
Présidents des organes subsidiaires du Conseil du commerce des services	
Comité du commerce des services financiers	Mme Junko Ueno (Japon)
Groupe de travail de la réglementation intérieure	Mme Katarzyna Stecz (Pologne)
Comité des engagements spécifiques	M. Han Changtian (Chine)
Groupe de travail des règles de l'AGCS	M. Gustavo Héctor Mendez (Argentine)
Présidents des Comités chargés des accords plurilatéraux	
Comité du commerce des aéronefs civils	M. Hsiao-Yin Wu (Taipei chinois)
Comité des marchés publics	M. John Newham (Irlande)

Le site Web de l'OMC
www.wto.org/fr

Membres de l'OMC: 164 Membres (au 31 décembre 2016)

Membre[1]	Date d'accession
Afghanistan	2016
Afrique du Sud	1995
Albanie	2000
Allemagne	1995
Angola	1996
Antigua-et-Barbuda	1995
Arabie saoudite, Royaume d'	2005
Argentine	1995
Arménie	2003
Australie	1995
Autriche	1995
Bahreïn, Royaume du	1995
Bangladesh	1995
Barbade	1995
Belgique	1995
Belize	1995
Bénin	1996
Bolivie, État plurinational de	1995
Botswana	1995
Brésil	1995
Brunéi Darussalam	1995
Bulgarie	1996
Burkina Faso	1995
Burundi	1995
Cabo Verde	2008
Cambodge	2004
Cameroun	1995
Canada	1995
Chili	1995
Chine	2001
Chypre	1995
Colombie	1995
Congo	1997
Corée, République de	1995
Costa Rica	1995
Côte d'Ivoire	1995
Croatie	2000
Cuba	1995
Danemark	1995
Djibouti	1995
Dominique	1995
Égypte	1995
El Salvador	1995
Émirats arabes unis	1996
Équateur	1996
Espagne	1995
Estonie	1999
États-Unis d'Amérique	1995
Ex-République yougoslave de Macédoine	2003
Fédération de Russie	2012
Fidji	1996
Finlande	1995
France	1995
Gabon	1995
Gambie	1996
Géorgie	2000
Ghana	1995
Grèce	1995
Grenade	1996
Guatemala	1995
Guinée	1995
Guinée-Bissau	1995
Guyana	1995
Haïti	1996
Honduras	1995
Hong Kong, Chine	1995

Membre[1]	Date d'accession
Hongrie	1995
Îles Salomon	1996
Inde	1995
Indonésie	1995
Irlande	1995
Islande	1995
Israël	1995
Italie	1995
Jamaïque	1995
Japon	1995
Jordanie	2000
Kazakhstan	2015
Kenya	1995
Koweït, État du	1995
Lesotho	1995
Lettonie	1999
Libéria	2016
Liechtenstein	1995
Lituanie	2001
Luxembourg	1995
Macao, Chine	1995
Madagascar	1995
Malaisie	1995
Malawi	1995
Maldives	1995
Mali	1995
Malte	1995
Maroc	1995
Maurice	1995
Mauritanie	1995
Mexique	1995
Moldova, République de	2001
Mongolie	1997
Monténégro	2012
Mozambique	1995
Myanmar	1995
Namibie	1995
Népal	2004
Nicaragua	1995
Niger	1996
Nigéria	1995
Norvège	1995
Nouvelle-Zélande	1995
Oman	2000
Ouganda	1995
Pakistan	1995
Panama	1997
Papouasie-Nouvelle-Guinée	1996
Paraguay	1995
Pays-Bas	1995
Pérou	1995
Philippines	1995
Pologne	1995
Portugal	1995
Qatar	1996
République centrafricaine	1995
République démocratique du Congo	1997
République démocratique populaire lao	2013
République dominicaine	1995
République kirghize	1998
République slovaque	1995
République tchèque	1995
Roumanie	1995
Royaume-Uni	1995
Rwanda	1996
Saint-Kitts-et-Nevis	1996

Membre[1]	Date d'accession
Saint-Vincent-et-les Grenadines	1995
Sainte-Lucie	1995
Samoa	2012
Sénégal	1995
Seychelles	2015
Sierra Leone	1995
Singapour	1995
Slovénie	1995
Sri Lanka	1995
Suède	1995
Suisse	1995
Suriname	1995
Swaziland	1995
Tadjikistan	2013
Taipei chinois	2002
Tanzanie	1995
Tchad	1996
Thaïlande	1995
Togo	1995
Tonga	2007
Trinité-et-Tobago	1995
Tunisie	1995
Turquie	1995
Ukraine	2008
Union européenne	1995
Uruguay	1995
Vanuatu	2012
Venezuela, République bolivarienne du	1995
Viet Nam	2007
Yémen	2014
Zambie	1995
Zimbabwe	1995

États/territoires douaniers distincts souhaitant accéder à l'OMC (au 31 décembre 2016)

Algérie
Andorre
Azerbaïdjan
Bahamas
Bélarus
Bhoutan
Bosnie-Herzégovine
Comores
Éthiopie
Guinée équatoriale
Iran
Iraq
Libye
Ouzbékistan
République arabe syrienne
République libanaise
Sao Tomé-et-Principe
Serbie
Somalie
Soudan
Timor-Leste

Pays qui sont devenus officiellement Membres de l'OMC en 2016

Membre	Date d'accession
Libéria	14 juillet 2016
Afghanistan	29 juillet 2016

[1] Les Membres sont en majorité des états, mais peuvent aussi être des territoires douaniers jouissant d'une entière autonomie dans la conduite de leurs relations commerciales extérieures.

Le site Web de l'OMC
www.wto.org/fr

Abréviations

ACR	Accord commercial régional
ADPIC	Aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce
AEM	Accord environnemental multilatéral
AGCS	Accord général sur le commerce des services
AMNA	Accès aux marchés pour les produits non agricoles
AMP	Accord sur les marchés publics
ASEAN	Association des nations de l'Asie du Sud-Est
ATI	Accord sur les technologies de l'information
CCD	Comité du commerce et du développement
CCI	Chambre de commerce internationale
CIR	Cadre intégré renforcé
CNC	Comité des négociations commerciales
CNUCED	Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement
EPC	Examen des politiques commerciales
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
GATT	Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce
IED	Investissement étranger direct
IFCT	Institut de formation et de coopération technique
IG	Indications géographiques
ISO	Organisation internationale de normalisation
ITC	Centre du commerce international
MEPC	Mécanisme d'examen des politiques commerciales
MIC	Mesures concernant les investissements et liées au commerce
MNT	Mesures non tarifaires
NPF	Clause de la nation la plus favorisée
OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques
OIT	Organisation internationale du travail
OMPI	Organisation mondiale de la propriété intellectuelle
ONG	Organisation non gouvernementale
ORD	Organe de règlement des différends
OTC	Obstacles techniques au commerce
PDD	Programme de Doha pour le développement
PDINPA	Pays en développement importateurs nets de produits alimentaires
PEV	Petite économie vulnérable
PIB	Produit intérieur brut
PMA	Pays les moins avancés
PME	Petites et moyennes entreprises
SH	Système harmonisé
SMC	Subventions et mesures compensatoires
SPS	Mesures sanitaires et phytosanitaires
STDF	Fonds pour l'application des normes et le développement du commerce
UIP	Union interparlementaire
UIT	Union internationale des télécommunications

0: zéro ou chiffre arrondi à zéro.
1 milliard signifie 1 000 millions.
Les chiffres étant arrondis, il peut y avoir une légère différence entre la somme des chiffres et le total indiqué.
Sauf indication contraire, i) toutes les valeurs sont exprimées en dollars EU; ii) les chiffres du commerce comprennent les échanges entre les membres des zones de libre-échange, des unions douanières, des associations régionales et autres groupements de pays.

Note
Le présent rapport examine les activités de l'OMC en 2016 et au début de 2017. Le mot «pays» est souvent utilisé pour désigner les Membres de l'OMC bien que certains Membres soient officiellement des «territoires douaniers» et pas nécessairement des pays au sens habituel du terme.

Autres renseignements

Le site Web de l'OMC contient d'autres renseignements sur l'Organisation et ses activités: www.wto.org/fr.

Des renseignements généraux sur l'OMC sont disponibles dans les publications suivantes, qui peuvent être téléchargées gratuitement à partir du site Web:

L'OMC en quelques mots

Un point de départ pour trouver des renseignements essentiels sur l'Organisation mondiale du commerce.

Concise et pratique, cette petite brochure constitue une introduction idéale à l'OMC.

Dix choses que l'OMC peut faire

Cette brochure met en lumière certains des avantages du système commercial, sans pour autant prétendre que tout est parfait – sinon, il ne serait pas nécessaire de continuer à négocier, ni d'adapter et de réformer constamment le système. Elle remplace «Les dix avantages du système commercial de l'OMC» et «Dix malentendus fréquents au sujet de l'OMC».

Librairie en ligne

Vous pouvez commander les publications imprimées à la librairie en ligne de l'OMC: http://onlinebookshop.wto.org.

De nombreuses publications peuvent être téléchargées gratuitement à partir du site Web de l'OMC: www.wto.org/fr.

Vous pouvez vous inscrire pour être avertis gratuitement de la parution de nouveaux titres.



Le site Web de l'OMC
www.wto.org/fr

Télécharger l'application

Le *Rapport annuel 2017* de l'OMC sera disponible sous forme d'application. Vous pourrez le télécharger depuis l'App Store et Google Play pour le consulter sur votre iPad, votre iPhone, votre tablette ou votre smartphone Android.

Download on the App Store

Google play















Publications
www.wto.org/publications_f

Crédits photo

Photos de couverture (dans le sens des aiguilles d'une montre à partir du haut à droite): © Shutterstock/tcly; © OMC/Studio Casagrande; © OMC/Studio Casagrande; © Nikada; © Rawpixel.com.

Page ii: © OMC/Studio Casagrande; © OMC; © OMC/Studio Casagrande; © OMC; © OMC.

Pages 3, 19, 91, 138, 140, 141, 142, 143, 157: © OMC/Studio Casagrande.

Pages 5, 8, 14, 17, 18, 22, 24, 25, 26, 30, 33, 37, 39, 40, 41, 43, 44, 47, 60, 73, 79, 86, 87, 104, 116, 117, 129, 135, 147, 158, 159, 160, 163, 168, 169, 170, 172: © OMC.

Page 6 (selon la date): © OMC; © OMC; © OMC; © Pixabay/skeeze; © OMC; © OMC; © Getty Images/OJO Images RF; © OMC; © OMC.

Page 7 (selon la date): © OMC; © OMC; © OMC; © OMC; © OMC; © OMC; © OMC; © OMC; © OMC/ANTARA; © OMC.

Page 10: © iStockphoto/apomares.

Page 11: © Getty Images/Bruce Clarke.

Page 12: © iStockphoto/Nancy Nehring.

Page 13: © Panos/Sven Torfinn/H4+.

Page 20 (selon la date): © Getty Images/Fabrice Coffrini; © OMC; © OMC; © Newzulu Alamy Stock Photo; © OMC; © Financial Times Live; © OMC; © OMC.

Page 21 (selon la date): © OMC; © OMC; © Xinhua/Pang Xinglei; © OMC/Studio Casagrande; © OMC; © OMC; © OMC; © OMC; © OMC; © OMC; © OMC; © OMC.

Page 35: © Government of Wales.

Page 36: © SECO/Marco Zanoni.

Page 40 : © Dean Calma/IAEA.

Page 42: © Dean Calma/IAEA.

Page 54: © Adobe Stock/Rawpixel.com.

Page 69: © Adobe Stock/golubovy.

Page 71: © iStockphoto/izusek.

Page 72: © iStockphoto/BeyondImages.

Page 76: © Getty Images/Tempura.

Page 80: © Adobe Stock/Goodpics.

Page 84: © iStockphoto/simonmuncer.

Page 85: © Getty Images/Peter Starman.

Page 89: © Pixabay/StockSnap.

Page 94 (clockwise from top left): © Shutterstock.com/G-Valeriy; © Alexandre Moreau; © Getty Images/ABDELHAK SENNA; © Bloomberg; © Getty Images/Bloomberg/JEAN-CLAUDE COUTAUSSE; © Getty Images/GIANLUIGI GUERCIA; © Getty Images/AFP/ORLANDO SIERRA; © Getty Images/Glow Images, Inc.; © Getty Images/Bloomberg.

Page 95 (dans le sens des aiguilles d'une montre à partir du haut à gauche): © Getty Images/Lonely Planet Images/Aldo Pavan; © Getty Images/AFP/SERGEI SUPINSKY; © Shutterstock.com/Yulia Grigoryeva; © Shutterstock.com/Thomas Koch; © Getty Images/Bloomberg; © Getty Images/LightRocket/Gerhard Joren; © Pixabay/Sharon Ang; © Shutterstock.com/chinahbzyg; © Getty Images/Bloomberg; © Getty Images/Fairfax Media/The Sydney Morning Herald/Kate Geraghty; © Irene Scott for AusAID; © Getty Images/Moment/Vincent Jary; © Shutterstock/Matej Kastelic; © Getty Images News/Reza.

Page 120: © Getty Images/moodboard.

Page 131: © EIF.

Page 132: © STDF.

Page 144: © Inter-Parliamentary Union.

Page 145: © Inter-Parliamentary Union.

Page 148: © WIPO/Emmanuel Berrod.

Page 149: © Xinhua/Pang Xinglei.

Page 151: © Reuters/Aly Song.

Page 166: © Adrien Barakat.

ISBN 978-92-870-4145-6 (édition imprimée)/978-92-870-4148-7 (édition en ligne)
Imprimé par le Secrétariat de l'OMC
Maquette conçue par Paprika
© Organisation mondiale du commerce 2017
Le Rapport annuel est également disponible en anglais et en espagnol.



ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

Organisation mondiale du commerce
Centre William Rappard
Rue de Lausanne 154
CH-1211 Genève 2
Suisse
Tél.: (standard): +41 (0)22 739 51 11
Courriel: enquiries@wto.org
Site Web: www.wto.org/fr

ISBN: 978-92-870-4145-6

